

Annuaire statistique de la Justice

Édition 2009 - 2010

Secrétariat Général

Service support et moyens du ministère

SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES

13, place Vendôme - 75 001 Paris - Tél. : 01 44 77 66 27

Directeur de la publication
B. Camus

Rédacteur en chef
O. Timbart

Réalisation
D. Baux, A. Jacgert

Maquette
D. Toussaint

Ont collaboré à cet ouvrage

Direction des Services judiciaires : **Mme Cauquil, M. Toutin**

Direction des Affaires civiles et du Sceau : **Mme Croso**

Direction de l'Administration pénitentiaire : **Mmes Kensey, Falloni, M. Tinard**

Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse : **MM. Macabiès, Renault**

Secrétariat général :

Sous-direction de la synthèse budgétaire et comptable : **Mme Schpitz**

Sous-direction de l'immobilier : **Mme Hurtaud**

Sous-direction de la Statistique et des Études : **Mmes de Maillard Taillefer, Chaussebourg
M. David-Collet**

Conseil d'État : **Mmes Hermann, Jamois, M. Lardennois**

Médiature : **Mme Durand**

Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation : **Mme Soulhol**

En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.

Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

Photo de couverture : Décor du Salon des oiseaux, Hotel de Bourvallais - place Vendôme, Paris
Caroline Montagné. Ministère de la Justice et des Libertés - DICOM

© La Documentation française - Direction de l'information légale et administrative. Paris 2010
ISBN : 978-2-11-008281-7

L'*Annuaire Statistique de la Justice* présente, sur une période assez longue, une description chiffrée de l'activité judiciaire.

Après une présentation des moyens de la Justice (nombre de juridictions, moyens budgétaires, implantations), l'annuaire décrit le fonctionnement de la justice civile : activité des juridictions, description des saisines et des durées de procédures par nature d'affaire, détail sur certains contentieux significatifs (acquisitions de la nationalité française, protection des mineurs et des majeurs, affaires familiales, redressements et liquidations judiciaires, contentieux locatifs, impayés, juges de l'exécution des peines).

Le fonctionnement de la justice pénale est présenté sous ses différents aspects : orientation des affaires par les parquets, activité des juges d'instruction, activité des juridictions de jugement, infractions sanctionnées et sanctions prononcées, taux de récidive.

Sont également fournies les statistiques relatives à l'exécution des peines dans le cadre de l'administration pénitentiaire – milieu fermé, milieu ouvert, activité du juge de l'application des peines –, puis les statistiques se rapportant à la protection judiciaire de la jeunesse : orientations données par les parquets aux affaires de mineurs, activité des juridictions de mineurs, activité des établissements de la protection judiciaire de la jeunesse, condamnations frappant des mineurs.

Le lecteur trouvera aussi des données concernant l'activité de la justice administrative, les statistiques relatives à l'aide juridictionnelle accordée aux justiciables les plus démunis, et enfin les données disponibles sur les professions juridiques.

L'ouvrage se termine par la présentation des principales données d'activité relatives à chaque juridiction (cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, conseils de prud'hommes, tribunaux de commerce, tribunaux pour enfants).

Ce volume reprend de façon quasi-systématique des données définitives, le plus souvent portant sur l'année 2008 et avec un grand degré de détail. Des données plus récentes et souvent provisoires sont accessibles en ligne sur le site du ministère [www.justice.gouv.fr]

Le chargé de la sous-direction
de la Statistique et des Études




Benjamin Camus

AVANT-PROPOS	3
MOYENS DE LA JUSTICE	13
Budget	15
Frais de justice - Aide juridictionnelle	15
Effectifs budgétaires	17
Implantations immobilières	19
Juridictions et établissements	19
Accès au droit	19
JUSTICE CIVILE	25
Activité des juridictions	27
Cour de cassation	27
Cours d'appel	29
Tribunaux de grande instance.....	31
Tribunaux de grande instance à compétence commerciale.....	33
Tribunaux d'instance, juridictions de proximité	35
Tribunaux paritaires des baux ruraux.....	39
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	39
Conseils de prud'hommes.....	41
Tribunaux de commerce	43
Détails des saisines en 2008	45
Affaires nouvelles au fond	45
Ordonnances de référé et procédures particulières	71
Durée de traitement des affaires en 2008	73
Détail de certains thèmes	79
Acquisitions de la nationalité française	79
Protection des mineurs	81
Protection des majeurs	83
Affaires familiales	85
Redressements et liquidations judiciaires	91
Contentieux locatifs	93
Contentieux de l'impayé.....	95
Procédures devant le juge de l'exécution	99
JUSTICE PÉNALE	103
Activité des parquets	105
Saisines.....	105
Orientations	107
Les compositions pénales dans les condamnations inscrites au casier judiciaire	111
Mesures alternatives traitées par les associations.....	113
Activité des officiers du ministère public	115
Activité des juges d'instruction	115
Affaires terminées	117
Mises en examen	119
Mesures de contrôle judiciaire prononcées.....	119
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations	121
Mesures de détention provisoire	123
La détention provisoire dans les condamnations	125
Activité des juridictions	127
Cours d'assises.....	127
Tribunaux correctionnels.....	129
Tribunaux et juges pour enfants.....	131
Tribunaux de police.....	133
Juridictions de proximité.....	135

Tribunaux aux armées	135
Cours d'appel	137
Cour de cassation	139
Révision des condamnations pénales.....	139
Indemnisation en matière de détention provisoire	139
Aide aux victimes	141
Condamnations	143
Crimes.....	149
Délits	151
Contraventions de 5 ^e classe	155
Ensemble des peines prononcées dans les condamnations	159
Détails des condamnations	161
Violences volontaires	161
Violences involontaires	165
Atteintes sexuelles	169
Atteintes à la famille et autres atteintes à la personne.....	173
Vols et recels.....	175
Escroqueries et abus de confiance	179
Destructions et dégradations	181
Circulation routière et transports	183
Infractions en matière de chèques	187
Infractions en matière de travail et sécurité sociale	189
Infractions en matière de sociétés et de commerce.....	191
Infractions en matière de finances publiques.....	193
Infractions en matière de santé et de stupéfiants	195
Ordre administratif et judiciaire	197
Sûreté publique	199
Ordre public général.....	203
Les condamnés pour délits en réitération	205
Les condamnés pour crimes et délits en récidive légale.....	207
 EXÉCUTION DES PEINES ET ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	 211
Milieu fermé	213
Population carcérale : incarcérés, prévenus, condamnés	213
Mouvements de détenus : incarcérations, libérations	217
Vie en milieu carcéral : activité professionnelle, enseignement, incidents.....	219
Aménagement et mesure d'individualisation des peines.....	221
Placements à l'extérieur, semi-liberté	221
Placements sous surveillance électronique, permissions de sortir, libérations conditionnelles	223
Milieu ouvert	225
Population prise en charge par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation	225
Mesures prises en charge par les SPIP	225
Interventions des SPIP.....	227
 MINEURS ET JUSTICE	 233
Activité des parquets mineurs	235
Orientations données aux affaires pénales	237
Mineurs délinquants : activité des juges et tribunaux pour enfants	239
Mineurs en danger : activité des juges des enfants	241
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur public	243
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur associatif	245
Condamnations de mineurs	247
Crimes.....	247
Délits	251
Contraventions de 5 ^e classe	255
Mineurs incarcérés.....	257
Mouvement de détenus mineurs	261

JUSTICE ADMINISTRATIVE	267
Tribunal des conflits, Conseil d'État	269
Cours administratives d'appel	271
Tribunaux administratifs	273
Cour des comptes, Chambres régionales des comptes.....	275
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	281
AIDE JURIDICTIONNELLE	291
Procédures : admissions.....	293
Procédures : rejets.....	295
Bénéficiaires	295
AUXILIAIRES DE JUSTICE	301
Avocats	303
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	303
Avoués près les cours d'appel	305
Greffiers de tribunal de commerce.....	305
Huissiers de justice.....	305
Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs	305
Notaires	307
Commissaires-priseurs judiciaires.....	307
Conciliateurs de justice	307
ACTIVITÉ PAR JURIDICTION	311
Activité civile par cour d'appel	313
Activité pénale par cour d'appel	315
Activité civile par tribunal de grande instance.....	317
Activité pénale par tribunal de grande instance	321
Activité par parquet : orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs.....	325
Activité des juges et tribunaux pour enfants	329
Activité par tribunal d'instance.....	333
Activité par conseil de prud'hommes	341
Activité par tribunal de commerce	347
Activité des chambres à compétence commerciale dans les TGI.....	351
GLOSSAIRE	352
INDEX ALPHABÉTIQUE	355

Table des signes conventionnels

p	Valeur provisoire
e	Estimation
r	Valeur corrigée par rapport à l'édition antérieure
...	Résultat non encore disponible
. ou –	Statistique inexistante
/// ou 	Absence de résultat due à la nature des choses
nd	Non disponible
	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe
ε	Résultat très faible (inférieur à la moitié de l'unité du dernier chiffre présenté)

Les moyens de la Justice

Les juridictions

Si l'ordonnance du 22 décembre 1958 traduit la volonté du législateur de réunifier l'organisation judiciaire de la France, la variété des compétences et des fonctionnements dans l'ensemble des juridictions placées sous le contrôle de la Cour de cassation demeure considérable.

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, créée en 1790, la Cour de cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures ; elle juge le droit, non pas le fait, à la différence des cours d'appel, juridictions du second degré qui examinent à nouveau les faits sur lesquels les tribunaux du premier degré, civils ou pénaux, se sont déjà prononcés.

Outre les juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, cours d'assises, tribunaux de grande instance civils et correctionnels, tribunaux d'instance civils et de police et juridictions de proximité, l'ordre judiciaire comprend des juridictions spécialisées (dites tribunaux d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux aux armées, tribunaux maritimes commerciaux. On notera également que les organisations professionnelles (Chambres, Conseils, Ordres) d'officiers ministériels et auxiliaires de justice prennent, en application des règles de déontologie, des décisions disciplinaires susceptibles de recours devant les cours d'appel.

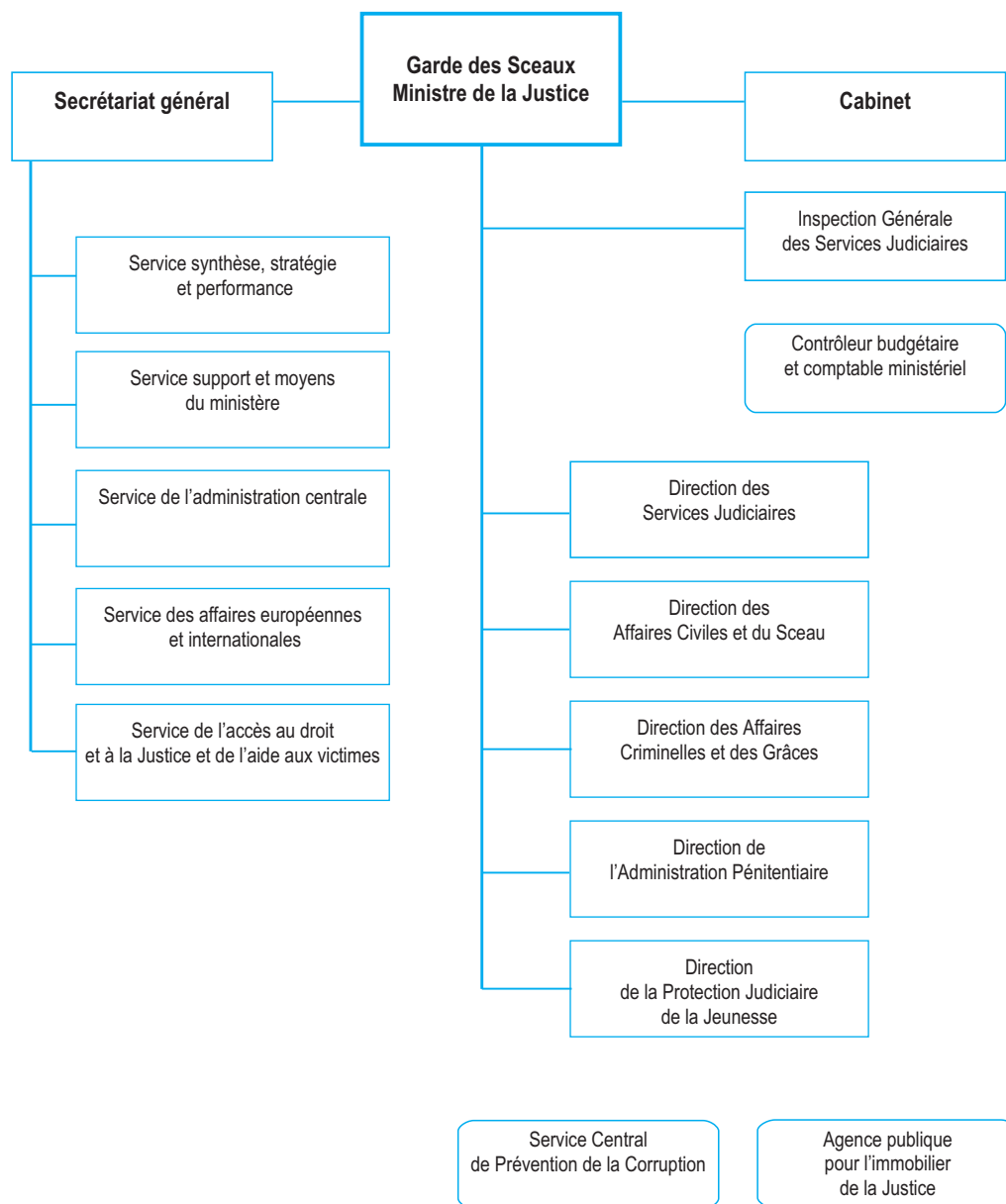
Enfin le ministre de la Justice institue "conciliateurs" des personnes bénévoles qui s'efforcent de développer, hors procédure codifiée, la pratique du règlement amiable des petits différends locaux entre particuliers.

Le ministère public (procureur et substituts) défend l'ordre public. À ce titre, il exerce auprès des juridictions, des attributions judiciaires d'ordre pénal et civil ainsi que des attributions administratives. En matière pénale, il reçoit les plaintes et procès-verbaux et apprécie les suites à donner ; il exerce l'action publique, contrôle l'enquête judiciaire, le déroulement de l'instruction et du jugement ; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il peut et dans certains cas il doit, intervenir au procès, notamment dans les affaires intéressant l'État, le statut des personnes, la procédure.

Outre ses attributions judiciaires, le procureur de la République surveille les officiers publics et ministériels et les officiers d'état civil. Il dirige la police judiciaire.

La police judiciaire, fonction exercée par les maires, la gendarmerie et la police nationale notamment, constate les infractions à la loi pénale, rassemble les preuves et recherche les auteurs, sur délégation des procureurs de la République et juges d'instruction.

Organigramme du ministère de la Justice



Code		2005	2006	2007	2008	2009
◆	Crédits inscrits en loi de finances initiale					
	■ Crédits de paiement					
1	Total (en Mo d'euros)	5 461,85	///	///	///	///
2	Dépenses ordinaires	5 150,07	///	///	///	///
3	Dépenses en capital	311,78	///	///	///	///
4	<i>Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)</i>	1,89	///	///	///	///
	■ Autorisations de programme					
5	Total (en Mo d'euros)	607,67	///	///	///	///

Code		2005 *	2006	2007	2008	2009
	Crédits inscrits en loi de finances initiale					
	<i>(présentation LOLF)</i>					
	■ Crédits de paiement					
6	Total (en Mo d'euros)	5 265,11	5 980,26	6 254,49	6 497,01	6 632,13
7	<i>dont dépenses de personnel</i>	2 945,87	3 544,79	3 684,57	3 876,80	4 068,93
	Répartition par programme					
8	- Justice judiciaire	2 157,67	2 505,77	2 596,77	2 727,27	2 822,42
9	- Administration pénitentiaire	1 867,57	2 130,70	2 240,75	2 371,60	2 459,43
10	- Protection judiciaire de la jeunesse	676,13	735,80	796,34	804,36	784,16
11	- Accès au droit et à la Justice	333,35	344,17	341,99	334,32	317,87
12	- Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	230,39	263,82	278,64	259,46	248,26
13	<i>Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)</i>	1,82	2,24	2,34	2,39	2,40
	■ Autorisation d'engagement					
14	Total (en Mo d'euros)	5 557,70	6 925,83	7 061,08	7 283,34	8 299,22

* Les données 2005 sont inscrites en format LOLF pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus en 2005 les moyens de la justice administrative et de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice à l'entrée en vigueur de la LOLF (2006)

Frais de justice - Aide juridictionnelle

	2004	2005	2006	2007	2008
◆ Frais de justice					
15 Total (en Mo d'euros)¹	426,39	487,35	379,42	388,61	405,00
16 Frais de justice criminelle, correctionnelle et de police ²	320,17	376,73	262,37	260,70	277,72
17 Frais de justice civile, commerciale et administrative ³	93,93	98,00	46,22	48,26	49,43
18 Autres frais de justice ⁴	12,29	12,62	70,83	79,65	77,85
◆ Aide juridictionnelle					
19 Total (en Mo d'euros)¹	273,92	300,95	300,41	324,13	306,76

* Le système d'aide juridique a été instauré par la loi du 10 juillet 1991 (cf. page 297).

- Il s'agit de la dépense réelle constatée par l'Agence comptable centrale du Trésor dans son récapitulatif annuel. Frais de justice et aide juridictionnelle constituent une partie des dépenses ordinaires. Les juridictions administratives sont exclues à compter de 2005.
- Frais d'expertise, indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins ...
- Enquêtes sociales, frais en matière de procédures de tutelles, de procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises en difficulté ...
- Avec la nouvelle nomenclature issue de la LOLF et applicable au 1er janvier 2006, les frais postaux sont désormais inclus en totalité dans la rubrique autres frais de justice au titre de l'action "soutien" et non plus affectés au domaine civil ou pénal. Or, les frais postaux constituaient près de la moitié des frais de justice en matière civile.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la justice sont comptabilisés dans ces rubriques.
Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de la jeunesse).

Les données 2005 sont inscrites ici en format "LOLF" pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus les personnels de la justice administrative, et de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice, à l'entrée en vigueur de la loi organique sur les lois de finances (2006)

- 17 | Les catégories d'emploi retenues à l'entrée en vigueur de la LOLF sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat 1); personnels d'encadrement (cat 2); B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat 3); B administratifs et techniques (cat 4); personnels de surveillance C (cat 5); C administratifs et techniques (cat 6).

Sources :

- Ministère de la Justice
Tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF

Code		2005	2006	2007	2008	2009
1	Total des effectifs budgétaires *	72 460	///	///	///	///
2	<i>dont magistrats</i>	8 907	///	///	///	///
3	Administration centrale et services extérieurs	2 226	///	///	///	///
4	<i>dont magistrats</i>	256	///	///	///	///
5	Services judiciaires	29 200	///	///	///	///
6	Magistrats	7 526	///	///	///	///
7	Fonctionnaires et contractuels	21 674	///	///	///	///
8	<i>dont greffiers en chef et greffiers</i>	9 927	///	///	///	///
9	Administration pénitentiaire	30 197	///	///	///	///
10	<i>dont personnel de surveillance</i>	23 265	///	///	///	///
11	Protection judiciaire de la jeunesse	8 044	///	///	///	///
12	<i>dont personnel éducatif (directeurs, chefs de service éducatif et éducateurs)</i>	4 701	///	///	///	///
13	Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs *	2 677	///	///	///	///
14	<i>dont magistrats</i>	1 125	///	///	///	///
15	Commission nationale de l'informatique et des libertés	83	///	///	///	///
16	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	33	///	///	///	///

* Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la justice sont comptabilisés dans ces rubriques.

Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de la jeunesse).

Code		2005 ¹	2006	2007	2008	2009
17	Ensemble de Mission Justice	71 212	71 475	72 023	72 094	72 749
18	Justice judiciaire	29 392	29 475	30 301	29 349	29 295
19	Magistrats de l'ordre judiciaire	7 507	7 600	7 714	7 918	7 896
20	Greffiers en chef et greffiers	10 605	10 554	10 842	10 252	10 236
21	Administratifs et techniques (B et C)	11 280	11 321	11 745	11 179	11 163
22	Administration pénitentiaire	30 905	31 020	31 297	32 139	33 020
23	<i>dont personnel de surveillance (C)</i>	22 211	22 269	22 465	23 156	23 931
24	Protection judiciaire de la jeunesse	8 699	8 730	8 806	9 027	8 951
25	<i>dont métiers de l'éducatif</i>	3 946	3 968	4 093	4 517	4 808
26	Accès au droit et à la justice	660	660	///	///	///
27	Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés *	1 556	1 590	1 619	1 579	1 483
28	Magistrats de l'ordre judiciaire	196	194	212	212	211
29	Personnel d'encadrement	554	575	630	640	555
30	Catégorie B	280	281	298	296	249
31	Catégorie C	526	540	479	431	468

Source : Tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF

1. Les données 2005 sont inscrites ici en format "LOLF" pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est-à-dire que ne sont pas inclus les personnels de la justice administrative, et de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice, à l'entrée en vigueur de la loi organique sur les lois de finances (2006)

* En 2009, la Cnil est désormais rattachée aux services du Premier ministre.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code | Définitions et méthode

- 8 | Les tribunaux supérieurs d'appel tiennent lieu de cour d'appel à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
- 10 | Les tribunaux de première instance tiennent lieu de TGI dans les TOM
- 15 | Les tribunaux du travail traitent des contentieux du travail et de la Sécurité sociale, comme les CPH, à Papeete et Nouméa
- 18 | Les tribunaux de première instance à compétence commerciale n'existent qu'à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon

29 à 37 | Le 8 novembre 2007, publication du décret relatif aux établissements et services du secteur public de la PJJ, marquant l'aboutissement de la réforme de l'organisation engagée en 2001.
Ce décret :
- clarifie les missions et les catégories d'établissement et services qui les exercent.
- définit l'organisation et le fonctionnement des établissements et services du secteur public en intégrant les exigences de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale : le respect des droits des usagers, l'évaluation des prestations délivrées, le contrôle ou bien encore les procédures d'autorisation de création

Nombre de juridictions à l'issue de la réforme de la carte judiciaire, telle que prévue par les décrets n° 2008-145 et 2008-146 du 15 février 2008 :

210 conseils de prud'hommes au 3 décembre 2008
135 tribunaux de commerce, 7 chambres commerciales en Alsace-Moselle, 8 tribunaux mixtes de commerce et 3 tribunaux de première instance à compétence commerciale outre-mer au 1^{er} janvier 2009
305 tribunaux d'instance et de police et 303 juridictions de proximité au 1^{er} janvier 2010
158 tribunaux de grande instance et 5 tribunaux de première instance au 1^{er} janvier 2011

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Ensemble des implantations immobilières (en m ² hors œuvre)	5 564 396	5 621 632	5 494 095	5 867 000	5 994 251
2	Administration centrale	64 025	67 000	66 000	67 000	65 462
3	Cours et tribunaux	2 038 761	2 038 761	1 960 000	2 190 000	2 232 000
4	Services extérieurs de l'administration pénitentiaire	3 037 540	3 090 871	3 094 095	3 151 000	3 241 410
5	Services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse	424 070	425 000	374 000	459 000	455 379

Juridictions et établissements

◆	Nombre de juridictions					
	Les juridictions de l'ordre judiciaire					
6	Cour de cassation	1	1	1	1	1
7	Cours d'appel	35	35	35	35	35
8	Tribunaux supérieurs d'appel	2	2	2	2	2
9	Tribunaux de grande instance (TGI)	181	181	181	181	181
10	Tribunaux de première instance (TPI)	5	5	5	5	5
11	Tribunaux pour enfants	154	154	155	156	156
12	Tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
13	Tribunaux d'instance et de police	476	476	475	475	475
14	Conseils de prud'hommes	271	271	271	271	210
15	Tribunaux du travail	6	6	6	6	6
16	Tribunaux de commerce	191	185	185	185	185
17	TGI à compétence commerciale, tribunaux mixtes de commerce et chambres commerciales	37	37	37	37	35
18	TPI à compétence commerciale	3	3	3	3	3
	Les juridictions de l'ordre administratif					
19	Conseil d'État	1	1	1	1	1
20	Cours administratives d'appel	7	8	8	8	8
21	Tribunaux administratifs	37	37	3 738	38	41
◆	Nombre d'établissements pénitentiaires					
22	Maisons d'arrêt	117	115	115	114	111
23	Centres de détention	24	24	24	23	23
24	Maisons centrales	5	5	5	4	4
25	Centres pénitentiaires	29	31	31	33	35
26	Centres de semi-liberté	13	13	13	13	13
27	Centre pour peines aménagées	–	–	–	1	1
28	Etablissements pénitentiaires pour mineurs	–	–	–	6	6
◆	Nombre d'établissements de la protection judiciaire de la jeunesse					
	Secteur public					
29	Foyers d'action éducative (FAE)	77	76	76	74	73
30	<i>dont centres éducatifs renforcés (CER)</i>	7	6	5	5	5
31	Centres d'action éducative (CAE)	204	209	212	219	221
32	<i>dont avec structure d'hébergement classique (UEHC)</i>	6	10	5	1	1
33	<i>dont centres d'action éducative et d'insertion</i>	22	23	22	22	22
34	Centres de placement immédiat (CPI)	42	43	40	33	30
35	Centres éducatifs fermés (CEF)	2	2	6	8	8
36	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance	10	10	10	9	9
	Secteur associatif habilité					
37	Établissements et services habilités	1 195	1 210	nd	1 367	1 221

L'accès au droit

38	Conseils départementaux de l'accès au droit	75	80	86	88	90
39	Maisons de Justice et du droit	103	118	118	122	123
40	Antennes de Justice	67	67	67	47	49

La justice civile

Sources statistiques

Chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du Nouveau Code de procédure civile). Mis progressivement en place depuis 1979, le Répertoire général civil (RGC) fournit en sous-produit de la gestion des juridictions les principales données statistiques permettant d'appréhender le fonctionnement de la justice civile en France. Dans les ressorts des 33 cours d'appel de France métropolitaine et des départements d'outre-mer, il est mis en œuvre dans les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, tribunaux paritaires de baux ruraux, tribunaux de commerce (depuis le 1^{er} juillet 1988) et conseils de prud'hommes.

Un nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les conseils de prud'hommes et en 2004 dans les tribunaux de grande instance. Le champ d'application du nouveau répertoire a été élargi pour les TGI et inclut désormais des procédures particulières et l'activité administrative (inscriptions au répertoire civil, inscriptions de privilèges, vérifications des dépens, renoncations à succession, déclarations d'appel, certificats, états de recouvrements, prestations de serment ...) ce qui occasionne des ruptures de séries.

C'est à partir de ce répertoire que sont obtenues la plupart des séries statistiques présentées ci-après.

Certaines procédures non prises en compte par le Répertoire général civil font l'objet d'un recueil statistique spécifique :

- celles relevant de l'**activité administrative des tribunaux d'instance** : injonctions de payer, ordonnances sur requête, demandes relatives à l'incapacité des mineurs, tentatives préalables de conciliation, certificats et déclarations de nationalité...
- les procédures relevant des **tribunaux des affaires de sécurité sociale** ;
- la **Cour de cassation** tient ses propres statistiques d'activité, publiées dans son rapport annuel édité par La Documentation Française.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Les jugements en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être frappés de pourvoi en cassation, comme les jugements qui tranchent en dernier ressort tout le principal. Peuvent également être frappés de pourvoi en cassation les jugements en dernier ressort qui, statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, mettent fin à l'instance (art. 606 et 607 du Nouveau Code de procédure civile).

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits. Elle fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit. Elle siège à Paris et a compétence sur tout le territoire national. Le délai de pourvoi est de deux mois. Il court, à l'égard des décisions par défaut, à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 612 et 613 du Nouveau Code de procédure civile).

- 3, 4 Durée d'une affaire : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine de la Cour de cassation et la date de la décision la déssaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année.
- 5 **Cassation** : lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée en violation de la loi. Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué et dont la décision a été cassée. Il peut arriver que la Cour de cassation casse sans renvoyer. Cette cassation sans renvoi est fréquente en procédure pénale, mais demeure exceptionnelle en procédure civile.
- 6 Lorsque le pourvoi est recevable, la Cour de cassation, si elle le juge mal fondé, rend un arrêt de **rejet** (art. 620 et 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 7 **Le désistement** est l'acte par lequel le demandeur renonce à son action : néanmoins le défendeur peut demander, dans certains cas, de ne pas tenir compte du désistement du demandeur, et que l'affaire soit jugée quand même (art. 1024 à 1026 du Nouveau Code de procédure civile).
- 8 **La déchéance** du droit au pourvoi interdit à la partie qui l'a formé d'en former un nouveau contre la même décision au fond (art. 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 10 Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la cour de déclarer "non admis" les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation
- 12 Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président peut, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du Procureur général et des parties, décider le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives. Il autorise la réinscription de l'affaire au rôle de la Cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation (édité par "La Documentation Française").

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Affaires nouvelles					
1	Nombre total d'affaires	21 965	18 830	19 034	18 232	18 932
◆	Affaires terminées					
2	Nombre total d'affaires (hors retraits du rôle)	23 539	24 776	22 461	20 354	18 684
3	<i>Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)</i>	18,4	17,4	16,1	14,1	12,6
4	<i>Durée moyenne des affaires terminées par un arrêt (en mois)</i>	22,0	20,5	18,8	16,4	15,4
	Nature de la décision					
5	Cassation	4 324	4 908	5 037	4 698	4 105
6	Rejet de la demande	6 500	6 284	5 746	4 591	4 427
7	Ordonnance ou arrêt de désistement	3 708	4 184	3 703	3 801	3 729
8	Ordonnance de déchéance	2 169	1 905	1 780	1 878	1 715
9	Irrecevabilité	375	344	321	276	207
10	Non admission	5 924	6 747	5 435	4 740	3 918
11	Autres décisions	539	404	439	370	140
12	Retraits du rôle (y compris les affaires transférées au pénal)	661	611	530	366	334
◆	Affaires en cours					
13	Affaires en cours au 31 décembre	29 808	23 661	20 250	18 334	18 890

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par cour d'appel en 2008, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

L'appel tend à faire réformer ou annuler par **la cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal, et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire, peuvent être immédiatement frappés d'appel, comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance (art. 542 à 544 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel comprend, outre le Premier président, des présidents de chambre et des conseillers (art. L 212-1 du Code de l'organisation judiciaire). Les arrêts de la cour d'appel sont rendus soit par l'une des chambres, soit par deux ou trois chambres réunies (art. R 212-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du Nouveau Code de procédure civile).

- 1 | Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 4 | Il s'agit des requêtes en rectification ou en interprétation, des tierces opposition.
- 12 | Sont comprises sous cette rubrique toutes les affaires qui en 1^{re} instance ne relèvent pas du Répertoire général civil (recours contre les décisions des juridictions disciplinaires des ordres d'avocats, de notaires, recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ...).
- 13 à 16 | **Les taux d'appel** de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.
- 19, 21 | **Durée des affaires** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni page 71.
- 23 | **Jugement sur le fond** : jugement qui statue sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se terminent sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation ... (cf. séries 27 à 31).
- 24 | **La confirmation** est la décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.
- 26 | **L'infirmité** consiste en l'annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).
- 27 à 31 | **Autres décisions** : cf. glossaire
- 30 | **Irrecevabilité de la demande** : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, art. 911 du Nouveau Code de procédure civile).
- 32 | **Décisions au fond contradictoires** : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter. La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.
- 33 | Constitue une **décision au fond** le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).
- 34 | Constitue une **décision mixte** le jugement qui tranche dans son dispositif une partie du principal, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.
- 35 | **Ordonnance de référé** : cf. glossaire
- 36 | Sont compris essentiellement sous cette rubrique les appels des décisions avant dire droit.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires	201 250	219 494	212 421	211 211	227 283
3	■ Nombre de procédures au fond	203 248	210 407	203 194	201 110	218 305
	Juridiction d'origine					
4	Cour d'appel	7 664	6 951	6 871	7 145	6 802
5	Tribunal de grande instance	82 621	87 082	87 178	88 333	95 281
6	Tribunal de commerce	21 736	21 668	18 827	18 076	18 386
7	Tribunal d'instance	21 521	21 874	20 684	19 925	20 573
8	Conseil de prud'hommes	48 771	52 313	49 417	46 873	48 046
9	Tribunal des affaires de sécurité sociale	7 609	8 207	7 440	7 559	8 289
10	Tribunal paritaire des baux ruraux	858	1 014	990	933	1 008
11	Juridiction de l'expropriation	327	485	531	438	408
12	Autres	12 141	10 813	11 256	11 828	19 512
	Taux d'appel par juridiction d'origine					
13	Tribunal de grande instance (en %)	12,9	12,4	13,7	14,5	13,6
14	Tribunal d'instance "	4,5	4,4	4,1	4,2	3,6
15	Conseil de prud'hommes "	61,0	62,5	59,7	58,7	60,7
16	Tribunal de commerce "	11,9	14,4	11,5	12,9	13,4
17	■ Nombre de référés et autres procédures	7 002	9 087	9 227	10 101	8 978
◆	Affaires terminées					
18	Nombre total d'affaires	215 887	221 399	228 035	217 059	230 191
19	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	15,3	14,2	13,3	12,6	11,9
20	■ Nombre de procédures au fond	208 358	212 609	218 615	205 902	217 412
21	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	15,7	14,7	13,9	13,3	12,4
	Nature de la décision					
22	Jonction	8 927	11 102	10 447	9 321	9 402
23	Décisions statuant sur le fond de la demande	143 531	145 158	152 005	144 000	149 470
24	Confirmation totale de la décision attaquée	69 473	68 133	72 178	66 379	69 282
25	Confirmation partielle de la décision attaquée	46 166	44 830	46 590	45 015	45 780
26	Infirmation de la décision attaquée	27 892	32 195	33 237	32 606	34 408
27	Autres décisions	55 900	56 349	56 163	52 581	58 540
	dont :					
28	Radiation	17 906	17 799	17 579	16 827	17 037
29	Désistement du demandeur	21 390	21 878	21 660	20 122	19 585
30	Irrecevabilité de la demande	2 693	4 363	4 626	4 381	4 975
31	Conciliation des parties	591	1 384	1 397	1 307	1 448
32	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	90,5	90,3	90,2	90,1	90,0
	Nature des décisions attaquées					
33	Décision au fond	182 911	186 842	192 030	181 154	179 431
34	Décision mixte	367	360	444	488	670
35	Ordonnance de référé	12 978	13 173	13 782	12 582	12 834
36	Autres	12 102	12 234	12 359	11 678	24 477
37	■ Nombre de référés et autres procédures	7 529	8 790	9 420	11 157	12 779
◆	Affaires en cours					
38	Affaires en cours au 31 décembre	244 051	234 670	219 056	218 650	219 776

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'activité commerciale traitée par les TGI n'est pas comprise dans cette page. Les informations concernant cette activité spécifique sont données aux pages 32 et 33.

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance en 2008, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de grande instance ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction. Le tribunal de grande instance statue en collégialité (3 magistrats). Il est composé de magistrats professionnels (président, vice-présidents et juges). Cependant, certaines affaires peuvent être jugées à juge unique.

- 4, 24 | En 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.
- 7, 9 | Durée d'une affaire : cf. glossaire
- 26, 28 |
- 10 | Le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner **la jonction** de plusieurs instances pendantes devant lui s'il existe entre les litiges un lien tel qu'il soit de l'intérêt d'une bonne justice de les faire instruire ou juger ensemble (art. 367 du Nouveau Code de procédure civile).
- 11 | **Jugements sur le fond** : cf. glossaire
- 16 | **La radiation** : cf. glossaire
- 17 | **Désistement** : cf. glossaire
- 18 | **Caducité de la demande** : cf. glossaire.
- 19 | Lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'**incompétence** qui, soit renvoie l'affaire devant la juridiction compétente, soit invite les parties à se tourner devant la juridiction qu'il désigne (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).
- 20 | **Conciliation des parties** : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).
- 22 | **Décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire
- 23 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. "Activité des juridictions", cour d'appel)
- 27 à 40 | **L'ordonnance de référé** est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile).
L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).
- 33 à 38 | **Autres décisions** : cf. glossaire
- 40 | Proportion de **décisions contradictoires** statuant sur la demande : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires	938 565	944 473	943 597	911 593	921 597
3	■ Procédures au fond	667 122	678 630	680 834	660 548	668 526
4	■ Procédures particulières	144 491	150 043	147 631	139 116	139 224
5	■ Procédures de référé	126 952	115 800	115 132	111 929	113 847
◆	Affaires terminées					
6	Nombre total	923 698	947 657	927 041	893 141	911 574
7	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	7,0	6,7	6,6	6,8	7,0
8	■ Procédures au fond	655 472	680 875	665 391	642 205	658 573
9	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	9,4	8,9	8,7	8,8	9,2
	Nature de la décision					
10	Jonction	25 318	25 832	26 355	24 787	25 089
11	Décisions statuant sur le fond de la demande	486 624	522 057	507 106	489 836	502 360
12	Acceptation totale de la demande	320 093	349 331	330 433	312 649	316 668
13	Acceptation partielle de la demande	110 230	113 499	116 205	115 226	122 603
14	Rejet de la demande	56 301	59 227	60 468	61 961	63 089
15	Autres décisions	142 049	132 821	131 875	127 478	131 124
	dont :					
16	Radiation	37 844	37 355	36 969	36 344	36 802
17	Désistement du demandeur	36 884	36 782	37 531	38 363	38 788
18	Caducité de la demande	18 389	9 028	5 671	7 168	10 713
19	Incompétence	3 422	3 624	3 781	3 221	3 204
20	Conciliation, transaction et acquiescement des parties	10 946	14 014	16 734	12 937	13 040
21	Non déclaré	1 481	165	55	104	0
22	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (%)</i>	86,7	87,4	86,7	85,0	83,9
23	<i>Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)</i>	12,9	12,4	13,7	14,5	13,6
24	■ Nombre de procédures particulières	144 160	149 897	147 524	139 007	139 154
25	<i>dont ordonnances sur requête</i>	143 091	148 466	146 120	137 511	137 510
26	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
27	■ Nombre de procédures de référés	124 066	116 885	114 126	111 929	113 847
28	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	1,8	1,9	1,8	1,9	1,8
	Nature de la décision					
29	Jonction	8 095	7 966	7 884	8 098	8 285
30	Décisions statuant sur la demande	98 091	92 092	90 766	89 002	90 660
31	Acceptation totale ou partielle de la demande	88 653	83 302	82 367	81 188	82 720
32	Rejet de la demande	9 438	8 790	8 399	7 814	7 940
33	Autres décisions	17 530	16 810	15 476	14 827	14 902
	dont :					
34	Radiation	4 732	4 224	3 819	3 619	3 597
35	Désistement du demandeur	5 087	5 286	5 119	5 025	4 858
36	Caducité de la demande	139	142	155	213	205
37	Incompétence	1 351	1 367	1 170	1 039	1 125
38	Conciliation des parties	522	568	492	344	485
39	Non déclaré	350	17	0	2	0
40	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	63,3	64,5	64,7	63,3	62,3
◆	Affaires en cours					
41	Affaires en cours au 31/12	574 446	551 114	576 858	595 481	605 504
42	Actes de greffe	218 598	249 294	242 497	246 681	210 413
	dont :					
43	inscription au répertoire civil	77 253	89 919	87 023	65 573	51 549
44	renonciation à succession	50 372	55 769	54 354	62 510	56 883
45	certificats	26 603	29 693	27 200	23 797	15 168

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Cette page présente l'activité détaillée du contentieux commercial traité par les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, soit 8 % de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce (cf. Activité des juridictions).

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance à compétence commerciale en 2008, cf. chapitre "Activité par juridiction".

Avertissement : les données d'activité sont présentées selon la carte judiciaire en vigueur au 1^{er} janvier 2008.

Code | Définitions et méthode

- 1 Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance et les membres de ce tribunal connaissent des matières et exercent les fonctions attribuées aux tribunaux de commerce et à leurs membres (art. 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

À défaut de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance, connaît des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, entre associés pour raison d'une société de commerce, de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes, ainsi que des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics (art. 631 et 634 du Code de commerce). Il connaît enfin de la procédure d'injonction de payer (art. 1406 du Nouveau Code de procédure civile), des entreprises en difficulté (art. L 412-2 du Code de l'organisation judiciaire) et des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant [loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et 2005-845 du 26 juillet 2005 applicable au 1^{er} janvier 2006, dite LSE).

- 2, 3, 4 Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les procédures collectives pour les entreprises en difficulté d'autre part

La procédure collective peut se décomposer en quatre étapes (cf. définition et schéma page 42) :

- la saisine du tribunal par une demande d'ouverture d'une procédure collective
- la décision du tribunal face à cette demande : liquidation judiciaire immédiate, jugement d'ouverture de redressement judiciaire, jugement d'ouverture de sauvegarde, rejet de la demande, radiation et autres
- le prononcé de la solution : dans le cas des ouvertures de redressement judiciaire et de sauvegarde la solution se traduit soit par une liquidation judiciaire qui intervient après une période d'observation, soit par un jugement arrêtant un plan de redressement ou de sauvegarde
- enfin l'acte qui clôture les opérations de liquidation ou les plans.

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues, est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

- 5 **Le nombre total d'affaires** comprend les affaires contentieuses (ligne 7), et les procédures collectives (ligne 17).

- 6, 8, 18 Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.

- 17 **Les affaires terminées** en matière de procédures collectives se définissent à partir d'éléments pris à différentes étapes de la procédure. Sont considérées comme terminant l'affaire : les liquidations judiciaires qu'elles soient prononcées immédiatement après la saisine du tribunal ou après une période d'observation imposée par le juge, les plans, enfin les rejets, radiations ou autres modes de fins d'affaires dessaisissant la juridiction.

Les clôtures n'ont pas été retenues comme fins d'affaires car elles interviennent très en aval de la décision pour constater administrativement le dessaisissement de la juridiction. Leur inscription n'est pas systématique dans le cadre des redressements judiciaires.

La durée des affaires mesure le temps écoulé entre la saisine de la juridiction et chacune des étapes de la procédure terminant l'affaire.

22

- 24, 26 Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

- 32 à 42 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux de grande instance à compétence commerciale	35	35	35	35	35
◆	Procédures au fond					
2	Nombre total d'affaires commerciales nouvelles	21 265	21 807	21 946	22 451	21 245
3	Affaires contentieuses	14 147	14 226	14 519	15 046	13 559
4	Procédures de redressement et de liquidation judiciaire	7 118	7 581	7 427	7 405	7 686
5	Nombre total d'affaires commerciales terminées	20 209	20 431	21 669	21 575	21 446
6	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	6,2	6,0	6,6	6,4	6,3
7	■ Affaires contentieuses	13 281	13 086	14 516	13 930	13 867
8	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)</i>	7,3	7,1	7,0	7,3	7,6
	Nature de la décision					
9	Jonction	465	415	480	482	535
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	11 113	11 092	12 157	11 286	11 104
11	Acceptation totale ou partielle de la demande	9 977	10 135	11 121	10 441	10 265
12	Rejet de la demande	1 136	957	1 036	845	839
13	Autres décisions	1 703	1 579	1 879	2 162	2 228
	dont :					
14	Radiation	485	501	483	547	539
15	Désistement d'instance	645	592	713	713	749
16	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	57,0	54,8	53,4	45,6	45,4
17	■ Procédures collectives (hors conciliations)	6 928	7 345	7 153	7 645	7 558
18	<i>Durée moyenne des RLJ (en mois)</i>	4,2	4,1	5,7	4,8	4,0
	Nature de la décision					
19	Jonction	218	250	246	198	179
20	Liquidations judiciaires	4 737	5 100	4 978	5 633	5 765
21	Liquidations judiciaires immédiates	3 626	3 913	3 856	4 242	4 230
22	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates</i>	2,0	1,9	3,9	2,3	1,5
23	Liquidations après période d'observation	1 111	1 187	1 122	1 391	1 535
24	<i>Durée des liquidations après période d'observation</i>	6,6	7,0	6,5	7,5	6,1
25	Plans de redressement ou de sauvegarde	578	594	594	514	520
26	<i>Durée des plans de redressement ou de sauvegarde</i>	11,0	11,6	11,8	13,6	15,1
27	Rejets	176	124	171	121	165
28	Autres décisions	1 219	1 277	1 164	1 179	929
	dont :					
29	Radiation	420	427	343	350	179
30	Désistement d'instance	527	652	579	565	497
31	Proportion de décisions au fond contradictoires (%)	85,7	85,3	79,9	76,7	72,5
	Procédures de référés					
32	Nombre total de référés	3 461	3 207	2 730	2 853	3 063
33	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	1,9	1,9	2,0	2,0	2,1
	Nature de la décision					
34	Jonction	127	136	104	105	115
35	Décisions statuant sur la demande	2 519	2 336	2 466	2 136	2 220
36	Acceptation totale ou partielle de la demande	2 201	2 066	2 208	1 878	1 974
37	Rejet de la demande	318	270	258	258	246
38	Autres décisions	815	735	160	612	728
	dont :					
39	Radiation	247	205	197	156	165
40	Désistement	300	270	341	246	256
41	Incompétence	87	82	98	61	100
42	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	57,4	55,4	45,1	48,6	53,3

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Y compris les juridictions de proximité et les tribunaux paritaires de baux ruraux

Pour l'activité détaillée par tribunal d'instance en 2008, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthodes

Le tribunal d'instance a une compétence générale qui est fonction de la nature de l'affaire et de la valeur de l'intérêt en jeu : il connaît des affaires personnelles et mobilières lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 7 600 € ; il juge en premier et dernier ressort, jusqu'au 26 janvier 2005, jusqu'à 3 600 Euros (uniquement possibilité de pourvoi en cassation) et au-delà à charge d'appel (premier ressort). Cependant, dans le cadre de ses compétences exclusives, il traite des contestations relatives à certains contrats, quel que soit le montant des créances (baux d'habitation, contentieux du crédit à la consommation ...). Le tribunal d'instance composé de magistrats professionnels statue à juge unique.

À compter de la loi du 26 janvier 2005 et de l'extension de la compétence de la juridiction de proximité, le tribunal d'instance ne connaît plus que des actions civiles personnelles ou mobilières à charge d'appel de 4 000 à 10 000 Euros, et que le tribunal d'instance reste compétent à charge d'appel pour toutes les actions aux fins d'expulsion des occupants sans droit ni titre des immeubles à usage d'habitation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà pour les actions relatives à l'application de certaines règles relatives au droit de la consommation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà des actions portant sur un contrat de louage d'immeuble ou sur l'occupation d'un logement.

3 | Non compris l'activité en matière de contentieux électoral, qui est distinguée dans la rubrique "procédures spéciales" (séries 4 et 5, p. 37).

7 | **Décisions statuant sur le fond** : cf. glossaire

14 à 19

29 à 34 | **Autres décisions** : cf. glossaire

6, 8, 23 | **Durée des affaires** : cf. glossaire

20, 35 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

21 | Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel").

Elle est calculée sur l'ensemble des affaires ; devant le tribunal d'instance, la statistique ne permet pas d'isoler les décisions rendues en dernier ressort.

22 à 35 | **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux d'instance	476	476	475	475	475
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	609 136	611 965	614 480	621 835	645 226
3	■ Procédures au fond	533 873	538 345	539 114	545 174	569 426
4	■ Procédures de référé	75 263	73 620	75 366	76 661	75 800
◆	Affaires terminées					
5	Nombre total d'affaires (fond et référés)	580 986	596 390	604 451	603 259	615 290
6	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	4,7	4,7	4,7	4,9	4,8
7	■ Nombre de procédures au fond	505 723	522 770	529 085	526 598	539 490
8	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	5,0	4,9	5,1	5,1	5,0
	Nature de la décision					
9	Jonction	13 897	13 250	12 724	11 640	11 888
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	393 544	404 512	409 062	399 662	407 887
11	Acceptation totale de la demande	234 354	240 127	247 514	245 074	249 071
12	Acceptation partielle de la demande	112 716	115 925	112 528	107 745	111 316
13	Rejet de la demande	46 474	48 460	49 020	46 843	47 500
14	Autres décisions	98 282	105 008	107 299	115 296	119 715
	dont :					
15	Radiation	23 477	23 441	23 385	22 972	22 258
16	Désistement du demandeur	43 443	43 014	43 907	46 292	45 607
17	Péremption et caducité de la citation	8 474	8 540	9 511	9 651	9 866
18	Incompétence	3 836	6 800	6 606	4 738	4 175
19	Conciliation des parties	5 906	5 384	5 408	6 090	6 588
20	Proportion de décisions au fond contradictoires (%)	47,5	46,9	45,5	42,5	41,4
21	Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)	4,5	4,4	4,1	4,2	3,6
22	■ Nombre de procédures de référés	75 263	73 620	75 366	76 661	75 800
23	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	3,2	3,0	3,1	3,2	3,2
	Nature de la décision					
24	Jonction	1 354	1 407	1 337	1 450	1 396
25	Décisions statuant sur la demande	60 268	59 580	61 239	61 041	60 189
26	Acceptation totale de la demande	28 209	28 507	33 310	46 636	48 912
27	Acceptation partielle de la demande	29 101	28 316	25 068	12 009	9 183
28	Rejet de la demande	2 958	2 757	2 861	2 396	2 094
29	Autres décisions	13 641	12 633	12 790	14 170	14 215
	dont :					
30	Radiation	3 046	2 715	2 406	2 329	2 075
31	Désistement du demandeur	8 132	7 435	7 769	7 979	7 806
32	Caducité de la demande	647	568	599	669	617
33	Incompétence	589	725	602	557	570
34	Conciliation des parties	799	607	540	636	626
35	Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)	42,3	42,7	42,8	41,0	40,6

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

1 à 20 Les procédures particulières et les actes des greffes traités par les tribunaux d'instance n'entrent pas dans le champ du Répertoire général civil. Les données présentées ici sont issues de l'exploitation de registres particuliers tenus par les juridictions.

1 à 6 Le recouvrement d'une créance civile peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire, et s'élève à un montant déterminé. La demande est formée par requête adressée au greffe du tribunal d'instance, accompagnée des documents fondant la créance.

L'ordonnance sur requête est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le juge du tribunal d'instance est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut aussi ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 851 et 852 du Nouveau Code de procédure civile).

Contentieux électoral : Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort des contestations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes destinées à diverses élections : élections politiques, membres des tribunaux et chambres de commerce, conseillers prud'hommes, assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux, membres des comités d'entreprise, délégués du personnel... (art. R 321-18 à R 321-20 du Code de l'organisation judiciaire).

La demande de **tentative préalable de conciliation** est formée verbalement ou par lettre simple au secrétariat du greffe. Les parties doivent s'y présenter en personne. À défaut de conciliation, le juge remet au demandeur un bulletin de non-conciliation, sauf si les parties consentent à ce que l'affaire soit immédiatement jugée (art. 829 et 830 à 835 du Nouveau Code de procédure civile).

7 à 9 Le greffier en chef du tribunal d'instance a seul qualité pour délivrer un **certificat de nationalité française**. Le siège et le ressort des TI compétents pour délivrer les certificats de nationalité sont fixés par décret (221 TI compétents sur 473). Depuis 1999, les certificats de la nationalité française délivrés en vertu de l'article 21-7 du Code civil ont été isolés.

Afin de suivre les effets de la réforme du droit de la nationalité (loi du 22 décembre 1993), on a élaboré des modes spécifiques de recueil des statistiques. La loi du 16 mars 1998 a supprimé la manifestation de volonté et a ramené de deux ans à un an le délai d'acquisition par mariage, à compter du 1^{er} septembre 1998 (pour plus de précisions, cf. "Études et Statistiques Justice" n° 15).

10 à 13 Le **pacte civil de solidarité (PACS)** a été instauré par la loi du 15 novembre 1999 (art. 515-1 du Code civil). C'est un contrat conclu entre deux personnes majeures de sexe identique ou différent, afin d'organiser leur vie commune.

Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.

Un certificat de non-PACS doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS, une même personne ne pouvant être engagée simultanément dans plusieurs PACS. Ce certificat est délivré par le greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chacun des partenaires. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Non compris l'activité du TGI de Paris

Les tribunaux d'instance sont tenus de communiquer à certains tiers habilités l'information selon laquelle des personnes ont contracté ou non un tel pacte. Les tiers habilités sont en particulier les notaires, les huissiers, les administrateurs judiciaires, le fisc, les organismes sociaux, les tuteurs, les créanciers et les syndicats de copropriété. Ces demandes diminuent en 2008 du fait de l'inscription du PACS en marge de l'état civil

14 à 20 **Oppositions ou levées de scellés :** le tribunal d'instance connaît, dans les conditions prévues par le Nouveau code de procédure civile, des demandes relatives aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (art. R 321-21 du Code de l'organisation judiciaire).

En matière de mariage, l'acte de naissance des futurs époux peut, dans certains cas, être suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge d'instance (art. 71 du Code civil). En matière de filiation légitime ou naturelle, le juge des tutelles peut délivrer un acte de notoriété faisant foi de la possession d'état (art. 311-3 du Code civil).

La cession des salaires ou autres mentionnés à l'article L 145-1 du Code du travail ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant, que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier du tribunal d'instance de sa résidence.

Jurisdiction de proximité : elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle statue selon les règles de procédure applicables devant le tribunal d'instance. Lors de sa création elle connaît des actions personnelles mobilières introduites par des personnes physiques jusqu'à la valeur de 1 500 Euros. La loi du 26 janvier 2005 étend sa compétence en dernier ressort à toutes les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 4 000 Euros. Elle connaît aussi à charge d'appel des demandes indéterminées ayant pour origine une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 Euros. Le juge de proximité, qui statue à juge unique, est un magistrat non professionnel nommé par décret.

23 | Durée d'une affaire : cf. glossaire

24, 25 | Cf. définitions 1 à 6

Sources :

- Ministère de la Justice
Registres d'activité

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Procédures spéciales					
1	Injonctions de payer	706 959	672 272	626 512	613 322	632 545
2	Saisies sur rémunération	203 062	189 305	163 546	139 453	136 320
3	Ordonnances sur requête	36 784	34 308	33 629	31 649	30 863
4	Contentieux électoral politique	23 896	58 105	2 801	37 253	16 149
5	Contentieux électoral non politique	674	634	934	433	5 229
6	Tentatives préalables de conciliation	5 240	5 456	4 996	5 104	4 962
◆	Actes de greffe					
■	Nationalité					
7	Certificats de nationalité française	141 407	126 787	134 437	149 625	118 807
8	dont à raison de la naissance et de la résidence	3 705	2 966	2 553	2 576	2 334
9	Déclarations de nationalité française	57 707	47 602	54 623	53 890	44 448
■	Pactes civils de solidarité					
10	Déclarations	40 093	60 473	77 362	102 023	146 030
11	Dissolutions	7 043	8 690	9 583	22 783	23 448
12	Certificats de non-pacs délivrés	115 086	175 714	216 680	289 594	201 226
13	Demande de tiers relatives à l'existence d'un pacs	956 142	1 135 449	1 283 386	1 481 739	761 890
■	Autres actes de greffe					
14	Appositions ou levées de scellés	3 752	3 738	3 370	3 001	2 680
15	Actes de notoriété et certificats de propriété	27 938	29 466	28 960	31 381	4 961
16	Warrants agricoles	30 210	27 384	26 942	27 132	28 183
17	Cessions de salaire	38 052	35 799	34 589	32 897	28 641
18	Vérifications des dépens	8 895	7 359	6 208	6 489	8 122
19	Procurations électorales	74 046	63 885	5 272	233 667	53 259
20	Consentements à l'adoption	4 819	5 203	5 146	5 010	5 022

Juridictions de proximité

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Affaires nouvelles					
21	Nombre total d'affaires nouvelles	18 518	79 260	102 655	107 259	109 624
◆	Affaires terminées					
22	Nombre total d'affaires terminées	15 264	52 679	93 930	104 291	108 555
23	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	3,5	3,6	4,3	4,7	4,9
◆	Actes de greffe					
24	Injonctions de payer	8 548	244 929	272 895	248 645	230 310
25	Tentatives préalables de conciliation	484	986	852	852	750

■ Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le tribunal paritaire des baux ruraux est créé au siège de chaque tribunal d'instance. Son siège et son ressort correspondent à celui du tribunal d'instance. La compétence du tribunal paritaire des baux ruraux est exclusive. Elle porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural [titres I et V du livre VI du Code rural].

Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance. Il comprend en nombre égal des bailleurs non-preneurs et des preneurs non-bailleurs, répartis s'il y a lieu en deux sections comprenant chacune quatre assesseurs ; l'une des sections est composée de deux bailleurs et de deux preneurs à ferme, l'autre de deux bailleurs et deux preneurs à colonat partiaire [ou métayage].

Le tribunal se prononce sans appel dans la limite de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance (4 000 Euros) et, si la demande excède cette limite ou est indéterminée, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre II du Code rural.

9 | **Autres décisions :** sont notamment comprises dans cette rubrique les décisions de radiation d'affaire, désistement du demandeur, jonction d'affaires, caducité de la demande, incompétence de la juridiction et conciliation des parties [cf. glossaire].

10 | **Durée des affaires :** cf. glossaire

11 | **Proportion de décisions au fond contradictoires :** cf. glossaire

12 | **Procédures de référé :** cf. glossaire

■ Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

Sources et champ géographique

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale n'entrent pas dans le champ du répertoire général civil. Les seules données disponibles concernant ce contentieux sont issues de cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions. Ces cadres, exploités jusqu'en 1991 par la Direction des Services judiciaires, et depuis 1992 par la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation, ne fournissent que l'activité globale [affaires nouvelles et terminées] de chaque tribunal des affaires de sécurité sociale de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Le contentieux général de sécurité sociale a été institué en vue de régler les différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole qui ne relèvent pas, par leur nature, d'un autre contentieux (art. L 190 du Code de sécurité sociale).

Chaque commission est présidée par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel). Ce magistrat est entouré de deux assesseurs représentant, l'un les salariés, l'autre les employeurs ou les travailleurs indépendants. Ces assesseurs sont désignés par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel) sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil
Cadres statistiques d'activité des tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	3 478	3 297	3 294	3 302	3 354
◆	Affaires terminées					
3	■ Nombre de procédures au fond	3 281	3 324	3 347	3 125	3 377
	Nature de la décision					
4	Jonction	186	201	194	164	184
5	Décisions statuant sur le fond de la demande	1 637	1 786	1 758	1 523	1 692
6	Acceptation totale de la demande	637	637	631	538	591
7	Acceptation partielle de la demande	508	584	580	533	587
8	Rejet de la demande	492	565	547	452	514
9	Autres décisions	1 458	1 337	1 395	1 438	1 501
10	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	11,3	11,8	12,7	12,1	12,0
11	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (%)</i>	89,7	82,6	81,9	77,2	80,7
12	■ Nombre de procédures de référés	207	205	195	203	168

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2004	2005	2006	2007	2008
13	Nombre de tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
◆	Régime général					
14	Nombre total d'affaires nouvelles	95 564	88 473	92 854	92 642	94 339
15	Nombre total d'affaires terminées	96 320	91 459	90 247	86 758	94 790
◆	Régime agricole					
16	Nombre total d'affaires nouvelles	6 672	6 922	6 647	6 124	5 816
17	Nombre total d'affaires terminées	6 362	6 661	6 997	6 152	6 551

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Un nouveau Répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les Conseils de prud'hommes

Pour l'activité détaillée par conseil de prud'hommes en 2008, voir chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti (art. L 511-1 du Code du travail).

C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Les conseillers prud'hommes employeurs et salariés sont élus respectivement par leurs pairs.

Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Les sections autonomes sont : la section de l'encadrement, la section de l'industrie, la section du commerce et des services commerciaux, la section de l'agriculture, et la section des activités diverses (art. L 512-2 du Code du travail).

6, 8 |
14, 36 | **Durée des affaires :** cf. glossaire

11 | Les conseillers prud'hommes, qui statuent toujours en nombre pair, doivent prendre leurs décisions à la majorité des voix. Si cette majorité ne peut se former, l'affaire est renvoyée devant la même formation mais présidée par un juge d'instance. L'adjonction du "juge départiteur" fait passer la formation en nombre impair ce qui rend impossible le blocage par un égal partage des voix.

16 | Taux de répartition : affaires avec répartition sur affaires en délibéré (lignes 11/9).

21 à 25 | **Autres décisions :** cf. glossaire

26 | **Proportion de décisions au fond contradictoires :** cf. glossaire

27 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel")

28 | Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande n'excède pas un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toutes pièces que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes (art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail).

29 | Le conseil de prud'hommes statue en premier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande excède un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande est indéterminée (art. 40 du Nouveau Code de procédure civile, art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail interprétés à contrario).

30 à 34 | Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes, mais comportent obligatoirement une formation commune de référé (art. L 512-2 du Code du travail).

35 à 46 | **Procédures de référé :** cf. glossaire

41 à 45 | **Autres décisions :** cf. glossaire

46 | **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires :** cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de conseils de prud'hommes	271	271	271	271	209
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	207 804	202 065	198 455	192 864	202 103
3	■ Nombre de procédures au fond	163 798	158 433	154 689	151 587	158 578
4	■ Nombre de procédures de référés	44 006	43 632	43 766	41 277	43 525
◆	Affaires terminées					
5	Nombre total d'affaires (fond et référé)	211 831	202 827	200 982	194 051	200 271
6	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	10,1	9,9	10,0	10,2	10,5
7	■ Nombre de procédures au fond	167 859	160 035	156 872	152 774	156 746
8	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	12,4	12,1	12,4	12,5	13,0
9	Affaires ayant fait l'objet d'un délibéré	88 981	86 352	84 917	81 131	87 193
10	Affaires au fond sans départition	70 598	70 301	69 101	66 159	70 130
11	Affaires avec départition	18 383	16 051	15 816	14 972	17 063
12	Affaires au fond	12 824	12 311	12 749	12 255	13 808
13	Autres fins d'affaire	5 559	3 740	3 067	2 717	3 255
14	Durée moyenne des affaires terminées avec départition (en mois)	23,1	22,5	23,9	24,1	25,1
15	Affaires terminées sans délibéré	78 878	73 683	71 955	71 643	69 553
16	Taux de départition (en %)	20,7	18,6	18,6	18,5	19,7
	Nature de la décision					
17	Jonction	16 092	12 282	11 014	10 319	10 838
18	Décisions statuant sur le fond de la demande	83 336	82 542	81 770	78 345	83 861
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	59 898	59 751	58 385	55 900	60 078
20	Rejet de la demande	23 438	22 791	23 385	22 445	23 783
21	Autres décisions	68 431	65 211	64 088	64 110	62 047
	dont :					
22	Radiation	21 602	20 746	21 237	21 605	21 059
23	Désistement du demandeur	16 048	16 032	16 322	16 371	16 105
24	Conciliation des parties	16 153	15 419	14 573	14 214	14 031
25	Caducité de la demande	6 424	6 067	6 160	5 881	5 246
26	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	89,7	89,5	89,4	89,1	89,4
27	Décisions ayant fait l'objet d'un appel (en %)	61,0	62,5	59,7	58,7	64,9
	Premier ou dernier ressort					
28	Décisions au fond prises en dernier ressort	13 096	11 221	9 555	9 043	9 584
29	Décisions au fond prises en premier ressort	70 240	71 321	72 215	69 302	74 277
	Section saisie					
30	Agriculture	2 809	3 107	3 148	2 816	2 675
31	Commerce	58 391	54 312	53 791	53 483	54 081
32	Activités diverses	37 807	34 460	34 231	32 671	32 452
33	Encadrement	28 283	27 778	27 584	26 577	25 881
34	Industrie	40 569	40 378	38 118	37 226	41 657
35	■ Nombre de procédures de référés	43 972	42 792	44 110	41 277	43 525
36	Durée moyenne des affaires terminés (en mois)	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7
	Nature de la décision					
37	Jonction	2 737	2 846	2 989	2 050	1 890
38	Décisions statuant sur la demande	18 214	18 170	18 713	17 829	18 361
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	14 701	14 728	15 283	14 747	15 313
40	Rejet de la demande	3 513	3 442	3 430	3 082	3 048
41	Autres décisions	23 021	21 776	22 408	21 398	23 274
	dont :					
42	Radiation	6 984	6 331	6 392	6 549	7 510
43	Désistement du demandeur	5 824	5 761	6 405	5 781	6 311
44	Conciliation des parties	1 976	1 826	1 932	1 853	1 877
45	Caducité de la demande	1 493	1 642	1 745	1 612	1 824
46	Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)	63,5	64,8	62,4	62,1	62,0
◆	Affaires en cours					
47	Affaires en cours au 31 décembre	167 294	167 012	165 699	164 512	163 891

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le Répertoire général des tribunaux de commerce est entré en vigueur le 1er juillet 1988.

Les tribunaux de commerce traitent 92 % du contentieux commercial, les 8 % restant relèvent des TGICC dont l'activité commerciale est décrite page 33.

Pour l'activité détaillée par tribunal de commerce en 2008, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues (TC+TGICC) est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

Avertissement : les données d'activité sont présentées selon la carte judiciaire en vigueur au 1er janvier 2008.

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce, et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du Code de commerce et L 411-2 du Code de l'organisation judiciaire).

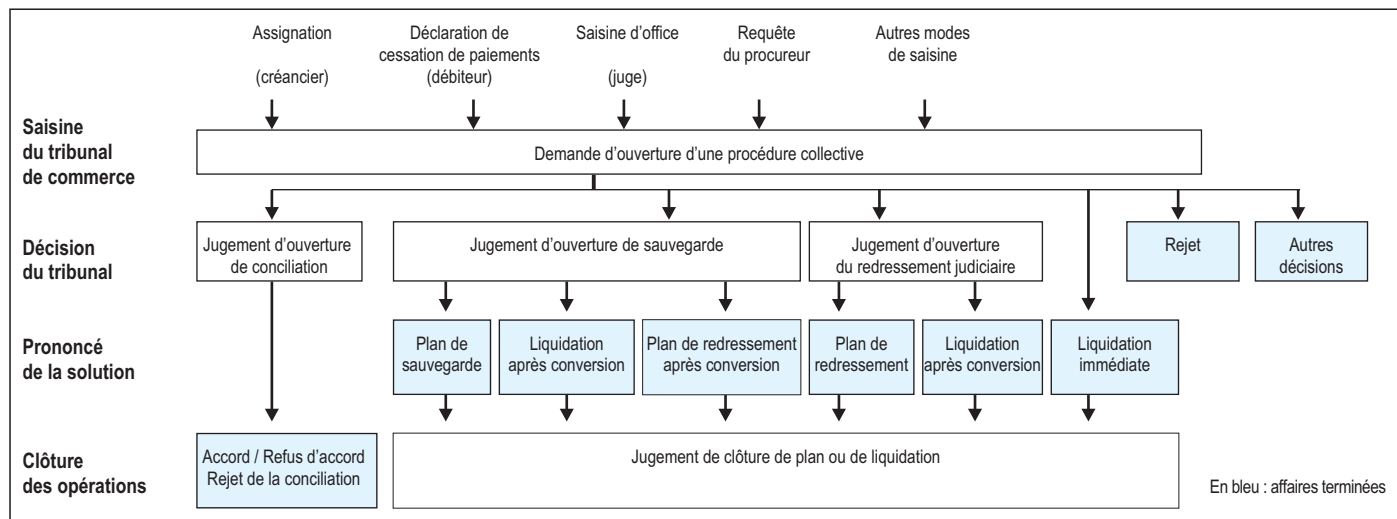
Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant (Lois n° 85-98 du 25 janvier 1985 et 2005-845 du 26 juillet 2005, applicable à compter du 1^{er} janvier 2006, dite LSE).

Les tribunaux de commerce sont composés uniquement de commerçants (au moins un président, deux juges titulaires et deux juges suppléants) élus par leurs pairs suivant un scrutin à deux degrés.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent (art. L 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses, les procédures collectives pour les entreprises en difficulté.

Les procédures collectives se décomposent selon les quatre étapes ci-dessous :



5 | Procédures collectives, y compris conciliations

10, 51 | Durée entre les dates de saisine et de fin d'affaire

21 | Procédures collectives (hors conciliations) dont la solution – plan, liquidation – ou la fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins – intervient dans l'année considérée.

22 | Durée moyenne entre la date de saisine et la date de solution – plan, liquidation – ou la date de fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins.

27, 29

33, 35 | Durée entre la date de saisine et la date de solution

20

47, 49 | Durée entre la date de saisine et la date de clôture

25

26, 27 | Y compris les plans de cession 1985

32

Y compris liquidation judiciaire après résolution d'un plan de redressement ou de sauvegarde

45

46, 47 | Sont concernées les procédures collectives statuant sur la demande, c'est-à-dire hors jonction, rejet et autres fins.

Non compris les procédures de conciliation

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux de commerce	191	185	185	185	185
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	221 289	222 468	193 534	178 451	175 012
3	■ Affaires contentieuses	164 824	166 174	141 492	124 443	116 106
4	dont mandat ad hoc	///	///	365	390	811
5	■ Procédures collectives	56 465	56 294	52 042	54 008	58 906
6	dont procédures de conciliation	///	///	344	354	436
◆	Affaires terminées					
7	<i>Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (en %)</i>	11,9	14,4	,,,	12,9	13,4
8	■ Affaires contentieuses	155 737	153 281	139 092	119 706	102 502
9	dont mandat ad hoc	///	///	290	347	645
10	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)</i>	5,9	6,0	5,9	7,2	7,1
	Nature de la décision					
11	Jonction	5 397	5 617	4 287	4 764	3 039
12	Décisions statuant sur le fond de la demande	126 960	123 508	111 763	94 288	79 949
13	Acceptation totale ou partielle de la demande	119 464	115 767	107 061	89 859	75 574
14	Rejet de la demande	7 496	7 741	4 702	4 429	4 375
15	Autres décisions	23 380	24 156	23 042	20 654	19 514
16	dont Radiation	16 635	18 134	9 467	8 153	6 820
17	Désistement d'instance	3 391	3 188	10 588	9 894	10 034
18	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)</i>	45,8	46,1	37,8	36,6	38,0
19	■ Procédures de conciliation	///	///	284	185	156
20	<i>Durée moyenne des procédures de conciliation (en mois)</i>	///	///	0,3	5,2	5,7
21	■ Procédures collectives (hors conciliation)	55 795	55 586	48 788	50 091	52 302
22	<i>Durée moyenne des procédures collectives (en mois)</i>	3,8	3,9	3,8	3,7	3,4
	Nature de la décision					
23	Jonction	864	745	716	607	644
24	Plan de sauvegarde	///	///	10	149	116
25	Plans de redressement	4 382	4 696	3 203	2 648	2 464
26	loi 1985	4 382	4 696	2 821	284	10
27	<i>Durée des plans de redressement</i>	12,1	12,4	13,1	22,5	40,2
28	loi 2005	///	///	397	2 364	2 454
29	<i>Durée des plans de redressement</i>	///	///	10,2	13,4	14,1
30	dont plan de redressement après conversion de la procédure de sauvegarde	///	///	14	27	8
31	Liquidations judiciaires	38 055	40 045	33 051	35 299	38 644
32	Liquidations judiciaires immédiates	28 566	30 058	25 079	26 717	30 091
33	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates</i>	1,5	1,7	1,2	1,2	1,0
34	Autres liquidations (après période d'observation)	9 489	9 987	7 861	8 582	8 553
35	<i>Durée des liquidations après période d'observation</i>	6,4	6,4	6,3	6,4	6,4
36	- liquidations loi 1985	9 489	9 987	2 814	166	45
37	- liquidation loi 2005	///	///	5 158	8 416	8 508
38	dont après conversion de la procédure de sauvegarde	///	///	25	96	136
39	dont après conversion de la procédure de redressement	///	///	5 133	8 320	8 372
40	Rejets	956	1 010	1 670	1 678	1 562
41	Autres décisions	11 538	9 090	10 123	9 710	8 872
42	dont Radiation	9 126	6 637	4 272	3 942	3 439
43	Désistement d'instance	1 882	1 952	5 462	5 477	5 113
44	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)</i>	76,6	75,2	52,7	57,3	62,3
45	Clôture des procédures collectives (hors conciliation)	38 847	36 659	38 043	37 816	32 857
46	loi 1985	38 847	36 659	37 021	27 246	15 063
47	<i>Durée entre date de saisine et date de clôture</i>	45,1	45,5	48,1	57,6	72,1
48	loi 2005	///	///	1 022	10 570	17 794
49	<i>Durée entre date de saisine et date de clôture</i>	///	///	9,9	14,2	18,2
50	■ Nombre de procédures de référés	31 358	28 903	27 572	26 034	27 217
51	<i>Durée moyenne des affaires terminées en référé (en mois)</i>	1,3	1,1	1,5	1,5	1,5
	Nature de la décision					
52	Jonction	762	631	610	546	550
53	Décisions statuant sur la demande	24 934	23 483	21 026	20 089	21 455
54	Acceptation totale ou partielle de la demande	22 695	21 401	19 153	18 286	19 488
55	Rejet de la demande	2 239	2 082	1 873	1 803	1 967
56	Autres décisions	5 662	4 789	5 936	5 399	5 212
57	dont Radiation	4 041	3 485	2 860	2 600	2 025
58	Désistement	933	756	1 691	1 436	1 737
59	Incompétence	272	277	291	274	256
60	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	47,2	46,5	47,3	45,7	44,9

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le présent tableau (pages I à XIII) a pour but de donner une image détaillée des affaires civiles au fond soumises à la Justice en 2008. Il répartit les demandes devant les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce, selon les principales natures d'affaires.
Le champ pris en compte est celui du Répertoire général civil de 2008.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les greffes des juridictions utilisent une nomenclature standardisée des affaires civiles pour coder la nature des affaires introduites au répertoire général civil. Pour la commodité de la publication, cette nomenclature hiérarchisée en 3 niveaux et comportant quelque 700 postes de base ne peut être reproduite in extenso dans cet ouvrage. Le lecteur ne trouvera dans ce tableau qu'un extrait de la nomenclature présentant tous les postes de 1^{er} et 2^e niveau, ainsi que les postes de 3^e niveau les plus significatifs.

- 3 | Les certificats de nationalité française ne sont pas pris en compte dans cette rubrique.
- 4 | Articles 26-3 et 26-4 du Code civil.
- 5 | Article 29-3 du Code civil. L'objet de l'action est de faire déclarer qu'une personne physique a acquis ou n'a pas acquis la nationalité française (art. 1038 du Code de procédure civile).
- 8 | Les rectifications de prénom, en cas de refus de l'officier d'état civil d'inscrire un prénom, sont prises en compte dans la rubrique "Nom-prénom" série 10.
- 11 | Les contestations entre parents relatives au nom d'usage porté par l'enfant (loi du 23 décembre 1985) sont prises en compte dans la série "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page III/XIII.
Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
"L'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 qui a posé de nouvelles règles de dévolution du nom de famille ne prévoit plus la possibilité de saisir le juge aux affaires familiales d'une demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel".
- 12 | Y compris après décès du conjoint.
- 19 | Y compris les atteintes au secret du patrimoine ou de la fortune personnelle, et à l'exclusion du secret des affaires (voir série 8, page V/XIII).
- 21 | Sont prises en compte dans ce poste les demandes de sortie d'une personne internée.
- 25 | Pour les demandes concernant les conflits entre parents s'agissant des actes que chacun peut faire seul, ou relatifs à l'exercice de la jouissance légale, cf. série 33, page III/XIII.
- 25 à 27 | Ne sont pas comptabilisées ici les demandes relatives aux tutelles de plein droit. La protection des mineurs fait l'objet d'une présentation spécifique page 81.
- 27 | Ce poste concerne aussi bien les cas de première demande (art. 390 du Code civil) que les demandes d'ouverture d'une tutelle d'État en situation de vacance de la tutelle (art. 433 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Nombre total d' affaires introduites en 2008		218 305	689 771	569 426	158 578	175 012
◆2	Droit des personnes		4 905	45 707	170 495		53
3	Nationalité		807	1 907	20		
	dont :						
4	Demande tendant à contester l'enregistrement ou le refus d'enregistrement d'une déclaration de nationalité		524	1 373	18		
5	Action déclaratoire ou négatoire de nationalité		211	430	1		
6	État civil		92	2 297	44		
	dont :						
7	Demande de jugement supplétif d'un acte de l'état civil ou de reconstitution d'un acte d'état civil détruit		10	793	6		
8	Demande de rectification d'un acte de l'état civil ou des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil		58	1 087	28		
9	Demande sanctionnant le dysfonctionnement de l'état civil		1	20	///		
10	Nom - Prénom		86	2 969	5		
	dont :						
11	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant de parents non mariés		10	3	///		
12	Demande relative à l'usage du nom d'un conjoint ou d'un ex-conjoint		8	85	4		
13	Demande de changement de prénom		57	2 632	///		
14	Absence - disparition		///	294	313		
	dont :						
15	Demande de jugement déclaratif de décès en cas de disparition		///	45	///		
16	Demande de constatation de présomption d'absence		///	5	308		
17	Demande de déclaration d'absence		///	232	///		
18	Droits attachés à la personne		3 845	32 969	214		53
	dont :						
19	Demande tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit ou au respect de la vie privée		184	574	112		
20	Demande relative à l'organisation des funérailles ou à la sépulture		42	53	96		
21	Demande relative à l'internement d'une personne		79	1 496	///		
22	Demande de relevé des peines de la faillite personnelle et/ou de l'interdiction de diriger, de gérer, d'administrer ou de contrôler		8	9	///		53
23	Demande relative au don d'organes		///	512	///		
24	Demande d'autorisation relative à la rétention et au maintien en zone d'attente d'un étranger		3 518	30 314	///		
25	Incapacité des mineurs		11	212	18 458		
	dont :						
26	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre d'une administration légale pure et simple		4	28	17 105		
27	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire		1	4	///		
28	Demande d'ouverture d'une tutelle : incapacité des mineurs		///	13	///		
29	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : incapacité des mineurs		1	133	1		
30	Demande d'émancipation		///	2	1 337		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93.22 du 8 janvier 1993 a instauré **le juge aux affaires familiales**. Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.

À partir du 1^{er} février 1994, date d'entrée en application de la loi, sont traités au tribunal de grande instance des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance. On a évalué à 6% la part des contentieux des tribunaux d'instance ainsi transférée aux tribunaux de grande instance.

Les affaires familiales font l'objet d'une présentation spécifique dans le chapitre "Détails de certains thèmes".

- 4 | Sont comprises dans ce poste toutes les formes de tutelles de majeurs : avec conseil de famille, sous forme d'administration légale, sous contrôle judiciaire, tutelle d'état ou tutelle en gérance.
- 9, 14 | Les demandes de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales, comptabilisées auparavant dans les clôtures, sont désormais incluses dans la rubrique fonctionnement des régimes (ligne 14).
- 19 | Cf. ci-dessus le paragraphe relatif au juge aux affaires familiales.
- 23 à 26 | Ces affaires ont été codifiées à tort avec l'ancienne nomenclature utilisée avant la réforme sur le divorce (cf. page 88, définitions 2 à 6)
- 28 | Devant le tribunal de grande instance, les demandes de mesures provisoires formées lors de l'introduction de l'instance ne sont pas comptabilisées.
- 33 à 36 | Cf. 23 à 26

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Majeurs protégés : ouverture d'un régime de protection		12	76	111 106		
2	Appel d'une décision relative à l'organisation ou à la prolongation d'une protection judiciaire d'un jeune majeur		///	6	1		
3	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication		1	15	55 379		
4	Demande d'ouverture d'une tutelle : majeurs protégés		1	28	26 470		
5	Demande d'ouverture d'une curatelle		///	21	20 140		
6	Demande de conversion de tutelle en curatelle		///	///	693		
7	Demande de conversion de curatelle en tutelle		///	6	3 545		
8	Demande d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales		10	///	4 878		
9	Majeurs protégés : fonctionnement des régimes de protection dont :		26	4 844	21 781		
10	Recours contre une décision relative à la gestion des biens d'un majeur protégé		4	453	3		
11	Demande tendant à modifier l'étendue de la curatelle		///	203	6 036		
12	Demande tendant à modifier l'étendue de la tutelle		///	104	3 612		
13	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : majeurs protégés		2	3 505	1		
14	Demande de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales		17	1	12 047		
15	Majeurs protégés : clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture dont :		26	139	18 554		
16	Demande de mainlevée d'une tutelle		3	31	5 792		
17	Demande de mainlevée d'une curatelle		2	75	10 427		
18	Demande de mainlevée d'une tutelle aux prestations sociales		14	1	1 671		
◆ 19	Droit de la famille		41 781	402 991	3 238		
20	Divorce dont :		16 060	171 736	///		
21	Demande en divorce par consentement mutuel		121	67 743	///		
22	Demande en divorce autre que par consentement mutuel		2 849	101 718	///		
23	Demande en divorce sur demande acceptée		1 796	2	///		
24	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait		775	///	///		
25	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales		43	///	///		
26	Demande en divorce pour faute		3 305	2	///		
27	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce		119	1 225	///		
28	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]		7 041	977	///		
29	Action en opposabilité ou en inopposabilité d'une décision de divorce rendue à l'étranger		11	69	///		
30	Séparation de corps dont :		236	3 589	///		
31	Demande en séparation de corps par consentement mutuel		9	848	///		
32	Demande en séparation de corps autre que par consentement mutuel		28	2 698	///		
33	Demande en séparation de corps sur demande acceptée		22	///	///		
34	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait		20	///	///		
35	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales		3	///	///		
36	Demande en séparation de corps pour faute		85	///	///		
37	Demande de modification des mesures provisoires [séparation de corps]		68	42	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Dans le cas de demandes multiples, c'est le premier poste rencontré dans la liste qui a été retenu. Les demandes relatives à l'usage du nom (art. 264 du Code civil) sont prises en compte dans la rubrique "Nom - Prénom" série 10, page I/XIII.
- 4 | Sont compris dans cette rubrique les recours de celui qui assure la charge de l'enfant majeur contre l'ex-conjoint.
- 5 | Ancien article 282 du Code civil applicable au divorce pour rupture de la vie commune avant la réforme entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005
- 8 | Par exemple demande d'attribution préférentielle d'un bien, de maintien dans l'indivision, de licitation, etc.
Concernant les affaires portées devant le tribunal d'instance, il peut s'agir des cas où le juge des tutelles autorise le partage des biens d'une personne présumée absente (art. 116 du Code civil).
- 9 | Les demandes relatives à la liquidation du régime matrimonial sont prises en compte dans la série 8.
- 12 | Cette rubrique concerne toutes les demandes d'aliments, sauf en matière de divorce ou séparation de corps.
- 14 | Y compris les enfants de parents mariés devenus majeurs.
- 19 à 26 | Il s'agit de toutes les actions en matière de paternité ou de maternité pour des enfants de parents mariés ou non mariés.
- 31 | Les demandes de modification de l'autorité parentale, de la résidence et du droit de visite après le prononcé du divorce sont comprises dans la rubrique "post-divorce", séries 2 et 6. L'ensemble du contentieux de l'autorité parentale est traité dans le chapitre – Détails de certains thèmes "Affaires familiales"–.
- 32 | Pour les enfants de parents mariés ou non mariés.
- 36 | Les demandes d'exercice conjoint de l'autorité parentale sont comprises dans cette rubrique

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGlc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Demande postérieure au prononcé du divorce ou de la séparation de corps		7 878	60 899	157		
2	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs		2 317	20 617	1		
3	Demande de révision de la prestation compensatoire		626	1 047	10		
4	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants		2 435	25 644	31		
5	Demande de modification de la pension alimentaire		314	1 665	50		
6	Demande de modification du droit de visite		943	7 987	///		
7	Demande relative au bail concédé à l'un des époux		11	36	7		
8	Demande relative à la liquidation du régime matrimonial		1 232	3 903	58		
9	Mariage et régimes matrimoniaux		367	4 459	1 324		
	dont :						
10	Demande en nullité de mariage		228	1 554	///		
11	Demande d'homologation du changement de régime matrimonial		19	2 012	///		
12	Obligations à caractère alimentaire		2 677	30 095	1 504		
	dont :						
13	Demande relative à la pension alimentaire des enfants de parents non mariés		1 190	19 323	81		
14	Demande d'entretien formé par l'enfant majeur		275	1 817	3		
15	Recours des tiers payeurs contre les débiteurs d'aliments		178	2 249	46		
16	Contribution aux charges du mariage		354	3 184	4		
17	Action à fin de subsides		100	428	6		
18	Contestation relative au paiement direct ou au recouvrement des pensions alimentaires		95	26	1 036		
19	Filiation		423	4 791	4		
	dont :						
20	Action en recherche de paternité		136	1 294	1		
21	Action en rétablissement de la présomption de paternité		14	101	///		
22	Action en constatation de la possession d'état		4	98	///		
23	Demande relative au consentement à une procréation médicalement assistée		14	1 248	///		
24	Action en contestation de maternité		///	26	///		
25	Action en contestation de paternité		229	1 744	///		
26	Action en contestation de la possession d'état		9	25	2		
27	Filiation adoptive		181	10 684	7		
	dont :						
28	Demande en déclaration d'abandon		17	226	5		
29	Demande d'adoption simple		110	7 167	1		
30	Demande d'adoption plénière		32	3 203	///		
31	Autorité parentale et droit de visite		10 603	99 231	7		
	dont :						
32	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non		417	2 340	2		
33	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale		146	1 060	2		
34	Demande de délégation ou de transfert de l'autorité parentale		74	3 455	///		
35	Demande de retrait total de l'autorité parentale		37	273	1		
36	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou au droit de visite quant aux enfants de parents non mariés		6 953	91 649	///		
37	Recours contre une mesure relative à l'assistance éducative		2 840	///	1		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique concerne toutes les demandes en partage, à l'exception des liquidations consécutives au divorce, prises en compte dans la série 8 page précédente.
- 2 | On trouve notamment dans cette rubrique les contentieux sur les modalités du partage, les demandes d'annulation, de rescision, d'opposition des créanciers, d'homologation de partage, les demandes d'attribution préférentielle d'un bien, etc...
- 3 | Sont concernés dans cette rubrique les actes de disposition fait par un indivisaire seul (art. 815-3 du Code civil), les cessions réalisées en violation du droit de préemption des indivisaires (art. 815-16 du Code civil), les décisions du gérant ou des indivisaires (art. 1873-6 du Code civil), les nullités d'une convention d'indivision (art. 1873-2 du Code civil).
- 5 | Sont notamment comprises ici les demandes en annulation, révocation, ou réduction d'une libéralité ou d'une de ses clauses.
- 9 | Chacune de ces demandes peut être formée à titre unique.
- 21 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes de radiation d'une sûreté.
- 22 à 29 | Sont comprises sous ces rubriques les demandes relatives aux groupements de toutes sortes : sociétés civiles et commerciales, sociétés agricoles, associations, mutuelles, syndicats, ordres professionnels.
- 23 | Ces demandes concernent notamment les délibérations des diverses assemblées, conseils d'administration, etc.
- 29 | Ces demandes sont formulées en cas notamment de réunion de toutes les parts en une seule main, mésintelligence, réduction du capital en dessous du minimum légal.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGicc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Partage, indivision, succession dont :		2 864	16 361	214		
2	Demande en partage, ou contestations relatives au partage		2 029	9 501	75		
3	Demande en annulation d'un acte accompli sur un bien indivis, ou d'une convention d'indivision		69	113	4		
4	Demande relative à une succession vacante ou non réclamée		10	5 422	1		
5	Libéralités (donations et testaments)		492	1 146	21		
◆6	Droit des affaires (hors entreprises en difficulté)		10 969	15 393	9 170		8 804
7	Bail commercial dont :		4 368	7 601	1 250		232
8	Demande en nullité de bail commercial		270	179	2		11
9	Demande en paiement des loyers et charges et/ou tendant à la résiliation du bail et/ou à l'expulsion		1 980	2 188	1 104		109
10	Demande de fixation du prix du bail révisé ou renouvelé		466	2 070	5		1
11	Action relative à la déspécialisation		12	19	///		0
12	Action en contestation de congé et/ou demande de renouvellement de bail		227	586	10		1
13	Demande d'évaluation et/ou en paiement de l'indemnité d'éviction		158	470	///		1
14	Demande d'exécution de travaux à la charge du bailleur, ou demande en garantie contre le bailleur		285	351	72		4
15	Vente du fonds de commerce dont :		609	897	765		864
16	Demande en nullité des promesses de vente ou de vente de fonds de commerce		151	46	9		51
17	Demande en paiement du prix et/ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		144	595	712		202
18	Demande en radiation de l'inscription du privilège du vendeur		///	21	///		329
19	Demande de vente en justice du fonds de commerce		26	37	1		41
20	Location - gérance du fonds de commerce		203	117	97		210
21	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement		28	49	2		429
22	Groupements : fonctionnement (1) dont :		289	329	214		2 217
23	Demande en nullité des actes des assemblées et conseils		138	209	4		52
24	Demande relative à la tenue de l'assemblée générale		27	15	1		108
25	Demande en paiement de cotisations formée contre les adhérents d'une association, d'un syndicat ou d'un ordre professionnel		69	45	194		1 874
26	Groupements : fonctionnement (2) dont :		1 077	1 274	137		582
27	Demande tendant à contester l'agrément ou le refus d'agrément de cessionnaires de parts sociales ou d'actions		275	85	4		16
28	Demande de nomination d'un expert de gestion, d'un commissaire aux apports ou d'un commissaire à la fusion		40	11	10		124
29	Demande de dissolution de groupement		88	353	///		58

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Les recours en cas de liquidation judiciaire sont pris en compte dans la série 15, page VI/XIII.
- 3 | Les demandes concernant les litiges relatifs aux prêts bancaires sont prises en compte dans la rubrique "Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement" série 1 page VIII/XIII.
- 4 et 5 | Ces demandes portées devant les tribunaux de grande instance sont de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.
- 5 | Demandes formées contre le tiré, le tireur, les endosseurs, l'accepteur, le donneur d'aval, à l'exclusion des cas où le créancier porteur d'un chèque impayé poursuit l'exécution de l'obligation initiale.
- 6 | Ces demandes concernent le compte de dépôt ou compte courant, en cas de chèque sans provision, carte de crédit, virement, chèque de voyage...; en matière d'intérêts, d'ouverture de crédit...
- 8 | Ces demandes concernent les services bancaires, à l'exclusion de ceux liés à un octroi de crédit pris en compte ligne 7.
- 11 | Les demandes relatives aux clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont prises en compte dans la rubrique "Relations du travail et protection sociale" séries 7, 12, 13, page XII/XIII. Pour celles concernant les ventes de fonds de commerce, voir série 15, page IV/XIII.
- 12 | Sont comprises dans ce poste les pratiques discriminatoires (refus de vente, prix imposés, ventes subordonnées), les actions concertées, ententes et coalitions.
- 16 | Le volume relativement important des affaires portées devant les cours d'appel peut s'expliquer par le fait que les parties peuvent faire appel séparément, pouvant engendrer ainsi plusieurs affaires en appel pour une même affaire de première instance.
- 17 à 22 | Cf. définitions page 90
- 24 | Pour les tribunaux de grande instance, sont prises en compte dans cette rubrique et les postes la constituant, les affaires relatives aux entreprises en difficulté portées devant les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, et toutes celles qu'ont eu à connaître les juridictions d'Alsace et de Lorraine.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Groupements : dirigeants		422	507	80		262
	dont :						
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés		147	204	41		34
3	Banque - Effets de commerce		2 167	2 563	6 608		3 160
	dont :						
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)		134	50	13		115
5	Demande en paiement par le porteur, d'une lettre de change, d'un billet à ordre		120	51	72		113
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire		730	1 228	5 038		1 173
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédits pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits		137	140	86		303
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit		658	792	563		374
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire		15	16	66		17
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque		53	1	26		3
11	Concurrence - Propriété industrielle		1 806	2 056	17		848
	dont :						
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives		124	35	1		35
13	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de brevet, d'obtention végétale ou de topographie de semi-conducteur		74	219	///		7
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque		492	955	2		10
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles		227	282	3		213
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite et/ou en dommages et intérêts		677	308	5		554
17	Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure		3 583	15 683	///		69 328
	dont :						
18	Désignation d'un mandataire ad hoc, ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement amiable agricole, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire		941	13 937	///		59 582
	dont :						
19	Désignation d'un mandataire ad hoc		27	88	///		811
20	Demande d'ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement à l'amiable agricole		6	1 110	///		436
21	Demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde		54	157	///		824
22	Demande d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire		734	12 113	///		55 313
◆ 23	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile (ancienne procédure)		3 578	28 428	37 642		16 563
24	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire		633	833	30		165
	dont :						
25	Demande de redressement judiciaire		154	274	20		0
26	Demande liquidation judiciaire		302	127	3		10
27	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur		5	188	2		///
28	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation		58	177	1		0
29	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif		26	12	4		1
30	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liquidation judiciaire		51	30	///		97

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les recours formés devant le tribunal contre les décisions du juge-commissaire sont prises en compte ligne 20.
- 4 | Les demandes d'autorisation de licenciement, ou les réclamations contre l'ordonnance du juge-commissaire les autorisant, sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
- 5 | Les demandes relatives aux créances salariales sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
- 10 | Les demandes de résolution du plan de continuation de l'entreprise et de redressement judiciaire sont prises en compte dans la série 1.
- 11 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes d'admission du plan de cession de l'entreprise.
- 14 | Les demandes de reprise de la procédure de liquidation judiciaire sont prises en compte dans la rubrique "Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire", série 24, page V/XIII.
- 15 | Sont regroupées dans cette rubrique les demandes de sanctions contre les dirigeants, et les actions en responsabilité civile.
- 21 | Le surendettement des particuliers fait l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 17 à 24, chapitre "Détails de certains thèmes, procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
Code	Nature d'affaire					
1	L'entreprise au cours de la procédure : délais, organes	91	316	2		383
2	Appel sur une décision relative à la désignation, au remplacement ou à la mission d'un expert, de l'administrateur, du représentant du créancier, du commissaire à l'exécution du plan ou du liquidateur	50	22	1		383
3	Appel sur des décisions relatives au déroulement de la procédure	41	294	1		0
4	L'entreprise au cours de la procédure : autorisations et actions diverses	24	25	1		2
5	L'entreprise au cours de la procédure : période suspecte et sort des créances	1 146	51	3		72
	dont :					
6	Demande en modification de la date de la cessation des paiements	25	25	0		67
7	Appel sur une décision du juge commissaire relative à l'admission des créances	797	7	1		0
8	Appel sur une décision du juge commissaire relative à la réclamation sur l'état des créances	122	1	1		0
9	Appel sur une décision relative au relevé de forclusion	136	11	///		0
10	Plan de continuation de l'entreprise	34	56	32		5
11	Plan de cession de l'entreprise	67	231	///		877
12	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure	38	5 112	1		13 655
	dont :					
13	Demande de clôture pour extinction du passif	9	293	1		749
14	Demande de clôture pour insuffisance d'actif	28	4 819	///		12 906
15	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaires	543	923	112		1 354
	dont :					
16	Demande en comblement de l'insuffisance d'actif à l'encontre des dirigeants	162	24	3		260
17	Demande de prononcé de la faillite personnelle ou d'autres sanctions	104	137	2		553
18	Actions en responsabilité exercée contre l'administrateur, le représentant des créanciers, le liquidateur, le commissaire à l'exécution du plan	67	95	7		5
19	Recours devant le tribunal contre des décisions du juge commissaire	109	315	1		126
20	Demande relative au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, aux sanctions et à la suspension provisoire des poursuites	87	345	18		410
21	Surendettement des particuliers et faillite civile	1 002	20 881	37 461		50
	dont :					
22	Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers	119	4 364	9 567		///
23	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	23	477	1 251		1
24	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement des particuliers	572	2 322	4 529		0
25	Demande de rétablissement personnel	179	10 196	21 983		179

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Sont comprises dans cette rubrique les ventes quel qu'en soit l'objet (meuble ou immeuble), à l'exception des ventes de fonds de commerce (cf. série 15, page IV/XIII), des ventes d'immeubles à construire, et des ventes d'immeubles qui engagent la responsabilité du constructeur pour malfaçons (cf. série 11, page VIII/XIII).
- 4 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en résolution pour non-paiement du prix.
- 5 | Y compris les demandes tendant à obtenir la livraison de la quantité indiquée au contrat, ou à faire sanctionner la livraison d'une quantité insuffisante (art. 1616 à 1622 du Code civil).
- 6 | Il s'agit de demandes en restitution ou en réduction du prix.
- 7 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes tendant à faire sanctionner le manquement du vendeur à son obligation de renseignements.
- 9 | Sont comprises toutes les catégories de baux, à l'exception des baux commerciaux (cf. série 7, page IV/XIII) et des baux ruraux (cf. série 20). Les demandes relatives aux occupations de locaux sans droit ni titre sont prises en compte dans la rubrique 20, page X/XIII.
- 10 | Y compris les demandes dirigées contre la caution du locataire.
- 11 | Ces demandes concernent notamment les obligations suivantes : mauvaise utilisation des lieux loués, dégradations, défaut d'entretien, transformation des lieux sans accord du bailleur, demande visant à la remise en état des lieux en cours de bail, défaut d'assurance, défaut de meubles suffisants pour garnir les lieux loués...
- 12 | Les cas où le congé est lié à une inexécution des obligations du locataire sont pris en compte dans les séries 10 et 11.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en contestation de la validité du congé, de suspension de la clause résolutoire, etc.
- 14 | Les cas où cette demande est cumulée avec une demande en paiement de loyers sont pris en compte dans la série 10.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les cas suivants : vices de l'immeuble loué (art. 1721 du Code civil), défaut d'entretien de l'immeuble par le bailleur (art. 1719 - 2^e du Code civil), destruction partielle de la chose (art. 1722 du Code civil), réparations de longue durée ou de nature à rendre le logement inhabitable (art. 1724 du Code civil), troubles de droit provenant d'un tiers (art. 1726 du Code civil).
- 20 | Les demandes relatives aux baux de chasse sont portées devant le tribunal de grande instance.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGicc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	Contrats		46 747	61 014	273 515		54 199
2	Vente		7 065	15 473	24 279		35 332
	dont :						
3	Demande en nullité de la vente ou d'une clause de la vente		1 222	2 504	2 872		190
4	Demande en paiement du prix ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		1 401	4 121	11 606		34 216
5	Demande tendant à obtenir la livraison de la chose ou à faire sanctionner le défaut de livraison		153	277	1 514		48
6	Demande en garantie des vices cachés ou tendant à faire sanctionner un défaut de conformité		1 654	2 651	2 887		129
7	Autres demandes tendant à faire sanctionner l'inexécution des obligations du vendeur		266	637	1 716		141
8	Demande relative à l'exécution d'une promesse unilatérale de vente ou d'un pacte de préférence ou d'un compromis de vente		1 403	3 110	673		47
9	Baux d'habitation et professionnels		8 606	5 067	109 139		138
10	Demande en paiement des loyers et des charges et/ou tendant à faire prononcer ou constater la résiliation pour défaut de paiement ou défaut d'assurance et ordonner l'expulsion		4 641	734	76 534		99
11	Demande tendant à l'exécution des autres obligations du locataire et/ou tendant à faire prononcer la résiliation pour inexécution de ces obligations et ordonner l'expulsion		672	278	3 494		9
12	Demande du bailleur tendant à faire constater la validité du congé et à ordonner l'expulsion		800	129	3 731		1
13	Demande du locataire ou de l'ancien locataire tendant au maintien dans les lieux		217	376	535		0
14	Demande en dommages-intérêts formée par le bailleur en fin de bail en raison des dégradations ou des pertes imputables au locataire		139	50	1 767		4
15	Demande du locataire tendant à être autorisé d'exécuter des travaux ou à faire exécuter des travaux à la charge du bailleur		249	53	1 347		4
16	Demande du locataire tendant à la diminution du loyer ou des charges et/ou à la résiliation du bail, et/ou à des dommages-intérêts en raison de troubles de jouissance		485	94	1 503		1
17	Demande du locataire en fin de bail en restitution du dépôt de garantie et/ou tendant au paiement d'une indemnité pour amélioration des lieux loués		128	33	9 232		2
18	Demande tendant à la fixation judiciaire du montant du loyer ou à la mise en conformité du bail		135	37	956		1
19	Autres demandes relatives à un bail d'habitation ou à un bail professionnel		1 140	3 283	10 040		17
20	Baux ruraux [fermage ou métayage, baux de chasse]		1 167	125	3 757		1
	dont :						
21	Demande en paiement des fermages ou loyers et/ou tendant à faire prononcer la résiliation du bail pour défaut de paiement et prononcer l'expulsion		230	23	1 027		1
22	Demande formée par le bailleur ou le preneur relative à la poursuite ou au renouvellement du bail		144	3	775		0

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les demandes relatives aux prêts à usage ou commodat sont prises en compte dans la rubrique "Contrats divers", série 12, page IX/XIII.
- 5 à 7 | Le crédit bail peut porter sur des choses mobilières ou immobilières.
- 8 et 9 | Quelle que soit l'obligation cautionnée (prêt, crédit-bail, compte courant, bail d'habitation ...).
- 10 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité d'un contrat de cautionnement.
- 11 | Sont compris ici tous les types de contrats : contrat d'entreprise, contrat de construction de maisons individuelles, contrat de promotion immobilière, vente d'immeuble à construire, contrat ou réservation. Est exclu cependant le bail à construction (cf. série 16, page XI/XIII).
Le terme de constructeur employé dans les postes ci-dessous désigne, conformément à l'article 1792-1 du Code civil : l'architecte, l'entrepreneur, le promoteur, le technicien, ou toute personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, ainsi que toute personne qui vend un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les recours entre l'architecte et l'entrepreneur, entre le promoteur et l'entrepreneur, entre le vendeur et l'architecte.
- 17 | Que cette demande soit formée dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (art. 1792-6 du Code civil) des garanties décennales ou biennales (art. 1792 à 1792-4 du Code civil), y compris les demandes formées par l'assureur du maître d'ouvrage.
- 18 | Ne sont pas compris dans cette rubrique les contrats de déménagement (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de service" série 19), les contrats d'affrètement (cf. ligne 12 page IX/XIII), les contrats de location de véhicule (cf. ligne 12, page IX/XIII), les demandes en responsabilité occasionnée par le transport de personnes (terrestre, aérien ou maritime) prises en compte dans la rubrique "Responsabilité du fait des véhicules" série 14, page IX/XIII.
- 19 | Dans cette rubrique sont regroupés tous les contrats de prestation de service autres que les contrats de construction immobilière (cf. série 11), les contrats de transport (cf. série 18) et les contrats particuliers (mandat, commission, courtage) qui peuvent être comptabilisés dans la série 1, page IX/XIII.
Sont notamment compris dans cette série les contrats suivants : contrat passé avec un garagiste, un teinturier, un réparateur de matériel, une agence de voyages, une entreprise de déménagement, une agence matrimoniale, un établissement scolaire. Tous les contrats ayant trait à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble, y compris les honoraires d'architecte, sont pris en compte dans la série 11.
- 22 | À l'exclusion des demandes qui figurent dans la rubrique "responsabilité", dont la liste suit : responsabilité des médecins et des professions para-médicales, responsabilité des auxiliaires de justice (cf. série 1, page X/XIII).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
Code	Nature d'affaire					
1	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement	8 211	12 686	65 865		3 853
2	Prêt - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	136	135	999		24
3	Prêt - Demande en remboursement du prêt	4 742	8 537	60 073		931
4	Autres demandes relatives au prêt	546	628	2 773		414
5	Crédit-bail ou leasing - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	53	39	61		22
6	Crédit-bail ou leasing - Demande en paiement des loyers et/ou en résiliation du crédit-bail	483	470	1 016		495
7	Autres demandes relatives au crédit-bail	149	79	148		322
8	Cautionnement - Demande en paiement formée contre la caution seule	1 539	2 005	212		1 280
9	Cautionnement - Recours de la caution qui a payé contre le débiteur principal ou contre une autre caution	169	587	457		38
10	Autres demandes relatives au cautionnement	394	206	126		327
11	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	6 616	14 823	5 812		1 033
	dont :					
12	Demande en nullité d'un contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	157	516	218		292
13	Demande en paiement du prix formée par le sous-traitant contre l'entrepreneur principal	175	165	93		73
14	Demande en paiement du prix formée par le constructeur contre le maître de l'ouvrage ou son garant	914	1 582	1 099		106
15	Demande en paiement direct du prix formée par le sous-traitant contre le maître d'ouvrage	126	200	82		92
16	Recours entre constructeurs	279	216	25		10
17	Demande d'exécution de travaux, ou de dommages-intérêts, formée par le maître de l'ouvrage contre le constructeur ou son garant, ou contre le fabricant d'un élément de construction	3 329	8 833	2 638		189
18	Contrats de transport	559	148	500		1 205
19	Autres contrats de prestation de services	4 725	4 246	48 844		5 591
20	Demande en nullité d'un contrat de prestation de services	152	84	1 269		245
21	Demande en paiement du prix, ou des honoraires formée contre le client et/ou tendant à en faire sanctionner le non-paiement	2 692	1 953	19 935		3 490
22	Demande en dommages-intérêts contre le prestataire de services pour mauvaise exécution	932	1 334	12 765		235
23	Demande en restitution d'une chose confiée au prestataire de services et/ou en dommages-intérêts pour non-restitution	118	74	688		37
24	Demande en exécution formée par le client contre le prestataire de services	106	64	2 800		37
25	Demande en résolution formée par le client pour inexécution de la prestation de services	76	72	1 314		78
26	Autres demandes relatives à un contrat de prestation de services	649	665	10 073		1 469

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 Cette rubrique regroupe tous les contrats pouvant recevoir la qualification de mandat, de commission ou de courtage. Sont comprises dans cette rubrique les demandes en paiement ou en indemnisation formées par un agent commercial, un agent immobilier, un concessionnaire, un courtier d'assurance, etc...
- 8 Il s'agit du cas (exceptionnel) où le responsable assuré a indemnisé directement la victime. Lorsque l'action en paiement de l'indemnité est formée par la victime contre l'auteur et/ou son assureur, se reporter en fonction de la responsabilité engagée, aux rubriques "Responsabilité et quasi-contrats" série 13 ci-contre, ou "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" série 11, page VII/XIII.
- 9 Sont notamment comprises dans ce poste les assurances-vie, retraite, incapacité, chômage, etc.
- 11 Ne sont pas pris en compte dans ce poste les recours de l'assureur contre le responsable du dommage, qui sont des recours subrogatoires.
- 12 Ce poste regroupe d'une part les contrats qualifiés qui n'ont pas été visés dans les autres postes de la nomenclature, par exemple : le contrat de dépôt, de prêt à usage ou de location de meubles, de location de véhicule automobile, d'affrètement, déchange, de concession, de franchise ou de fournitures, etc., d'autre part les contrats dont l'acte de saisine ne permet pas d'identifier la qualification (ex : demande en paiement de facture sans autre indication).
- 13 Les rubriques "responsabilité" ne recouvrent pas tous les cas de responsabilité, mais seulement ceux qui n'ont pas été traités dans un cadre plus précis.
Il n'est pas fait de distinction selon les textes sur lesquels se fonde la demande, mais selon le fait qui se trouve à l'origine du dommage, et selon les parties en présence.
Le terme de réparation désigne la demande d'indemnisation formée par la victime contre l'auteur du dommage, son assureur, le fonds de garantie, y compris les actions en déclaration de jugement commun visant un organisme de sécurité sociale. Toutefois lorsque la demande de réparation vise en même temps, ou exclusivement, le responsable du fait d'autrui (parent, gardien, commettant), on se reportera à la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable" série 8 page X/XIII.
Le terme de victime désigne tant la victime directe, que la victime par ricochet (conjoint, enfant, héritier, concubin, tiers lésé), à l'exception de la victime d'un accident du travail qui demande réparation à son employeur pour faute inexcusable (cf. série 9, page XIII/XIII).
Le terme de garantie recouvre les demandes du responsable de dommages visant à mettre en cause son assureur ou un co-responsable. Toutefois les demandes de garanties formées contre le responsable du fait d'autrui sont prises en compte dans la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable", série 8, page X/XIII
- 16 Les termes réparation, dommage, victime, garantie, sont définis à la rubrique "Responsabilité et quasi-contrats" (série 13). Sont exclues de la présente rubrique les demandes en responsabilité engagées pour mauvaise exécution d'un contrat de vente (cf. rubrique "Vente" série 2, page VII/XIII), de transport (cf. rubrique "Contrat de transport" série 18, page VIII/XIII), de prestations de service (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de Services" série 19, page VIII/XIII).
- 19 Sont exclues de la présente rubrique les demandes en réparation formées par le maître d'ouvrage contre l'entrepreneur du fait de la mauvaise exécution des contrats de construction ou de réparation d'immeubles (cf. rubrique "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" séries 11 page VIII/XIII).
- 20 Dans cette rubrique sont concernés les dommages causés à une personne par un glissement de terrain, une avalanche, un incendie, la chute d'un bâtiment, etc.
- 21 Dans cette rubrique sont concernés les infiltrations provoquées par un immeuble à un immeuble voisin ; dégâts des eaux, incendies, avalanches, glissements de terrain etc.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Contrats d'intermédiaires		1 792	1 359	778		234
2	Contrats d'assurance		2 768	4 392	4 237		744
3	Demande en nullité du contrat d'assurance, et/ou en remboursement des indemnités pour fausse déclaration intentionnelle ou réticence de la part de l'assuré formée par l'assureur		142	179	132		5
4	Autres demandes en nullité et/ou en remboursement des indemnités formées par l'assureur		78	155	193		13
5	Demande en nullité du contrat et/ou en restitution des primes, ou cotisations, formée par l'assuré		66	210	205		6
6	Demande en paiement des primes, ou cotisations formée contre l'assuré		72	137	995		127
7	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de dommages		999	1 455	736		89
8	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance de responsabilité formée par l'assuré		79	141	188		30
9	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de personnes		724	1 283	290		150
10	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance-crédit		136	185	62		2
11	Demande relative à d'autres contrats d'assurance		472	647	1 436		322
12	Contrats divers		5 238	2 695	10 304		6 068
◆13	Responsabilité et quasi-contrats		7 003	32 860	13 060		201
14	Dommages causés par des véhicules dont :		1 783	5 662	3 309		17
15	Demande en réparation des dommages causés par des véhicules terrestres à moteur		1 699	5 304	3 210		10
16	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services		422	1 043	1 233		23
17	Demande en réparation des dommages causés par un animal		118	244	574		0
18	Demande en réparation des dommages causés par un produit ou une prestation de services défectueux		304	799	659		23
19	Dommages causés par des immeubles dont :		680	1 771	894		19
20	Demande en réparation des dommages causés à une personne par un immeuble		221	487	182		0
21	Demande en réparation des dommages causés à une chose mobilière ou immobilière par un immeuble		458	1 284	712		19

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 3 | L'expression "auxiliaire de justice" doit être entendue au sens large, et désigne les professionnels suivants : avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués, commissaires-priseurs, conseils en brevet, conseils fiscaux, experts, greffiers de commerce, huissiers de justice, interprètes, notaires, sachants, traducteurs.
Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcées ou des mesures conservatoires à l'encontre d'un auxiliaire de justice.
- 6 | Ces nuisances peuvent consister en l'émission de bruit, d'odeurs, de rejets déplaisants, toxiques ou irritants (ex : tapages, dépôt d'immondices, pollution artisanale, industrielle ou agricole).
- 7 | Sont comprises dans ce poste les demandes d'indemnisation formées devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Sont exclues les demandes tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit au respect de la vie privée (cf. ligne 19, page I/XIII).
- 10 | Sont exclues les demandes formées contre les établissements de soin pour les dommages causés par l'activité médicale de leurs préposés (cf. ligne 2).
- 14 | Non compris les hypothèses spécifiques mentionnées à d'autres postes, par exemple les répétitions de cotisations, série 5, page XIII/XIII.
- 17 | Sont exclus de cette rubrique les cas d'atteintes irrégulières à la propriété immobilière ou à un droit réel immobilier, commises par une personne publique (cf. rubrique "Responsabilité des personnes publiques" série 19, page XIII/XIII).
- 23 | Ce poste ne concerne que l'action tendant à défendre la possession du propriétaire : plainte, réintégration, dénonciation de nouvel ordre.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGicc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
Code	Nature d'affaire					
1	Dommmages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	1 835	4 101	427		4
2	Demande en réparation des dommages causés par l'activité médicale ou para-médicale	684	1 711	169		0
3	Demande en réparation des dommages causés par l'activité des auxiliaires de justice	980	2 131	222		0
4	Demande en réparation des dommages causés par l'activité d'un expert en diagnostic, un commissaire aux comptes, un commissaire aux apports, un commissaire à la fusion ou un expert-comptable	171	259	36		4
5	Dommmages causés par l'action directe d'une personne	1 705	19 216	4 641		19
6	Demande en réparation des dommages causés par une nuisance de l'environnement	460	632	642		3
7	Demande en réparation des dommages causés par d'autres faits personnels	1 245	18 584	3 999		16
8	Dommmages causés par l'action d'une personne dont on est responsable	106	286	249		1
9	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou un incapable majeur, formée contre les parents ou le gardien	48	122	157		0
10	Demande en réparation des dommages causés par les salariés ou apprentis, formée contre l'employeur	30	109	70		1
11	Demande en réparation des dommages causés par un fonctionnaire ou employé, formée contre l'État ou une collectivité territoriale	28	55	22		0
12	Quasi-contrats	472	781	2 307		118
13	Demande relative à une gestion d'affaire	26	48	78		4
14	Demande en restitution d'une chose ou en paiement d'un prix reçu indûment	299	517	2 100		114
15	Demande d'indemnisation pour enrichissement sans cause	147	216	129		0
◆16	Biens - Propriété littéraire et artistique	13 524	52 286	31 201		31
17	Propriété et possession immobilières	3 582	8 854	4 309		0
	dont :					
18	Revendication d'un bien immobilier	341	573	40		0
19	Demande formée par le propriétaire de démolition d'une construction ou d'enlèvement d'une plantation faite par un tiers sur son terrain	512	759	160		0
20	Demande d'expulsion et/ou d'indemnités dirigée contre les occupants des lieux	668	393	572		0
21	Demande en bornage ou en clôture	484	153	1 980		0
22	Demands relatives aux murs, haies et fossés mitoyens	341	436	1 269		0
23	Actions possessoires	174	227	41		0
24	Demande de fixation de l'indemnisation d'expropriation	697	4201	1		0

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique ne concerne que la copropriété par appartements régie par la loi du 10 juillet 1965. Pour l'indivision ordinaire, cf. rubrique "Partage, indivision, succession" série 1, page IV/XIII.
- 3 | Quel que soit le fondement de la demande. Les demandes en inopposabilité de travaux décidés par l'assemblée générale sont prises en compte dans la rubrique 6 "Copropriété : droits et obligations des copropriétaires".
- 4 | Sont comprises notamment dans cette rubrique les demandes pour vice de construction ou défaut d'entretien des parties communes.
- 7 | Ne sont pas comprises dans ce poste les indemnités qui peuvent être réclamées en raison de troubles ou de violations du règlement.
- 10 | Sont comprises dans cette rubrique toutes les demandes pouvant naître d'une situation d'usufruit, ainsi que les demandes relatives à un droit d'usage ou d'habitation, à l'exception des droits d'usage forestiers et ruraux (cf. rubrique "Servitudes" série 11), et les baux d'habitation (cf. rubrique "Baux d'habitation et professionnels" séries 9 à 19, page VII/XIII).
- 16 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en paiement des redevances emphytéotiques, ou des loyers du bail à construction.
- 18 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté immobilière et recours sur les décisions relatives à l'inscription ou à la radiation.
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté mobilière et les demandes tendant à la vente forcée ou à l'attribution d'un bien mobilier constitutif de la sûreté.
- 23, 24 | Les procédures relevant du juge de l'exécution font l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 6 à 12, chapitre "Détail de certains thèmes, Procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
Code	Nature d'affaire					
1	Copropriété : organisation et administration dont :	1 068	3 267	184		0
2	Demande tendant à déclarer non écrite une clause du règlement de copropriété ou demande de nouvelle répartition des charges	27	71	9		0
3	Demande en nullité d'une assemblée générale ou d'une délibération de cette assemblée	722	2 625	8		0
4	Action en responsabilité exercée contre le syndicat	135	271	69		0
5	Action en responsabilité exercée contre le syndic ou tendant à sa révocation	76	200	58		0
6	Copropriété : droits et obligations des copropriétaires dont :	1 746	3 906	20 912		0
7	Demande en paiement des charges ou des contributions	660	2 030	19 128		0
8	Demande du syndicat tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une violation des règles de la copropriété commise par un copropriétaire	240	348	78		0
9	Demande d'un copropriétaire tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une atteinte à la propriété et à la jouissance d'un lot	228	513	157		0
10	Usufruit - Usage et habitation	53	103	52		0
11	Servitudes dont :	1 586	2 482	718		0
12	Demande relative à une servitude d'usage ou de passage des eaux	182	231	105		0
13	Demande relative à une servitude de distance pour les plantations et constructions	98	101	326		0
14	Demande relative à une servitude de jours et vues sur le fonds voisin	144	320	34		0
15	Demande relative à un droit de passage	943	1 546	119		0
16	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière	31	37	21		0
17	Sûretés immobilières et mobilières	388	3 583	48		16
18	Sûretés immobilières (hypothèque, antichrèse)	134	426	19		1
19	Sûretés mobilières (gages, nantissement, warrant)	254	3 157	29		15
20	Propriété et possession mobilières	89	102	116		7
21	Saisies et mesures conservatoires	4 643	29 141	4 733		7
22	Saisies immobilières	1 337	10 713	48		1
23	Saisies mobilières	2 494	14 981	4 167		2
24	Mesures conservatoires	808	3 447	518		4

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Il s'agit de toute reproduction, représentation ou utilisation de l'œuvre qui porte atteinte aux intérêts moraux ou patrimoniaux de l'auteur, qu'elle puisse ou non être qualifiée sur le plan pénal de contrefaçon, y compris lorsque cette atteinte intervient dans le cadre d'un contrat relatif aux droits d'auteur.
Les "droits voisins du droit d'auteur" sont constitués par les droits des artistes interprètes, des producteurs de vidéogrammes et de phonogrammes.
- 4 | Sont comprises dans les postes composant cette rubrique la plupart des demandes dérivant de la conclusion, de l'exécution, de la suspension ou de la rupture d'un contrat de travail, hormis celles qui concernent un contrat de travail tendant à la formation du salarié (cf. série 26), et celles qui émanent d'un travailleur invoquant sa qualité de salarié protégé (cf. série 21).
- 8 | Ne sont pas comprises dans cette rubrique les sanctions touchant un salarié protégé (cf. rubrique 21 "Statut des travailleurs protégés"), un apprenti ou un salarié en formation (cf. rubrique 26 "Formation et insertion professionnelles").
- 10 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise d'une lettre de licenciement, les demandes de remise d'un certificat de travail, les demandes de remise de bulletin de paie, les demandes de remise d'attestation pour l'ASSEDIC, etc.
- 11 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts pour refus illégal d'embauchage ou violation d'une priorité d'embauche ou réembauche etc.
- 12 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts au salarié pour démission abusive ou brusque démission, les demandes de dommages-intérêts pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat de travail.
- 14 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à la constitution des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise ou le groupe, la présence d'élus des salariés dans les organes sociaux des entreprises, que l'élection ait lieu au suffrage universel ou qu'il s'agisse d'une désignation par des élus ou parmi des élus (CHSCT, comité central d'entreprise, comité de groupe).
- 17 | Y compris les délégués mineurs.
- 19 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au fonctionnement d'une institution représentative du personnel.
- 21 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au statut des salariés titulaires d'un mandat de délégué syndical, de membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, etc.
- 22 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes de l'AGS en paiement des cotisations contre un employeur soumis à l'obligation d'assurance des créances salariales et les demandes d'autorisation de licenciement.
- 24 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes des employeurs salariés et des syndicats relatives au déroulement d'un conflit collectif du travail et aux incidents et préjudices engendrés par ce conflit.
- 25 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à l'ouverture et au déroulement d'une négociation collective, ainsi qu'à l'exécution des engagements et accords décidés.
- 26 | Certaines demandes intéressant la formation professionnelle continue et portées devant les juridictions prud'homales sont incluses dans la rubrique 4 "Relations individuelles de travail", dans la mesure où elles intéressent d'abord l'exécution d'un contrat de travail ordinaire à durée déterminée ou indéterminée ; relèvent également du niveau "Relations individuelles du travail" les demandes dirigées contre des employeurs par des personnes accueillies comme stagiaires de la formation professionnelle, mais prétendant se trouver liées par un véritable contrat de travail, et saisissant à ce titre le conseil de prud'hommes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Propriété littéraire et artistique dont :		338	811	108		1
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données		223	566	11		1
◆3	Relations du travail et protection sociale		58 316	3 308	27 531	157 932	25 107
4	Relations individuelles du travail		48 087	306	652	153 684	0
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution		38 819	113	133	127 512	0
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique		1 796	6	16	2 866	0
7	Demande d'indemnités ou de salaires		6 846	97	152	20 194	0
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire		139	6	6	603	0
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier		7	1	3	7	0
10	Demande de remise de documents		104	44	217	629	0
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail		242	4	45	1 101	0
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales		114	33	80	767	0
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail		20	2	///	5	0
14	Élections professionnelles dont :		29	27	6 745	///	0
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise		9	5	316	///	0
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation		1	2	255	///	0
17	Demande d'annulation de la désignation élective de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation		4	13	611	///	0
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes		4	///	5 013	///	0
19	Représentation des intérêts des salariés dont :		272	256	703	14	0
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise		10	20	560	///	0
21	Statut des salariés protégés		165	20	18	195	0
22	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires dont :		645	20	71	3 318	0
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective		604	8	2	3 284	0
24	Conflits collectifs du travail		85	24	3	17	0
25	Négociation collective		106	80	39	22	0
26	Formation et insertion professionnelles		71	20	75	629	0

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes intéressant les régimes complémentaires, la protection chômage et la mutualité, le régime général, les régimes spéciaux des travailleurs indépendants, les régimes autonomes des salariés et des non-salariés agricoles.
- 2 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes relatives aux immatriculations, les demandes d'annulation de décision d'une ASSEDIC d'exiger le remboursement d'allocations de chômage, etc.
- 3 | Est comprise notamment dans cette rubrique l'opposition à la contrainte de l'article R 133-3 du Nouveau Code de sécurité sociale.
- 4 | Pour les cotisations relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles, cf. série 9.
- 5 | Pour les demandes en remboursement de prestations indues, cf. série 8.
- 6 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de versement d'indemnités journalières ou de prestations en nature au titre de l'assurance-maladie du régime général ou d'un autre régime de sécurité sociale.
- 7 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise de majoration de retard et les contestations de décisions d'une COTOREP relatives au reclassement de travailleurs handicapés.
- 8 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes en répétition de prestations indûment versées, les demandes en remboursement de prestations de maladie ou autres dans les cas des articles L 244-8 et/ou L 374-1 nouveau code de sécurité sociale, sauf prestations d'accident du travail (cf. série 9) et les demandes en paiement de forfait journalier hospitalier (contre la personne hospitalisée).
- 9 | Les demandes concernées par cette rubrique déterminent une part importante du contentieux général de la sécurité sociale : celui des accidents du travail et des maladies professionnelles, dont la réparation est assurée dans le cadre du régime général, de régimes spéciaux de travailleurs dépendants ou du régime agricole.
- 12 | Cette rubrique recouvre les contentieux avec les personnes publiques nés de leur activité spécifique, dans les cas où le contrôle de cette activité relève de la compétence des juridictions judiciaires.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits relatifs au commerce, à la circulation des demandes et aux spectacles.
- 14 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits de mutation à titre onéreux ou gratuit.
- 15 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction des droits de douane.
- 16 | Sont comprises dans cette rubrique les actions en opposition à poursuites relatives aux droits dont le contentieux au fond relève de la compétence des juridictions administratives (contributions directes, textes sur la fiche d'affaire, etc.) et les demandes en revendication d'objets saisis.
- 17, 18 | Le contentieux électoral n'entre pas dans le champ du répertoire général civil. Les affaires relatives à ce type de contentieux sont néanmoins comptabilisées dans un registre. Les statistiques en sont publiées dans le chapitre "Activité des juridictions", tribunaux d'instance.
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en réparation des dommages causés par une personne publique à la propriété privée, et les demandes en réparation du préjudice causé par les agissements d'une personne publique constitutive d'une voie de fait.
- 20 | Sont notamment compris dans cette rubrique les actions disciplinaires exercées contre les notaires et officiers ministériels, et les recours contre les décisions des commissions d'indemnisation de victimes d'accidents corporels.
- 22 | Ne figurent ici que les demandes à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y compris TGlc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y compris jur. de proximité	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Protection sociale		6 509	2 505	19 074	49	25 107
	dont :						
2	Demande d'annulation d'une décision d'un organisme		3 843	29	123	///	0
3	Demande d'annulation d'une mise en demeure ou d'une contrainte		477	69	1 244	///	0
4	Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités		299	1 270	6 281	16	25 107
5	Demande en remboursement de cotisations		281	62	1 835	3	0
6	Demande en paiement de prestations		784	661	1 224	15	0
7	Autres demandes contre un organisme		572	55	148	2	0
8	Autres demandes d'un organisme, ou au profit d'un organisme, en paiement, remboursement ou dommages-intérêts		214	334	8 141	11	0
9	Risques professionnels		2 347	50	151	4	0
	dont :						
10	Demande de prise en charge au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ou en paiement de prestations au titre de ce risque		1 140	15	///	2	0
11	Demande en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne substituée dans la direction, ou en réparation complémentaire pour faute inexcusable		675	9	///	///	0
◆12	Relations avec les personnes publiques		18 851	2 522	683		
13	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		49	95	85		
14	Droits d'enregistrement et assimilés		298	754	10		
15	Droits de douane et assimilés		219	47	72		
16	Autres contestations en matière fiscale et douanière		164	83	57		
17	Élections politiques et référendum		1	1	222		
18	Élections à certains organismes		5	3	114		
19	Responsabilité des personnes publiques		557	295	68		
20	Recours et actions contre des décisions rendues par certains organismes		17 558	1 244	55		
◆21	Affaires au fond de nature inconnue			2 878		1	714
◆22	Procédures particulières		9 048	26 701	2 891	645	12

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Procédures particulières : en 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Le juge a la faculté de modifier ou de rétracter son ordonnance, même si le juge du fond est saisi de l'affaire (art. 484 à 498 du Code de procédure civile).

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend, ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même en présence d'une contestation sérieuse. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du Code de procédure civile).

Le présent tableau répartit les ordonnances de référé et les procédures particulières prises en 2008 dans les juridictions de France métropolitaine et des départements d'outre-mer selon la nature des affaires.

En raison de la faible durée de procédure des affaires portées en référé et des ordonnances sur requêtes, il est considéré que, pour une année donnée, le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les juridictions utilisent la nouvelle nomenclature des affaires civiles (environ 700 postes hiérarchisés en 3 niveaux) pour coder la nature des affaires qu'elles ont à connaître. Compte tenu du volume relativement faible d'ordonnances de référé prononcées et du nombre restreint de types d'affaires concernés, il a été choisi de ne publier in-extenso dans ce tableau que le 1^{er} niveau de la nomenclature des affaires civiles, ainsi que les postes de second niveau les plus significatifs.

Pour plus de détails sur la composition des postes agrégés présentés ici, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions indiquées dans la partie précédente : "Détail des saisines en 2008, Affaires nouvelles au fond", pages I à XIII/XIII.

38 | Cf. ligne 21 page 68

39 | Ne figurent ici que les ordonnances de référé à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Tribunaux de grande instance		Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Tribunaux de commerce	Conseils de prud'hommes
		Procédures particulières	Référé	Référé	Référé	Référé
1	Nombre total d'affaires introduites en 2008	139 224	113 847	75 800	27 479	43 525
◆2	Droit des personnes	448	501	29		
◆3	Droit de la famille	21 782	12 607	94		
	dont :					
4	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	528	3 879	6		
5	Obligations à caractère alimentaire	24	724	77		
6	Autorité parentale	180	5 524	///		
7	Partage, indivision, succession	8 274	1 375	9		
◆8	Droit des affaires	3 572	16 961	511	2 424	
	dont :					
9	Bail commercial	401	14 438	293	80	
10	Vente du fonds de commerce	200	381	21	179	
11	Groupements	1 557	1 331	20	1 588	
12	Banque - Effets de commerce	109	468	175	269	
◆13	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile	9 551	61	5	19	
◆14	Contrats	8 410	49 033	72 295	24 295	
	dont :					
15	Vente (hors fonds de commerce)	1 172	7 490	890	18 947	
16	Baux d'habitation et professionnels	198	2 139	67 914	117	
17	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement	1 495	978	447	481	
18	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction	509	32 483	524	510	
19	Autres contrats de prestation de services	4 429	3 420	1 372	2 513	
20	Contrats d'assurance	88	1 430	91	50	
21	Contrats divers	504	1 026	828	1 504	
◆22	Responsabilité et quasi-contrats	441	16 849	360	89	
	dont :					
23	Dommages causés par des véhicules	94	7 036	69	6	
24	Dommages causés par des immeubles	53	2 618	69	1	
25	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	37	2 888	17	30	
26	Dommages causés par l'action directe d'une personne	137	2 911	168	12	
◆27	Biens - Propriété littéraire et artistique	51 998	9 129	2 178	24	
	dont :					
28	Propriété et possession immobilières	1 203	3 025	1 205	///	
29	Copropriété	148	4 077	812	///	
30	Servitudes	65	1 641	84	///	
31	Sûretés mobilières et immobilières	832	17	1	1	
32	Saisies et mesures conservatoires	46 637	145	35	19	
◆33	Relations du travail et protection sociale	565	3 026	188	584	43 176
	dont :					
34	Relations individuelles du travail	124	177	10	1	42 916
35	Représentation des intérêts des salariés	210	1 821	88	///	8
36	Protection sociale	9	666	73	583	105
◆37	Relations avec les personnes publiques	771	108	13	42	1
◆38	Référé de nature inconnue	1 416	1	///	1	1
◆39	Procédures particulières	40 270	5 571	127	1	347

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

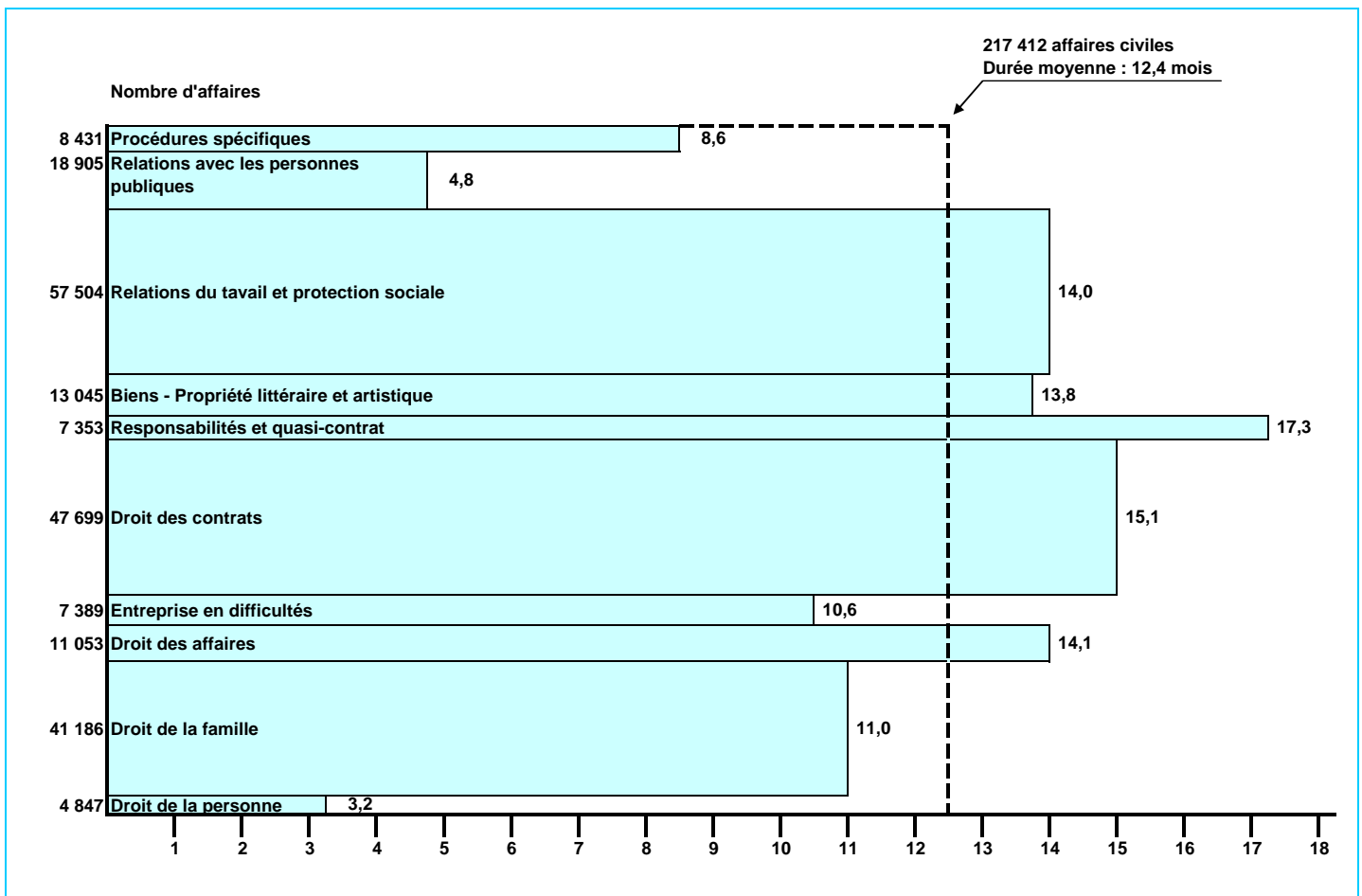
Définitions et méthode

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes.

Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes" (page 78 à 99). En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues (Jex), soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

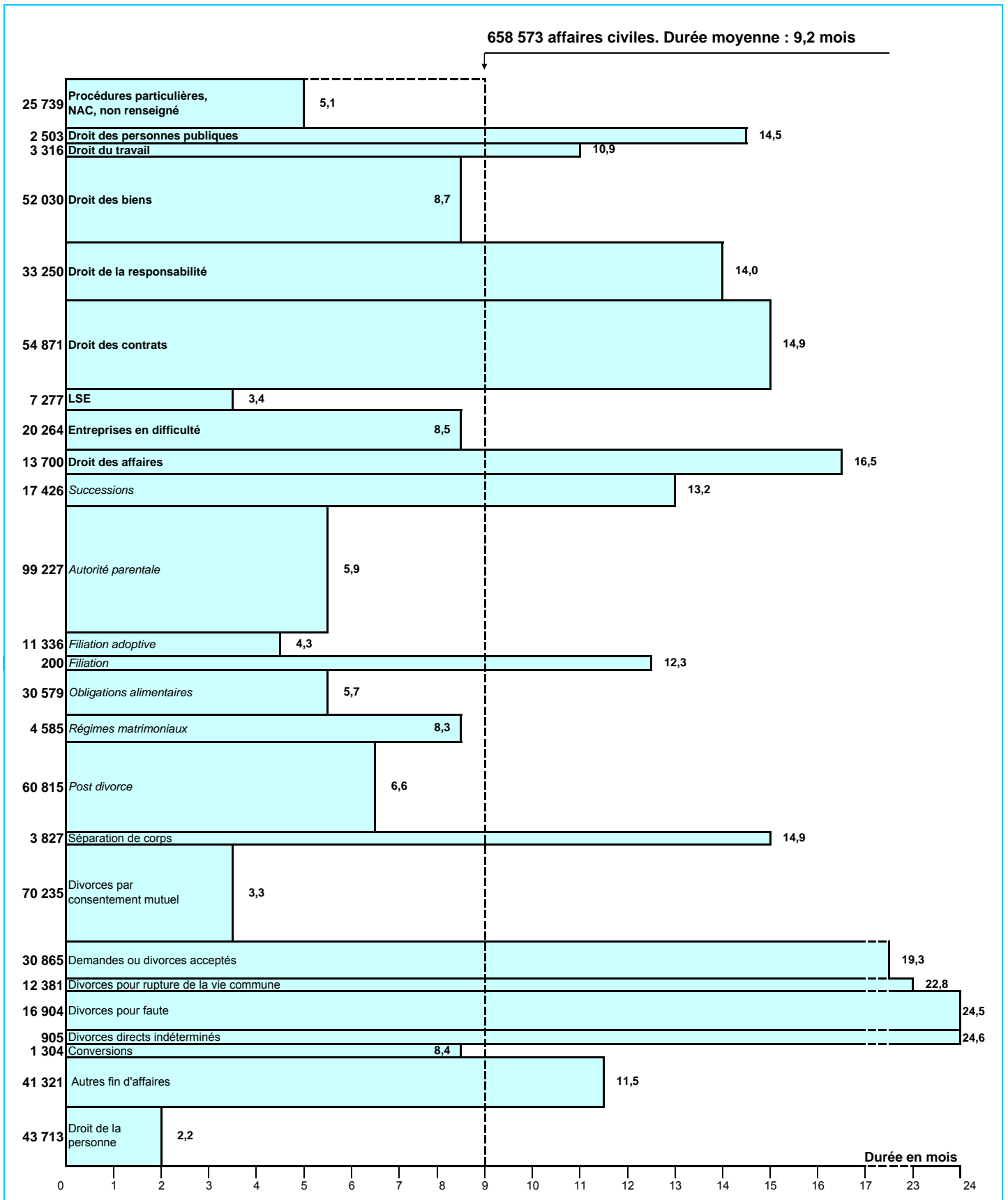
Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume : la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI et devant les TI, pages suivantes

Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les cours d'appel en 2008 : volumes et durées par nature de contentieux



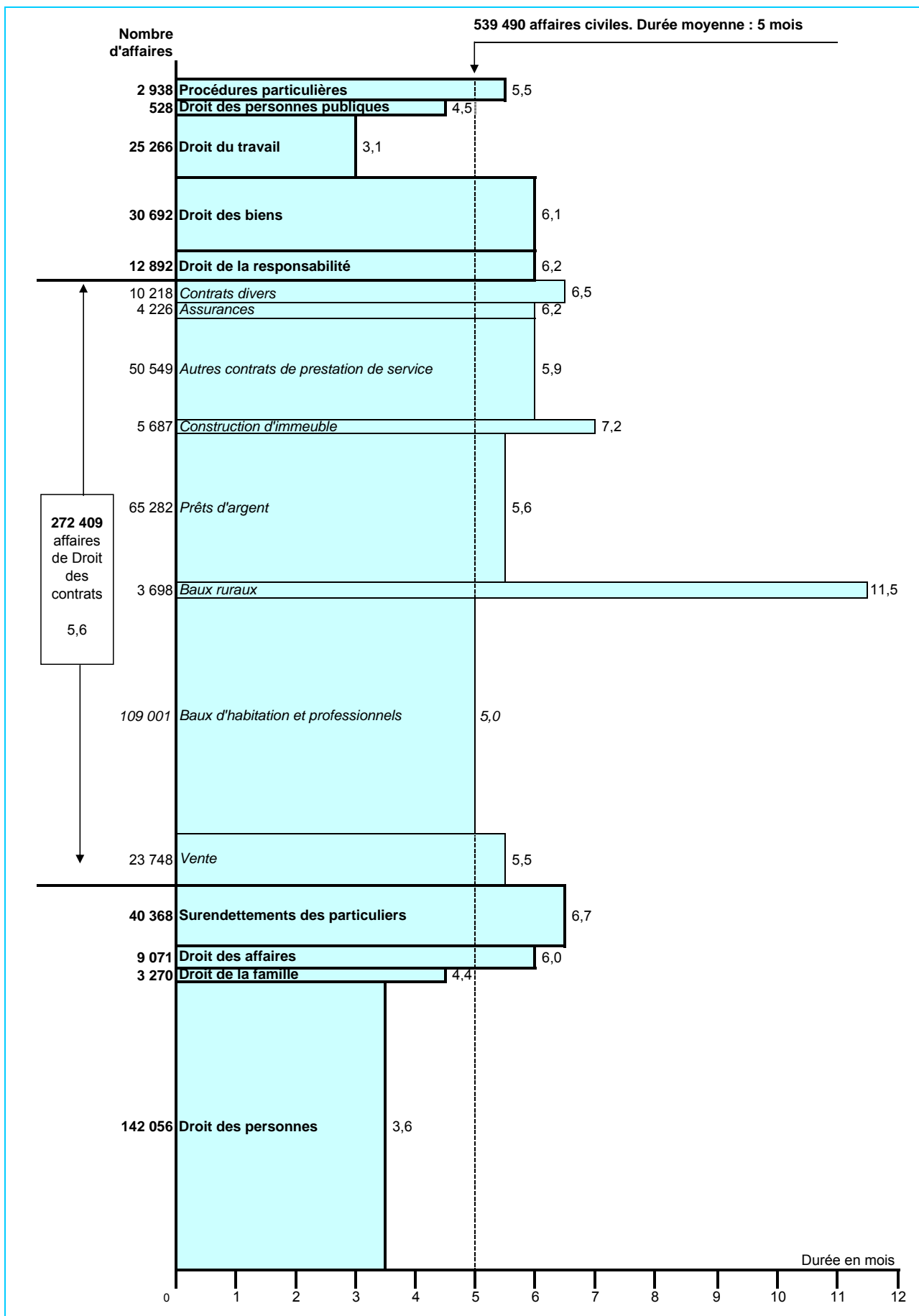
Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Toutes natures de contentieux civils		12,4	9,2	5,0	13,0	5,9
◆2	Droit des personnes		3,2	2,2	3,6		
3	Nationalité		12,5	15,6	3,4		
4	État civil		8,6	4,4	1,9		
5	Nom - Prénom		9,3	4,9	4,7		
6	Absence - Disparition		///	9,6	6,2		
7	Droits attachés à la personne		1,0	0,3	5,3		
8	Incapacité des mineurs		10,2	5,9	1,4		
	Majeurs protégés :						
9	ouverture d'un régime de protection		5,9	5,3	4,5		
10	fonctionnement des régimes de protection		7,0	4,6	1,4		
11	clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture		9,4	7,8	3,3		
◆12	Droit de la famille		11,0	9,0	4,4		
13	Divorce		11,2	11,8	///		
	dont :						
14	Demande en divorce par consentement mutuel		11,1	2,9	///		
15	Demande en divorce autre que par consentement mutuel		12,5	18,4	///		
16	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce		14,3	9,0	///		
17	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]		9,6	4,0	///		
18	Séparation de corps		13,4	14,9	///		
19	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps		11,3	6,6	5,4		
20	Mariage et régimes matrimoniaux		11,9	8,3	2,2		
21	Obligations à caractère alimentaire		10,5	5,7	5,9		
22	Filiation		13,9	12,3	2,0		
23	Filiation adoptive		8,3	4,3	4,3		
24	Autorité parentale		8,7	5,9	4,5		
25	Partage, indivision, succession		15,8	12,8	7,1		
26	Libéralités (Donations et testaments)		15,5	18,4	5,6		
◆27	Droit des affaires		14,1	16,5	6,0		10,0
28	Bail commercial		12,6	17,5	6,7		9,9
29	Vente du fonds de commerce		15,1	10,9	6,0		10,3
30	Location - gérance du fonds de commerce		15,7	11,7	5,4		15,6
31	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage, et du matériel d'équipement		11,5	7,3	9,2		2,2
32	Groupements : fonctionnement (I)		11,4	15,6	5,1		3,4
33	Groupements : fonctionnement (II)		14,0	14,3	5,1		13,6
34	Groupements : dirigeants		15,7	17,5	5,1		14,0
35	Banque - Effets de commerce		16,2	15,6	5,9		12,6
36	Concurrence - Propriété industrielle		14,8	16,7	4,3		18,4

Graphique 2. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux de grande instance en 2008 : volumes et durées par nature de contentieux, hors activité commerciale [tous modes de fin]



Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure dont :		7,0	3,4	///		2,9
2	Désignation d'un mandataire ad hoc, ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement amiable agricole, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire dont :		6,3	3,5	///		2,9
3	Désignation d'un mandataire ad hoc		6,0	0,8	///		0,2
4	Demande d'ouverture d'une procédure de conciliation ou de règlement à l'amiable agricole		3,1	2,6	///		1,0
5	Demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde		2,5	5,8	///		7,8
6	Demande d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire		6,6	3,5	///		2,9
◆7	Entreprises en difficulté <i>Surendettement des particuliers et faillite civile</i>		12,6	8,5	6,7		3,4
8	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire L'entreprise au cours de la procédure :		11,9	29,5	17,9		70,6
9	Délais, organes		11,3	18,5	3,6		54,2
10	Autorisations et actions diverses		15,7	14,3	5,7		
11	Période suspecte et sort des créances		14,9	3,9	10,3		30,5
12	Plan de continuation de l'entreprise		10,4	9,1	1,7		138,0
13	Plan de cession de l'entreprise		8,1	8,9	3,2		1,6
14	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure		8,9	3,5	1,4		2,2
15	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaire		14,0	14,6	5,4		14,6
16	Surendettement des particuliers et faillite civile		7,4	7,0	6,7		///
◆17	Contrats		15,1	14,9	5,6		10,9
18	Vente (hors fonds de commerce)		14,9	15,6	5,5		10,1
19	Baux d'habitation et professionnels		13,1	5,7	5,0		8,1
20	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse)		14,3	15,5	11,5		5,6
21	Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement		15,2	12,2	5,6		9,1
22	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction		16,9	18,1	7,2		14,2
23	Contrat de transport		16,8	10,6	5,2		16,1
24	Autre contrat de prestation de services		14,8	15,2	5,9		14,8
25	Contrat d'intermédiaire		16,1	17,8	6,6		15,8
26	Contrat d'assurance		18,2	17,5	6,2		17,4
27	Contrat divers		14,6	18,2	6,5		10,3
◆28	Responsabilité et quasi-contrats		17,3	14,0	6,2		16,3
29	Domages causés par des véhicules		18,1	17,6	5,7		15,3
30	Domages causés par des animaux, des produits ou des services		17,4	17,7	7,0		18,6
31	Domages causés par des immeubles		17,8	18,0	8,0		12,5
32	Domages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		17,3	18,9	7,1		6,0
33	Domages causés par l'action directe d'une personne		16,6	10,9	6,6		25,6
34	Domage causés par l'action d'une personne dont on est responsable		18,0	20,8	6,5		
35	Quasi-contrats		15,2	17,4	5,1		13,1

Graphique 3. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux d'instance en 2008 : y compris les TPBR et les juridictions de proximité : volume et durée par nature de contentieux



Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	Biens - Propriété littéraire et artistique		13,8	8,7	6,1		6,2
2	Propriété et possession immobilières		16,0	9,8	12,5		5,5
3	Copropriété (I) : organisation et administration		14,5	20,4	7,7		///
4	Copropriété (II) : droits et obligations des copropriétaires		14,5	14,4	4,9		///
5	Usufruit - Usage et habitation		15,0	15,3	7,2		///
6	Servitudes		17,8	19,2	10,6		11,0
7	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière		18,3	22,4	4,1		///
8	Sûretés mobilières et immobilières		12,8	2,6	5,3		2,0
9	Propriété et possessions mobilières		14,9	13,0	7,4		12,9
10	Saisies et mesures conservatoires		10,3	5,8	5,1		1,5
11	Propriété littéraire et artistique		13,1	16,0	5,6		13,3
◆12	Relations du travail et protection sociale		14,0	10,9	3,1	13,0	1,2
13	Relations individuelles du travail		13,9	19,8	4,9	13,0	///
14	Élections professionnelles		13,4	4,3	0,9	28,4	///
15	Représentation des intérêts des salariés		8,5	11,9	3,4	10,6	///
16	Statut des salariés protégés		12,3	12,1	9,9	13,4	///
17	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires		14,1	12,3	4,0	12,7	///
18	Conflits collectifs du travail		9,5	30,1	6,2	19,0	///
19	Négociation collective		13,3	13,0	3,5	17,0	///
20	Formation et insertion professionnelles		12,6	8,1	4,5	6,4	///
21	Protection sociale		15,8	8,7	3,5	13,8	1,2
22	Risques professionnels		12,9	19,2	4,5	8,3	///
◆23	Relations avec les personnes publiques		4,8	14,5	4,5		6,5
24	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		18,4	15,0	5,9		///
25	Droits d'enregistrement et assimilés		15,7	17,6	7,6		///
26	Droits de douane et assimilés		21,3	23,9	10,3		///
27	Autres contestations en matière fiscale et douanière		18,0	15,6	5,5		///
28	Élections politiques et referendum		15,6	28,1	0,5		///
29	Élections à certains organismes		4,9	18,5	1,1		///
30	Responsabilité des personnes publiques		14,0	22,0	6,0		4,6
31	Recours et actions contre les décisions rendues par certains organismes		4,0	9,9	5,5		///

Sources

Le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales du Travail et de la Solidarité se partagent les responsabilités administratives dans la gestion des procédures d'acquisitions de la nationalité française.

Le ministère de la Justice recueille chaque année auprès des 221 tribunaux d'instance compétents en matière de nationalité les données statistiques permettant de connaître le nombre d'acquisitions de la nationalité française et des certificats y afférant. Une enquête portant sur un trimestre chaque année permet de connaître les caractéristiques de la population acquérant la nationalité française, par manifestation de volonté puis par déclaration anticipée.

Le dispositif statistique a été modifié pour s'adapter à la loi du 16 mars 1998. Il comptabilise depuis cette date les acquisitions anticipées pour les enfants de 13 à 18 ans y compris les acquisitions au titre des dispositions transitoires de la loi du 16 mars 1998.

Les acquisitions de plein droit de la nationalité française à 18 ans ne peuvent pas être dénombrées car elles ne s'accompagnent d'aucune formalité particulière.

Les statistiques établies par la sous-direction des Naturalisations de la direction de la Population et des Migrations sont produites directement à partir des dossiers traités par cette sous-direction.

Code Définitions et méthode

- 1 Somme des lignes 2 et 18
- 3 à 5 **L'acquisition de la nationalité française par décret** (art. 21-15 et suivants du Code civil) résulte d'une naturalisation ou d'une réintégration accordée par l'autorité publique, de façon discrétionnaire, à l'étranger qui le demande. Elle est soumise à des conditions de recevabilité et à des critères d'opportunité.
- Lorsqu'une demande est acceptée, le Premier ministre signe un décret de naturalisation ou de réintégration publié au Journal officiel.
- 4 La naturalisation se définit comme l'octroi par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui en fait la demande.
- 5 La réintégration par décret, prévue par l'article 24-1 du Code civil, permet à des personnes qui ont perdu la nationalité française de la recouvrer pour l'avenir. Tout comme la naturalisation, elle n'est pas un droit.
- 7 L'enfant mineur de dix-huit ans, légitime, naturel ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière et non marié, acquiert la nationalité française de plein droit par le jeu de l'effet collectif dès lors qu'il réside habituellement avec le parent naturalisé ou réintégré dans la nationalité française, ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce, et que son nom a été mentionné dans le décret de naturalisation ou de réintégration.
- 8 La loi du 16 mars 1998, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1998, a rétabli un mode d'**acquisition sans formalité** de la nationalité française à **raison de la naissance et de la résidence en France** supprimant ainsi la manifestation de volonté. Cette acquisition de plein droit est liée à une double condition de résidence : l'intéressé doit résider en France à sa majorité et il doit y avoir résidé durant cinq années depuis l'âge de onze ans.
- Le texte prévoit également, sous condition de résidence, l'**acquisition anticipée** de la nationalité française pour des enfants mineurs :
- dès l'âge de 13 ans, un enfant peut acquérir la nationalité française si son représentant légal en fait la demande, et avec son consentement personnel.
 - dès l'âge de 16 ans, un jeune (qui souhaiterait par exemple entrer dans le monde du travail) peut effectuer seul cette démarche, sans justifier d'un accord parental.
- 12, 13 **Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e)** peut acquérir la nationalité française par déclaration en application de l'article 21-2 du Code civil, à condition (outre bien sûr la validité du mariage) qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie entre les époux n'ait pas cessé, et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.
- La loi du 16 mars 1998 a réduit à un an la durée de mariage requise, au lieu de deux ans, à compter du 1^{er} septembre 1998. Ce délai est supprimé lorsque naît, avant ou après le mariage, un enfant dont la filiation est établie à l'égard des deux conjoints.
- 15 à 17 Les **déclarations d'acquisitions** de la nationalité française sont celles prévues par les articles 21-12 et 21-13 du Code civil et par les mesures transitoires de la loi du 16 mars 1998.
- Les **réintégrations dans la nationalité française** sont celles prévues par les articles 24-2, 23-6, 30-3 et 32-4 du Code civil.
- 18 Les acquisitions sans formalités sont estimées à partir des certificats de nationalité délivrés à raison de la naissance et de la résidence [cf. Page 37, lignes 7 à 9].

Sources

- État statistique n° 5, Enquête nationalité - Ministère de la Justice

Code		2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007	2008
1	Toutes acquisitions de la nationalité française	168 845	154 643	147 868	132 002	137 452
◆2	Acquisitions enregistrées	165 140	151 677	145 315	129 426	135 117
3	Acquisitions par décret	99 387	101 601	87 878	70 095	91 918
4	Acquérents par naturalisation	89 739	91 446	79 740	64 046	84 323
5	Acquérents par réintégration	9 648	10 155	8 138	6 049	7 595
6	Personnes majeures	66 375	68 784	59 569	47 319	63 042
7	Mineurs bénéficiant de l'effet collectif	33 012	32 817	28 309	22 776	28 876
8	Acquisitions par déclaration anticipée	29 872	27 258	26 881	26 945	25 639
9	à 13, 14 et 15 ans	20 855	19 855	20 301	20 763	20 248
10	à 16 et 17 ans	9 017	7 403	6 580	6 182	5 391
11	Acquisitions par mariage	34 440	21 527	29 276	30 989	16 213
12	Hommes étrangers mariés à une Française	16 441	9 965	13 726	14 390	7 005
13	Femmes étrangères mariées à un Français	16 691	10 750	14 449	15 477	8 580
14	Effet collectif	1 308	812	1 101	1 122	628
15	Autres déclarations d'acquisition et de réintégration	1 441	1 291	1 280	1 397	1 347
16	Déclaration d'acquisition	1 280	1 172	1 146	1 287	nd
17	Déclaration de réintégration	161	119	134	110	nd
◆18	Acquisitions sans formalité	3 705	2 966	2 553	2 576	2 335
	Nationalité d'origine des nouveaux acquérants					
19	Toutes nationalités	168 845	154 643	147 868	132 002	137 452
20	Maroc	43 610	37 819	nd	nd	28 699
21	Algérie	25 746	25 400	nd	nd	20 256
22	Portugal	10 170	8 884	nd	nd	7 778
23	Tunisie	13 046	12 005	nd	nd	9 471
24	Turquie	13 571	13 607	nd	nd	10 202
25	Autres	62 702	56 928	nd	nd	61 046

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le régime de protection du mineur concerne la protection de ses biens, qui peut être étendue à sa personne.

La loi déclare le mineur non émancipé incapable juridiquement de contracter, et organise en sa faveur un régime de protection de ses biens.

L'administration légale des biens du mineur est pure et simple lorsque ses parents exercent en commun l'autorité parentale ; ils sont tous les deux administrateurs légaux.

À défaut d'exercice en commun de l'autorité parentale ou en cas de décès de l'un des parents, l'administration légale sous contrôle judiciaire (juge des tutelles) appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.

"L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes" (art. 389-3 du Code civil).

La tutelle est un régime de protection du mineur concernant non seulement ses biens, mais aussi sa personne.

- 2 | L'ouverture du régime de protection est **de plein droit** lorsqu'elle ne nécessite pas de décision du juge des tutelles sur son principe. La procédure ouverte de plein droit n'est pas comptabilisée dans le chapitre "Détail des saisines en 2008" séries 25 à 30, page I/XIII.
- 3 | Dans le cadre de l'**administration légale pure et simple** appartenant aux parents, et à défaut d'accord entre eux, ou dans certains cas, l'acte doit être autorisé par le juge des tutelles. Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal, le juge des tutelles doit nommer un **administrateur ad hoc** (art. 389-3 et 389-5 du Code civil).
- 4 | Le contrôle du juge des tutelles dans le cadre de l'**administration légale sous contrôle judiciaire** se traduit par des demandes d'autorisation d'acte et la nomination d'un **administrateur ad hoc** lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal.
- 5 | La protection du mineur est étendue à sa personne en plus de celle de ses biens par l'**ouverture d'une tutelle** lorsque ses deux parents sont décédés, ou tous les deux dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale. En application de l'article 450 du code civil, le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes. Il agit sous le contrôle du juge des tutelles et du conseil de famille.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Demandes relatives à un régime de protection de mineur	46 019	46 711	46 904	46 371	46 780
2	<i>dont relatives à un régime ouvert de plein droit</i>	<i>32 847</i>	<i>32 264</i>	<i>31 184</i>	<i>30 162</i>	<i>29 676</i>
◆	Nature de la demande					
3	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation administration légale pure et simple	13 530	14 537	15 706	16 209	17 104
4	Procédure ouverte dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	28 152	28 371	27 714	26 975	26 332
5	Ouverture d'une tutelle	4 337	3 803	3 484	3 187	3 344
◆	Sexe des mineurs concernés par les demandes					
6	Garçon	23 271	23 587	23 777	23 334	23 508
7	Fille	22 748	23 124	23 127	23 037	23 272
◆	Âge des mineurs concernés par les demandes					
8	0 - 4 ans	4 916	4 905	5 129	4 752	5 305
9	5 - 9 ans	9 681	10 037	10 396	10 122	10 161
10	10 - 14 ans	15 171	15 557	15 450	15 593	15 599
11	15 - 18 ans	16 251	16 212	15 929	15 904	15 715

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

Il convient d'emblée de préciser que le système juridique de protection des majeurs à raison de leur état ou de leur situation a été réformé par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007. L'entrée en vigueur de cette loi est fixée au 1^{er} janvier 2009. Jusqu'à cette date la **protection des majeurs** est organisée par la loi du 3 janvier 1968, qui prévoit trois régimes de protection : la sauvegarde de justice, la tutelle et la curatelle.

L'altération des facultés mentales doit être médicalement établie, qu'elle soit occasionnelle ou de longue durée ; ainsi l'avis d'un médecin est toujours nécessaire pour mettre en mouvement un régime de protection, qui sera fixé sous l'autorité d'un juge des tutelles. Ce dernier est un juge du tribunal d'instance.

L'institution d'une protection générale, indépendante des régimes particuliers, est confiée au Procureur de la République.

Le malade peut avoir besoin d'être protégé dans sa personne contre des voies de fait et des séquestrations par exemple, ou dans ses biens contre des soustractions frauduleuses. Ces régimes instituent une protection non seulement de la personne, mais également de son patrimoine ; ils réglementent une protection plus ou moins élargie du malade dans ses rapports de droit civil avec les autres individus.

Le juge des tutelles doit décider d'un régime de protection plus ou moins étendu selon les faits et les pathologies sur fond d'expertise médicale ; le choix du régime juridique entre sauvegarde de justice, curatelle et tutelle par le juge est indépendant du traitement médical. Le degré de protection est défini dans les séries 22 à 28.

- 1 | Le chiffre présenté dans cette rubrique correspond à la somme des rubriques 2, 3 et 4. Il ne prend pas en compte les demandes de modification de régimes de tutelle déjà existants (cf. séries 2, 6, 7 et 8, chapitre "Détail des saisines en 2008" page II/XIII,). En revanche il inclut les demandes des majeurs déjà protégés après dessaisissement.
- 2 à 4 | Il s'agit des principales demandes d'ouverture d'un régime de protection dont les juges des tutelles ont été saisis au cours d'une année. Elles sont ventilées par objet de demande.
- 5 | **La tutelle aux prestations sociales** : lorsque le bénéficiaire de prestations sociales vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, le juge des tutelles peut ordonner que les prestations soient versées à une personne qualifiée chargée de les utiliser au profit du bénéficiaire (art. 167-1 du Code de la Sécurité sociale). Le juge fixe la durée de la mesure qui peut être à tout moment modifiée ou rapportée (art. R 167-5 et R 167-8 du Code de la Sécurité sociale). En pratique, la tutelle aux prestations sociales permet d'apporter un soutien éducatif à des personnes en difficulté sociale. Ne sont comptabilisées ici que les demandes non associées à une tutelle ou à une curatelle.
- 6 | Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'un régime de protection. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 1.
Modification du champ de cette série en 1998. Ne sont plus comprises les prises en charge de majeurs après dessaisissement en raison d'un changement de compétence territoriale.
- 7 à 14 | Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.
- 15 | Modification du champ de cette série en 2000. Ne sont plus comprises les TPS après décision d'incompétence territoriale.
- 22 à 28 | Les décisions des juges des tutelles sont classées selon les **régimes de protection** effectivement prononcés au cours d'une année donnée en faveur des majeurs. Ce sont des jugements rendus au fond acceptant la demande : leur total est le même qu'en rubrique 8. La protection est plus ou moins étendue selon le régime.
La tutelle est le régime le plus complet de protection par la *représentation* qu'elle organise du majeur. Elle englobe tous les actes patrimoniaux (y compris les testaments) que le majeur en tutelle ne peut effectuer seul à peine de nullité. Pour les actes de caractère personnel (mariage, divorce), la volonté du majeur peut s'exprimer dans un intervalle de lucidité, mais le consentement doit être donné par le conseil de famille, après avis du médecin traitant. Le fonctionnement de la tutelle sous le contrôle du juge est complexe et organisé autour du tuteur (organe de représentation du majeur), du subrogé tuteur (organe de surveillance du tuteur), et du conseil de famille (organe de décision).
Des modalités particulières de la tutelle peuvent en simplifier le fonctionnement.
- 23 | **Tutelle sous forme d'administration légale** : s'il existe un parent ou allié apte à gérer les biens, le juge des tutelles peut décider qu'il les gèrera en qualité d'administrateur légal, sans subrogé tuteur ni conseil de famille (art. 497 du Code civil).
- 24 | En l'absence d'entourage familial, lorsque le patrimoine du majeur à protéger est modique, une **gérance de tutelle** (art. 499 du Code civil) peut être organisée sans subrogé tuteur ni conseil de famille. Le gérant de la tutelle, qui peut être un préposé d'un établissement de soins, un tiers ou une association, gère les revenus et les dépenses du majeur protégé.
- 25 | **Tutelle d'État** : le juge peut déléguer la tutelle à l'État lorsqu'elle est vacante, c'est-à-dire lorsque personne n'est en mesure d'en assumer la charge (art. 433 du Code civil).
- 26, 27 | **La curatelle** est un régime d'assistance du majeur par un curateur ; il n'y a pas d'organe de contrôle ou de décision comme le subrogé tuteur ou le conseil de famille.
- 28 | Sont comprises dans cette rubrique les décisions d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales alors qu'il était demandé un autre régime de protection. Le chiffre est donc à ajouter à la ligne 20.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Affaires nouvelles						
1	Demandes d'ouverture d'un régime de protection des majeurs	99 015	98 182	99 117	97 195	101 989
◆	Nature de la demande					
2	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	51 774	51 772	53 165	51 255	55 379
3	Demande d'ouverture d'une tutelle	26 373	25 922	25 625	25 655	26 470
4	Demande d'ouverture d'une curatelle	20 868	20 488	20 327	20 285	20 140
5	Demandes isolées d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales	10 411	9 790	9 602	7 609	4 878
Affaires terminées						
6	Affaires terminées relatives aux ouvertures d'un régime de protection des majeurs	80 063	81 657	84 847	83 128	77 730
◆	Nature de la décision					
7	Décision au fond	69 114	70 277	72 427	71 923	66 154
8	Acceptation totale ou partielle de la demande	65 123	66 117	68 142	66 949	60 969
9	Rejet de la demande	3 991	4 160	4 285	4 974	5 185
10	Autres décisions	10 949	11 380	12 420	11 205	11 576
	<i>dont:</i>					
11	Radiation	918	1 022	956	1 029	1 204
12	Irrecevabilité de la demande	928	976	1 197	899	495
13	Caducité de la demande	1 895	1 993	2 441	1 697	2 104
14	Incompétence	1	0	1	36	54
15	Affaires terminées relatives aux ouvertures isolées d'une tutelle aux prestations sociales	8 533	8 158	7 884	5 719	3 428
◆	Nature de la décision					
16	Décision au fond	8 217	7 775	7 494	5 719	3 428
17	Acceptation totale ou partielle de la demande	7 885	7 430	7 164	5 702	3 423
18	Rejet de la demande	332	345	330	17	5
19	Autres décisions	316	383	390	0	0
Détails des ouvertures de régimes de protection prononcées						
20	Acceptation totale ou partielle d'une demande de tutelle aux prestations sociales (cf. ligne 17)	7 885	7 430	7 164	5 702	3 423
21	Acceptation totale ou partielle d'une demande d'un régime de protection des majeurs (cf. ligne 8)	65 123	66 117	68 142	66 949	60 969
◆	Nature du régime de protection prononcé					
	<i>dont :</i>					
22	Tutelle avec conseil de famille	104	74	89	78	63
23	Tutelle sous forme d'administration légale	17 998	19 067	20 628	20 753	19 972
24	Tutelle en gérance	7 110	6 689	6 503	5 975	5 331
25	Tutelle d'État	7 080	7 540	7 626	7 249	6 978
26	Curatelle	18 160	17 531	18 165	17 909	14 949
27	Curatelle d'État	14 570	15 025	14 936	14 985	13 676
28	Tutelle aux prestations sociales	3	0	1	5 702	3 423
◆	Sexe des majeurs protégés					
29	Hommes	28 340	28 240	29 098	31 239	27 697
30	Femmes	36 783	37 877	39 044	41 412	36 695
◆	Âge des majeurs protégés					
31	De 18 à moins de 30 ans	8 185	8 388	8 688	9 713	8 443
32	De 30 à moins de 40 ans	4 877	4 695	4 647	5 555	4 558
33	De 40 à moins de 50 ans	6 456	6 463	6 344	7 521	6 379
34	De 50 à moins de 60 ans	6 664	6 665	6 758	8 080	6 698
35	De 60 à moins de 70 ans	5 103	5 354	5 252	5 296	4 757
36	De 70 à moins de 80 ans	11 140	11 211	11 086	10 710	9 292
37	80 ans et plus	22 698	23 341	25 367	25 776	24 265

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré le juge aux affaires familiales. "Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est compétent pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause. Il est également seul compétent pour statuer sur les modifications demandées après le prononcé du divorce. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs" (art. 247 du Code civil). Il traite les actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant et aux prénoms. Il peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance au sein de laquelle il siège et qui statue comme juge aux affaires familiales (art. L.312-1 du Code de l'organisation judiciaire).

Le tableau ci-contre présente la répartition selon la nature d'affaire des contentieux "familiaux" introduits devant les juges aux affaires familiales. Ces données ne recourent pas exactement celles fournies dans le chapitre "Détail des saisines en 2008".

- 1 | Le **juge aux affaires familiales** est compétent :
- dans le domaine du droit de la famille pour les demandes en divorce, les contentieux de l'autorité parentale et les contentieux financiers.
 - dans le domaine du droit des personnes pour les contentieux de changement de nom et de prénom.
- Il n'est pas compétent dans le domaine du droit de la famille en matière de mariage et de régimes matrimoniaux, ainsi que pour les affaires de filiation.
- 2 à 5 | **Les ruptures d'union** font l'objet d'une présentation spécifique pages 86 à 89. Les rubriques présentées ici ne comprennent pas les mesures provisoires. Elles sont en revanche incluses dans les rubriques équivalentes du tableau des saisines, page 45.
- 7, 8, 10 | Concerne seulement les enfants de couples mariés
- 9 | Y compris pour les enfants de parents non mariés.
- 12 | Les demandes d'**exercice conjoint ou de modification de l'exercice de l'autorité parentale** sont comprises sous cette rubrique.
- 15 | Sont compris sous cette rubrique les recours de celui qui assure la **charge de l'enfant majeur** contre l'ex-conjoint.
- 16 | Y compris l'enfant de parents non mariés devenu majeur.
- 18 | Ne sont pas comprises ici les demandes relatives à l'usage du nom du conjoint
- 19 | Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
"L'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 qui a posé de nouvelles règles de dévolution du nom de famille ne prévoit plus la possibilité de saisir le juge aux affaires familiales d'une demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel".
- 23 | **Sont compris ici les divorces prononcés directement et les conversions de séparation de corps en divorce.**
Les divorces prononcés directement font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Affaires nouvelles						
1	Nombre total d'affaires soumises aux juges des affaires familiales	352 459	361 661	361 147	363 197	363 648
◆	Nature de l'affaire					
2	Ruptures d'union	180 103	186 739	185 694	179 420	174 236
3	Demande en divorce	173 432	181 036	179 976	174 005	169 465
4	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	1 986	1 773	1 640	1 484	1 225
5	Demande en séparation de corps	5 685	3 930	4 078	3 931	3 546
6	Autorité parentale et droit de visite	104 605	108 581	112 820	122 375	127 250
7	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	18 323	18 804	19 648	19 837	20 617
8	Demande de modification du droit de visite	7 655	7 247	7 549	7 737	7 987
9	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	2 561	2 347	2 349	2 421	2 340
10	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	675	770	758	881	1 060
11	Demande de délégation, de restitution de l'autorité parentale	3 495	3 668	3 530	3 518	3 597
12	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite quant aux enfants naturels	71 896	75 745	78 986	87 981	91 649
13	Contentieux financier	52 213	51 542	50 658	52 570	52 680
14	Révision de la prestation compensatoire et modification de la pension alimentaire versée au conjoint	4 883	4 030	3 265	2 902	2 712
15	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	25 202	25 745	26 201	25 415	25 644
16	Demande de contribution à l'entretien de l'enfant naturel et demande d'aliments entre parents et alliés	17 774	18 314	18 261	21 022	21 140
17	Contribution aux charges du mariage	4 354	3 453	2 931	3 231	3 184
18	Nom - Prénom	9 707	9 060	6 136	2 500	2 632
19	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel	7 026	6 471	3 426	///	///
20	Demande de changement de prénom	2 681	2 589	2 710	2 500	2 632
21	Autres procédures du juge aux affaires familiales	4 692	5 632	5 839	6 332	6 850
Affaires terminées						
22	Nombre total d'affaires terminées par les juges aux affaires familiales	361 341	370 732	352 776	346 334	362 855
23	<i>dont divorces prononcés</i>	134 601	155 253	139 147	134 477	132 594

Champ

Les données statistiques présentées sous le titre “**les ruptures d’union**” concernent les affaires traitées par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d’outre-mer. Il ne s’agit que des ruptures d’union de personnes mariées (divorces et séparations de corps). Le cadre juridique de leur rupture est la loi du 11 juillet 1975 puis la loi du 26 mai 2004 ; toutes les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.

Code | Définitions et méthode

- 1 | L’ensemble des **affaires nouvelles** recouvre pour une année donnée la totalité des demandes en divorce formées directement ou par conversion de séparation de corps, ainsi que les demandes en séparation de corps.
- 2 | Le nombre d’**affaires terminées** correspond à l’ensemble des décisions rendues en matière de rupture d’union pour une année donnée.
- 4 | **Les décisions rendues au fond** prononcent un divorce, une séparation de corps, ou rejettent cette dernière.
- 3 à 14 | **Les décisions rendues** sont classées par nature selon l’issue des procédures.
- 5 | **Les divorces prononcés directement** sont les décisions qui font droit aux demandes de divorce, quel que soit le cas de divorce.
- 6 | La loi du 26 mai 2004 (art. 306 du code civil) prévoit “qu’à la demande de l’un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré deux ans”.
- 7 | **Le jugement de séparation de corps** produit les mêmes effets qu’un divorce entre époux au plan patrimonial et quant aux droits et devoirs des parents à l’égard des enfants ; en revanche, à la différence d’un divorce, les époux restent mariés bien que séparés et le devoir de secours mutuel subsiste entre eux notamment sous forme de pension alimentaire si nécessaire.
- 9 à 14 | Certaines demandes de rupture d’union sont abandonnées en cours de procédure sans examen au fond, donc sans aboutir au prononcé d’un divorce ou d’une séparation de corps. Elles donnent lieu à des décisions classées par issue de l’affaire selon les principes du droit commun procédural.
- 15 à 22 | **La durée d’une affaire** est calculée en mois par différence entre la date de la décision dessaisissant la juridiction et la date de saisine. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées par des ruptures d’union dans l’année, ce qui exclut du calcul les lignes 9 à 14. Ces durées diffèrent donc de celles présentées dans le chapitre “Durée de traitement des affaires”, qui sont calculées sur toutes les affaires terminées, quel qu’en soit le mode de fin.
Les durées moyennes sont présentées ici par objet de demande, et plus particulièrement par procédure de divorce.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Ruptures d'union						
1	Affaires nouvelles	180 103	186 739	185 694	179 420	174 236
2	Affaires terminées	189 576	196 255	174 700	168 328	168 814
◆	Nature de la décision					
3	Jonction	2 139	2 477	2 808	2 642	2 648
4	Décisions au fond	141 578	162 019	144 993	139 324	137 165
5	Divorce prononcé directement	132 746	153 570	137 573	133 169	131 290
6	Divorce prononcé par conversion de séparation de corps	1 855	1 683	1 574	1 308	1 304
7	Séparation de corps prononcée	3 214	3 040	2 349	1 780	1 727
8	Rejet de la demande	3 763	3 726	3 497	3 067	2 844
9	Autres décisions	45 859	31 759	26 899	26 362	29 001
	dont:					
10	Radiation	10 505	9 360	8 945	8 172	8 726
11	Désistement du demandeur	13 226	12 165	12 008	11 800	11 726
12	Caducité de la demande	15 034	5 458	1 684	2 432	4 696
13	Incompétence	353	341	391	308	305
14	Conciliation des parties	213	297	129	53	40
◆	Durée moyenne des affaires terminées par rupture d'union [en mois]					
15	Divorces prononcés directement	13,9	10,9	10,3	10,8	11,7
16	- Requête conjointe et consentement mutuel	9,3	5,5	3,1	3,2	3,3
17	- Demande acceptée ou divorce accepté	14,1	14,8	15,9	17,7	19,3
18	- Séparation de fait ou altération définitive du lien	18,1	15,7	15,7	19,1	22,8
19	- Faute	19,5	20,5	22,8	23,7	24,5
20	- Divorces directs indéterminés	-	21,1	23,4	22,8	24,6
21	Conversion de séparation de corps en divorce	8,6	8,5	8,3	8,8	8,4
22	Séparation de corps	14,7	13,1	12,3	12,1	13,2

Champ

Les données statistiques présentées ici concernent les divorces prononcés par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, ainsi que les demandes de conversion de séparation de corps en divorce. Les décisions rendues correspondent à des demandes de divorce examinées au fond et ayant abouti au prononcé du divorce. Les rejets de demandes de divorce sont exclues du champ.

Les couples ont la possibilité de demander un divorce ou une séparation de corps par consentement mutuel pour faute ou sur demande acceptée et d'opter en cours de procédure pour un divorce par consentement mutuel, la réciproque n'étant pas juridiquement possible. De même l'époux défendeur d'une demande en divorce pour rupture de la vie commune peut présenter une demande reconventionnelle en invoquant les torts de celui qui a pris l'initiative. Ce passage d'une procédure à l'autre n'est pas pris en compte par la statistique présentée ici qui ne retient que le cas de divorce figurant sur la requête initiale. Il en résulte probablement une légère sous-estimation de l'importance relative du consentement mutuel dans l'ensemble des jugements.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 6** Depuis la loi du 26 mai 2004, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005, le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage [divorce accepté], d'altération définitive du lien conjugal ou de faute. Quand le divorce n'est pas demandé par consentement mutuel, l'époux qui forme la demande présente par avocat une requête sans indiquer les motifs du divorce (art. 251 du Code civil).
- 2** Le divorce par consentement mutuel est demandé conjointement par les deux époux lorsqu'ils s'entendent sur la rupture du mariage et sur tous ses effets. Ils soumettent au juge une convention réglant les conséquences du divorce (autorité parentale et résidence des enfants, pension, partage de la communauté ...). Le juge homologue cette convention et prononce le divorce s'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que leur consentement est libre et éclairé (art. 230 et 232 du Code civil).
- 3** Le divorce peut-être demandé par l'un des époux ou par les deux lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de cette rupture. S'il a acquis la conviction que chacun des époux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences (art. 233 et 234 du Code civil).
- 4** Le divorce peut-être être demandé par l'un des époux lorsque le lien conjugal est définitivement altéré. L'altération définitive du lien conjugal résulte de la cessation de la communauté de vie entre les époux lorsqu'ils vivent séparés depuis deux ans (art. 237 et 238 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Divorces prononcés						
1	Nombre total de divorces prononcés	134 601	155 253	139 147	134 477	132 594
◆	Procédure de divorce					
2	Requête conjointe et consentement mutuel	63 881	91 850	76 794	72 757	70 235
3	Demande acceptée et divorce accepté	17 412	14 986	22 702	28 468	30 865
4	Pour rupture de la vie commune ou altération définitive du lien conjugal	1 374	2 144	7 541	10 586	12 381
5	Pour faute	50 079	43 578	29 584	20 395	16 904
6	Divorces directs indéterminés	-	1 012	952	963	905
7	Par conversion de séparation de corps en divorce	1 855	1 683	1 574	1 308	1 304
Nombre d'enfants mineurs déclarés						
8	Aucun enfant mineur déclaré	53 437	64 679	59 249	57 986	57 061
9	Un enfant	32 080	38 265	34 035	32 953	31 907
10	Deux enfants	33 966	37 195	32 816	31 079	30 951
11	Trois enfants	11 678	11 989	10 285	9 857	10 099
12	Quatre enfants mineurs ou plus	3 440	3 125	2 762	2 602	2 576
◆	Durée du mariage					
13	Moins de 5 ans	19 919	25 991	22 331	20 570	18 612
14	5 à moins de 10 ans	30 389	37 936	33 574	32 998	32 916
15	10 ans à moins de 15 ans	22 535	25 242	22 319	22 064	22 377
16	15 ans à moins de 20 ans	16 983	19 394	18 178	17 640	17 758
17	20 ans à moins de 25 ans	14 792	15 631	14 023	13 122	13 046
18	25 ans à moins de 30 ans	11 160	12 046	11 043	10 555	10 524
19	30 ans à moins de 35 ans	7 103	7 817	7 364	7 159	7 267
20	35 ans à moins de 40 ans	3 415	3 716	3 984	4 261	4 272
21	40 ans et plus	2 207	2 565	2 727	3 166	3 299
22	Durée du mariage non calculable	6 098	4 915	3 604	2 942	2 523
23	Durée moyenne du mariage [en années]	14,8	14,2	14,6	14,8	15,0
◆	Âge de l'époux au jugement					
24	Moins de 25 ans	780	1 010	831	734	599
25	25 ans à moins de 30 ans	6 563	8 448	7 481	6 710	6 262
26	30 ans à moins de 35 ans	18 519	22 523	18 071	16 654	15 150
27	35 ans à moins de 40 ans	24 501	28 531	24 734	23 642	22 934
28	40 ans à moins de 45 ans	25 606	28 819	25 773	24 625	24 077
29	45 ans à moins de 50 ans	22 326	25 016	22 736	21 844	22 380
30	50 ans à moins de 55 ans	16 177	17 944	16 745	16 662	16 918
31	55 ans à moins de 60 ans	10 338	11 918	11 635	11 497	11 586
32	60 ans à moins de 65 ans	4 536	5 198	5 597	6 322	6 723
33	65 ans à moins de 70 ans	2 304	2 541	2 598	2 716	2 888
34	70 ans et plus	1 559	1 882	1 928	2 171	2 272
35	Âge non déclaré	1 392	1 423	1 018	900	805
◆	Âge de l'épouse au jugement					
36	Moins de 25 ans	3 025	3 920	3 440	3 129	2 791
37	25 ans à moins de 30 ans	11 547	14 763	12 966	12 089	11 267
38	30 ans à moins de 35 ans	22 660	26 242	21 272	19 588	18 065
39	35 ans à moins de 40 ans	25 810	29 680	25 801	24 766	24 323
40	40 ans à moins de 45 ans	25 418	28 373	25 581	24 873	24 306
41	45 ans à moins de 50 ans	19 897	22 317	20 784	20 192	21 025
42	50 ans à moins de 55 ans	12 755	14 408	13 954	13 647	14 113
43	55 ans à moins de 60 ans	7 320	8 530	8 311	8 490	8 529
44	60 ans à moins de 65 ans	2 825	3 187	3 540	4 143	4 653
45	65 ans à moins de 70 ans	1 271	1 466	1 504	1 602	1 681
46	70 ans et plus	766	925	973	1 146	1 132
47	Âge non déclaré	1 307	1 442	1 021	812	709

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sont comprises ici les affaires de redressement et de liquidation judiciaire traitées à la fois par les **tribunaux de grande instance à compétence commerciale** et par **les tribunaux de commerce**.

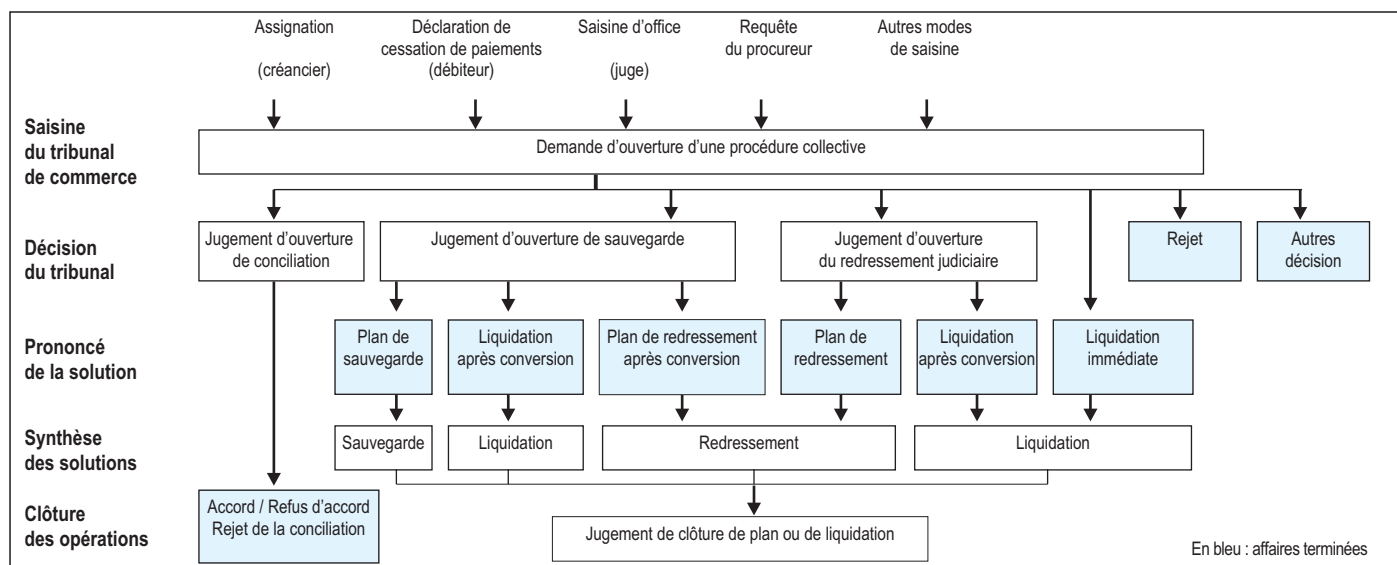
L'approche statistique proposée ici diffère de celle adoptée par type de juridiction.

Code | Définitions et méthode

Les données sont fournies toutes juridictions confondues par stade de procédure (cf. schéma), et non selon la distinction affaires nouvelles/affaires terminées définie au chapitre "Activité des juridictions, TGI à compétence commerciale")

La loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, institue une procédure de "sauvegarde des entreprises". Celle-ci peut être engagée à l'initiative du chef d'entreprise dès les premières difficultés, avant que ne soit constatée la cessation de paiement. Cette procédure permet la suspension des poursuites des créanciers et du paiement des dettes et l'organisation d'une négociation entre l'entreprise et ses créanciers.

Les autres procédures de prévention sont maintenues (recours à un mandataire ad hoc, procédure de conciliation). Une procédure de liquidation simplifiée est prévue pour les petites entreprises.



Par ailleurs le tribunal peut prononcer la liquidation immédiate de l'entreprise ou l'ouverture d'un redressement judiciaire. Dans ce cas le tribunal désigne un juge-commissaire, qui veille à la protection des intérêts en présence et au bon déroulement de la procédure, un représentant des créanciers, et éventuellement un administrateur, chargé soit de surveiller ou d'assister le dirigeant dans sa gestion, soit d'assurer lui-même cette gestion.

- 8 | Y compris les rejets et les procédures relevant de la loi de 1985
- 10, 12 | Durée de la phase d'ouverture (entre la date de saisine et la date du jugement d'ouverture)
- 14 |
- 11 | Y compris ouverture d'une procédure de redressement judiciaire relevant de la loi de 1985
- 13 | Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.
- 16 | Non compris les rejets
- 17 | Durée des affaires (entre la date de saisine et la date de fin d'affaire) se terminant par une autre décision
- 29, 32 | Durée de la phase de solution (entre la date du jugement d'ouverture et la date de solution)
- 34, 43 |
- 45, 47 |
- 36 | Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.
- 39, 41 | durée de l'affaire (entre la date de saisine et la date de liquidation immédiate)
- 49 à 57 | Durée de la phase de clôture (entre la date de solution et la date de clôture)
- Ns | Non significatif

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Demandes d'ouverture d'une procédure collective	61 925	63 898	58 223	61 052	66 129
2	Procédure de sauvegarde	///	///	516	593	890
3	Procédure de redressement judiciaire	53 528	54 298	36 220	33 134	31 924
4	Procédure de liquidation judiciaire	4 299	5 470	20 897	27 190	33 196
5	Procédure non précisée	4 098	4 130	590	135	119
6	Décisions relatives aux ouvertures d'une procédure collective	62 113	63 644	57 937	60 185	64 111
7	Jonction	1 082	995	962	1 089	823
8	Décisions statuant sur le fond	48 274	52 282	45 673	48 207	53 487
9	Ouverture d'une procédure de sauvegarde	///	///	350	390	644
10	<i>durée (en mois)</i>	///	///	0,3	0,3	0,4
11	Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire	14 950	17 178	14 556	15 059	16 795
12	<i>durée (en mois)</i>	1,8	1,7	1,5	1,5	1,4
13	Liquidation judiciaire immédiate	32 192	33 971	28 935	30 959	34 321
14	<i>durée (en mois)</i>	1,6	1,7	1,6	1,1	1,1
15	Rejet	1 132	1 133	1 832	1 799	1 727
16	Autres décisions	12 757	10 367	11 302	10 889	9 801
17	<i>durée (en mois)</i>	4,4	4,4	5,2	5,0	5,4
18	dont radiation	9 546	7 064	4 614	4 292	3 618
19	désistement d'instance ou d'action	2 409	2 604	6 038	6 042	5 610
20	Catégorie juridique de l'entreprise (décisions statuant sur le fond)	48 274	52 282	45 673	48 207	53 487
21	Artisan (personne physique)	3 834	4 273	3 815	4 421	4 691
22	Commerçant (personne physique)	5 527	6 369	5 352	5 855	6 251
23	SARL	19 614	21 394	25 388	27 925	31 924
24	SA	1 558	1 588	1 494	96	324
25	Autre	17 741	18 658	3 008	3 718	3 109
26	non renseigné			6 616	6 192	7 188
27	Issues des jugements d'ouverture (solutions)	47 752	50 435	41 297	44 243	47 509
28	Plan de sauvegarde prononcé	///	///	10	154	138
29	<i>durée (en mois)</i>	///	///	6,1	11,7	13,0
30	Plan de redressement judiciaire prononcé	4 960	5 290	3 258	3 157	2 962
31	– Loi 1985	4 960	5 290	2 859	374	18
32	<i>durée (en mois)</i>	11,3	11,7	11,4	20,8	24,2
33	– Loi 2005	///	///	399	2 783	2 944
34	<i>durée (en mois)</i>	///	///	8,6	12,0	12,7
35	dont après conversion d'une ouverture de sauvegarde	///	///	14	28	10
36	Liquidations judiciaires prononcées	42 792	45 145	38 029	40 932	44 409
37	Liquidation judiciaire immédiate	32 192	33 971	28 935	30 959	34 321
38	– Loi 1985	32 192	33 971	3 744	69	12
39	<i>durée (en mois)</i>	1,6	1,7	ns	ns	ns
40	– Loi 2005	///	///	25 191	30 890	34 309
41	<i>durée (en mois)</i>	///	///	1,0	1,1	1,0
42	Liquidation après période d'observation (loi 1985)	10 600	11 174	3 892	235	56
43	<i>durée (en mois) *</i>	6,4	6,4	8,2	ns	ns
44	Liquidation après conversion d'une ouverture de sauvegarde	///	///	26	98	145
45	<i>durée (en mois)</i>	///	///	4,5	6,9	3,1
46	Liquidation après conversion d'une ouverture de redressement	///	///	5 176	9 640	9 887
47	<i>durée (en mois)</i>	///	///	2,8	4,3	4,5
48	Clôtures des procédures collectives	44 059	41 710	38 460	43 668	37 642
49	Loi 1985	44 059	41 710	37 438	31 408	17 580
50	<i>durée (en mois)</i>	45,1	45,5	45,2	54,2	66,4
51	Loi 2005			1 022	12 260	20 062
52	Procédure de sauvegarde	///	///	1	18	25
53	<i>durée (en mois)</i>	///	///	11,5	10,3	10,5
54	Procédure de redressement judiciaire			13	79	121
55	<i>durée (en mois)</i>	///	///	15,0	12,5	13,1
56	Procédure de liquidation judiciaire			1 008	12 163	19 916
57	<i>durée (en mois)</i>	///	///	7,8	12,6	16,4

* ns : non significatif

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

- 1 à 32 | Le bail est le contrat de louage d'immeuble par lequel une partie - le bailleur - laisse la jouissance d'un local à une autre partie - le locataire - moyennant un certain prix. Ce contrat comporte généralement une clause par laquelle le non paiement du loyer entraîne automatiquement la résolution du bail (clause résolutoire).
Le contentieux relatif au bail à usage d'habitation et à usage mixte relève de la compétence des tribunaux judiciaires civils. En vertu de l'article R 321.2 du Code de l'organisation judiciaire, c'est le tribunal d'instance qui a seul compétence pour connaître des actions nées d'un contrat de louage d'immeuble quel que soit le montant de la demande.
Cette compétence d'attribution du tribunal d'instance suppose l'existence d'un contrat ayant pour objet principal la location immobilière. Les demandes par lesquelles un propriétaire réclame l'expulsion d'un occupant sans titre relèvent du tribunal de grande instance.
- 9 | Le locataire peut agir en justice lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations : délivrer un logement en bon état et y faire pendant toute la durée du bail les réparations, autres que locatives, qui peuvent devenir nécessaires. Il doit également assurer au locataire la jouissance paisible des lieux.
- 11 | Contestation par le locataire de la validité du congé ou demande de suspension de la clause résolutoire.
- 13 | En fin de bail le bailleur est tenu de restituer le dépôt de garantie, sous réserve des travaux de réparations locatives. Le locataire peut réclamer une indemnisation pour l'amélioration apportée au bien loué.
- 21, 30 | Le juge ne statue pas sur la demande lorsque d'autres actes ont mis fin à l'instance tels que désistement, caducité, conciliation ou radiation... Ces actes révèlent que les parties ont abandonné l'instance avant toute décision au fond, ce qui laisse supposer qu'elles sont parvenues à un accord.
- 28 | Il s'agit des décisions susceptibles de conduire à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement du loyer. Une partie des décisions contradictoires accorde au locataire des délais de paiement suspendant les effets de la clause résolutoire. Ce n'est qu'en cas de non respect de l'échéancier fixé par le juge que cette clause reprendra plein effet et qu'il pourra être procédé à l'expulsion.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Affaires nouvelles (fond et référés)						
1	Demandes introduites devant le tribunal d'instance	172 340	169 362	173 044	178 870	177 053
2	dont procédure de référés	66 314	64 293	66 494	68 441	67 914
3	Demandes des bailleurs	149 183	144 573	147 670	153 723	151 790
4	Paiement des loyers et/ou résiliation expulsion	134 610	130 728	133 303	139 883	138 402
5	Validité du congé-expulsion	7 316	7 436	7 129	5 815	5 712
6	Exécution d'obligation du locataire autre que paiement de loyers	4 623	4 466	4 731	5 282	4 888
7	Fixation judiciaire du loyer	1 213	659	1 053	908	970
8	Dommages et intérêts en fin de bail	1 421	1 284	1 454	1 835	1 818
9	Demandes des locataires	12 140	12 763	13 308	12 889	13 473
10	Travaux à charge du bailleur	2 596	2 342	2 082	1 862	1 941
11	Maintien dans les lieux	883	847	748	682	600
12	Sanction du bailleur pour trouble de jouissance	1 577	1 690	1 585	1 541	1 662
13	Demande en fin de bail	7 084	7 884	8 893	8 804	9 270
14	Autres demandes (bailleurs et locataires)	11 017	12 026	12 066	12 258	11 790
Affaires terminées (fond et référés)						
15	Affaires terminées par le tribunal d'instance	172 963	168 470	173 001	177 211	176 915
16	dont procédure de référés	66 314	64 293	66 494	68 441	67 914
◆	Nature de la décision					
17	Jonction	4 039	4 144	4 142	4 009	4 168
18	Décisions statuant sur la demande	133 930	130 452	133 779	135 107	134 414
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	125 288	122 102	125 385	127 207	127 031
20	Rejet de la demande	8 642	8 350	8 394	7 900	7 383
21	Autres décisions	34 994	33 874	35 080	38 095	38 333
22	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	4,2	4,1	4,1	4,2	4,3
23	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	44,5	45,4	45,2	45,1	45,8
Résultat des demandes en paiement et/ou en résiliation-expulsion						
24	Affaires terminées par le tribunal d'instance	135 179	129 956	133 815	139 014	138 252
25	dont procédure de référés	58 726	56 428	58 859	61 587	61 868
◆	Nature de la décision					
26	Jonction	2 656	2 644	2 667	2 559	2 752
27	Décisions statuant sur la demande	107 383	103 843	107 006	109 725	108 883
28	Acceptation totale ou partielle de la demande	103 991	100 550	103 628	106 528	105 859
29	Rejet de la demande	3 392	3 293	3 378	3 197	3 024
30	Autres décisions	25 140	23 469	24 142	26 730	26 617
31	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	3,8	3,8	3,8	3,8	3,9
32	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	40,0	40,9	41,1	40,6	40,5

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Le répertoire général civil n'étant pas mis en place dans les tribunaux des affaires de Sécurité sociale, on ne dispose pas de statistiques sur les affaires relatives aux contentieux de l'impayé traités par ces tribunaux.
- 5 à 18 | **Le tribunal de grande instance** est la juridiction civile de droit commun. Il connaît en conséquence, en premier ressort, de tous les litiges pour lesquels la compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction (tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce...) en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande (art. R 311-1 du Code de l'Organisation Judiciaire).
- 8 à 18 | Le contentieux de l'impayé est présent dans toutes les affaires contractuelles présentant un caractère financier (droit des affaires, et droit des contrats essentiellement).
- 19 à 33 | **Le tribunal d'instance** connaît, en matière civile, à charge d'appel, de toutes actions personnelles ou mobilières de 4 000 euros à 10 000 euros (art. L 321-2 du Code de l'Organisation Judiciaire).
Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un **tribunal paritaire des baux ruraux** qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, relatives à l'application des titres I et V du livre VI du Code Rural.
- 22 | Le tribunal d'instance connaît des procédures d'**injonctions de payer** (art. R. 321-3 du Code de l'organisation judiciaire). Le recouvrement d'une créance peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque :
- la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé ; en matière contractuelle, la détermination est faite en vertu des stipulations du contrat y compris, le cas échéant, la clause pénale ;
- l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises.
La demande est portée, selon le cas, devant le tribunal d'instance ou le président du tribunal de commerce dans les limites de la compétence d'attribution de ce dernier tribunal.
Le juge territorialement compétent est celui du lieu où demeure le ou l'un des débiteurs poursuivis.
La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, au secrétariat-greffe ou au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Elle est accompagnée des documents justificatifs.
Si au vu des documents produits la demande lui paraît fondée en tout ou partie, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer pour la somme qu'il retient. Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun.
Une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance est signifiée, à l'initiative du créancier, à chacun des débiteurs. L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les six mois de sa date (art. 1 405 à 1 411 du Nouveau Code de procédure civile).
- 23 à 33 | Dans ses limites de compétence, **le tribunal d'instance** est amené à connaître des litiges nés :
- de tout contrat de prêt en matière mobilière visé par les Lois n° 78-22 et 78-23 du 10 Janvier 1978 relatives à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ainsi que sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services,
- de tout contrat de prêt en matière immobilière dans le cadre prévu par l'article 34-1 de la loi n°79-596 du 13 Juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier,
- de l'application des principaux contrats d'assurances de personnes ou de biens (vie du contrat, résiliation, ...),
- de l'application du contrat de louage d'immeuble y compris les demandes en autorisation, validité, nullité ou mainlevée de saisie-gagerie et de saisie-revendication ainsi que de ceux relatifs à l'application de la loi n°48-1160 du 1^{er} Septembre 1948 (art. R 321-2 du Code de l'organisation judiciaire),
- du contrat de vente et éventuellement du contrat de crédit-bail qui l'accompagne.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Impayés en première instance						
1	Nombre de contentieux de l'impayé réglés par les juridictions (procédures au fond, référés et injonctions de payer)	1 100 084	1 057 453	998 598	979 252	999 616
2	Par les tribunaux de grande instance	47 844	46 528	46 296	46 448	47 526
3	Par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux	945 895	907 283	857 749	847 191	868 769
4	Par les tribunaux de commerce	106 345	103 642	94 553	85 613	83 321
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de grande instance						
5	Nombre d' affaires terminées	47 844	46 528	46 296	46 448	47 526
<i>Type de procédure</i>						
6	Procédures au fond	26 119	26 533	26 864	26 793	27 279
7	Référé	21 725	19 995	19 432	19 655	20 247
<i>Nature du contrat</i>						
8	Prêt	7 447	7 569	7 808	7 828	7 867
9	Prestation de services	5 715	6 348	6 741	6 643	6 413
10	Assurance	248	247	207	282	228
11	Bail	15 650	15 012	15 142	14 697	15 315
12	Vente	7 624	6 878	6 547	6 542	6 601
13	Crédit-bail	606	475	560	579	516
14	Cotisations sociales	2 264	2 141	2 120	2 270	2 151
15	Copropriété	3 198	3 120	2 708	2 743	3 026
16	Contrat d'intermédiaire	856	801	796	719	704
17	Banque	2 016	1 869	1 538	1 464	1 370
18	Autres	2 220	2 068	2 129	2 681	3 335
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux						
19	Nombre d' affaires terminées	945 895	907 283	857 749	847 191	868 769
<i>Type de procédure</i>						
20	Procédures au fond	177 233	175 771	170 241	170 543	172 732
21	Référé	61 703	59 240	60 996	63 326	63 492
22	Injonctions de payer	706 959	672 272	626 512	613 322	632 545
<i>Nature du contrat (procédures au fond et référés seulement)</i>						
23	Prêt	45 965	49 151	45 594	44 078	45 432
24	Prestation de services	17 683	16 113	15 210	14 707	14 026
25	Assurance	551	608	703	575	436
26	Bail	133 239	128 346	132 159	136 804	136 398
27	Vente	11 652	10 006	9 184	9 582	9 323
28	Crédit-bail	599	568	541	597	618
29	Cotisations sociales	4 813	4 814	3 663	4 695	6 047
30	Copropriété	17 116	17 644	17 569	17 318	18 334
31	Contrat d'intermédiaire	310	344	326	350	385
32	Banque	6 156	6 605	5 400	4 256	4 346
33	Autres	852	812	888	907	879

Code | Définitions et méthode

- 1 à 13** | **Les tribunaux de commerce** connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du code de commerce).
- 17 à 27** | L'appel tend à faire réformer ou annuler par la **cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance (art. 542 à 544 du nouveau code de procédure civile).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du nouveau code de procédure civile).
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du nouveau code de procédure civile).
- 27** | Sont notamment compris sous cette rubrique les appels relatifs aux affaires d'impayés provenant des tribunaux des affaires de Sécurité sociale, bien qu'on ne dispose pas de statistiques relatives aux contentieux traités en 1^{re} instance par ces tribunaux (cf. note 1 page précédente).
- 28 à 31** | **Opposition à injonction de payer** : le débiteur peut s'opposer à l'ordonnance portant injonction de payer dans le délai d'un mois suivant la signification de l'ordonnance. L'opposition est portée, suivant le cas, devant le tribunal d'instance qui a rendu l'ordonnance portant injonction de payer ou devant le tribunal de commerce dont le président a rendu l'ordonnance. Elle est formée au secrétariat-greffe, soit par déclaration contre récépissé, soit par lettre recommandée. Si aucune des parties ne se présente à l'audience suivant opposition, le tribunal constate l'extinction de l'instance ; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction de payer. Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. En l'absence d'opposition dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance portant injonction de payer, quelles que soient les modalités de la signification, ou en cas de désistement du débiteur qui a formé opposition, le créancier peut demander l'apposition sur l'ordonnance de la formule exécutoire. Le désistement du débiteur obéit aux règles prévues aux articles 400 à 405 du nouveau code de procédure civile. L'ordonnance produit tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel même si elle accorde des délais de paiement (art. 1412 à 1422 du nouveau code de procédure civile).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de commerce					
1	Nombre d'affaires terminées	106 345	103 642	94 553	85 613	83 321
	<i>Type de procédure</i>					
2	Procédures au fond	83 853	82 284	71 759	64 165	60 410
3	Référés	22 492	21 358	22 794	21 448	22 911
	<i>Nature du contrat</i>					
4	Prêt	1 509	1 600	877	863	849
5	Prestation de services	10 014	9 137	6 291	5 497	5 230
6	Assurance	123	116	75	106	99
7	Bail	438	475	565	619	548
8	Vente	53 567	52 771	45 684	43 162	42 768
9	Crédit-bail	986	1 552	1 113	888	693
10	Cotisations sociales	34 514	33 058	29 991	25 871	25 033
11	Contrat d'intermédiaire	173	192	235	228	175
12	Banque	3 149	2 861	1 020	1 177	1 236
13	Autres	1 872	1 880	8 702	7 202	6 690
Recours contre les jugements sur impayés						
14	Nombre total de recours examinés	71 645	69 163	63 704	56 806	56 953
15	Appels	20 162	20 011	20 658	18 903	18 993
16	Oppositions à injonction de payer	51 483	49 152	43 046	37 903	37 960
◆	Recours devant les cours d'appel					
17	Nombre total d'appels	20 162	20 011	20 658	18 903	18 993
18	Contre les jugements des tribunaux de grande instance dont :	6 190	5 936	6 005	5 463	5 550
19	Décisions au fond	4 592	4 261	4 275	3 875	3 956
20	Référés	1 449	1 517	1 582	1 452	1 363
21	Contre les jugements des tribunaux d'instance et TPBR dont :	8 573	8 952	9 554	8 732	8 913
22	Décisions au fond	7 387	7 555	8 006	7 318	7 477
23	Référés	1 117	1 298	1 448	1 333	1 192
24	Contre les jugements des tribunaux de commerce dont :	4 314	4 138	4 129	3 845	3 637
25	Décisions au fond	3 840	3 641	3 655	3 388	3 245
26	Référés	398	429	402	400	329
27	Contre les jugements d'autres juridictions	1 085	985	970	863	893
◆	Oppositions à injonction de payer					
28	Nombre total d'oppositions	51 483	49 152	43 046	37 903	37 960
29	Formulées devant les tribunaux de grande instance	716	667	646	614	564
30	Formulées devant les tribunaux d'instance et TPBR	39 253	38 198	35 288	30 635	30 001
31	Formulées devant les tribunaux de commerce	11 514	10 287	7 112	6 654	7 395

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 91.650 du 9 juillet 1991, entrée en application le 1^{er} janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le juge de l'exécution.

Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance, mais celui-ci peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance (art. L 311-12 du Code de l'organisation judiciaire).

On a regroupé sur cette page l'ensemble des **procédures** liées à l'exécution et portées devant les tribunaux de grande instance et d'instance. Sont exclues les procédures liées à l'exécution qui peuvent être portées devant un autre juge que celui de l'exécution : astreinte, délai de grâce, radiation de publicité provisoire, répétition de l'indû et réparation suite à l'exercice de mesures d'exécution forcée.

- 2, 7
18, 27 | À partir de 2004, le nouveau répertoire général civil des tribunaux de grande instance inclut les ordonnances sur requêtes.
- 15 | Y compris saisines par huissier
- 17 à 24 | Il s'agit des demandes visant au règlement des difficultés liées au **surendettement** des particuliers et des familles.

La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble des dettes non professionnelles. Des mesures de traitement peuvent être prescrites par les commissions de surendettement des particuliers [au moins une commission par département]. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'exécution qui est également compétent pour ordonner la suspension des procédures d'exécution ainsi que pour conférer force exécutoire aux mesures recommandées par la commission.

Par ailleurs, la loi du 1^{er} août 2003 a institué une procédure de rétablissement personnel relevant de la compétence du juge de l'exécution. Cette procédure est mise en œuvre lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, caractérisée par l'impossibilité manifeste de mettre en œuvre les mesures de traitement qui peuvent être prescrites par la commission de surendettement (art. L 330-1 du Code de la consommation).

- 26, 28 | **Durée moyenne des affaires terminées** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues.

Sources

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Affaires nouvelles						
1	Nombre de demandes relatives aux procédures d'exécution	167 281	172 741	174 918	169 878	171 363
2	dont ordonnances sur requête (TGI)	55 079	60 583	59 035	55 021	53 581
3	Saisies mobilières	80 275	82 630	78 122	69 237	67 162
4	Autres procédures hors surendettement	13 615	12 430	11 996	12 642	12 368
5	Surendettement	73 391	77 681	84 800	87 999	91 833
◆ Saisies mobilières						
6	Nombre de demandes de saisies mobilières	80 275	82 630	78 122	69 237	67 162
7	dont ordonnances sur requête (TGI)	48 898	51 709	49 364	46 166	44 505
8	mobilière	30 667	28 380	27 098	20 990	19 165
9	Mesure conservatoire	26 940	29 065	26 364	25 864	26 292
10	Demande relative à la saisissabilité et/ou à la mise à disposition de sommes ou d'un bien	10 212	10 425	10 796	9 821	9 267
11	Demande d'ouverture d'une procédure de saisie arrêt des rémunérations	630	817	891	854	796
12	Autres demandes relatives à la saisie mobilière	11 826	13 943	12 973	11 708	11 642
◆ Autres procédures (hors surendettement)						
13	Nombre de demandes	13 615	12 430	11 996	12 642	12 368
	dont :					
14	Demande de prononcé, liquidation, modification, suppression d'une astreinte	3 344	3 436	3 506	3 825	3 735
15	Demande de délai de grâce et/ou de réaménagement de la dette	3 957	3 515	3 158	3 941	3 806
16	Demande de modification du délai pour l'exécution d'une mesure d'expulsion	5 527	5 108	5 078	4 657	4 608
◆ Surendettement						
17	Nombre de demandes relatives au surendettement	73 391	77 681	84 800	87 999	91 833
18	dont ordonnance sur requête (TGI)	6 181	8 874	9 671	8 814	9 076
19	Demande de rétablissement personnel	16 042	20 415	24 410	29 624	32 213
20	Recours dirigés contre les décisions des commissions de surendettement statuant sur la recevabilité	11 007	12 085	13 127	13 323	13 954
21	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	2 330	2 271	1 848	1 694	1 730
22	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement	8 355	7 603	7 839	7 148	6 853
23	Demandes tendant à voir conférer la force exécutoire aux mesures recommandées par la commission de surendettement	34 130	33 882	36 222	34 936	35 742
24	Autres demandes relatives au surendettement	1 527	1 425	1 354	1 274	1 341
Affaires terminées						
25	Nombre de procédures terminées (hors surendettement)	87 233	89 761	85 744	80 380	78 197
26	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>
27	dont ordonnances sur requête (TGI)	49 102	51 903	49 536	46 450	44 784
28	<i>Durée moyenne des ordonnances sur requête (en mois)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>
29	Décisions statuant sur le fond de la demande	72 292	76 955	73 782	61 891	62 559
30	Acceptation totale ou partielle de la demande	57 637	61 356	58 843	51 535	49 736
31	Rejet de la demande	14 655	15 599	14 939	10 356	12 823
32	Autres décisions	14 941	12 806	11 962	18 489	15 638

La justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2** | Les **statistiques du ministère de l'Intérieur** permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de police et de gendarmerie. Ces données ne peuvent être rapprochées de celle du ministère de la Justice car :
- elles excluent du comptage les infractions relevées par une autre administration, toute les contraventions, les délits relatifs à la circulation routière ainsi que les actes de police administratives ;
 - elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
- 3 à 12** | Le **parquet est destinataire de différents types d'affaires** : la partie la plus importante concerne le domaine pénal, mais d'autres affaires relèvent du domaine civil, commercial, prud'homal ou encore des mineurs.
- 11** | Y compris les affaires transmises au parquet de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS)

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code	2004	2005	2006	2007	2008
Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie					
1 Crimes et délits constatés	3 825 442	3 775 838	3 725 588	3 589 293	3 558 329
2 <i>dont faits élucidés</i>	1 217 299	1 253 783	1 278 980	1 296 032	1 338 379
Saisines des parquets					
◆ Affaires pénales					
3 Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	5 399 181	5 143 257	5 311 024	5 273 909	5 101 119
4 <i>dont auteur inconnu</i>	3 288 055	3 066 948	3 134 580	3 082 620	2 843 310
5 Crimes	18 611	17 023	17 953	16 859	16 706
6 Délits	4 986 425	4 785 562	4 947 709	4 934 776	4 775 531
7 Contraventions de 5 ^e classe	353 807	299 219	293 324	271 993	259 548
8 Infraction non précisée	40 338	41 453	52 038	50 281	49 334
9 Autres affaires pénales	251 397	239 717	243 758	254 958	265 447
10 Infractions pénales compétence OMP	35 767	32 343	33 848	31 568	28 927
11 Procédures en provenance d'autres parquets	192 507	189 272	192 008	203 804	216 743
12 Requêtes en exécution des peines	23 123	18 102	17 902	19 586	19 777

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires poursuivables de l'année.

Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des **affaires traitées** au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

Infractions mal caractérisées : il s'agit d'affaires concernant des faits qui ne constituent aucune infraction pénale (affaires de nature civile ou administrative, certains accidents de la circulation, suicides), d'infractions mal caractérisées (charges insuffisantes, absence de preuve), d'infractions pour lesquelles des motifs d'ordre juridique s'opposent aux poursuites (amnistie, prescription ou transaction administrative).

Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou défaut d'élucidation).

On a ainsi dégagé une masse d'**affaires "non poursuivables"**. Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules **affaires "poursuivables"**.

Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient trois types d'orientations : les poursuites classiques, les compositions pénales et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

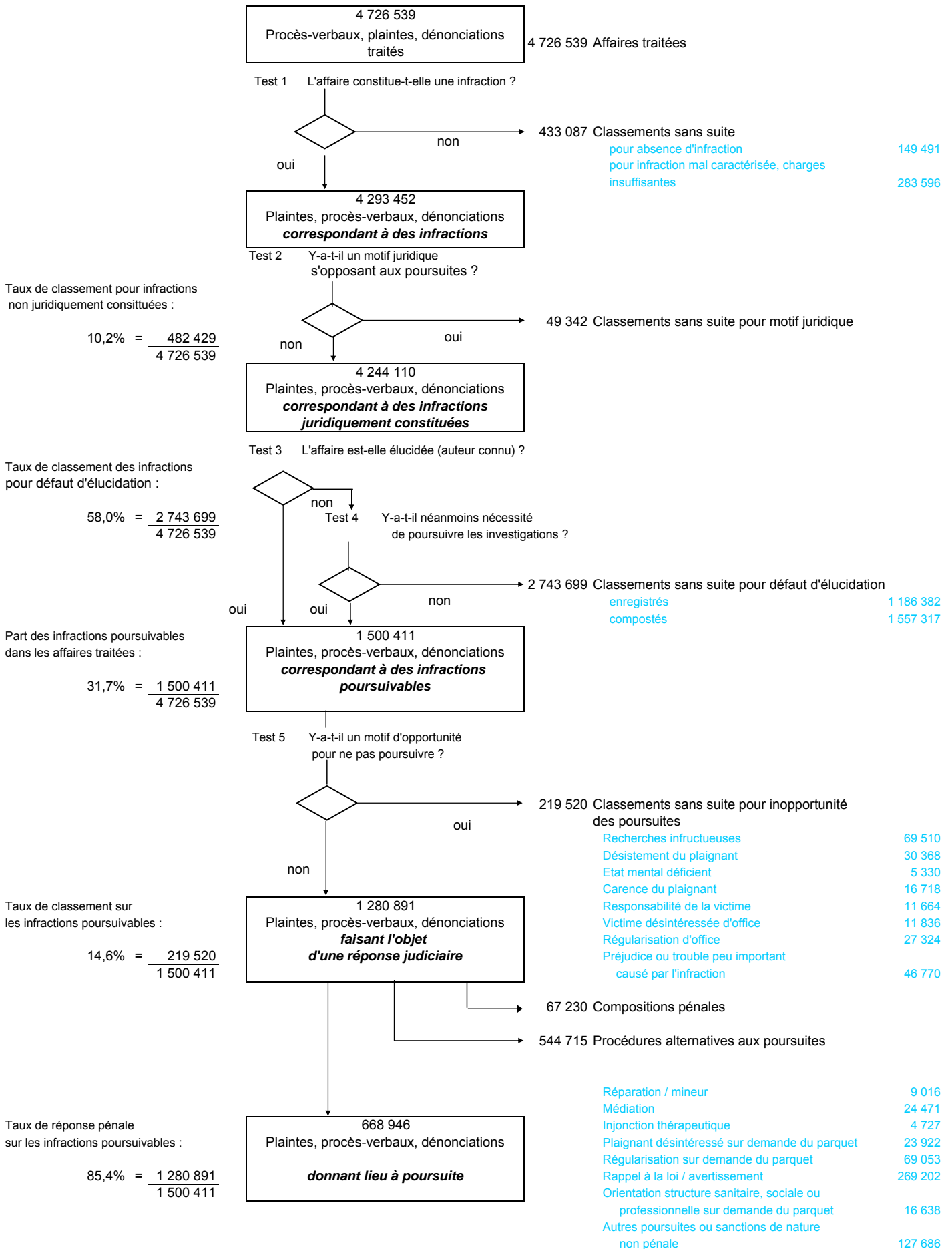
La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule **"un taux de réponse pénale"**. Son corollaire, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

Le détail de ces différentes données est fourni dans le chapitre "Activité par juridiction : Activité pénale des TGI".

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet



Source : Cadres du parquet

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1, 2, 3 | **Affaires traitées, affaires non poursuivables, infractions mal caractérisées** : cf. "Définitions et méthode" page précédente
- 4 | **Défaut d'élucidation** : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.
- 5 | Affaires susceptibles d'être poursuivies qui se décomposent selon la réponse donnée entre affaires poursuivies (ligne 7), compositions pénales (ligne 22), procédures alternatives (ligne 23), et affaires classées sans suite (ligne 32).
- 6 | Part des affaires pour lesquelles une réponse pénale est possible sur l'ensemble des affaires traitées par les parquets durant l'année.
- 8 à 21 | Si le procureur décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits
- 11 | **La comparution immédiate** (cf. glossaire)
- 12, 13 | **La convocation par procès-verbal** permet de notifier au prévenu amené devant l'Officier de police judiciaire ou devant le procureur, les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'audience (art. 393 et suivants du code de procédure pénale).
- 18
- 14, 19 | **La citation directe** (cf. glossaire)
- 15 | La loi du 9 septembre 2002 a étendu la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le Code de la route. Le ministère public qui choisit cette procédure communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions. Le président statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. S'il estime qu'un débat contradictoire est utile ou qu'une peine d'emprisonnement devrait être prononcée, le juge renvoie le dossier au ministère public.
- 16 | Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, le procureur de la République peut, d'office ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat, recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lorsque cette personne reconnaît les faits qui lui sont reprochés. (Loi du 9 mars 2004, art. 495-7, CPP)
- 17 | La diminution des poursuites devant le tribunal de police vient de la correctionnalisation de certaines infractions routières.
- 20 | **L'ordonnance pénale**. Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
- 21 | La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1^{re} instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.
- 22 | **La composition pénale** : cf. La définition page 106
- 23 | Quand la poursuite ne lui paraît pas opportune, le parquet peut avoir recours à des procédures alternatives pour assurer la réparation du dommage, mettre fin au trouble à l'ordre public ou contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Confortant des pratiques préexistantes, la loi du 23 juin 1999 a consacré les procédures suivantes (Art. 41-1 du CPP) : - rappel auprès de l'auteur des faits des obligations résultant de la loi, - orientation de l'auteur vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, - régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi, - réparation du dommage résultant des faits, - médiation entre l'auteur des faits et la victime.
- 31 | **Le taux de réponse pénale** (cf. glossaire)
- 32 | Ces procédures classées sans suite sont des procédures en état d'être poursuivies et qui n'ont fait l'objet d'aucune sorte de réponse de la part du Parquet, selon différents motifs couverts par le terme "poursuite inopportune".
- 33 | Ce motif vise les affaires dont l'auteur est connu, mais dont l'enquête n'a pas permis de connaître sa localisation actuelle, la gravité des faits ne justifiant pas des recherches approfondies.
- 34 | Inaction de la victime, ou refus de porter plainte, ou retrait de la plainte.
- 35 | L'auteur de l'infraction ou un tiers a, de sa propre initiative, indemnisé la victime ou encore, l'auteur s'est mis en conformité avec la loi après que l'infraction ait été relevée.
- 36 | Ce motif recouvre des faits de faible gravité et/ou ayant occasionné à la victime un trouble ou un préjudice peu important.
- 37 | **Le taux de classement sans suite** est calculé sur les seules affaires "poursuivables". Il est le complément du taux de réponse pénale (ligne 29).
- 38 | L'article 121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Orientations						
1	■ Affaires traitées	5 004 795	4 838 441	4 953 065	4 903 537	4 726 539
2	□ Affaires non poursuivables	3 549 138	3 376 537	3 426 669	3 427 002	3 226 128
3	Infractions mal caractérisées ou motif juridique	401 241	408 711	438 465	449 496	482 429
4	Défaut d'élucidation	3 147 897	2 967 826	2 988 204	2 977 506	2 743 699
5	□ Affaires poursuivables	1 455 657	1 461 904	1 526 396	1 476 535	1 500 411
6	<i>Part des affaires poursuivables dans les affaires traitées (%)</i>	29,1	30,2	30,8	30,1	31,7
7	Nombre total d'affaires poursuivies	674 522	677 107	707 827	684 734	668 946
8	Transmission au juge d'instruction	34 211	32 613	30 566	28 063	23 409
9	Transmission au juge des enfants	55 841	56 406	58 284	57 967	56 505
10	Poursuite devant le tribunal correctionnel	464 848	516 017	550 582	533 767	530 760
11	Comparution immédiate	43 099	46 601	45 416	46 233	45 369
12	Convocation sur procès-verbal du procureur de la République	11 577	15 783	14 492	16 801	17 511
13	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	240 910	217 625	211 197	200 360	194 301
14	Citation directe	108 253	103 043	99 650	90 747	81 129
15	Ordonnance pénale	58 822	105 765	129 577	129 914	136 124
16	Requête en homologation dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	2 187	27 200	50 250	49 712	56 326
17	Poursuite devant le tribunal de police	104 248	67 868	68 395	64 937	58 272
18	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	8 215	9 089	11 392	13 169	13 741
19	Citation directe	21 452	18 493	18 662	16 400	12 829
20	Ordonnance pénale	74 581	40 286	38 341	35 368	31 702
21	Poursuite devant la juridiction de proximité	15 374	4 203	-	-	-
22	Nombre total de compositions pénales réussies	25 777	40 034	51 065	59 770	67 230
23	Nombre total de procédures alternatives	388 944	421 169	468 045	490 434	544 715
24	Médiations	34 866	31 859	28 619	26 702	24 471
25	Réparations mineurs	6 214	7 167	7 884	7 824	9 016
26	Injonctions thérapeutiques	5 464	5 227	5 189	5 201	4 727
27	Orientations vers structure sanitaire, sociale, professionnelle	11 269	11 847	13 076	15 154	16 638
28	Plaignant désintéressé, régularisations	53 356	58 615	71 489	81 659	92 975
29	Rappels à la loi, avertissements	206 551	221 402	240 209	245 131	269 202
30	Autres poursuites ou sanctions non pénales	71 224	85 052	101 579	108 763	127 686
31	<i>Taux de réponse pénale (%)</i>	74,8	77,9	80,4	83,6	85,4
32	Nombre de procédures classées sans suite	366 414	323 594	299 459	241 597	219 520
33	dont : recherches infructueuses	106 236	100 242	99 247	80 552	69 510
34	désistement du plaignant	45 668	41 303	38 886	32 331	30 368
35	victime désintéressée et régularisation d'office	63 888	59 988	54 249	41 949	39 160
36	préjudice ou trouble peu important causé par l'infraction	105 289	81 859	67 637	51 894	46 770
37	<i>Taux de classement sans suite dans les affaires poursuivables (en %)</i>	25,2	22,1	19,6	16,4	14,6
38	Nombre de personnes morales poursuivies	2 465	2 593	3 250	4 280	3 858

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des compositions pénales inscrites au casier judiciaire. Elles permettent de décrire la nature des infractions ayant fait l'objet de cette décision, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes concernées.

Code | Définitions et méthode

La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle est inscrite au bulletin n° 1 du Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Ne sont traitées ici que les compositions pénales qui ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire.

- 22 | Ce poste comprend les stages de sensibilisation à la sécurité routière, les stages de citoyenneté, les stages à caractère sanitaire et social
- 23 | Ce poste comprend les confiscations et les interdictions d'émettre des chèques

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre total de compositions pénales	210	18 355	46 901	58 543	59 080
2	Toutes décisions pour délits	207	17 806	45 177	56 256	56 605
	◆ Nature de l'infraction					
3	Atteintes aux biens	56	2 765	6 125	7 702	7 559
4	dont vols - recels	40	2 148	4 778	5 949	5 740
5	Infractions à la circulation routière et aux transports	87	9 406	25 247	31 067	30 622
6	dont circulation routière	85	9 383	25 139	30 868	30 421
7	Infractions à la législation économique et financière	4	583	1 520	2 153	2 366
8	Atteintes à la personne	13	1 066	2 726	3 580	3 926
	dont					
9	Coups et violences volontaires	5	486	1 179	1 574	1 752
10	Blessures involontaires	0	203	576	811	972
11	Atteintes à la santé	24	2 521	5 814	6 885	7 128
12	dont infractions sur les stupéfiants	24	2 508	5 784	6 819	7 082
13	Atteintes à la sûreté publique	3	379	1 014	1 376	1 536
14	Atteintes à l'ordre public général	3	376	1 023	1 401	1 278
15	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	17	710	1 708	2 092	2 190
16	Toutes décisions pour contravention de 5^e classe	3	549	1 724	2 287	2 475
	◆ Nature de la peine					
17	Amende ferme ou assorti d'un sursis partiel	157	14 762	36 828	46 139	46 961
18	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>324</i>	<i>301</i>	<i>300</i>	<i>308</i>	<i>297</i>
19	Peine de substitution	53	3 593	10 073	12 404	12 119
20	Suspension du permis de conduire	22	1 365	4 038	4 565	4 767
21	TIG	23	663	1 609	2 176	1 915
22	Obligation d'accomplir un stage	6	1 491	4 254	5 087	4 232
23	Autres	2	74	172	576	1 205
	◆ Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
24	Hommes	179	16 189	41 300	51 496	51 796
25	Femmes	31	2 166	5 601	7 047	7 284
	Âge des condamnés					
26	Moins de 18 ans	0	2	0	181	488
27	De 18 ans à moins de 20 ans	26	2 215	5 175	6 001	5 930
28	De 20 ans à moins de 25 ans	62	4 348	10 525	12 759	12 636
29	De 25 ans à moins de 30 ans	26	2 341	6 173	8 254	8 328
30	De 30 ans à moins de 40 ans	48	3 759	9 501	11 841	11 894
31	De 40 ans à moins de 60 ans	45	4 992	13 463	16 800	16 820
32	60 ans et plus	3	698	2 064	2 707	2 984

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre mer

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. .

Les associations habilitées en matière de procédures alternatives assurent le suivi des mesures qui leur sont confiées par les parquets. Leurs interventions s'appliquent à un petit nombre de rappels à la loi (cf. ligne 29, p. 109), et de classements sous condition que sont les mesures de réparation du dommage, de régularisation d'une situation et les orientations vers une structure sanitaire et sociale (cf. lignes 27 et 28, p. 109). Elles interviennent surtout en matière de médiations pénales (cf. ligne 24, p. 109). Dans ce domaine particulier elles suivent une grande partie des mesures ordonnées par les parquets (environ les deux tiers).

Code | Définitions et méthodes

- 2, 3 | **Le rappel à la loi** est une procédure légère, adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire alternative à la poursuite il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.
- 5 | **La réparation** oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple (cf. ligne 35, p. 109).
- 6 | **La régularisation** à la demande du parquet est une variante de la mesure précédente. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.
- 7 | Au vu des causes qui ont contribué à la commission de l'infraction (alcoolisme, désinsertion sociale), l'auteur doit à la demande du parquet prendre attache avec un centre de soin spécialisé ou suivre un stage ou une formation professionnelle.
- 13 à 28 | **La médiation pénale** a été instituée par la loi du 4 janvier 1993. Elle consiste, avec leur accord, à réunir victime et auteur de l'infraction pour parvenir à une entente sur un mode de réparation.

Sources :

- Ministère de la Justice
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations chargées du suivi des mesures alternatives aux poursuites

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre d'associations	154	151	149	147	150

Suivi des mesures alternatives

Nature des mesures suivies						
◆ Rappels à la loi						
2	Nombre de mesures reçues	16 156	13 397	11 442	12 196	12 588
3	Nombre de mesures traitées	15 383	13 164	11 160	12 081	12 440
◆ Classements sous condition						
4	Nombre de mesures reçues	6 996	7 163	6 089	8 009	8 334
5	Réparation du dommage	3 497	3 206	2 908	3 359	3 282
6	Régularisation d'une situation	1 751	1 787	1 077	1 090	1 547
7	Orientation vers une structure sanitaire et sociale	1 748	2 170	2 104	3 560	3 505
8	Nombre de mesures traitées	6 717	7 337	5 768	6 889	6 723
9	Obligation respectées	5 206	5 606	4 409	5 445	5 279
10	Obligations non respectées	1 511	1 731	1 359	1 444	1 444
◆ Compositions pénales						
11	Nombre de mesures reçues	///	///	13 231	15 526	16 159
12	Nombre de mesures traitées	///	///	10 317	12 667	13 197
◆ Médiations pénales						
13	Nombre de mesures reçues	40 273	34 060	29 140	28 093	28 434
□ Nature de l'infraction						
14	Vol	2 813	1 937	1 372	1 170	1 178
15	Violences intra-familiale	6 374	5 719	6 071	6 003	6 043
16	Autres coups et blessures volontaires	10 860	9 184	8 061	7 380	7 487
17	Non représentation d'enfant	3 080	2 670	2 306	2 312	2 344
18	Non paiement de pension alimentaire	3 133	2 461	2 312	2 437	2 487
19	Dégradations	4 047	3 334	2 498	2 137	2 163
20	Injures	2 364	2 446	3 149	2 649	2 684
21	Autres	7 602	6 309	3 371	4 005	4 048
22	Nombre de mesures traitées	39 602	33 920	28 165	26 339	26 638
□ Résultat de la médiation						
23	Médiation réussie	22 801	19 793	16 381	14 462	14 593
24	Échec de la médiation	16 801	14 127	11 784	11 877	12 045
□ Durée des mesures						
25	Moins d'un mois	9 687	7 538	5 779	4 705	4 725
26	De 1 à moins de 3 mois	17 759	15 077	12 666	13 411	13 668
27	De 3 mois et plus	11 758	10 704	9 111	8 115	8 136
28	Durée non déterminée	398	601	609	108	109

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des officiers du ministère public sont issues des Cadres du parquet, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 107).

Les informations demandées concernent les contraventions des quatre premières classes à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'amendes forfaitaires réglées dans les délais.

Les unités de compte des séries présentées ci-contre sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires, qui regroupent quelquefois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures, dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

De plus, ces données sont des flux sur une année qui, en toute rigueur, ne sont pas comparables les uns aux autres car ils ne proviennent pas d'un même stock de début d'année. Ces données rendent compte de l'activité pénale à chaque étape de la procédure et non du suivi exact d'un même groupe d'affaires tout au long du processus pénal pour une année donnée. La relation entre les affaires arrivées au cours de l'année (série 2) d'une part et celle qui ont fait l'objet d'un classement sans suite (série 5) ou d'une décision de poursuite d'autre part (série 7), est donc approximative.

Code | Définitions et méthode

En tant qu'**officier du ministère public**, c'est habituellement le commissaire de police qui décide d'exercer ou non l'action publique devant le tribunal de police. Il est sous l'autorité du procureur de la République qui peut se substituer à lui dans cette fonction s'il le juge nécessaire (art. 44 et suivants du Code de procédure pénale).

2 à 4 | L'**officier du ministère public** reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.

2 | L'écart entre les chiffres des rubriques 2 et 7 s'explique d'abord par les jonctions qui sont la raison essentielle de la différence entre les rubriques 4,9 et 12.

3 et 8 | L'**amende forfaitaire** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste dans l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est **majorée** de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public, en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art. 529 et suivants du Code de procédure pénale).

5 | L'officier du ministère public, auquel est confié l'exercice de l'action publique, apprécie l'opportunité des poursuites pour les contraventions de 4^e classe. Lorsqu'il décide de ne pas exercer l'action publique, sa décision s'appelle un classement sans suite.

6 | Le **taux de classement** sans suite est calculé en rapportant le nombre total de classements sans suite prononcés au cours d'une année (série 5) au nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus au cours de cette même année (série 2).

7 | Cf. définition 2.

9 à 11 | Les **contraventions des quatre premières classes** que l'officier du ministère public oriente vers le tribunal de police ou la juridiction de proximité, peuvent être traitées selon la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale (cf. définition 10) ou selon la procédure de citation directe.

10 | L'**ordonnance pénale**, comme l'amende forfaitaire majorée, est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

12 | La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1^{re} instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.

15 | Les flux d'affaires présentés ici ont transité d'une juridiction à l'autre au cours d'une année. Leur volume au niveau national n'est indiqué que "pour mémoire". Ces affaires se retrouvent ensuite comptabilisées dans les séries 5 à 14.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	474	474

Saisines

2	Plaintes, dénonciations, procès-verbaux	12 025 735	12 374 423	11 779 333	13 733 124	nd
3	Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 548 117	11 904 688	11 337 096	13 278 363	nd
4	Autres procédures	477 618	469 735	442 237	454 761	nd

Orientations

◆ Plaintes, dénonciations et procès-verbaux classés sans suite						
5	Nombre total de procédures classées sans suite	1 656 968	1 097 376	1 152 922	1 220 295	777 697
6	Taux de classement sans suite (en %) ^r	13,8	9,3	10,2	9,3	7,2
◆ Affaires poursuivies						
7	Nombre total d'affaires poursuivies	10 359 296	10 760 790	10 107 503	11 911 395	10 064 601
8	Amende forfaitaire majorée prononcée	9 913 624	10 364 016	9 727 741	11 461 540	9 607 665
9	Poursuite devant le tribunal de police	81 991	21 316	1 663	1 742	2 121
10	Procédure d'ordonnance pénale	53 827	12 775	312	270	341
11	Procédure de citation directe	28 164	8 541	1 351	1 472	1 780
12	Poursuite devant la juridiction de proximité	363 681	375 458	378 099	448 113	454 815
13	Procédure d'ordonnance pénale	233 615	244 137	235 285	291 245	273 087
14	Procédure de citation directe	130 066	131 321	142 814	156 868	181 728
◆ Transmissions à une autre juridiction						
15	Affaires renvoyées à un autre OMP ou à un parquet pour attribution	21 251	17 248	17 225	25 710	53 519

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici proviennent du répertoire de l'instruction mis en place à partir de 1985. Il permet de disposer (dans leur totalité depuis 1989) de renseignements collectés tout au long de la procédure sur les inculpés (nombre, données démographiques...), sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif, et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté, et celle de la procédure d'instruction.

Code | Définitions et méthode

Les juridictions d'instruction interviennent lors de la phase préparatoire du procès pénal. On distingue **le juge d'instruction**, magistrat du tribunal de grande instance, qui constitue la juridiction du premier degré, et la **chambre de l'instruction**, composée de trois magistrats de la cour d'appel, qui constitue la juridiction du second degré.

Le juge d'instruction est saisi des affaires pénales les plus complexes : obligatoirement pour les crimes, facultativement en cas de délits, et exceptionnellement pour les contraventions. Le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire (introductif ou supplétif) du procureur de la République (art. 80 du Code de procédure pénale). Il a alors le pouvoir de diriger l'action de la police judiciaire. Il peut décider du placement sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant à la cour d'assises (crimes), au tribunal correctionnel (délits), ou au tribunal de police (contraventions).

1 | Non compris les six juges d'instruction des territoires d'outre-mer.

7 | Le procureur de la République peut requérir une information pour "**recherche des causes de la mort**" lorsque les causes d'un décès sont inconnues ou suspectes. Le juge n'est pas saisi d'une infraction, mais a pour seule mission d'établir les causes naturelles, accidentelles ou criminelles du décès.

Le procureur de la République peut requérir l'ouverture d'une information pour "**recherche des causes de la disparition**" en cas de disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, ou en cas de disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.

8 à 14 | Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

15 à 22 | Ces décisions concernent la clôture des affaires sans mise en examen à l'ouverture de l'instruction, qu'il y ait ou non mise en examen au cours de l'information.

22 | Les autres décisions de clôture sont principalement des décisions de renvoi devant la juridiction de jugement. Ce mode de clôture implique l'existence d'une mise en examen au cours de la procédure.

23 à 26 | **La durée d'une affaire** est calculée par différence entre la date de la dernière ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction dans l'affaire et la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	604	613	609	609	643
2	Nombre total d'affaires nouvelles	33 844	32 721	30 782	28 122	23 319
3	Nombre total d'affaires terminées	36 125	35 715	33 177	28 976	28 466
◆ Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif						
4	Affaires terminées qualifiées de crime au réquisitoire introductif	8 642	8 747	8 111	7 535	7 453
5	Affaires terminées qualifiées de délit au réquisitoire introductif	27 354	26 831	24 936	21 328	20 912
6	Affaires terminées qualifiées de contravention au réquisitoire introductif	22	16	20	24	18
7	Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte	107	121	110	89	83
◆ Nombre de mises en examen par affaire au réquisitoire introductif						
8	Pas de mise en examen	12 035	11 856	10 796	8 824	8 633
9	1 mise en examen	14 683	14 350	13 288	11 862	11 911
10	2 mises en examen	4 239	4 191	3 941	3 534	3 427
11	3 mises en examen	2 083	1 967	1 895	1 816	1 659
12	4 mises en examen	1 111	1 150	1 106	1 023	1 000
13	5 mises en examen	627	676	659	574	579
14	6 mises en examen et plus	1 347	1 525	1 492	1 343	1 257
◆ Décisions de clôture des affaires sans mise en examen au réquisitoire introductif						
15	Ordonnances de non-lieu	8 840	8 552	7 781	6 614	6 576
16	Ordonnances de dessaisissement, jonction	1 192	1 171	1 045	770	738
17	Autres ordonnances	972	832	814	730	620
18	Refus d'informer	459	330	364	274	218
19	Non-recevabilité	243	215	222	249	217
20	Extinction de l'action publique	58	85	70	47	67
21	Incompétence	212	202	158	160	118
22	Autres décisions de clôture	1 031	1 301	1 156	710	699
◆ Durée moyenne de l'instruction						
23	Toutes affaires terminées (en mois)	19,0	19,6	20,2	20,7	22,7
24	Crimes	22,1	23,0	23,6	21,6	22,2
25	Délits et contraventions	18,7	19,3	19,8	20,4	22,9
26	Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte	6,9	16,9	15,0	16,6	17,1

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

Code | Définitions et méthode

- 6 et 17** | N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (art. 122.1 du Code pénal).
- 8 et 9** | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CCP).
- 14** | Sont comprises dans cette rubrique les décisions de refus d'informer, d'irrecevabilité, d'extinction de l'action publique, d'incompétence et d'évocation par la Chambre d'accusation.
- 15 à 24** | **La durée de l'instruction** est calculée pour chaque personne mise en examen par différence entre la date de l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction pour cette personne, et la date du réquisitoire introductif qui détermine l'ouverture de l'information dans laquelle se trouve impliquée cette personne.
- 28 à 35** | Il s'agit de **l'âge de la personne mise en examen** à la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la justice
Répertoire de l'instruction

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	50 076	51 411	49 167	44 918	42 879
◆	Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif					
2	Crime	12 081	12 537	11 374	10 859	10 727
3	Délit	37 948	38 854	37 760	34 025	32 122
4	Contravention	47	20	33	34	30
◆	Décision de clôture					
5	Ordonnance de non-lieu	3 850	3 940	3 940	3 426	3 376
6	Article 122-1 du Code pénal	203	212	196	187	159
7	Autres non-lieux	3 647	3 728	3 744	3 239	3 217
8	Transmission à la cour d'assises majeurs	3 457	3 396	3 034	2 877	2 615
9	Transmission à la cour d'assises mineurs	247	274	256	266	171
10	Transmission au tribunal correctionnel	37 505	39 172	37 410	33 949	32 073
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	3 570	3 266	3 298	3 064	3 112
12	Transmission au tribunal de police	21	21	38	44	51
13	Dessaisissement, jonction	1 129	1 104	883	859	1 034
14	Autres décisions et décisions non déclarées	297	238	308	433	447
◆	Durée moyenne de l'instruction par mise en examen (en mois)					
15	Toutes décisions de clôture	21,8	22,4	23,1	23,9	24,9
16	Ordonnance de non-lieu	28,3	27,4	30,3	30,7	37,2
17	Article 122-1 du Code pénal	22,5	17,8	22,3	27,5	23,2
18	Autres non-lieux	28,6	27,9	30,7	30,9	38,0
19	Transmission à la cour d'assises majeurs	23,2	25,0	25,6	25,2	24,2
20	Transmission à la cour d'assises mineurs	23,7	22,8	25,7	22,6	22,2
21	Transmission au tribunal correctionnel	21,5	22,1	22,7	23,8	24,5
22	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	18,1	18,5	18,4	18,4	19,0
23	Transmission au tribunal de police	16,1	21,2	23,7	24,5	22,2
24	Dessaisissement, jonction	13,9	14,4	12,4	11,9	13,9
◆	Caractéristiques des mis en examen					
	Sexe					
25	Hommes	43 663	44 974	42 978	39 293	37 317
26	Femmes	6 073	6 128	5 895	5 407	5 345
27	Non déclaré	340	309	294	218	217
	Âge					
28	Moins de 18 ans	4 029	3 756	3 789	3 502	3 568
29	De 18 ans à moins de 20 ans	4 538	4 628	4 498	3 935	3 617
30	De 20 ans à moins de 25 ans	10 641	11 195	10 421	9 365	8 617
31	De 25 ans à moins de 30 ans	6 857	7 238	6 871	6 582	6 395
32	De 30 ans à moins de 40 ans	10 331	10 656	10 068	9 260	8 839
33	De 40 ans à moins de 60 ans	11 371	11 558	11 262	10 206	9 778
34	60 ans et plus	1 684	1 735	1 691	1 496	1 518
35	Non déclarés	625	645	567	572	547
	Nationalité					
36	Français	41 798	42 937	41 255	37 241	35 593
37	Étrangers	7 186	7 360	6 843	6 629	6 339
38	Non déclarés	1 092	1 114	1 069	1 048	947

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Les mesures de contrôle judiciaire

Le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

Les associations chargées du suivi des mesures de contrôle judiciaire

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux.

Les contrôles judiciaires suivis par ces associations sont qualifiés de contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "**ab initio**" par le juge d'instruction lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7 | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 25 à 31 | Les mesures de contrôle judiciaire peuvent prendre fin :
- au cours de l'instruction par mainlevée ou placement en détention provisoire
- au moment de la clôture de l'information quelle intervienne par non-lieu ou par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) sans maintien du contrôle judiciaire
- au moment du jugement si le renvoi devant le tribunal a été ordonné avec maintien du contrôle judiciaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations de contrôle judiciaire

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Mesures de contrôle judiciaire prononcées						
1	Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	24 476	25 777	25 665	23 875	23 237
2	<i>dont mesures prises ab initio</i>	7 085	7 091	7 019	6 747	7 104
◆	Décision de clôture					
3	Ordonnance de non-lieu	1 639	1 851	1 815	1 592	1 663
4	<i>dont mesures prises ab initio</i>	723	863	840	754	790
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	1 118	1 215	1 160	1 067	1 039
6	<i>dont mesures prises ab initio</i>	279	310	289	267	323
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	162	168	164	166	100
8	<i>dont mesures prises ab initio</i>	35	55	48	50	32
9	Transmission au tribunal correctionnel	18 918	20 201	20 151	18 695	17 884
10	<i>dont mesures prises ab initio</i>	4 964	4 948	4 807	4 639	4 804
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	2 110	1 918	1 953	1 902	1 946
12	<i>dont mesures prises ab initio</i>	902	785	883	887	932
13	Autres décisions et décisions non déclarées	529	424	422	453	605
14	<i>dont mesures prises ab initio</i>	182	130	152	150	223
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations						
15	Nombre d'associations	97	101	103	107	110
16	Nombre de mesures confiées	9 269	9 522	10 057	9 923	9 683
17	Nombre de mesures terminées dans l'année	8 415	9 074	9 304	9 503	9 336
◆	Origine du contrôle judiciaire					
18	Ab initio	5 431	6 179	6 392	6 716	6 959
19	Après une détention provisoire	2 984	2 895	2 912	2 787	2 377
◆	Durée du contrôle judiciaire					
20	moins de 3 mois	1 618	1 892	2 388	2 711	2 803
21	de 3 à moins de 6 mois	638	880	950	859	976
22	de 6 mois à moins de 1 an	1 520	1 564	1 576	1 244	1 292
23	de 1 an à moins de 3 ans (plus de 1 an jusqu'en 2005)	4 639	4 738	3 727	3 799	3 250
24	3 ans et plus			663	890	1 015
◆	Décisions ayant mis fin au contrôle judiciaire					
25	Décisions du juge d'instruction	1 156	1 248	1 250	1 220	1 195
26	Mainlevée	531	604	591	481	581
27	Mise en détention provisoire	132	117	136	217	166
28	ORTC sans maintien	193	208	207	217	216
29	Non-lieu	300	319	316	305	232
30	Décisions de la juridiction de jugement	6 358	7 216	7 103	7 764	7 495
31	Autres fins	901	610	951	519	646
◆	Nature de l'infraction					
32	Atteintes aux personnes	2 607	2 755	3 390	3 548	3 634
33	<i>dont : viols et autres agressions sexuelles</i>	1 307	1 450	nd	nd	nd
34	<i>coups et blessures volontaires</i>	1 053	1 074	nd	nd	nd
35	Atteintes aux biens	2 393	2 339	2 320	2 249	2 017
36	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 922	1 962	1 935	1 961	1 842
37	Conduite en état alcoolique	203	226	227	274	252
38	Autres	1 290	1 792	1 432	1 471	1 591
◆	Caractéristiques des personnes confiées aux associations					
39	Hommes	7 547	8 179	8 407	8 569	8 495
40	Femmes	868	895	897	934	841
41	Français	7 386	7 925	8 056	8 143	8 233
42	Étrangers	1 029	1 149	1 248	1 360	1 103

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La détention provisoire peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen, ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. Un mineur de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt. La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.

La loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes a transféré, à compter du 1^{er} janvier 2001, à un juge des libertés et de la détention le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "ab initio" lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7 | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 15 à 20 | **La durée de la détention provisoire** effectuée dans le cadre de l'instruction est calculée pour chaque mis en examen ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt. Elle est obtenue par différence entre la date de l'ordonnance de placement en détention et soit la date de mise en liberté, soit en cas de maintien en détention la date de clôture de l'instruction. On mesure donc ici la durée de détention provisoire effectuée dans le seul cadre de la procédure d'instruction.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code	2004	2005	2006	2007	2008
Mesures de détention provisoires					
1	Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année				
	20 513	20 810	19 211	17 542	16 087
2	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	11 702	11 421	10 702	9 672	8 891
◆ Décisions de clôture					
3	Ordonnance de non-lieu				
	599	582	592	475	542
4	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	373	395	374	302	338
5	Transmission à la cour d'assises majeurs				
	2 591	2 455	2 210	2 086	1 850
6	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	1 707	1 588	1 387	1 389	1 262
7	Transmission à la cour d'assises mineurs				
	143	171	155	157	103
8	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	83	96	94	109	71
9	Transmission au tribunal correctionnel				
	15 670	16 081	14 909	13 439	12 162
10	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	8 644	8 413	7 986	6 996	6 366
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants				
	936	905	837	796	779
12	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	617	635	582	549	504
13	Autres décisions et décisions non déclarées				
	574	616	508	589	651
14	<i>dont mesures prises ab initio</i>				
	278	294	279	327	350
◆ Durée moyenne de la détention provisoire effectuée dans le cadre de l'instruction (selon l'ordonnance de clôture)					
15	Toutes personnes ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt (en mois)				
	8,1	8,7	7,3	7,2	7,4
	dont :				
16	Ordonnance de non-lieu (en mois)				
	4,8	5,1	5,4	5,7	10,9
17	Transmission à la cour d'assises majeurs (en mois)				
	17,0	16,8	15,7	15,4	15,0
18	Transmission à la cour d'assises mineurs (en mois)				
	9,8	10,4	9,9	10,5	10,1
19	Transmission au tribunal correctionnel (en mois)				
	7,1	7,9	6,4	6,2	6,4
20	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants (en mois)				
	3,6	6,6	3,7	4,0	4,1

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistiques des condamnations inscrites au casier judiciaire (cf. chapitre correspondant). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crimes et délits qui ont été précédées d'une détention provisoire, quelle que soit la procédure utilisée (instruction ou comparution immédiate). Elles se distinguent des données issues du répertoire de l'instruction : dans cette source, les mesures de détention provisoire sont comptabilisées uniquement à partir des affaires terminées dans l'année par les juges d'instruction (cf. page précédente)

Code | Définitions et méthode

- 2 | Ensemble des condamnations pour crimes prononcées après une détention provisoire.
- 3 à 6 | **Mode de jugement** (cf. Glossaire).
20 à 22 | Pour les juridictions de mineurs : contradictoire, contradictoire à signifier, défaut, itératif défaut
- 7 à 11 |
25 à 32 | **Nature de l'infraction** (cf. glossaire)
- 12 à 15 |
33 à 40 | Durée de la détention provisoire effectuée jusqu'à la date de la condamnation.
- 17, 18 | L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date des faits et la date de naissance du
44, 45 | condamné.
- 19 | Ensemble des condamnations pour délits prononcées après une détention provisoire. Est inclus un très petit nombre de condamnations après détention provisoire pour contravention de 5^e classe qui sont des détentions provisoires effectuées pour des délits requalifiés lors du jugement.
- 23, 24 | Le mode de saisine de la juridiction a été estimé à partir de la durée de la procédure. Les condamnations après détention provisoire s'inscrivant dans une procédure inférieure à 2 mois ont été considérées comme des comparutions immédiates, celles s'inscrivant dans des procédures plus longues comme des renvois du juge d'instruction.

Sources

- Casier judiciaire national, Cadres du parquet, Répertoire de l'instruction

Code	2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^p
1	36 211	36 492	34 917	35 082	33 956
◆ 2	2 503	2 596	2 500	2 432	2 490
Mode de jugement					
3	2 498	2 573	2 471	2 420	2 468
4	0	0	3	1	1
5	5	23	25	10	18
6	0	0	1	1	3
Nature de l'infraction					
7	451	431	445	494	477
8	259	329	303	293	319
9	1 195	1 190	1 119	1 037	1 067
10	554	588	564	526	550
11	44	58	69	82	77
Durée de la détention provisoire					
12	422	393	437	433	486
13	772	757	692	696	724
14	933	984	859	846	783
15	376	462	512	457	497
16	<i>24,3</i>	<i>25,5</i>	<i>26,1</i>	<i>25,8</i>	<i>25,8</i>
Âge des condamnés					
17	266	222	235	257	250
18	2 237	2 374	2 265	2 175	2 240
◆ 19	33 708	33 896	32 417	32 650	31 466
Mode de jugement					
20	31 923	32 150	30 593	30 904	29 720
21	794	956	1 179	1 172	1 199
22	991	790	645	574	547
Mode de saisine de la juridiction de jugement					
23	12 783	13 298	12 387	12 883	11 964
24	20 925	20 598	20 047	19 778	19 522
Nature de l'infraction					
25	11 877	11 459	10 492	10 369	9 659
26	1 408	1 520	1 430	1 355	1 264
27	6 515	6 616	6 597	6 613	6 798
28	4 081	4 288	4 496	4 816	5 009
29	1 818	1 862	1 650	1 556	1 440
30	1 773	1 581	1 632	1 478	1 295
31	2 019	2 317	2 210	2 321	2 259
32	4 217	4 253	3 910	4 142	3 742
Durée de la détention provisoire					
33	13 771	13 957	13 634	13 949	12 769
34	3 960	3 879	3 479	3 587	3 726
35	4 708	4 497	4 608	4 745	5 022
36	5 008	4 982	4 451	4 610	4 538
37	2 997	3 199	3 182	3 112	2 941
38	2 810	2 866	2 609	2 242	2 075
39	377	376	325	303	284
40	77	140	129	102	111
41	<i>4,1</i>	<i>4,2</i>	<i>4,2</i>	<i>4,0</i>	<i>4,0</i>
42	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>
43	<i>6,3</i>	<i>6,7</i>	<i>6,6</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>
Âge des condamnés					
44	2 003	1 925	1 909	2 001	1 924
45	31 705	31 971	30 508	30 649	29 542

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'assises : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre d'acquittements prononcés selon l'âge du condamné (majeurs, mineurs), le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

La cour d'assises est la juridiction compétente pour juger **les crimes**.

À la différence des autres juridictions qui ne sont composées que de magistrats professionnels, la cour d'assises comprend deux éléments : l'un professionnel, la cour au sens strict du mot, composée de trois magistrats (un président et deux assesseurs), assistés d'un membre du Ministère public membre du Parquet général de la cour d'appel ou du Parquet d'un tribunal de grande instance, l'autre composé de simples citoyens, tirés au sort sur les listes électorales, qui forment le jury.

À compter du 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000), ce jury est composé de neuf jurés lorsque la cour d'assises statue en première instance, de douze lorsqu'elle statue en appel.

Ce sont ces trois magistrats professionnels (la Cour) et ces 9 jurés populaires (le jury) qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine éventuelle.

De ce mode de fonctionnement découlent plusieurs conséquences :

- La cour d'assises n'est pas permanente.
- Jusqu'en 2000, les arrêts de la cour d'assises n'étaient pas susceptibles d'appel ; la cour d'assises statuait en premier et en dernier ressort, et ses arrêts n'étaient susceptibles que d'un pourvoi devant la Cour de cassation. À compter du 1^{er} janvier 2001, l'appel est autorisé.
- Enfin la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire que sa compétence s'étend aux infractions connexes au crime principal dont elle est saisie (délits ou contraventions). La cour d'assises est une juridiction départementale. La session se tient au siège de la cour d'appel, s'il y en a une dans le département, sinon au chef-lieu du département.

1 Non compris les trois cours d'assises des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

4 Arrêts frappés d'appel sur arrêts prononcés en premier ressort

5, 20 L'arrêt de condamnation constate la culpabilité de l'accusé et lui fait application de la peine fixée par la délibération de la Cour et du jury.

7, 10 La cour d'assises des mineurs juge des crimes commis par des mineurs de 16 ans à 18 ans. Quand un majeur est impliqué dans la même affaire que le mineur, la chambre des mises en accusation peut disjoindre l'affaire, ou décider de renvoyer tous les accusés devant la cour d'assises des mineurs.

Dans le cadre de la cour d'assises des mineurs, les deux assesseurs doivent être choisis, sauf impossibilité, parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel.

8, 23 L'arrêt d'acquiescement est rendu si toutes les réponses sur l'existence de la culpabilité ont été négatives.

11, 26 Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** si le prévenu est présent à l'audience.

12 La loi du 9 mars 2004, applicable à compter du 1^{er} octobre 2004, a remplacé les règles de la contumace par un défaut criminel.

En l'absence de l'accusé à l'audience de la cour d'assises, les anciens articles 627-21 à 641 CPP prévoyaient une procédure de contumace : à l'issue de divers délais et l'accomplissement de formalités de publicité, l'accusé était jugé par la cour d'assises seule, sans l'intervention des jurés et sans pouvoir être représenté par un avocat. L'arrestation entraînait « purge de la contumace » et l'accusé était de nouveau jugé dans la forme ordinaire.

Les articles 379-2 à 379-6 CPP prévoient désormais que l'accusé absent est jugé par défaut. L'affaire est examinée par la cour d'assises seule, sans l'assistance des jurés et un avocat peut assurer la défense de l'accusé. En cas de condamnation, la cour décerne un mandat d'arrêt. L'arrestation conduit à un nouvel examen de l'affaire et l'accusé est détenu jusqu'à sa comparution. L'appel n'est pas ouvert à la personne condamnée par défaut.

13 à 17 La durée de la procédure (exprimée en mois) peut être mesurée à partir du Casier judiciaire national par différence entre la date de l'infraction et la date de la décision. En cas de pluralité de dates, c'est la date de l'infraction la plus récente qui est prise en compte.

Ce délai inclut donc : la durée entre l'infraction et le début de l'instruction (ligne 14), la durée de l'instruction (ligne 16), et le délai d'audiencement (ligne 17).

Le délai antérieur à l'ouverture de l'instruction comprend l'enquête préliminaire et un temps parfois important de dénonciation des faits (cas des viols).

27 La durée de procédure en appel est calculée par différence entre la date de l'arrêt de cour d'assises de 1^{er} ressort et la date de l'arrêt de la cour d'assises d'appel.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de cours d'assises	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort						
◆	Décisions prononcées					
2	Nombre d'arrêts prononcés	2 575	2 588	2 516	2 447	2 166
3	dont frappés d'appel	549	642	600	555	577
4	<i>Taux d'appel (en %)</i>	21,3	24,8	23,8	22,7	26,6
◆	Personnes jugées	3 661	3 886	3 743	3 580	3 240
5	Condamnations	3 420	3 634	3 493	3 344	3 033
6	Majeurs	3 149	3 324	3 224	3 076	2 730
7	Mineurs	271	310	269	268	303
8	Acquittements	241	252	250	236	207
9	Majeurs	219	226	237	207	183
10	Mineurs	22	26	13	29	24
◆	Condamnations inscrites au Casier judiciaire	2 778	2 894	2 771	2 853	2 717
Mode de jugement						
11	Contradictoire	2 736	2 798	2 675	2 803	2 650
12	Contumace et défaut criminel	42	96	96	50	67
13	Durée de la procédure [délai moyen entre infraction et jugement, en mois]	60,0	57,6	60,0	60,7	58,7
14	Délai entre infraction et début de l'instruction (en mois)	26,0	21,4	24,0	25,9	24,6
15	Délai justice	34,0	36,2	36,0	34,8	34,1
16	Durée de l'instruction	23,2	24,8	25,6	25,2	24,2
17	Durée de l'audience	10,8	11,4	10,4	9,6	9,9
Cour d'assises d'appel						
◆	Décisions prononcées					
18	Nombre d'arrêts prononcés	358	402	453	430	369
19	dont pourvoi en cassation	103	108	124	109	95
◆	Personnes jugées					
20	Condamnations	446	498	521	501	431
21	Majeurs	408	474	490	469	401
22	Mineurs	38	24	31	32	30
23	Acquittements	35	43	47	78	54
24	Majeurs	35	40	45	73	47
25	Mineurs	0	3	2	5	7
◆	Condamnations inscrites au casier Judiciaire	375	456	476	461	551
Mode de jugement						
26	Contradictoire	375	456	476	461	551
Durée de la procédure [en mois]						
27	Durée de la procédure en appel	16,3	16,8	17,0	18,7	18,8

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux correctionnels : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre de mesures de sûreté prononcées par le tribunal selon le type de procédure et sur le nombre de prévenus ayant fait l'objet de relaxes, le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement, leur mode de signification et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal correctionnel (en réalité une chambre du tribunal de grande instance) juge **les délits**. Il est composé en principe de trois magistrats professionnels du tribunal de grande instance, dont un préside le tribunal. Cependant, lorsque l'intention délictueuse est peu caractérisée, certains délits peuvent être jugés par le tribunal correctionnel statuant à juge unique.

Le Ministère public est représenté par le procureur de la République ou par un de ses substitués.

Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel. Celui-ci s'exerce devant la cour d'appel.

1 | Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 7 | **Mesures de sûreté** : Le procureur de la République peut estimer nécessaire de soumettre le prévenu à une mesure de *contrôle judiciaire* ou le placer en *détention provisoire* au moyen d'un *mandat de dépôt* jusqu'à sa comparution devant le tribunal. Pour ce faire il le traduit immédiatement devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, en cas de réquisitions aux fins de contrôle judiciaire, et devant le juge des libertés et de la détention, en cas de réquisitions ou de détention provisoire (art. 394 et 396 du Code de procédure pénale).

2 | **Contrôle judiciaire** : le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

5 | **Mandat de dépôt** : cf. chapitre "Activité des juges d'instruction - Détention provisoire".

12, 28 | **Relaxe** : Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé**.

13 à 16 | **Mode de jugement** : cf. glossaire

16, 21, 26 | **L'ordonnance pénale**. Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

17 à 21 | **Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants.

22 à 26 | **Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

23 | La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

24 | La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

25 | Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

26 | L'ordonnance pénale doit être notifiée au condamné.

27, 28 | L'article 121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice : Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux correctionnels	181	181	181	181	181
◆	Mesures de sûreté prononcées					
2	Contrôles judiciaires prononcés	6 053	6 729	8 381	10 468	11 885
3	Comparution immédiate	4 986	5 758	7 055	8 838	9 905
4	Autres procédures	1 067	971	1 326	1 630	1 980
5	Mandats de dépôt prononcés	19 974	20 242	19 676	18 986	18 016
6	Comparution immédiate	18 234	19 308	19 212	18 364	17 317
7	Autres procédures	1 740	934	464	622	699
◆	Décisions prononcées					
8	Jugements portant condamnations ou relaxes	396 699	389 209	381 478	366 064	359 185
9	Ordonnances pénales	41 823	87 872	118 673	121 485	126 667
10	Ordonnances d'homologation de CRPC	1 745	21 031	36 137	47 799	55 092
◆	Personnes jugées (personnes physiques)	517 639	576 446	598 030	584 699	555 818
11	Condamnations	496 906	554 765	575 202	561 685	532 161
12	Relaxes	20 733	21 681	22 828	23 014	23 657
◆	Condamnations inscrites au casier Judiciaire	419 118	471 877	503 411	508 166	499 179
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	291 505	302 347	305 182	308 980	310 204
14	Contradictoire à signifier	68 153	67 781	66 357	62 154	58 968
15	Défaut, itératif défaut	23 399	24 663	25 768	26 380	25 028
16	Ordonnance pénale	36 061	77 086	106 104	110 652	104 979
	Durée de la procédure					
17	<i>Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)</i>	10,0	10,3	10,6	11,0	11,4
18	Contradictoire	10,2	10,8	11,0	11,5	12,0
19	Contradictoire à signifier	7,6	8,5	9,4	10,2	10,8
20	Défaut, itératif défaut	23,2	23,7	23,7	24,5	24,7
21	Ordonnance pénale	4,6	5,9	7,0	6,7	6,4
	Mode de signification des condamnations					
22	Nombre total de significations	127 613	169 530	198 229	199 186	188 975
23	À personne, officier de police judiciaire	22 440	21 970	21 852	20 233	23 282
24	À domicile, mairie	32 102	33 226	34 075	33 234	27 216
25	À parquet, étranger, affichage	37 007	37 239	36 189	35 013	33 072
26	Ordonnance pénale	36 064	77 095	106 113	110 706	105 405
◆	Personnes jugées (personnes morales)					
27	Condamnations	794	1 046	1 274	1 835	1 868
28	Relaxes	308	403	445	621	611

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de deux sources : les tableaux de bord des tribunaux pour enfants et l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Magistrat professionnel spécialisé du tribunal de grande instance, **le juge des enfants** est à la fois juge d'instruction et juge de jugement, mais il n'est pas compétent en matière criminelle. Il instruit les affaires de mineurs, et décide éventuellement de juger seul, en audience de Cabinet, les mineurs poursuivis pour des infractions qui ne dépassent pas une certaine importance. Il peut également décider de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants.

Le tribunal pour enfants est une juridiction composée d'un juge des enfants, président, et de deux assesseurs non professionnels. Le tribunal pour enfants est compétent pour juger les délits et les contraventions de 5^e classe. Il est le seul à pouvoir décider d'un placement ou prononcer une condamnation pénale. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans.

Le Ministère public est représenté par un magistrat du parquet, parfois spécialisé dans les affaires de mineurs.

1 | Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 6 | Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, investigation et orientation éducative [IOE]). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.

7 à 9 | Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. À partir de 2003, amélioration du recueil de données.

10 à 12 | Le nombre de condamnations prononcées et inscrites au Casier judiciaire est inférieur au nombre de jugements rendus. Certaines condamnations concernent des mineurs au moment des faits, devenus majeurs à la date de la condamnation. Dans ce cas, la condamnation n'est pas toujours transmise au Casier judiciaire.

13 à 15 | **Mode de jugement** : cf. glossaire.

16 à 19 | **Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants..

20 à 23 | **Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national, Tableaux de bord mineurs

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux pour enfants	149	150	151	156	156
◆	Mesures présentencielles prononcées					
2	Toutes mesures présentencielles	27 139	30 228	30 654	33 201	34 060
3	Détention provisoire	938	1 128	948	1 040	1 042
4	Contrôle judiciaire	3 225	3 658	3 605	4 277	4 449
5	Liberté surveillée, placement, réparation	15 358	17 688	18 367	20 162	20 580
6	Enquêtes sociales, IOE, expertises	7 618	7 754	7 734	7 722	7 989
◆	Mineurs jugés (condamnations et relaxes)					
7	Tous mineurs jugés	75 168	73 977	75 331	77 698	76 778
8	En audience de tribunal pour enfants	34 093	34 199	34 471	35 732	36 392
9	En chambre du conseil (audience de cabinet)	41 075	39 778	40 860	41 966	40 386
◆	Condamnations prononcées et inscrites au Casier Judiciaire					
10	Nombre total de condamnations	43 854	54 220	56 262	58 005	57 824
11	Prononcées par les tribunaux pour enfants	22 794	28 030	29 142	31 921	31 660
12	Prononcées par les juges des enfants	21 060	26 190	27 120	26 084	26 164
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	38 842	48 340	50 534	50 657	51 922
14	Contradictoire à signifier	2 409	2 941	2 871	3 152	3 097
15	Défaut, itératif défaut	2 603	2 939	2 857	2 854	2 805
16	Durée de la procédure (en mois)	13,8	15,0	15,3	16,3	16,6
	<i>Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)</i>					
17	Contradictoire	13,7	14,8	15,1	15,9	16,1
18	Contradictoire à signifier	12,4	14,9	15,8	17,9	18,7
19	Défaut, itératif défaut	16,8	19,1	19,8	21,4	22,5
	Mode de signification des condamnations					
20	Tous modes de significations	5 012	5 880	5 728	6 006	5 902
21	À personne	910	1 207	1 208	1 235	1 472
22	À domicile, mairie	1 927	2 490	2 497	2 814	2 464
23	À parquet, étranger, affichage	2 175	2 183	2 023	1 957	1 966

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux de police : les cadres du Parquet, qui renseignent sur le nombre de contraventions que les tribunaux de police ont à traiter chaque année selon leur niveau d'importance (quatre premières classes et 5e classe) et le nombre de relaxes prononcées par les juges ; le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations pour contraventions de 5^e classe, leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal de police réprime les contraventions. Il statue à juge unique, qui est toujours un magistrat professionnel et en principe un juge du tribunal d'instance. Il existe au moins un tribunal de police par arrondissement.

Le rôle du Ministère public est en principe tenu par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal d'instance, sauf pour les affaires où le procureur de la République du tribunal de grande instance (ou l'un de ses substituts) juge utile de siéger, ou encore pour les contraventions de 5^e classe où il doit siéger obligatoirement.

La procédure ordinaire devant le tribunal de police est presque identique à celle suivie devant le tribunal correctionnel, à quelques particularités près qui tiennent à la moindre gravité des infractions jugées.

Le volume très important des contraventions de 1^{re} à 4^e classe (à cause notamment des infractions de stationnement de véhicule) a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées, comme l'amende forfaitaire majorée, et l'ordonnance pénale (cf. définition 6 ci-dessous).

- 1 Non compris les six tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 2 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police [cf. définition page 134].
- 3, 7, 8 Les rubriques 3 et (7+8) ne peuvent être comparées directement. Dans la rubrique 3, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 7 et 8 comptabilisent des décisions rendues en 1^{re} instance, qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction).
- 4, 9, 10 Les rubriques 4 et (9+10) sont difficilement comparables. Dans la rubrique 4, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 9 et 10 comptabilisent des décisions rendues en 1^{re} instance qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction). De plus, les données de la rubrique 9 sont extraites du Casier judiciaire qui a été exploité selon la méthode suivante (analogue à celle utilisée dans le reste de l'annuaire) : seules sont comptabilisées dans cette rubrique les condamnations pour lesquelles l'infraction principale est une contravention de 5^e classe. Cette méthode de comptabilisation sous-estime évidemment le nombre total de condamnations pour contraventions de 5^e classe, en n'incluant pas notamment, celles dont l'infraction principale est un délit.
- 6 Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
- 8 et 10 **Relaxe** : si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors relaxé.
- 11 à 14 **Mode de jugement** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux de police	454	454	454	454	454
	◆ Affaires traitées					
2	Nombre total d'affaires traitées	201 111	106 030	74 831	74 541	67 422
3	Contraventions de 1 ^{re} à 4 ^e classe	74 707	26 907	1 991	3 469	2 743
4	Contraventions de 5 ^e classe	126 404	79 123	72 840	71 072	64 679
	Mode de jugement					
5	Jugements	61 418	43 533	39 296	38 606	36 360
6	Ordonnances pénales	139 693	62 497	35 535	35 935	31 062
	◆ Personnes jugées					
	Contraventions de 1^{re} à 4^e classe					
7	Condammations	72 554	25 157	1 920	2 890	2 510
8	Relaxes	2 065	1 108	335	258	344
	Contraventions de 5^e classe					
9	Condammations inscrites au Casier Judiciaire	102 518	60 473	42 383	47 760	49 883
10	Relaxes	2 984	3 163	3 841	3 253	3 587
	Mode de jugement des condamnations					
11	Contradictoire	29 388	20 948	15 939	17 291	18 766
12	Contradictoire à signifier	9 370	5 838	3 652	5 016	5 123
13	Défaut, itératif défaut	7 818	4 491	2 417	2 799	2 858
14	Ordonnance pénale	55 942	29 196	20 375	22 654	23 136
15	Durée de la procédure (en mois)	10,3	11,1	10,3	10,3	10,4
	<i>Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)</i>					
16	Contradictoire	10,5	11,1	10,1	9,8	9,6
17	Contradictoire à signifier	10,1	11,4	10,5	10,2	10,1
18	Défaut, itératif défaut	13,5	15,4	14,7	15,0	14,8
19	Ordonnance pénale	9,8	10,3	9,8	10,2	10,0
	Mode de signification des condamnations					
20	Tous modes de significations	73 130	39 525	26 444	30 469	31 117
21	À personne	4 177	2 511	1 613	1 884	2 225
22	À domicile, mairie	6 985	4 036	2 334	3 094	2 894
23	À parquet, étranger, affichage	5 996	3 764	2 083	2 833	2 856
24	Ordonnance pénale notifiée	55 972	29 214	20 414	22 658	23 142

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues des cadres du parquet pour les juridictions de proximité et de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire pour les tribunaux aux armées.

Code | Définitions et méthode

La **juridiction de proximité** a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des articles 521 à 549.

- 1 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police. À partir de 2006 elle n'est compétente que pour les contraventions de 1^{re} à 4^e catégories

Il existe actuellement deux **tribunaux aux armées** : celui de Landau (Allemagne), pour les forces françaises stationnées en Allemagne, et celui de Paris, qui instruit et juge les infractions commises dans un territoire étranger sur lequel stationnent ou opèrent des forces françaises, lorsque des accords internationaux attribuent expressément aux juridictions françaises la connaissance des infractions commises sur ce territoire.

Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs, tous magistrats du siège appartenant au corps judiciaire. Toutefois, pour le jugement des crimes, le nombre d'assesseurs est porté à six.

Les crimes et délits en matière militaire sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun. Un tribunal de grande instance est compétent dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le même ressort, une cour d'assises est compétente pour les crimes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national
Cadres du parquet

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Affaires traitées					
1	Nombre total d'affaires traitées	366 841	319 547	307 295	360 523	390 012
2	Contraventions de 1 ^{re} à 4 ^e classe	343 456	307 769	307 295	360 523	390 012
3	Contraventions de 5 ^e classe	23 385	11 778	-	-	-
	Mode de jugement					
4	Jugements	123 226	113 000	100 179	103 638	113 535
5	Ordonnances pénales	243 615	206 547	207 116	256 885	276 477
◆	Personnes jugées					
	Contraventions de 1^{re} à 4^e classe					
6	Condammations	332 397	294 399	294 119	341 626	365 839
7	Relaxes	10 222	11 403	14 072	11 484	16 813
	Contraventions de 5^e classe					
8	Condammations	21 861	10 899	-	-	-
9	Relaxes	1 419	706	-	-	-

Tribunaux aux armées

Code		2004	2005	2006	2007	2008
10	Nombre de tribunaux aux armées	2	2	2	2	2
◆	Condammations prononcées et inscrites au casier Judiciaire					
11	Nombre total de condamnations	97	117	225	179	182
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	70	79	157	129	133
13	Contradictoire à signifier	22	27	50	34	36
14	Défaut, itératif défaut	5	11	18	16	13
15	Durée de la procédure (en mois) <i>Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)</i>	22,6	25,2	21,9	21,2	17,2
16	Contradictoire	23,7	27,4	23,8	19,2	17,1
17	Contradictoire à signifier	19,4	20,1	16,6	15,1	17,1
18	Défaut, itératif défaut	20,1	22,6	19,9	50,5	18,9
	Mode de signification					
19	Nombre total de significations	27	38	68	50	49
20	À personne	21	29	50	38	36
21	À parquet, étranger, affichage	6	9	18	12	13

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'appel : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur l'activité de la chambre de l'instruction et le nombre d'arrêts rendus et de relaxes prononcées chaque année par la chambre des appels correctionnels ; le Casier judiciaire d'autre part, qui donne le nombre de condamnations prononcées selon leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement), peuvent être attaqués devant la **cour d'appel**. Le Ministère public et toutes les parties ont dix jours francs à partir du prononcé du jugement en première instance pour interjeter appel. Toutefois le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode.

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond.

L'appel est jugé par la chambre des appels correctionnels, formation de la cour d'appel, composée d'un président de Chambre et de deux conseillers. Les fonctions du Ministère public y sont exercées par un membre du Parquet général.

L'arrêt rendu peut être un arrêt d'irrecevabilité, si l'appel est tardif ou irrégulièrement formé ; dans le cas contraire l'arrêt pourra être confirmatif (il maintient le jugement de première instance), ou infirmatif (il modifie tout ou partie du jugement de première instance).

Les arrêts rendus par les cours d'appel en matière répressive peuvent être frappés d'un pourvoi en cassation.

La **chambre de l'instruction** est la juridiction d'instruction du second degré. Il en existe au moins une près de chaque cour d'appel. Elle statue sur tous les appels des décisions prises dans le cadre des procédures de l'instruction.

- 1 | Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 3 | En application des nouvelles dispositions de l'art. 181 du CPP, depuis le 1^{er} janvier 2001 il appartient aux juges d'instruction de renvoyer devant la cour d'assises les personnes accusées de crime.
- 23, 24 | La chambre de l'application des peines est l'organe de deuxième degré de juridiction mis en place par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la délinquance. Elle statue sur les décisions du juge de l'application des peines et du tribunal de l'application des peines.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33

Chambre de l'instruction

◆	Décisions prononcées					
2	Nombre d'arrêts et ordonnances rendus	41 236	39 513	40 837	39 820	35 679
3	Arrêts statuant sur la mise en accusation	460	498	423	401	393
4	Arrêts statuant sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire	23 858	20 225	17 477	16 009	16 530
5	Arrêts statuant sur des décisions juridictionnelles rendues par des juges d'instruction frappées d'appel ou sur évocation	4 684	7 691	9 767	8 538	7 344
6	Autres décisions	12 234	11 099	13 170	14 872	11 412

Chambre des appels correctionnels

◆	Décisions prononcées					
7	Nombre d'arrêts et d'ordonnances rendus	51 409	51 557	48 873	48 047	52 337
◆	Personnes jugées					
8	Condamnations	35 516	36 381	33 680	32 700	33 750
9	Relaxes	3 209	3 499	3 270	3 269	3 235
◆	Condamnations inscrites au Casier Judiciaire					
10	Majeurs	26 997	27 506	26 564	26 353	26 808
11	Mineurs	567	467	439	505	516
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	20 866	20 924	19 632	19 288	19 885
13	Contradictoire à signifier	3 304	4 471	5 881	6 490	6 373
14	Défaut, itératif défaut	3 394	2 578	1 490	1 080	1 066
	Durée de la procédure (en mois)					
15	<i>Délai moyen entre infraction et arrêt (tous modes de jugements)</i>	30,6	31,3	31,0	31,9	31,7
16	Contradictoire	31,7	32,6	32,4	33,4	32,7
17	Contradictoire à signifier	25,7	25,2	25,8	27,5	28,4
18	Défaut, itératif défaut	28,6	30,8	33,6	31,3	31,8
	Mode de signification					
19	Nombre total de significations	6 698	7 049	7 371	7 570	7 439
20	À personne	2 041	2 369	2 429	2 396	2 856
21	À domicile, mairie	2 204	2 403	2 807	3 065	2 606
22	À parquet, étranger, affichage	2 453	2 277	2 135	2 109	1 977

Chambre de l'application des peines

◆	Décisions prononcées					
23	Nombre d'arrêts et d'ordonnances	-	-	5 674	5 995	7 405
24	Nombre d'ordonnances du Président de la chambre	-	-	5 283	6 515	7 919

Code Définitions et méthode

La **Cour de cassation** contrôle la légalité de la décision, en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits, mais fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit.

Les arrêts de la chambre d'accusation, comme les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle ou de police, peuvent être annulés en cas de violation de la loi, sur pourvoi en cassation formé par le Ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief (art. 567 du Code de procédure pénale). Le recours est porté devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le pourvoi en cassation est irrecevable si les voies de recours ordinaires n'ont pas été utilisées autant qu'il était possible pour les décisions susceptibles d'appel ou d'opposition.

Le Ministère public et toutes les parties ont cinq jours francs après celui où la décision attaquée a été prononcée, pour se pourvoir en cassation. Toutefois le délai de pourvoi ne court qu'à compter de la signification de l'arrêt, quel qu'en soit le mode.

La procédure est très simple. La chambre criminelle statue sur le rapport d'un conseiller, après avoir entendu le Ministère public et les avocats des parties, puis elle prononce son arrêt.

- 4 Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation rend un **arrêt de cassation**, par lequel elle annule la décision prononcée en violation de la loi. Le procès et les parties sont renvoyés devant une juridiction de même ordre et même degré que celle qui a rendu la décision annulée.
- 5 Lorsque le pourvoi est recevable, mais que la Cour de cassation le juge mal fondé, elle rend un **arrêt de rejet**.
- 6 La Cour de cassation, avant de statuer au fond, recherche si le pourvoi a été régulièrement formé. Si elle estime que les conditions légales ne sont pas remplies, elle rend suivant les cas, un **arrêt d'irrecevabilité** ou un **arrêt de déchéance**.
- 7 La chambre criminelle de la Cour de cassation peut dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice. Depuis le 1^{er} janvier 2001, en cas d'appel d'une décision de cour d'assises, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de désigner la nouvelle cour d'assises qui procédera au réexamen de l'affaire (art. 380-1 du CPP).
- 8 **Les ordonnances ou arrêts de désistement** sont rendus lorsqu'une des parties ayant formé le pourvoi en cassation se désiste.
- 9 **Non admission** : cf. glossaire
- 10 La Cour de cassation rend un arrêt de **non lieu à statuer** si le pourvoi est devenu sans objet.

12 à 19 Commission de révision des condamnations pénales

Instituée par la loi du 23 juin 1989 cette commission composée de 5 magistrats de la cour de cassation reçoit et instruit toutes les demandes en révision. La loi prévoit qu'il suffit d'un fait nouveau ou d'un élément inconnu de la juridiction au jour du procès "de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné".

- 17 La commission après avoir procédé à toutes les investigations, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant comme cour de révision, des demandes qui lui paraissent pouvoir être admises.
- 18 La cour de révision rejette la demande si elle l'estime mal fondée. Si au contraire elle estime la demande fondée, elle annule la condamnation et renvoie les accusés ou prévenus devant une autre juridiction de même ordre et de même degré que celle dont émane la décision annulée. S'il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats, elle statue elle-même au fond.
- 23 Le taux d'indemnisation s'obtient en rapportant le nombre d'affaires indemnisées au nombre d'affaires jugées.

27 à 32 Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire

La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 prévoit l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire dans une procédure terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement. Cette indemnité est allouée par décision d'une commission qui statue souverainement.

La loi du 15 juin 2000 prévoit la notification systématique du droit à demander réparation aux personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquiescement, et élargit les conditions d'indemnisation (art. 149 CPP). Elle transfère ces contentieux aux premiers présidents des cours d'appel (lignes 20 à 26), la commission nationale près la Cour de cassation devenant une instance d'appel (lignes 27 à 32).

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Affaires nouvelles					
1	Nombre total d'affaires nouvelles	7 823	7 765	9 205	7 962	8 348
◆	Affaires terminées					
2	Nombre total d'affaires terminées	8 129	7 826	9 047	8 468	8 149
3	<i>Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)</i>	4,3	4,0	4,0	4,5	3,9
4	Cassation	419	413	488	513	480
5	Rejet de la demande	2 158	1 954	1 809	1 747	1 557
6	Irrecevabilité	216	161	151	156	131
7	Désignation de juridiction	670	619	682	609	575
8	Désistement	476	383	563	557	540
9	Non admission	4 045	4 120	5 195	4 738	4 726
10	Autres décisions	145	176	159	148	140
◆	Affaires en cours					
11	Affaires en cours au 31 décembre de l'année	2 729	2 707	2 903	2 445	2 654

Révision des condamnations pénales

12	Nombre de requêtes reçues par la commission de révision	146	167	188	156	143
13	Nombre de décisions rendues	132	154	181	166	139
14	Irrecevabilité	98	110	136	121	110
15	Rejets	30	36	40	42	27
16	Désistement et autres	4	8	5	3	2
17	Saisine de la cour de révision	2	3	8	2	4
18	dont annulation de la décision	0	2	3	2	nd
19	Nombre d'affaires en cours	103	116	123	113	97

Indemnisation en matière de détention provisoire

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Activité des Premiers présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires					
20	Nombre de requêtes reçues	500	644	640	639	598
21	Nombre de décisions rendues	447	484	644	665	661
22	- Affaires indemnisées	407	431	547	562	575
23	<i>Taux d'indemnisation</i>	91	89	85	85	87
24	Montants versés (en Mo Euros)	5,48	6,32	8,20	10,02	10,82
25	- Rejets, irrecevabilités et autres	40	53	97	103	86
26	Nombres d'affaires restant à juger	398	556	615	585	510
◆	Commission nationale de réparation des détentions provisoires					
27	Nombre de recours enregistrés	59	82	86	102	75
28	Nombre de décisions rendues	63	84	95	91	82
29	- Rejet	12	26	24	26	30
30	- Réformation totale ou partielle	42	51	60	63	36
31	- Autres	9	7	11	2	16
32	<i>Délai moyen de traitement (en mois)</i>	7,0	7,7	6,6	nd	nd

Sources :

Trois sources ont été utilisées pour décrire l'action en faveur des victimes :

Les cadres du parquet pour l'activité des CIVI, le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions pour l'activité qui le concerne et les états statistiques récapitulatifs de l'activité des associations pour l'aide aux victimes.

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. Dans le cadre de l'aide aux victimes les associations interviennent à la demande des personnes elles-mêmes et en toutes matières (civil et pénal).

Code | Définitions et méthode

- 1 Lorsque les victimes d'infractions ne peuvent être indemnisées à un autre titre, les articles 706-3 et suivants du CPP instituent en leur faveur un mode de réparation des dommages résultant d'atteintes à la personne. Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages-intérêts, mais est un secours apporté par l'État. Le montant de l'indemnité est fixé par la **Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)**, instituée dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile.

15 à 31 | Répartition des victimes suivies de 2004 à 2006. À partir de 2007, répartition de toutes les victimes reçues par les associations.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations d'aide aux victimes

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de demandes déposées auprès des Commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)	17 928	18 315	18 761	18 271	18 840
2	Montants accordés par les CIVI (en Mo €)	249,60	200,77	299,94	227,66	237,83

Associations d'aide aux victimes *

3	Nombre d'associations	162	161	160	168	169
◆ Personnes travaillant dans les associations						
4	Nombre total de personnes	1 355	1 352	1 855	1 999	1 846
5	Salariés	832	889	1 181	1 331	1 235
6	Bénévoles	523	463	674	668	611
7	Total des personnes reçues pour la première fois au cours de l'année	253 174	265 960	270 609	259 345	267 983
Principales origines de la saisine						
8	Police, gendarmerie	51 402	59 660	63 006	65 743	67 281
9	Palais de justice, procureur de la République	47 771	51 896	48 276	30 501	36 206
10	Médias et relations personnelles	47 964	51 617	48 236	47 447	48 816
11	Mairie, service social	32 577	32 750	30 494	26 809	31 749
◆ Activité des associations						
12	Nombre total de faits à l'origine de la sollicitation	253 174	265 960	270 609	260 571	273 159
Domaine des faits						
13	Civil	83 737	81 513	84 475	75 403	80 854
14	Pénal	169 437	184 447	186 134	185 168	192 305
◆ Suivi des victimes dans le domaine pénal						
15	Ensemble des victimes aidées pour la première fois	93 989	100 250	101 364	185 168	192 305
Nature de l'infraction subie						
16	Atteintes aux personnes	55 943	59 231	62 152	114 044	119 256
17	dont : coups et blessures volontaires	24 926	27 240	31 638	59 579	66 755
18	viols et agressions sexuelles	12 008	11 657	11 510	16 584	15 511
19	menaces et injures	5 618	5 897	5 547	14 598	17 239
20	Atteintes aux biens	24 226	26 360	24 823	48 512	49 834
21	dont : vols simples ou aggravés	10 356	10 522	9 896	22 431	22 620
22	destructions et dégradations	5 438	7 012	6 407	11 529	12 571
23	abus de confiance, escroquerie	5 583	5 816	5 581	11 536	11 564
24	Accidents de la circulation	10 962	10 961	10 787	16 862	16 060
25	Autres infractions	2 858	3 698	3 602	5 750	7 155
26 Ancienneté des faits						
27	Moins de 1 mois	36 133	38 914	42 996	81 499	84 959
28	De 1 à 3 mois	18 302	18 111	18 994	33 795	32 109
29	De 3 mois à 1 an	19 288	20 061	19 212	34 182	34 613
30	Plus de 1 an	20 266	23 164	20 162	35 692	33 398
31	Non déclarée	0	0	0	0	7 226

* Le questionnaire de l'activité des associations d'aide aux victimes a été largement remanié en 2007, ce qui limite considérablement les comparaisons par rapport aux années précédentes (différence de champ et de compréhension des associations).

Condamnations inscrites au Casier judiciaire national

Source

Les statistiques présentées dans ce chapitre sont relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe. Elles sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations figurant dans le Casier judiciaire national. Seul le Casier judiciaire permet à ce jour de connaître précisément le contenu infractionnel des condamnations prononcées par les juges, le type de procédure, la nature, la durée ou le montant des peines, ainsi que les caractéristiques d'âge, de sexe et de nationalité des personnes condamnées.

Les acquittements et les relaxes ne sont pas portés au Casier judiciaire, ainsi que les contraventions des quatre premières classes sauf lorsqu'elles ont été sanctionnées d'une mesure d'interdiction de déchéance ou d'incapacité.

En raison des délais de signification, d'appel et de transmission par les juridictions au Casier judiciaire national, les statistiques des condamnations prononcées en 2008 sont des données provisoires, estimées au bout de 19 mois de collecte. Les statistiques définitives sur les condamnations de 2008 seront présentées dans la prochaine édition de l'Annuaire Statistique de la Justice, à côté des statistiques provisoires sur les condamnations de 2009.

Champ et méthode

Conformément à l'article R 66 du Code de procédure pénale, le Casier judiciaire national reçoit les fiches afférentes aux décisions définitives et rendues contradictoirement. En cas de décisions par défaut non signifiées à personne et non suivies d'opposition, la fiche est inscrite au casier, bien que l'opposition reste recevable (en vertu de l'article 492 du Code de procédure pénale) jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

L'unité de compte de base est la décision rendue à l'encontre d'une personne par une autorité judiciaire. Cette décision peut être motivée par une ou plusieurs infractions, et comporter une ou plusieurs peines et mesures. Cette unité ne doit pas être confondue avec "l'affaire", dans laquelle peuvent être impliquées plusieurs personnes, et qui peut se terminer par plusieurs mesures (ou peines) par personne.

L'approche statistique doit retenir des conventions pour traiter les condamnations qui concernent des infractions (ou des peines) multiples.

La pluralité d'infractions, ou "concours d'infractions", implique qu'une même condamnation sanctionne plusieurs faits distincts, qui ne peuvent pas alors être rassemblés dans une qualification unique.

Pour sanctionner ce type d'association d'infractions, le droit a édicté le principe du non-cumul des peines (art. 132-3 du CP) : sauf pour quelques rares exceptions, en cas de pluralité d'infractions (crimes et délits uniquement), le juge ne peut infliger des peines distinctes pour chacune des infractions faisant l'objet d'une même poursuite. Une seule peine est prononcée, dans la limite du maximum légal le plus élevé ; elle est "réputée commune" à toutes les infractions en concours. Seules les peines d'amendes afférentes aux contraventions peuvent s'additionner entre elles et avec celles encourues pour les délits éventuellement poursuivis en concours.

La règle du non-cumul s'applique aux peines principales et complémentaires ; elle exclut les amendes fiscales et les peines complémentaires.

Selon la règle du non-cumul, si une condamnation s'applique par exemple à trois infractions et comporte trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une des trois à chaque infraction.

La prise en compte de l'ensemble de ce qui constitue une condamnation soulève donc quelques difficultés d'analyse. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts "d'infraction principale" et de "peine principale" :

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Définitions

Nature de l'infraction

Le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.

Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine

Le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Mais le juge dispose en fait d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Les peines privatives de liberté :

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale.

À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires.

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révoquant en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : La loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

L'amende : C'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5^e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : Lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures (art. 131-8 du CP).

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : Les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquant ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

La sanction éducative : créée par la loi d'orientation et de programmation du 9 septembre 2002, elle constitue une réponse intermédiaire entre la mesure éducative et la peine, notamment à l'égard des mineurs de 10 à 13 ans qui, jusqu'à la programmation de cette loi, ne pouvaient faire l'objet que de mesures éducatives.

Elle est insérée dans l'ordonnance du 2 février 1945 par modification de l'article 2 et la rédaction d'un nouvel article (15-1). Ce dernier mentionne six types de sanctions parmi lesquels le stage de formation civique ainsi que la mesure d'aide ou de réparation.

Les peines complémentaires : Certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Comparabilité des séries d'une année sur l'autre

Au cours du temps, des modifications législatives transforment le champ d'intervention des juridictions pénales.

■ Ainsi le bilan des condamnations inscrites de 1984 à 1993 indique une diminution de l'ordre de 20% de l'activité pénale des juridictions, mais cette baisse ne doit pas être considérée comme un indicateur pertinent de l'évolution de l'ensemble de l'activité judiciaire pénale. Elle résulte en effet de la dépénalisation de certaines infractions, qui a pour conséquence de transférer la sanction des juridictions vers d'autres organismes, comme la Banque de France pour les chèques, et la RATP pour les filouteries de transport.

En 1986, le défaut d'assurance est décorrectionnalisé et devient une contravention de 5^e classe. Le défaut de carte grise est dépénalisé.

■ La loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) fixe des dispositions nouvelles en matière d'inscription (ou de maintien) au casier judiciaire des condamnations de mineurs. Cette loi a été mise en application avec le nouveau Code pénal au 1^{er} janvier 1994 et a pour conséquence une importante baisse mécanique de ces inscriptions, qui affecte un peu la comparaison de l'année 1993 aux précédentes pour l'ensemble des condamnations (environ -1,5%). Son effet global est plus sensible en 1994, avec une diminution de 3,5% par rapport à 1993.

■ **L'entrée en vigueur du nouveau Code pénal** produit des effets mécaniques directs (par exemple la suppression de la peine d'emprisonnement pour les contraventions), dont l'impact est difficile à apprécier précisément, ne serait-ce que parce que s'y ajoutent des effets indirects, comme celui de l'ouverture de l'éventail des peines. On peut d'ores et déjà mettre en garde contre une comparaison immédiate de l'année 1994 aux précédentes en ce qui concerne les caractéristiques suivantes des condamnations :

Nature de l'infraction : le Code pénal a pris en compte de nouvelles infractions comme la "mise en danger d'autrui", le "harcèlement sexuel", "l'agression téléphonique" et les "agressions sonores".

Il a requalifié certaines infractions, comme les "destructions ou détériorations d'un bien d'autrui", désormais distinguées selon la gravité de la détérioration, les "vols avec violence" qualifiés différemment selon qu'ils ont ou non entraîné une incapacité de travail.

Il a aggravé des infractions, comme certains "trafics de stupéfiants" ou "actes de torture et de barbarie", désormais qualifiés "crimes".

D'une manière générale, les nouvelles dispositions du Code insistent sur l'individualisation de la sanction pénale.

Ces dispositions donnent au juge des possibilités accrues pour prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, ou même à l'amende, comme les mesures privatives ou restrictives de droits (art.131-6 et 131-14).

L'emprisonnement en matière contraventionnelle est supprimé (art. 131-12), sauf dans quelques rares exceptions (e.g. contraventions douanières)

Le plafond de la peine d'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (cinq ans auparavant, art. 40 ancien Code pénal). Parallèlement, la peine minimum de réclusion criminelle à temps passe de cinq à dix ans, et la peine plafond à trente ans (vingt ans auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans, qui étaient majoritairement des peines de réclusion criminelle dans l'ancien Code pénal, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4).

■ Les amnisties présidentielles de 1995 et 2002 ont entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995 et 2002. Compte-tenu des délais de transmission (50% des condamnations sont inscrites au bout d'un an, 90% au bout de 19 mois), une partie des condamnations prononcées en 1994 et 2001 a également été touchée par la loi d'amnistie. Celles-ci sont arrivées au Casier judiciaire après la promulgation des dites lois, et n'ont donc pas été inscrites. Les données 1996 sont également touchées pour des faits commis avant la loi et sanctionnés en 1996.

Un chiffrage de l'impact des amnisties est difficile à réaliser. Tout au plus peut-on signaler que les conséquences en sont relativement plus fortes sur :

- a/ les mineurs : les admonestations et les remises à parent seront pour eux systématiquement amnistiées ;
- b/ la structure par nature de peine : les peines de substitution et les amendes sont plus touchées que les autres ;
- c/ la structure par durée de peines privatives de liberté et la durée moyenne d'emprisonnement ferme : l'amnistie touche surtout les durées courtes ;
- d/ le montant moyen des amendes qui est en forte augmentation du fait de l'amnistie ;
- e/ les natures d'infraction amnistiées par la loi : délits commis à l'occasion de conflits du travail, de conflits liés à l'enseignement, de conflits de caractère industriel, élections, liberté de presse, service national et les contraventions de cinquième classe.

■ Une nouvelle contravention relative à la sécurité routière a été créée à compter de 2001: l'excès de vitesse d'au moins 50 Km/h. La récidive est un délit.

■ Par ailleurs, le défaut d'assurance et la conduite sans permis deviennent des délits à partir de 2004.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crime prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 8** | **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions).
Les infractions criminelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 4** | **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie ...
- 6** | Sont compris dans **les atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.
- 8** | **Les autres crimes** recouvrent la forfaiture (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.
- 9 à 24** | **Nature de la peine** : cf. glossaire.
- La loi punit les crimes de peines de réclusion perpétuelle ou à temps (10 à 30 ans de privation de liberté).
La détention criminelle et le bannissement sont des peines politiques qui ne se rencontrent plus.
La tentative de crime est punie comme le crime consommé ; la complicité est également punissable en matière de crime.
Outre la considération des circonstances atténuantes, les juges disposent de la faculté discrétionnaire d'atténuer la peine encourue : la peine peut être réduite jusqu'à deux ans d'emprisonnement si le crime est passible d'une réclusion perpétuelle, et jusqu'à un an si le crime est passible d'emprisonnement à temps (art. 132-18 du CP).
Cependant, quand la juridiction inflige ainsi une peine à temps, elle peut y ajouter une amende (jusqu'à 15 000 Euros), la dégradation civique (de 5 à 10 ans), et l'interdiction de séjour (de 5 à 20 ans).
La nature de l'infraction ne change pas par l'atténuation de la peine : elle dépend de la peine que la loi prévoit, et non de celle que le juge applique.
- 10** | Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (1^{er} mars 1994), la peine minimum en matière de réclusion criminelle à temps est passée de cinq à dix ans et la peine plafond à 30 ans (20 auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans prononcées pour crime, qui étaient des peines de réclusion criminelle avant le 1^{er} mars 1994, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4 du CP).
- 12 à 18** | **Les durées des peines privatives de liberté** sont fournies globalement pour les réclusions et les emprisonnements. Il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.
- 27 à 34** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour crimes	3 283	3 434	3 325	3 273	3 345
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes à la personne	2 562	2 677	2 548	2 569	2 613
3	Homicides volontaires	491	497	491	557	535
4	Coups et violences volontaires	312	378	347	344	394
5	Viols	1 759	1 802	1 710	1 668	1 684
6	Atteintes aux biens	650	682	690	607	641
7	Infractions à la législation sur les stupéfiants	32	27	18	23	17
8	Autres crimes	39	48	69	74	74
◆	Nature de la peine					
9	Peines privatives de liberté	3 255	3 402	3 274	3 244	3 304
10	dont réclusion criminelle	1 198	1 289	1 291	1 234	1 283
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	2 890	3 042	2 865	2 877	2 950
12	moins d'un an	129	111	100	119	113
13	1 an à moins de 3 ans	288	275	251	300	316
14	3 ans à moins de 5 ans	246	240	238	230	225
15	5 ans à moins de 10 ans	957	1 048	917	902	911
16	10 ans à moins de 20 ans	1 092	1 183	1 132	1 093	1 125
17	20 ans et plus (sans perpétuité)	159	173	195	220	232
18	Perpétuité	19	12	32	13	28
19	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>104,7</i>	<i>108,6</i>	<i>110,8</i>	<i>110,0</i>	<i>111,9</i>
20	Assorties d'un sursis total	365	360	409	367	354
21	Sursis simple	152	134	177	175	149
22	Sursis avec mise à l'épreuve	213	225	228	191	205
23	Avec travail d'intérêt général	0	1	4	1	0
24	Autres décisions	28	32	51	29	41
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes	3 112	3 232	3 163	3 130	3 183
26	Femmes	171	202	162	143	162
	Âge des condamnés					
27	Moins de 16 ans	397	383	415	394	375
28	de 16 ans à moins de 18 ans	246	233	221	264	271
29	de 18 ans à moins de 20 ans	246	265	280	253	291
30	de 20 ans à moins de 25 ans	524	617	588	559	524
31	de 25 ans à moins de 30 ans	459	487	402	454	437
32	de 30 ans à moins de 40 ans	738	781	774	679	762
33	de 40 ans à moins de 60 ans	608	607	592	607	628
34	60 ans et plus	65	61	53	63	57
	Nationalité des condamnés					
35	Français	2 787	2 904	2 808	2 749	2 821
36	Étrangers	370	415	383	413	409
37	Union européenne	67	81	69	88	81
38	Portugal	22	25	27	27	4
39	Espagne	11	14	10	22	24
40	Italie	7	12	9	11	6
41	Autres	27	30	23	28	47
42	Europe hors UE	48	53	20	43	45
43	Turquie	10	16	12	24	24
44	Autres	38	37	8	19	21
45	Maghreb	146	137	153	138	148
46	Algérie	60	65	63	56	72
47	Maroc	68	49	67	64	62
48	Tunisie	18	23	23	18	14
49	Afrique francophone hors Maghreb	49	46	55	61	63
50	Afrique non francophone	5	6	12	9	11
51	Asie, Océanie	19	27	27	24	30
52	Amérique	36	65	47	50	31
53	Non déclarés	126	115	134	111	115

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour délit prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 34** | **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les infractions délictueuses présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 7** | **Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes, avec les homicides et blessures involontaires.
- 10** | **L'émission de chèques sans provision** a été dépénalisée à partir de 1992 ; elle relève désormais du ressort de la Banque de France.
- 16 à 22** | **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière et travail). On y trouve également les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme).
L'ITT mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction et sa qualification en délit ou contravention.
- 22** | **Les autres atteintes à la personne** concernent les atteintes à la vie privée, les violations de domiciles, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.
- 25** | **Les autres infractions à la santé publique** comprennent notamment les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses...
- 30** | **Les autres atteintes à la sûreté publique** comprennent notamment les infractions à la législation sur les télécommunications et sur les jeux de hasard, le vagabondage et la mendicité, les associations de malfaiteurs...
- 35 à 47** | **Nature de la peine** : cf. glossaire.
Les délits sont les infractions que la loi punit de peines correctionnelles.
Celles-ci sont : l'emprisonnement à temps, l'amende, les jours-amende, le travail d'intérêt général, les peines privatives ou restrictives de droits prévues à l'article 131-6 du CP, les peines complémentaires prévues par l'article 131-10 du CP, et l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille.
Le Nouveau Code pénal prévoit une peine d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites (récidive).
Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, le juge peut prononcer une peine pour une durée inférieure à celle encourue (art. 137-19 du CP). De plus le juge ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine (art. 132-19 du CP). Le juge peut également prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, telles que les jours-amende (art. 131-5 du CP), le travail d'intérêt général (art. 131-8 du CP), les peines privatives ou restrictives de droits (suspension du permis de conduire, annulation du permis de conduire, interdiction de conduire, confiscation ou interdiction d'une arme, retrait du permis de chasse, interdiction d'exercer une activité professionnelle - art. 131-6 du CP).
Pour les amendes, le montant est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction, ainsi que des ressources des prévenus, dans les limites fixées par la loi.
- 37 à 42** | **Durée des peines d'emprisonnement** : il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour délits	485 259	549 151	582 761	587 841	580 572
◆	Nature de l'infraction					
2	Atteintes aux biens	143 985	148 257	146 036	141 638	138 011
3	Vols - recels	112 324	113 869	110 361	105 857	102 303
4	Escroqueries - abus de confiance	14 189	15 171	15 157	15 809	16 016
5	Destructions - dégradations	17 472	19 217	20 518	19 972	19 692
6	Infractions à la circulation routière et aux transports	163 035	210 975	242 055	247 193	235 369
7	Circulation routière	159 802	206 956	238 618	243 205	231 715
8	Transports	3 233	4 019	3 437	3 988	3 654
9	Infractions à la législation économique et financière	15 332	17 118	16 835	16 378	16 363
10	Chèques	2 920	3 289	3 164	2 918	2 668
11	Travail et sécurité sociale	5 642	6 233	6 494	6 706	6 835
12	Fraudes et contrefaçons	1 399	1 574	1 308	1 305	1 267
13	Législation sur la concurrence, les prix	1 614	1 844	1 783	1 686	1 693
14	Législation sur les sociétés	1 395	1 602	1 422	1 392	1 565
15	Atteintes aux finances publiques	2 362	2 576	2 664	2 371	2 335
16	Atteintes à la personne	84 782	92 480	95 668	98 938	100 927
17	Coups et violences volontaires	46 143	50 627	54 849	58 892	61 129
18	Homicides involontaires	1 809	1 642	1 646	1 406	1 421
19	Blessures involontaires	9 518	10 980	10 698	10 244	10 114
20	Atteintes à la famille	5 805	6 218	6 023	5 915	5 562
21	Atteintes sexuelles	10 446	11 235	10 401	10 160	10 193
22	Autres atteintes à la personne	11 061	11 778	12 051	12 321	12 508
23	Atteintes à la santé	32 018	34 529	35 850	37 832	43 145
24	Infractions sur les stupéfiants	31 618	34 123	35 377	37 357	42 649
25	Autres infractions à la santé publique	400	406	473	475	496
26	Atteintes à la sûreté publique	13 012	12 404	12 437	11 930	11 593
27	Police des étrangers - nomades	6 129	5 668	5 767	5 312	4 835
28	Commerce et transport d'armes	5 080	4 798	4 802	4 568	4 808
29	Infractions militaires	938	928	764	1 002	936
30	Autres atteintes à la sûreté publique	865	1 010	1 104	1 048	1 014
31	Atteintes à l'ordre public général	8 033	7 980	8 064	8 071	8 349
32	Faux en écriture publique ou privée	4 574	4 660	4 738	4 558	4 716
33	Atteinte à l'environnement	3 459	3 320	3 326	3 513	3 633
34	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	25 062	25 408	25 816	25 861	26 815
◆	Nature de la peine					
35	Emprisonnement	308 617	315 724	314 897	318 790	317 154
36	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	110 400	117 259	118 280	123 492	121 865
37	Moins de 3 mois	33 680	36 356	39 115	41 393	37 685
38	3 mois à moins de 6 mois	33 837	36 785	36 899	37 665	35 552
39	6 mois à moins d'un an	23 003	24 008	23 331	23 929	24 695
40	1 an à moins de 3 ans	15 403	15 605	14 667	16 161	19 510
41	3 ans à moins de 5 ans	3 134	3 138	2 989	3 161	3 311
42	5 ans et plus	1 343	1 367	1 279	1 183	1 112
43	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>7,4</i>	<i>7,1</i>	<i>6,9</i>	<i>6,8</i>	<i>7,2</i>
44	Assorti d'un sursis total	198 217	198 465	196 617	195 298	195 289
45	Sursis simple	135 464	138 569	135 554	131 657	128 991
46	Sursis avec mise à l'épreuve	52 754	50 058	51 370	54 581	57 444
47	Avec travail d'intérêt général	9 999	9 838	9 693	9 060	8 854

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

1 à 16 | **Nature de la peine** : cf. glossaire.

3 | **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

19 à 26 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
◆	Nature de la peine (fin)					
1	Amende	102 480	143 205	170 715	174 676	168 952
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	93 801	133 463	159 221	163 491	157 470
3	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>729</i>	<i>813</i>	<i>542</i>	<i>706</i>	<i>684</i>
4	Assortie d'un sursis total	8 679	9 742	11 494	11 185	11 482
5	Peine de substitution	46 162	56 172	61 024	59 518	58 374
6	Suspension du permis de conduire	15 728	18 470	19 818	17 711	14 280
7	Interdiction du permis de conduire	2 104	1 995	1 976	2 046	1 960
8	Travail d'intérêt général	10 396	12 757	14 519	14 301	14 244
9	Jours-amende	14 956	18 526	19 971	20 292	21 954
10	Interdiction du territoire français	1 167	1 006	885	795	646
11	Interdiction d'émettre des chèques	31	27	32	25	18
12	Autres	1 780	3 391	3 823	4 348	5 272
13	Mesure éducative	21 726	26 727	27 923	26 532	27 038
14	dont admonestation	14 382	18 735	19 387	17 725	17 247
15	Sanction éducative	///	272	825	1 038	1 719
16	Dispense de peine	6 274	7 051	7 377	7 287	7 335
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
17	Hommes	439 628	497 060	527 983	532 316	525 269
18	Femmes	45 631	52 091	54 778	55 525	55 303
	Âge des condamnés					
19	Moins de 16 ans	22 133	23 297	24 043	24 065	24 810
20	De 16 ans à moins de 18 ans	20 793	29 577	30 972	31 435	31 767
21	De 18 ans à moins de 20 ans	52 441	56 398	58 982	56 697	56 236
22	De 20 ans à moins de 25 ans	103 940	116 345	122 626	121 526	118 902
23	De 25 ans à moins de 30 ans	67 262	75 981	82 255	85 424	85 556
24	De 30 ans à moins de 40 ans	106 697	119 502	124 945	126 463	123 124
25	De 40 ans à moins de 60 ans	101 912	116 260	126 273	128 962	126 430
26	60 ans et plus	10 081	11 791	12 665	13 269	13 747
	Nationalité des condamnés					
27	Français	403 169	449 342	470 368	471 714	469 296
28	Étrangers	65 323	72 613	73 489	73 128	68 567
29	Union Européenne	10 548	13 499	13 421	13 457	12 684
30	Portugal	4 272	4 854	5 085	5 102	5 028
31	Espagne	1 155	1 232	1 032	1 047	950
32	Italie	1 430	1 522	1 470	1 367	1 247
33	Autres	3 691	5 891	5 834	5 941	5 459
34	Europe hors UE	13 858	12 379	10 682	11 504	10 880
35	Turquie	3 440	4 224	4 666	4 877	4 657
36	Autres	10 418	8 155	6 016	6 627	6 223
37	Maghreb	24 270	26 407	26 549	26 024	24 325
38	Algérie	10 712	11 336	11 394	10 748	9 997
39	Maroc	9 872	10 812	10 778	10 714	10 114
40	Tunisie	3 686	4 259	4 377	4 562	4 214
41	Afrique francophone hors Maghreb	8 413	10 772	12 862	12 138	11 297
42	Afrique non francophone	2 261	2 474	2 598	2 549	2 321
43	Asie, Océanie	3 340	4 369	4 742	4 965	4 612
44	Amérique	2 633	2 713	2 635	2 491	2 448
45	Non déclarés	16 767	27 196	38 904	42 999	42 709

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour contravention de 5e classe prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 18** | **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
- Les infractions contraventionnelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 3, 6** | La baisse observée à partir de 2005 est due à la correctionnalisation du défaut d'assurance, de la conduite sans permis [ligne 3], et des blessures involontaires ITT < 3 mois [ligne 6].
- 5 à 9** | **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière ou travail). L'ITT mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction, et sa qualification délit ou contravention.
- 9** | Les autres atteintes à la personne comprennent notamment les infractions suivantes : diffamation et injures par correspondance, violation de sépulture, bigamie, abandon pécuniaire de la famille, atteintes au statut juridique de l'enfant, atteintes à l'éducation de l'enfant ...
- 13** | Ce poste regroupe principalement les infractions en matière de non-respect des règles relatives à l'information des consommateurs.
- 14** | Ce poste regroupe les infractions en matière d'entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.
- 16** | Ce poste comprend notamment les infractions en matière de détention d'appareil radio-électrique d'émission.
- 19 à 31** | **Nature de la peine** : cf. glossaire.
Les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police.
Les peines encourues sont l'amende et les peines privatives ou restrictives de droit prévues par l'article 131-14 du Code pénal.
Pour certaines infractions qui relèvent du Code des douanes, l'emprisonnement est encourue pour une contravention de 5^e classe (Art. 413 bis du Code des douanes).
Ces peines ne sont pas exclusives d'une ou plusieurs peines complémentaires prévues par les articles 131-16 et 131-17 du Code pénal.
Les contraventions sont divisées en cinq classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5^e classe, présentées ici, encourrent les peines les plus graves : une amende de 1 500 Euros au plus. En cas de récidive, une amende de 3 000 Euros au plus peut être prononcée.
La récidive en matière de police, et plus particulièrement en matière de contraventions de 5e classe, est effective si la personne a déjà été condamnée pour une contravention de 5^e classe (ni un crime, ni un délit) dans les 12 mois précédant la date de l'infraction.
- 24** | **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour contraventions de 5^e classe	107 762	65 425	46 445	51 689	53 748
◆	Nature de l'infraction					
2	Infractions à la circulation routière et aux transports	77 576	37 114	23 864	27 351	28 574
3	Circulation routière	64 086	22 130	11 993	14 633	15 538
4	Transports	13 490	14 984	11 871	12 718	13 036
5	Atteintes à la personne	15 568	13 059	10 655	11 774	12 857
6	Blessures involontaires	3 594	1 045	647	618	698
7	Coups et violences volontaires (avec ITT <= 8 jours)	11 652	11 731	9 732	10 876	11 914
8	Atteintes aux mœurs	1	0	0	0	0
9	Autres atteintes à la personne	321	283	276	280	245
10	Atteintes à l'environnement	3 951	4 323	3 491	3 635	3 460
11	Atteintes à la législation économique	5 116	5 581	3 946	3 573	3 185
12	Travail et sécurité sociale	930	930	715	563	508
13	Atteintes à l'ordre économique	4 186	4 651	3 231	3 010	2 677
14	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	8	6	12	8	27
15	Atteintes aux biens	5 093	4 946	4 139	4 989	5 195
16	Atteintes à la sûreté publique	441	390	330	350	445
17	Atteintes à la santé	8	5	6	7	3
18	Autres contraventions de 5^e classe	1	1	2	2	2
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement	0	0	0	0	0
20	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	0	0	0	0	0
21	Assorti d'un sursis total	0	0	0	0	0
22	Amende	102 398	61 576	43 336	48 417	50 325
23	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	99 748	58 716	40 941	45 562	47 205
24	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	384	379	373	385	381
25	Assortie d'un sursis total	2 650	2 860	2 395	2 855	3 120
26	Peine de substitution	3 510	2 108	1 645	1 840	1 883
27	dont suspension du permis de conduire	2 589	1 218	826	872	785
28	Mesure éducative	965	996	849	795	851
29	dont admonestation	691	782	612	560	582
30	Sanction éducative	///	10	17	24	34
31	Dispense de peine	889	735	598	613	655

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | **Définitions et méthode**

3 à 10 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	97 655	59 506	42 319	47 170	48 997
2	Femmes	10 107	5 919	4 126	4 519	4 751
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	677	581	529	521	549
4	De 16 ans à moins de 18 ans	683	883	705	703	776
5	De 18 ans à moins de 20 ans	9 068	3 823	2 445	2 996	3 302
6	De 20 ans à moins de 25 ans	23 229	10 511	6 796	8 153	8 676
7	De 25 ans à moins de 30 ans	16 010	8 188	5 732	6 395	6 824
8	De 30 ans à moins de 40 ans	26 003	16 842	11 714	12 831	12 942
9	De 40 ans à moins de 60 ans	28 580	21 856	16 388	17 714	18 205
10	60 ans et plus	3 512	2 741	2 136	2 376	2 474
	Nationalité des condamnés					
11	Français	74 975	45 268	31 957	33 598	35 917
12	Étrangers	14 582	10 496	7 445	7 535	7 677
13	Union Européenne	5 463	5 174	4 206	4 459	4 558
14	Portugal	1 057	847	698	729	732
15	Espagne	781	791	544	463	401
16	Italie	715	814	511	579	639
17	Autres	2 910	2 722	2 453	2 688	2 786
18	Europe hors UE	2 715	2 076	1 384	1 164	1 200
19	Turquie	1 175	664	475	455	446
20	Autres	1 540	1 412	909	709	754
21	Maghreb	3 642	1 919	1 098	1 152	1 168
22	Algérie	1 605	815	424	430	417
23	Maroc	1 457	791	463	542	544
24	Tunisie	580	313	211	180	207
25	Afrique francophone hors Maghreb	1 593	652	293	329	332
26	Afrique non francophone	242	134	66	63	54
27	Asie, Océanie	417	314	179	182	196
28	Amérique	510	227	219	186	169
29	Non déclarés	18 205	9 661	7 043	10 556	10 154

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe inscrites au Casier Judiciaire.

Pour mettre en relation l'infraction sanctionnée et la peine prononcée dans une condamnation, l'approche statistique oblige à ne considérer que l'infraction principale et la peine principale. Il est cependant possible de rendre compte de l'ensemble des peines prononcées dans une condamnation c'est à dire à la fois la peine principale et les autres peines qui l'accompagnent. C'est cet ensemble qui constitue la réponse de l'institution judiciaire à l'infraction commise.

Définitions et méthode

- 1 à 10 | Une même condamnation peut comporter plusieurs peines, même lorsqu'elle ne sanctionne qu'une seule infraction. C'est l'ensemble de ces peines qui est présenté ici selon qu'elles sont prononcées à titre principal (lignes 2 à 6) ou en accompagnement d'une autre peine appelée « peine associée » (lignes 7 à 10).
- 10 | Dans de rares cas, la règle du non cumul des peines souffre une exception et plusieurs peines d'emprisonnement peuvent être prononcées : évasion (art 434-31 du CP), usurpation de nom (art 434-23 du CP) et rébellion de détenu (art 433-9 du CP).
- 11 | Il s'agit de l'ensemble des peines d'amende prononcées à titre principal ou « associées » à une autre peine.
- 12 | Le montant global d'amende prononcé est exprimé en millions d'euros. Il s'agit des seules amendes fermes.
- 15 à 20 | Il s'agit de la répartition de l'ensemble des amendes prononcées (ligne 11) selon la nature de l'infraction sanctionnée.
- 21 à 24 | Il s'agit de la répartition des amendes associées selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.
- 25 à 35 | Les condamnations peuvent comporter des mesures qui ont pour objet l'interdiction, la déchéance, l'incapacité ou le retrait d'un droit, l'immobilisation ou la confiscation d'un objet, la fermeture d'un établissement et l'affichage de la décision (art 131-10 du CP, art 131-16 du CP). Ces mesures peuvent être prononcées à titre principal (art 131-11 et 131-18 du CP) ou à titre complémentaire.
- 36 à 39 | Il s'agit de la répartition des mesures complémentaires (ligne 8) selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
◆ 1	Toutes peines prononcées dans les condamnations	852 586	861 198	875 088	886 430	873 898
2	À titre de peine principale (= nombre de condamnations)	596 304	618 010	632 531	642 803	637 665
3	Peine d'emprisonnement	311 872	319 126	318 171	322 034	320 458
4	Peine d'amende	204 880	204 782	214 051	223 093	219 277
5	Peine de substitution ou mesure éducative	72 388	86 314	92 333	89 775	89 940
6	Dispense de peine	7 164	7 788	7 976	7 901	7 990
7	À titre de peine "associée" accompagnant une autre peine	256 282	243 188	242 557	243 627	236 233
8	Mesures complémentaires	176 553	179 462	183 883	183 437	177 354
9	Amendes	78 236	61 958	56 631	57 753	56 383
10	Autres peines (emprisonnement...)	1 493	1 768	2 043	2 437	2 496
◆ 11	Toutes peines d'amende (principale ou associée)	283 116	266 740	270 682	280 846	275 660
12	Montant global ferme des amendes principales ou associées (millions d'euros)	317,1	446,2	278,7	279,4	274,7
13	Montant global ferme des amendes principales (millions d'euros)	106,7	130,7	101,6	133,0	125,7
14	Montant global ferme des amendes associées (millions d'euros)	210,4	315,5	177,1	146,4	149,0
15	Toutes peines d'amende par type d'infraction	283 116	266 740	270 682	280 846	275 660
	dont					
16	Circulation routière	158 079	142 847	157 891	164 559	156 299
17	Atteintes aux biens	27 928	25 667	24 251	21 149	24 195
18	Atteintes aux personnes	32 167	30 342	27 430	28 642	29 485
19	Atteintes à l'ordre économique	15 442	17 301	15 322	13 798	13 433
20	ILS (infractions à la législation sur les stupéfiants)	9 484	9 253	9 672	10 862	13 878
21	Peine principale associée à une amende	78 236	61 958	56 631	57 753	56 383
22	Peine d'emprisonnement	62 455	53 398	50 423	51 557	50 077
23	Peine d'amende	12 989	7 558	5 387	5 411	5 494
24	Autre peine (mesure de substitution)	2 792	1 002	821	785	812
◆ 25	Toutes mesures de substitution ou complémentaire	248 941	265 776	276 216	273 212	267 294
26	Interdiction du territoire français	7 584	6 679	5 770	4 830	4 081
27	Suspension du permis de conduire	134 015	135 154	140 627	137 761	125 994
28	Interdiction du permis de conduire	27 070	26 190	27 099	28 799	28 974
29	TIG	11 417	14 070	15 819	15 771	15 770
30	Jours amendes	15 255	18 927	20 427	20 738	22 438
31	Mesures éducatives	21 957	27 344	28 767	30 842	32 313
32	Suivi socio judiciaire	1 055	1 136	1 209	1 259	1 404
33	Confiscation	12 908	11 280	5 287	3 554	5 425
34	Déchéance des droits civiques et politiques	2 695	2 146	1 695	1 711	1 466
35	Autres mesures	14 985	22 850	28 516	27 947	29 429
◆ 36	Peine principale associée à une mesure complémentaire	176 553	179 462	183 883	183 437	177 354
37	Peine d'emprisonnement	93 027	87 593	79 992	75 590	73 928
38	Peine d'amende	76 429	81 202	90 996	93 580	88 337
39	Autre peine (mesure de substitution)	7 097	10 667	12 895	14 267	15 089

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La perpétration de **violences volontaires** peut entraîner une condamnation pour crime (homicide volontaire, coups et violences volontaires ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente), pour délit (coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours), ou pour contravention de 5^e classe (coups et blessures volontaires ayant entraîné une ITT ≤ 8 jours).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour **trois types d'infractions** : les homicides volontaires (crimes), les coups et violences volontaires (délits), et les coups et violences volontaires de moindre gravité (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 4 | Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre (art. 221-1 du Code pénal).
- 5 | Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'**assassinat** (art. 221-3 du Code pénal).
- 7 | Les autres crimes répertoriés sont le **parricide**, qui est le meurtre des père et/ou mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout ascendant légitime ou naturel (art. 221-4 du CP), l'**empoisonnement**, qui qualifie le fait d'attenter à la vie par l'effet de substances de nature à entraîner la mort (art. 221-5 du CP), et le **meurtre accompagné d'autres crimes ou délits**.
- 8 à 12 | **Les coups et violences criminelles** ont entraîné la mort ou une invalidité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie.
- 14 à 21 | **Les coups et blessures de nature délictueuse** sont définis par la durée de l'incapacité totale de travail qu'ils ont occasionnée à la victime, ou par l'existence, quelle que soit la longueur de l'ITT, de circonstances aggravantes : personnes hors d'état de se protéger, ascendants légitimes, présence d'une arme ... (art. 222-11 du Code pénal).
Le poste "**autres**" regroupe les actes de récidive en matière de violences volontaires, quelle que soit l'ITT.
- 22 | **Les contraventions** de 5^e classe dans ce domaine recouvrent les violences volontaires de faible gravité : ITT ≤ 8 jours.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour violences volontaires	58 598	63 233	65 419	70 669	73 972
2	Crimes	803	875	838	901	929
3	Homicides volontaires	491	497	491	557	535
4	Meurtre	286	314	302	303	295
5	Assassinat	146	132	144	195	174
6	Meurtre sur mineur de moins de quinze ans	18	16	15	10	18
7	Autres	41	35	30	49	48
8	Coups et violences volontaires	312	378	347	344	394
9	Mort non intentionnelle	190	215	206	194	244
10	Infirmité permanente	32	44	28	42	39
11	Envers mineurs	50	48	51	33	43
12	Autres	40	71	62	75	68
13	Délits	46 143	50 627	54 849	58 892	61 129
	Coups et blessures volontaires					
14	Avec ITT > 8 jours sans circonstance aggravante	3 966	4 137	4 119	3 879	3 725
15	<i>dont violence par conjoint ou concubin</i>	1 249	1 285	1 382	1 434	1 281
16	Avec ITT <= 8 jours avec circonstance aggravante	32 714	36 642	40 595	44 873	47 472
17	<i>dont violence par conjoint ou concubin</i>	7 867	9 222	11 263	13 884	14 637
18	Avec ITT > 8 jours avec circonstance aggravante	7 278	7 531	7 860	7 816	7 615
19	Envers mineur de 15 ans avec incapacité <= 8 jours	873	918	876	817	879
20	Envers mineur de 15 ans avec incapacité > 8 jours	993	1 046	1 034	1 122	1 150
21	Autres coups et violences sur mineur	319	353	365	385	288
22	Contraventions de 5^e classe	11 652	11 731	9 732	10 876	11 914
23	Coups et violences volontaires (ITT <= 8 jours)	11 652	11 731	9 732	10 876	11 914

Homicides volontaires

24	Toutes condamnations pour homicide volontaire (code 3)	491	497	491	557	535
◆	Nature de la peine					
25	Peine privative de liberté	490	497	491	557	535
26	dont réclusion criminelle	342	361	382	415	404
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	476	489	484	553	527
28	Moins d' un an	4	4	4	2	3
29	1 an à moins de 3 ans	18	17	14	22	16
30	3 ans à moins de 5 ans	10	14	8	14	7
31	5 ans à moins de 10 ans	90	79	76	79	69
32	10 ans à moins de 20 ans	251	255	241	281	271
33	20 ans et plus (sans perpétuité)	88	112	118	146	145
34	Perpétuité	15	8	23	9	16
35	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>155,9</i>	<i>167,1</i>	<i>171,8</i>	<i>173,0</i>	<i>181,1</i>
36	Assortie d'un sursis total	14	8	7	4	8
37	Sursis simple	7	1	5	2	6
38	Sursis avec mise à l'épreuve	7	7	2	2	2
39	Autres décisions	1	0	0	0	0

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Homicides volontaires (fin)						
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	436	430	431	510	473
2	Femmes	55	67	60	47	62
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	13	6	6	6	5
4	de 16 ans à moins de 18 ans	13	13	18	25	14
5	de 18 ans à moins de 20 ans	36	36	29	33	27
6	de 20 ans à moins de 25 ans	87	72	75	90	93
7	de 25 ans à moins de 30 ans	74	65	81	76	72
8	de 30 ans à moins de 40 ans	107	141	123	136	145
9	de 40 ans à moins de 60 ans	149	143	143	168	160
10	60 ans et plus	12	21	16	23	19
	Nationalité des condamnés					
11	Français	384	388	391	447	429
12	Étrangers	88	90	88	103	97
13	Non déclarés	19	19	12	7	9
Coups et violences volontaires (délits)						
14	Toutes condamnations pour délit de coups et violences volontaires	46 143	50 627	54 849	58 892	61 129
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	36 440	39 190	42 069	45 260	46 834
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	11 876	13 265	14 244	15 706	16 060
17	Moins de 3 mois	3 115	3 477	3 947	4 234	3 779
18	3 mois à moins de 6 mois	3 725	4 322	4 626	5 034	4 797
19	6 mois à moins d'un an	2 983	3 273	3 472	3 838	4 140
20	1 an à moins de 3 ans	1 738	1 838	1 884	2 244	2 976
21	3 ans à moins de 5 ans	243	273	245	270	298
22	5 ans et plus	72	82	70	86	70
23	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	6,8	6,7	6,4	6,5	7,1
24	Assorti d'un sursis total	24 564	25 925	27 825	29 554	30 774
25	Sursis simple	15 468	16 960	17 871	18 314	18 824
26	Sursis avec mise à l'épreuve	8 017	7 877	8 818	10 192	10 887
27	Avec travail d'intérêt général	1 079	1 088	1 136	1 048	1 063
28	Amende	3 498	3 942	3 974	4 253	4 403
29	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 519	2 801	2 840	2 921	3 065
30	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	498	475	472	488	473
31	Assortie d'un sursis total	979	1 141	1 134	1 332	1 338
32	Peine de substitution	2 458	2 903	3 372	3 460	3 616
33	Suspension du permis de conduire	235	166	166	101	78
34	Travail d'intérêt général	962	1 230	1 413	1 466	1 468
35	Jours - amendes	1 153	1 351	1 614	1 610	1 746
36	Autres	108	156	179	283	324
37	Mesure et sanction éducative	3 020	3 721	4 445	4 879	5 184
38	dont admonestation	2 025	2 572	3 009	3 151	3 160
39	Dispense de peine	727	871	989	1 040	1 092

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
◆	Caractéristiques des condamnés [délits]					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	42 752	46 736	50 634	54 245	56 248
2	Femmes	3 391	3 891	4 215	4 647	4 881
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	3 304	3 517	4 045	4 525	4 843
4	de 16 ans à moins de 18 ans	2 637	3 741	4 281	4 796	4 969
5	de 18 ans à moins de 20 ans	4 604	5 067	5 584	5 703	5 876
6	de 20 ans à moins de 25 ans	8 814	9 526	10 054	10 651	10 795
7	de 25 ans à moins de 30 ans	6 078	6 378	6 789	7 183	7 715
8	de 30 ans à moins de 40 ans	10 664	11 215	11 915	12 921	13 407
9	de 40 ans à moins de 60 ans	9 084	10 086	11 010	11 926	12 243
10	60 ans et plus	958	1 097	1 171	1 187	1 281
	Nationalité des condamnés					
11	Français	38 899	42 313	45 543	48 838	50 741
12	Étrangers	6 155	6 662	6 913	7 079	7 303
13	Non déclarés	1 089	1 652	2 393	2 975	3 085
Coups et violences volontaires (contraventions de 5^e classe)						
14	Toutes condamnations pour coups et violences volontaires ITT<= 8 jrs	11 652	11 731	9 732	10 876	11 914
◆	Nature de la peine					
15	Amende	10 316	10 199	8 432	9 512	10 453
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	9 273	8 938	7 398	8 178	9 008
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	366	359	352	368	362
18	Assortie d'un sursis total	1 043	1 261	1 034	1 334	1 445
19	Peine de substitution	734	802	663	750	795
20	Mesure et sanction éducative	397	516	471	443	484
21	dont admonestation	282	405	350	309	321
22	Dispense de peine	205	214	166	171	182
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	10 248	10 361	8 563	9 445	10 285
24	Femmes	1 404	1 370	1 169	1 431	1 629
	Âge des condamnés					
25	Moins de 16 ans	283	283	277	243	273
26	de 16 ans à moins de 18 ans	253	448	421	421	472
27	de 18 ans à moins de 20 ans	1 062	1 051	838	1 050	1 255
28	de 20 ans à moins de 25 ans	2 367	2 317	1 972	2 267	2 450
29	de 25 ans à moins de 30 ans	1 761	1 687	1 401	1 574	1 725
30	de 30 ans à moins de 40 ans	3 093	3 092	2 447	2 641	2 781
31	de 40 ans à moins de 60 ans	2 540	2 584	2 146	2 383	2 639
32	60 ans et plus	293	269	230	297	319
	Nationalité des condamnés					
33	Français	9 568	9 478	7 839	8 217	9 039
34	Étrangers	1 059	1 065	825	852	854
35	Non déclarés	1 025	1 188	1 068	1 807	2 021

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'ensemble des **atteintes involontaires aux personnes** a été regroupé dans ce volet quelles qu'aient été les circonstances matérielles de la commission de l'infraction, circonstances qui peuvent aller des accidents de la circulation aux accidents du travail.

Le domaine des atteintes corporelles involontaires dans le cadre de la circulation routière a été isolé dans chaque groupe de condamnations, afin de pouvoir le rapprocher des autres infractions à la circulation [cf. "Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports"].

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions ayant un conducteur pour auteur : homicides involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), blessures involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), et blessures involontaires de moindre gravité par conducteur (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 3 à 13** | **Les homicides ou blessures involontaires** résultent de la maladresse, de l'inattention, de la négligence ou de l'inobservation des règlements. Les homicides commis involontairement sont des délits. Les blessures sont des délits si elles ont entraîné une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à trois mois, ou si l'infraction comporte des circonstances aggravantes (exemple : blessures involontaires avec ITT \leq 3 mois par conducteur en état alcoolique).
Depuis 2004, les blessures involontaires par conducteur avec ITT < 3 mois sont des délits.
- 7, 13** | Les "**autres homicides ou blessures involontaires**" se sont produits hors des domaines routier ou professionnel, essentiellement la chasse ou à l'occasion de tout autre acte de la vie courante.
- 9, 15** | La loi du 12 juin 2003 de lutte contre la violence routière a correctionnalisé les blessures involontaires ayant entraîné une ITT \leq 3 mois quand elles sont commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
- 16, 17** | **Les contraventions de 5^e classe** recouvrent les blessures de plus faible gravité (ITT \leq 3 mois), si elles ne sont pas commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour violences involontaires	14 921	13 667	12 991	12 268	12 233
2	Délits	11 327	12 622	12 344	11 650	11 535
3	Homicides involontaires	1 809	1 642	1 646	1 406	1 421
4	Par conducteur	1 143	1 015	981	853	854
5	Par conducteur en état alcoolique	296	272	271	233	256
6	Par accident du travail	132	115	133	114	112
7	Autres homicides involontaires	238	240	261	206	199
8	Blessures involontaires	9 518	10 980	10 698	10 244	10 114
9	Par conducteur	6 164	7 937	7 624	7 271	7 165
10	Par conducteur en état alcoolique (ITT <= 3 mois)	2 321	2 101	2 172	2 083	2 094
11	Par conducteur en état alcoolique (ITT > 3 mois)	311	268	258	260	231
12	Par accident du travail (ITT > 3 mois)	269	251	234	239	220
13	Autres blessures involontaires	453	423	410	391	404
14	Contraventions de 5 ^e classe	3 594	1 045	647	618	698
	Blessures involontaires					
15	Avec ITT <= 3 mois : conduite de véhicule	2 781	377	75	24	11
16	Avec ITT <= 3 mois : sauf route, travail	760	609	531	545	643
17	Avec ITT <= 3 mois : accident du travail	53	59	41	49	44

Homicides involontaires par conducteur

18	Toutes condamnations pour homicide involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. codes 4 et 5)	1 439	1 287	1 252	1 086	1 110
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement	1 350	1 202	1 170	1 020	1 055
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	443	396	361	330	326
21	Moins de 3 mois	23	11	11	8	10
22	3 mois à moins de 6 mois	44	49	43	35	33
23	6 mois à moins d'un an	103	102	95	100	89
24	1 an et plus	273	234	212	187	194
25	Durée moyenne de la peine ferme (en mois)	16,0	17,1	15,4	15,1	14,7
26	Assorti d'un sursis total	907	806	809	690	729
27	Sursis simple	863	762	766	655	684
28	Sursis avec mise à l'épreuve	36	39	40	33	45
29	Avec travail d'intérêt général	8	5	3	2	0
30	Amende	27	31	29	23	20
31	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	21	23	21	16	15
32	Montant moyen de l'amende ferme (en euros)	793	1 137	948	1 772	1 387
33	Assortie d'un sursis total	6	8	8	7	5
34	Peine de substitution	54	43	46	32	32
35	dont suspension du permis de conduire	33	22	31	22	15
36	Autres décisions	8	11	7	11	3
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
37	Hommes	1 229	1 099	1 069	930	917
38	Femmes	210	188	183	156	193

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Homicides involontaires par conducteur (fin)						
	Âge des condamnés					
1	Moins de 16 ans	3	5	2	2	3
2	de 16 ans à moins de 18 ans	16	12	11	10	4
3	de 18 ans à moins de 20 ans	146	116	118	95	94
4	de 20 ans à moins de 25 ans	337	327	295	251	256
5	de 25 ans à moins de 30 ans	205	185	168	154	149
6	de 30 ans à moins de 40 ans	273	230	235	225	235
7	de 40 ans à moins de 60 ans	330	291	305	258	271
8	60 ans et plus	129	121	118	91	98
	Nationalité des condamnés					
9	Français	1 285	1 156	1 120	961	1 012
10	Étrangers	131	107	103	103	79
11	Non déclarés	23	24	29	22	19
Blessures involontaires par conducteur : délits						
12	Toutes condamnations pour délit de blessures involontaires par conducteur, état alcoolique ou non	8 796	10 306	10 054	9 614	9 490
	Nature de la peine					
13	Emprisonnement	4 614	4 851	4 942	4 752	4 953
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	669	668	715	729	779
15	Moins de 3 mois	176	165	195	216	188
16	3 mois à moins de 6 mois	223	248	243	251	280
17	6 mois à moins d'un an	183	177	191	171	220
18	1 an et plus	87	78	86	91	91
19	<i>Durée moyenne de la partie ferme (en mois)</i>	5,8	5,6	5,4	5,3	5,3
20	Assorti d'un sursis total	3 945	4 183	4 227	4 023	4 174
21	Sursis simple	3 335	3 636	3 623	3 421	3 505
22	Sursis avec mise à l'épreuve	531	487	533	553	614
23	Avec Travail d'intérêt général	79	60	71	49	55
24	Amende	2 531	3 311	3 185	3 163	2 880
25	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 375	3 036	2 862	2 791	2 526
26	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	427	414	426	433	445
27	Assortie d'un sursis total	156	275	323	372	354
28	Peine de substitution	1 573	1 987	1 755	1 522	1 495
29	<i>dont suspension du permis de conduire</i>	1 345	1 702	1 408	1 135	1 086
30	Autres décisions	78	157	172	177	162
	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	7 218	8 330	8 216	7 889	7 732
32	Femmes	1 578	1 976	1 838	1 725	1 758
	Âge des condamnés					
33	Moins de 16 ans	14	32	27	40	26
34	de 16 ans à moins de 18 ans	34	81	70	76	77
35	de 18 ans à moins de 20 ans	690	780	768	699	635
36	de 20 ans à moins de 25 ans	1 805	2 070	2 084	1 979	1 890
37	de 25 ans à moins de 30 ans	1 198	1 352	1 319	1 264	1 218
38	de 30 ans à moins de 40 ans	1 908	2 164	2 037	2 093	2 037
39	de 40 ans à moins de 60 ans	2 287	2 766	2 740	2 544	2 606
40	60 ans et plus	860	1 061	1 009	919	1 001
	Nationalité des condamnés					
41	Français	7 858	9 174	8 908	8 487	8 389
42	Étrangers	759	848	805	794	795
43	Non déclarés	179	284	341	333	306

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Blessures involontaires par conducteur : contraventions de 5^e classe						
1	Toutes condamnations pour blessures invol. par conducteur ITT < 3 mois	2 781	377	647	618	698
◆ Nature de la peine						
2	Amende	2 311	319	563	552	628
3	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 222	311	472	455	510
4	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	326	380	390	414	379
5	Assortie d'un sursis total	89	8	91	97	118
6	Peine de substitution	433	48	50	30	30
7	dont suspension du permis de conduire	419	48	36	17	14
8	Autres décisions	37	10	34	36	40
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
9	Hommes	2 100	304	490	481	536
10	Femmes	681	73	157	137	162
Âge des condamnés						
11	Moins de 16 ans	10	4	14	11	17
12	de 16 ans à moins de 18 ans	7	4	12	10	11
13	de 18 ans à moins de 20 ans	243	27	17	18	24
14	de 20 ans à moins de 25 ans	545	91	101	87	77
15	de 25 ans à moins de 30 ans	353	50	79	81	98
16	de 30 ans à moins de 40 ans	565	72	143	119	148
17	de 40 ans à moins de 60 ans	717	92	221	243	259
18	60 ans et plus	341	37	60	49	64
Nationalité des condamnés						
19	Français	2 338	311	545	492	551
20	Étrangers	227	30	52	32	31
21	Non déclarés	216	36	50	94	116

Les condamnations décrites dans ce volet répriment les “agressions sexuelles”, qui comprennent toutes les atteintes sexuelles commises avec violence, contrainte, menace ou surprise - art. 222-22 du CP - (viols et autres agressions sexuelles), l’exploitation de la personne (proxénétisme), et diverses infractions moins graves relatives aux mœurs (exhibition sexuelle, outrage aux bonnes mœurs).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l’ensemble des viols, l’ensemble des agressions sexuelles délictueuses, et l’ensemble des condamnations pour proxénétisme.

Code | Définitions et méthode

- 3 à 7 | Les agressions sexuelles de nature criminelle sont **les viols** (art. 222-23 *sqq.* du CP). Le viol simple est puni de 15 ans de réclusion criminelle. Si le viol est commis avec certaines circonstances aggravantes, la peine encourue s’élève à 20 ans de réclusion [sur mineur de 15 ans, sur personne vulnérable, par un ascendant avec menace ou usage d’une arme], à 30 ans lorsqu’il a entraîné la mort, et à la réclusion criminelle à perpétuité lorsqu’il est commis avec tortures ou actes de barbarie.
- 4 | Les viols de mineurs par ascendant ou personne ayant autorité sont inclus dans les viols avec circonstances aggravantes.
- 6 | Sur majeur ou mineur de plus de 15 ans.
- 9 | **L’exhibition sexuelle**, imposée à la vue d’autrui dans un lieu accessible aux regards du public, est punie d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-32 du CP). Ces faits étaient qualifiés “*outrage public à la pudeur*” dans l’ancien Code pénal.
- 10, 11 | **Le proxénétisme** est aggravé par l’usage de violences ou de menaces, par l’existence d’un lien de famille entre l’auteur et la victime, et par la pluralité d’auteurs et de victimes. Le délit ainsi défini est alors passible d’un emprisonnement de 10 ans.
- 12 à 17 | Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000 Euros d’amende (Art. 222-27 du CP). Les peines sont portées à sept ans d’emprisonnement et 100 000 Euros d’amende lorsque ces agressions ont entraîné des blessures, sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité, par plusieurs personnes ou avec une arme (Art. 222-28 du CP) ou quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou à une personne particulièrement vulnérable (Art. 222-29 du CP). Enfin, les agressions sexuelles ont punies de dix ans d’emprisonnement et de 150 000 Euros d’amende quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable et qu’elles ont été commises par un ascendant ou une personne abusant de son autorité, par plusieurs personnes, avec une arme ou qu’elles ont entraîné des blessures (Art. 222-30 du CP).
- 13 | Le fait de harceler autrui en donnant des ordres, proférant des menaces ou exerçant des pressions graves, dans le but d’obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l’autorité que lui confèrent ses fonctions, est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-33 du CP).
- 17 | **Les autres atteintes aux mœurs sur mineur** comprennent le proxénétisme pratiqué sur des victimes mineures, l’excitation de mineurs à la débauche, les outrages aux bonnes mœurs envers mineurs.
- 19 | Jusqu’en 2002, le racolage n’encourait qu’une peine d’amende pour contravention de 5^e classe. La loi du 18 mars 2003 (art. 225-10-1) a correctionnalisé cette infraction qui est punie de deux mois d’emprisonnement et de 3 750 euros d’amende.
- 20 | **Les contraventions de 5^e classe** répriment dans ce domaine le racolage actif.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour atteintes sexuelles	12 206	13 037	12 111	11 828	11 877
2	Viols (crimes)	1 759	1 802	1 710	1 668	1 684
3	Commis par plusieurs personnes	176	161	89	148	158
4	Avec circonstances aggravantes	636	675	647	559	591
5	Sur mineur de moins de 15 ans	540	557	535	547	519
6	Viol par ascendant ou personne ayant autorité	101	98	116	87	91
7	Viols simples et autres	306	311	323	327	325
8	Atteintes sexuelles (délits)	10 446	11 235	10 401	10 160	10 193
9	Exhibition sexuelle	2 211	2 172	2 084	1 948	1 960
10	Proxénétisme	244	242	248	254	250
11	Proxénétisme aggravé	295	299	275	284	248
12	Agression sexuelle	1 441	1 677	1 624	1 713	1 670
13	<i>dont harcèlement sexuel</i>	47	51	62	56	53
14	Aggression sexuelle avec circonstance aggravante	539	650	602	617	662
15	Atteinte sexuelle sur mineur sans circonstance aggravante	269	254	278	284	288
16	Atteinte ou agression sexuelle sur mineur avec circonstance aggravante	3 836	3 836	3 570	3 248	3 194
17	Agression sexuelle par ascendant ou personne ayant autorité	250	299	235	235	244
18	Autres atteintes aux mœurs sur mineur	610	818	1 011	1 159	1 357
19	Racolage public	751	988	474	418	320
20	Racolage actif (contraventions de 5^e classe)	1	0	0	0	0

Viols

21	Toutes condamnations pour viols (cf. code 2)	1 759	1 802	1 710	1 668	1 684
◆	Nature de la peine					
22	Peine privative de liberté	1 741	1 782	1 675	1 641	1 646
23	<i>dont réclusion criminelle</i>	586	611	578	535	548
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 488	1 492	1 362	1 351	1 382
25	Moins d'un an	81	66	55	57	50
26	1 an à moins de 3 ans	165	158	134	157	162
27	3 ans à moins de 5 ans	139	109	102	105	109
28	5 ans à moins de 10 ans	480	516	493	461	468
29	10 ans à moins de 20 ans	584	608	542	537	551
30	20 ans et plus (sans perpétuité)	37	33	33	33	38
31	Perpétuité	2	2	3	1	4
32	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	97,4	100,3	101,5	99,0	100,1
33	Assortie d'un sursis total	253	290	313	290	264
34	Sursis simple	81	99	124	122	92
35	Sursis avec mise à l'épreuve	172	190	188	168	172
36	Avec travail d'intérêt général	0	1	1	0	0
37	Autres décisions	18	20	35	27	38
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
38	Hommes	1 722	1 773	1 686	1 642	1 659
39	Femmes	37	29	24	26	25
	Âge des condamnés					
40	Moins de 16 ans	341	340	354	345	329
41	de 16 ans à moins de 18 ans	158	140	115	121	139
42	de 18 ans à moins de 20 ans	113	103	99	99	114
43	de 20 ans à moins de 25 ans	167	241	174	195	166
44	de 25 ans à moins de 30 ans	208	224	175	221	197
45	de 30 ans à moins de 40 ans	406	402	433	361	397
46	de 40 ans à moins de 60 ans	327	324	328	291	310
47	60 ans et plus	39	28	32	35	32
	Nationalité des condamnés					
48	Français	1 533	1 563	1 471	1 429	1 449
49	Étrangers	151	173	152	162	154
50	Non déclarés	75	66	87	77	81

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Agressions sexuelles (délits)						
1	Toutes condamnations pour agressions sexuelles (page précédente, codes 12 à 17)	6 335	6 716	6 309	6 097	6 058
◆	Nature de la peine					
2	Emprisonnement	5 647	5 945	5 494	5 363	5 302
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 404	2 439	2 120	2 071	2 009
4	Moins de 3 mois	98	94	109	108	106
5	3 mois à moins de 6 mois	232	225	214	209	187
6	6 mois à moins d'un an	499	526	432	469	445
7	1 an à moins de 3 ans	998	1 002	831	815	810
8	3 ans à moins de 5 ans	400	370	336	318	296
9	5 ans et plus	177	222	198	152	165
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	21,1	21,6	21,5	20,1	20,6
11	Assorti d'un sursis total	3 243	3 506	3 374	3 292	3 293
12	Sursis simple	1 492	1 740	1 680	1 674	1 673
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 744	1 750	1 681	1 608	1 604
14	Avec Travail d'intérêt général	7	16	13	10	16
15	Amende	45	65	70	55	52
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	37	53	56	38	33
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	662	1 134	1 021	1 312	789
18	Assortie d'un sursis total	8	12	14	17	19
19	Autres décisions	643	706	745	679	704
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
20	Hommes	6 244	6 621	6 226	6 037	5 990
21	Femmes	91	95	83	60	68
Âge des condamnés						
22	Moins de 16 ans	1 242	1 293	1 322	1 145	1 210
23	de 16 ans à moins de 18 ans	287	363	293	292	295
24	de 18 ans à moins de 20 ans	315	320	296	321	333
25	de 20 ans à moins de 25 ans	503	498	520	522	492
26	de 25 ans à moins de 30 ans	584	583	539	506	495
27	de 30 ans à moins de 40 ans	1 413	1 504	1 360	1 274	1 288
28	de 40 ans à moins de 60 ans	1 613	1 724	1 602	1 629	1 554
29	60 ans et plus	378	431	377	408	391
Nationalité des condamnés						
30	Français	5 630	5 899	5 464	5 197	5 181
31	Étrangers	535	598	539	539	461
32	Non déclarés	170	219	306	361	416

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
	Proxénétisme					
1	Toutes condamnations pour proxénétisme	539	541	523	538	498
◆	Nature de la peine					
2	Emprisonnement	507	479	477	484	451
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	355	309	287	308	277
4	Moins de 3 mois	11	20	6	9	10
5	3 mois à moins de 6 mois	33	43	28	34	30
6	6 mois à moins d'un an	50	42	61	56	43
7	1 an à moins de 3 ans	125	99	101	119	116
8	3 ans à moins de 5 ans	74	55	48	53	50
9	5 ans et plus	62	50	43	37	28
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	28,1	26,9	26,0	25,1	23,3
11	Assorti d'un sursis total	152	170	190	176	174
12	Sursis simple	139	156	175	166	158
13	Sursis avec mise à l'épreuve	13	13	14	10	16
14	Avec travail d'intérêt général	0	1	1	0	0
15	Amende	25	45	35	35	38
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	19	35	26	32	27
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	2 455	3 100	3 329	4 655	3 870
18	Assortie d'un sursis total	6	10	9	3	11
19	Autres décisions	7	17	11	19	9
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
20	Hommes	399	408	359	372	346
21	Femmes	140	133	164	166	152
	Âge des condamnés					
22	Moins de 18 ans	4	2	1	1	3
23	de 18 ans à moins de 20 ans	23	25	21	19	21
24	de 20 ans à moins de 25 ans	108	109	69	70	70
25	de 25 ans à moins de 30 ans	104	93	79	102	93
26	de 30 ans à moins de 40 ans	146	170	178	155	140
27	de 40 ans à moins de 60 ans	136	130	153	168	156
28	60 ans et plus	18	12	22	23	15
	Nationalité des condamnés					
29	Français	232	244	249	253	215
30	Étrangers	284	272	235	256	257
31	Non déclarés	23	25	39	29	26

Les infractions portant atteinte à la famille sont étroitement liées au divorce. La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne les abandons de famille.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions relatives à la famille.

Code | Définitions et méthodes

- 4 | **L'abandon de famille**, défini par l'article 227-3 du CP, sanctionne le défaut de paiement pendant plus de deux ans de la pension alimentaire ou de la contribution fixée par décision judiciaire, au profit d'un enfant mineur, d'un ascendant, d'un descendant ou d'un conjoint.
 - 5 | **La non-représentation d'enfant** sanctionne le fait, pour le père ou la mère, de ne pas représenter l'enfant à ceux qui ont le droit de le réclamer (art. 227-5 du CP).
 - 6 | **L'abandon de foyer** inclut les mauvais traitements ou les défauts de soins à un enfant.
 - 7 | Le poste "**autres délits**" comprend principalement la bigamie.
 - 8 à 15 | Les "**autres atteintes à la personne**" rassemblent toutes les autres infractions portant atteinte à la santé morale ou physique de l'individu. Elles comprennent par ordre d'importance numérique, la divulgation de fausses informations destinées à faire croire à un attentat criminel, la violation de sépulture, l'atteinte à la vie privée par différents moyens, et la violation du secret professionnel.
 - 16 | **Les contraventions de 5^e classe** sont peu nombreuses en ce domaine. Elles sanctionnent le non-paiement d'une pension alimentaire par le tiers débiteur tenu au paiement direct, et l'emploi d'enfant d'âge scolaire, ou de femme mineure, dans un débit de boissons à consommer sur place.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour atteintes à la famille et autres atteintes à la personne	17 187	18 279	18 350	18 516	18 315
2	Délits	16 866	17 996	18 074	18 236	18 070
3	Atteintes à la famille	5 805	6 218	6 023	5 915	5 562
4	Abandon de famille	4 678	4 912	4 753	4 698	4 443
5	Non représentation d'enfant	973	1 128	1 056	1 038	923
6	Abandon de foyer	134	137	169	138	150
7	Autres	20	41	45	41	46
8	Autres atteintes à la personne	11 061	11 778	12 051	12 321	12 508
9	Violation de domicile	1 287	1 332	1 326	1 249	1 174
10	Atteinte à la vie privée	1 915	2 045	2 093	2 159	2 276
11	Diffamation, discrimination	559	711	744	765	828
12	Menaces	4 808	5 491	5 921	6 206	6 359
13	Mise en danger d'autrui, non assistance à personne en danger	1 991	1 629	1 417	1 387	1 268
14	Détention, séquestration	449	518	507	496	534
15	Autres	52	52	43	59	69
16	Contraventions de 5^e classe	321	283	276	280	245
Atteintes à la famille						
17	Toutes condamnations pour atteintes à la famille (cf. code 3)	5 805	6 218	6 023	5 915	5 562
◆	Nature de la peine					
18	Emprisonnement	4 638	4 872	4 670	4 655	4 429
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	943	990	907	931	837
20	Moins de 3 mois	224	266	261	316	296
21	3 mois à moins de 6 mois	387	414	368	350	313
22	6 mois à moins d'un an	208	193	182	146	149
23	1 an et plus	124	117	96	119	79
24	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>4,9</i>	<i>4,7</i>	<i>4,8</i>	<i>4,5</i>	<i>4,2</i>
25	Assorti d'un sursis total	3 695	3 882	3 763	3 724	3 592
26	Sursis simple	1 341	1 637	1 620	1 699	1 624
27	Sursis avec mise à l'épreuve	2 349	2 242	2 137	2 020	1 966
28	Avec travail d'intérêt général	5	3	6	5	2
29	Amende	297	398	393	371	345
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	118	160	149	134	127
31	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>737</i>	<i>875</i>	<i>704</i>	<i>716</i>	<i>720</i>
32	Assortie d'un sursis total	179	238	244	237	218
33	Dispense de peine	838	886	907	822	720
34	Autres décisions	32	62	53	67	68
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	4 819	5 120	4 977	4 868	4 611
36	Femmes	986	1 098	1 046	1 047	951
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	1	1	0	2	1
38	de 18 ans à moins de 20 ans	11	17	21	9	16
39	de 20 ans à moins de 25 ans	185	200	173	212	192
40	de 25 ans à moins de 30 ans	615	640	620	608	560
41	de 30 ans à moins de 40 ans	2 486	2 705	2 522	2 411	2 316
42	de 40 ans à moins de 60 ans	2 401	2 564	2 578	2 560	2 368
43	60 ans et plus	106	91	109	113	109
	Nationalité des condamnés					
44	Français	4 774	5 174	4 953	4 783	4 589
45	Étrangers	615	637	645	686	614
46	Non déclarés	416	407	425	446	359

Ces infractions, qui portent atteinte à la propriété, constituent un des deux grands contentieux de masse que doit traiter l'institution judiciaire. Elles sont qualifiées de crimes ou de délits selon les actes de violence qui ont accompagné le vol.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour trois groupes d'infractions : l'ensemble des vols criminels, l'ensemble des vols délictueux, et l'ensemble des recels délictueux.

Code | Définitions et méthode

3 et 4 | **Le vol** est qualifié de crime, et l'auteur encourt la réclusion criminelle, si l'infraction a été accompagnée de violences ayant entraîné des atteintes corporelles graves (torture ou actes de barbarie ou violence ayant entraîné la mort ou une mutilation ou une infirmité permanente) ou si elle a été commise avec usage ou menace d'une arme ou encore en bande organisée (art. 311-7 à 311-10 du CP).

5 | **Le recel** est qualifié de crime quand son auteur a reçu des objets provenant d'une soustraction frauduleuse, dont il connaissait les circonstances aggravantes qui l'accompagnaient et qui en faisaient un crime.

7 à 14 | **Le vol et le recel délictueux** sont des délits passibles de peines d'emprisonnement, dont la durée varie avec les circonstances de l'infraction : trois ans pour le vol simple, et jusqu'à dix ans si le vol s'accompagne de trois circonstances aggravantes (en réunion, avec violences, avec dégradations, dans un local d'habitation par ruse, escalade, ou effraction, dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs, lorsqu'il est commis par une personne dépositaire de l'autorité publique ou lorsqu'il est facilité par l'état d'une personne particulièrement vulnérable – art. 311-3 à 311-6 du CP –).

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour vol et recel	112 943	114 526	110 985	106 436	102 893
2	Crimes	619	657	624	579	590
	Vols qualifiés - recels qualifiés					
3	Vol avec port d'arme	483	485	424	395	439
4	Autres vols qualifiés	113	146	159	163	132
5	Recel qualifié	23	26	41	21	19
6	Délits	112 324	113 869	110 361	105 857	102 303
	Vols - recels					
7	Vol simple	30 870	30 099	28 827	26 909	26 188
8	Vol avec effraction	5 404	5 105	4 994	4 666	4 376
9	Vol avec violence	5 150	4 921	4 703	4 409	4 234
10	Vol avec destruction ou dégradation	8 130	7 817	7 487	7 315	7 011
11	Vols avec une circonstance aggravante	22 610	23 361	23 601	23 114	22 883
12	Vols avec 2 ou 3 circonstances aggravantes	22 181	24 162	23 219	23 194	21 645
13	Recel simple	15 561	15 994	15 217	14 075	13 871
14	Recel aggravé	2 418	2 410	2 313	2 175	2 095

Vols qualifiés (crimes)

15	Toutes condamnations pour vols qualifiés (cf. codes 3 et 4)	596	631	583	558	571
◆	Nature de la peine					
16	Peine privative de liberté	595	628	580	558	571
17	<i>dont réclusion criminelle</i>	151	179	164	151	151
18	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	563	605	554	543	542
19	Moins d'un an	24	23	19	23	31
20	1 an à moins de 3 ans	54	54	52	65	81
21	3 ans à moins de 5 ans	68	78	78	70	64
22	5 ans à moins de 10 ans	256	251	241	220	203
23	10 ans à moins de 20 ans	145	180	143	151	139
24	20 ans et plus (sans perpétuité)	15	17	18	14	23
25	perpétuité	1	2	3	0	1
26	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	88,8	93,0	92,2	87,5	87,0
27	Assortie d'un sursis total	32	23	26	15	29
28	Sursis simple	18	14	13	9	21
29	Sursis avec mise à l'épreuve	14	9	11	2	8
30	Avec Travail d'intérêt général			2	4	0
31	Autres décisions	1	3	3	0	0
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
32	Hommes	579	604	565	546	561
33	Femmes	17	27	18	12	10
	Âge des condamnés					
34	Moins de 16 ans	23	18	20	18	18
35	de 16 ans à moins de 18 ans	50	56	44	57	71
36	de 18 ans à moins de 20 ans	70	81	84	73	88
37	de 20 ans à moins de 25 ans	186	200	195	162	138
38	de 25 ans à moins de 30 ans	95	112	76	90	87
39	de 30 ans à moins de 40 ans	120	115	119	101	103
40	de 40 ans à moins de 60 ans	50	48	45	56	65
41	60 ans et plus	2	1	0	1	1
	Nationalité des condamnés					
42	Français	510	535	484	484	494
43	Étrangers	63	76	77	59	65
44	Non déclarés	23	20	22	15	12

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Vols (délits)						
1	Toutes condamnations pour délit de vol (cf. page précédente, codes 7 à 12)	94 345	95 465	92 831	93 616	86 337
◆ Nature de la peine						
2	Emprisonnement	69 892	68 022	64 869	65 739	59 758
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	32 570	32 500	31 648	32 735	29 273
4	Moins de 3 mois	9 421	9 511	9 719	10 112	7 551
5	3 mois à moins de 6 mois	10 601	10 592	10 183	10 032	8 206
6	6 mois à moins d'un an	7 619	7 557	7 224	7 308	6 822
7	1 an à moins de 3 ans	4 125	4 011	3 720	4 346	5 802
8	3 ans à moins de 5 ans	598	629	601	755	768
9	5 ans et plus	206	200	201	182	124
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	6,4	6,4	6,2	6,5	7,5
11	Assorti d'un sursis total	37 322	35 522	33 221	33 004	30 485
12	Sursis simple	25 475	24 736	23 153	23 154	20 815
13	Sursis avec mise à l'épreuve	8 409	7 526	7 040	7 090	7 094
14	Avec Travail d'intérêt général	3 438	3 260	3 028	2 760	2 576
15	Amende	6 738	6 687	6 834	7 061	6 434
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	5 440	5 370	5 505	5 595	5 067
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	387	369	351	357	344
18	Assortie d'un sursis total	1 298	1 317	1 329	1 466	1 367
19	Peine de substitution	6 660	7 592	7 983	8 193	7 619
20	Travail d'intérêt général	3 740	4 347	4 685	4 723	4 317
21	Jours-amende	2 555	2 872	2 973	3 097	2 851
22	Suspension du permis de conduire	242	207	156	107	97
23	Autres	123	166	169	266	354
24	Mesure et sanction éducative	9 899	11 733	11 769	11 176	11 196
25	dont admonestation	6 505	8 045	7 936	10 792	6 549
26	Dispense de peine	1 156	1 431	1 376	1 447	1 330
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
27	Hommes	83 281	84 585	82 417	83 065	76 329
28	Femmes	11 064	10 880	10 414	10 551	10 008
Âge des condamnés						
29	Moins de 16 ans	10 535	10 839	10 363	10 187	10 143
30	de 16 ans à moins de 18 ans	9 817	13 243	13 255	13 629	12 967
31	de 18 ans à moins de 20 ans	17 384	16 832	16 495	16 046	14 830
32	de 20 ans à moins de 25 ans	23 041	21 867	21 451	21 321	19 176
33	de 25 ans à moins de 30 ans	11 601	10 985	10 269	10 506	9 501
34	de 30 ans à moins de 40 ans	15 041	14 347	13 536	13 718	12 190
35	de 40 ans à moins de 60 ans	6 671	7 087	7 159	7 864	7 230
36	60 ans et plus	255	265	303	345	300
Nationalité des condamnés						
37	Français	76 136	76 980	75 070	74 709	69 936
38	Étrangers	14 567	13 504	11 608	12 180	9 963
39	Non déclarés	3 642	4 981	6 153	6 667	6 438

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Recels (délits)						
1	Toutes condamnations pour délits de recel	17 979	18 404	17 530	17 150	15 966
◆	Nature de la peine					
2	Emprisonnement	12 673	12 302	11 622	11 428	10 615
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 396	5 528	5 427	5 538	5 241
4	Moins de 3 mois	1 417	1 558	1 720	1 891	1 715
5	3 mois à moins de 6 mois	1 844	1 893	1 875	1 846	1 646
6	6 mois à moins d'un an	1 248	1 242	1 108	1 098	1 115
7	1 an à moins de 3 ans	742	698	583	585	666
8	3 ans à moins de 5 ans	113	96	108	92	77
9	5 ans et plus	32	41	33	26	22
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,7</i>	<i>6,4</i>	<i>6,1</i>	<i>5,7</i>	<i>5,9</i>
11	Assorti d'un sursis total	7 277	6 774	6 195	5 890	5 374
12	Sursis simple	5 656	5 469	4 962	4 695	4 220
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 156	931	882	855	837
14	Avec travail d'intérêt général	465	374	351	340	317
15	Amende	2 190	2 371	2 307	2 353	1 946
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 900	2 011	1 906	1 911	1 612
17	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>688</i>	<i>740</i>	<i>578</i>	<i>734</i>	<i>708</i>
18	Assortie d'un sursis total	290	360	401	442	334
19	Peine de substitution	1 509	1 672	1 571	1 561	1 526
20	Mesure et sanction éducative	1 458	1 847	1 800	1 570	1 655
21	Dispense de peine	149	212	230	238	224
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
22	Hommes	16 094	16 309	15 629	15 380	14 317
23	Femmes	1 885	2 095	1 901	1 770	1 649
Âge des condamnés						
24	Moins de 16 ans	1 155	1 175	1 112	1 119	1 135
25	de 16 ans à moins de 18 ans	1 426	2 021	1 974	1 896	1 909
26	de 18 ans à moins de 20 ans	3 246	3 046	2 905	2 807	2 687
27	de 20 ans à moins de 25 ans	5 004	4 812	4 532	4 461	3 982
28	de 25 ans à moins de 30 ans	2 489	2 387	2 354	2 319	2 250
29	de 30 ans à moins de 40 ans	2 826	2 971	2 779	2 726	2 369
30	de 40 ans à moins de 60 ans	1 743	1 882	1 785	1 715	1 537
31	60 ans et plus	90	110	89	107	97
Nationalité des condamnés						
32	Français	14 542	14 816	14 042	13 683	12 882
33	Étrangers	2 729	2 704	2 469	2 389	2 009
34	Non déclarés	708	884	1 019	1 078	1 075

Les escroqueries et abus de confiance comprennent l'ensemble des condamnations relatives aux infractions "astucieuses" contre les biens.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions présentées dans cette rubrique.

Code | Définitions et méthode

- 3 | **L'escroquerie** est le fait d'utiliser un faux nom ou une fausse qualité ou des manœuvres frauduleuses pour obtenir la remise de fonds ou de valeurs (art. 313-1 CP). On y trouve, entre autres, les fraudes ou fausses déclarations pour l'obtention des prestations chômage.
- 4 | **L'abus de confiance ou de blanc-seing** peut être puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et 1,5 million d'Euros d'amende si l'infraction est réalisée par un mandataire de justice ou un officier public ou ministériel, soit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit en raison de sa qualité (art. 314-3 du CP).
- 8 | Le poste "**autres filouteries**" comprend les filouteries de carburants et les filouteries de voitures de louage.
| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour escroqueries et abus de confiance	14 189	15 171	15 157	15 809	16 016
2	Délits	14 189	15 171	15 157	15 809	16 016
3	Escroquerie	6 273	6 961	7 219	7 847	8 455
4	Abus de confiance ou de blanc-seing	3 144	3 242	3 212	3 370	3 262
5	Détournement, destruction d'objet saisi ou gagé	186	237	249	210	186
6	Filouterie d'hôtel	287	272	251	250	276
7	Filouterie d'aliments	358	318	312	313	297
8	Autres filouteries	1 414	1 484	1 363	1 237	1 117
9	Extorsion de fonds, chantage	2 527	2 657	2 551	2 582	2 423
◆ Nature de la peine						
10	Emprisonnement	10 998	11 771	11 554	11 806	11 712
11	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 214	4 457	4 488	4 526	4 312
12	Moins de 3 mois	903	999	1 080	1 157	986
13	3 mois à moins de 6 mois	1 086	1 126	1 169	1 178	1 073
14	6 mois à moins d'un an	1 083	1 182	1 109	1 078	1 096
15	1 an à moins de 3 ans	962	961	942	938	987
16	3 ans à moins de 5 ans	136	148	145	137	136
17	5 ans et plus	44	41	43	38	34
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>8,6</i>	<i>8,5</i>	<i>8,4</i>	<i>8,0</i>	<i>8,4</i>
19	Assorti d'un sursis total	6 784	7 314	7 066	7 280	7 400
20	Sursis simple	4 657	5 293	5 193	5 373	5 419
21	Sursis avec mise à l'épreuve	1 923	1 798	1 661	1 701	1 776
22	Avec travail d'intérêt général	204	223	212	206	205
23	Amende	1 529	1 482	1 679	2 033	2 230
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 253	1 177	1 284	1 540	1 566
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>1 004</i>	<i>913</i>	<i>864</i>	<i>871</i>	<i>1 077</i>
26	Assortie d'un sursis total	276	305	395	493	664
27	Peine de substitution	765	904	915	943	969
28	Suspension du permis de conduire	43	49	39	28	19
29	Jours-amende	490	564	516	518	585
30	Travail d'intérêt général	216	264	323	366	313
31	Autres	16	27	37	31	52
32	Mesure et sanction éducative	564	627	627	659	700
33	dont admonestation	380	420	411	425	403
34	Dispense de peine	333	387	382	368	405
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
35	Hommes	11 406	12 170	11 933	12 277	12 245
36	Femmes	2 783	3 001	3 224	3 532	3 771
Âge des condamnés						
37	Moins de 16 ans	655	723	625	675	714
38	de 16 ans à moins de 18 ans	551	743	749	772	784
39	de 18 ans à moins de 20 ans	1 422	1 346	1 409	1 415	1 301
40	de 20 ans à moins de 25 ans	2 900	3 091	3 049	3 004	2 971
41	de 25 ans à moins de 30 ans	2 041	2 127	2 159	2 255	2 354
42	de 30 ans à moins de 40 ans	3 222	3 536	3 486	3 742	3 852
43	de 40 ans à moins de 60 ans	3 179	3 387	3 446	3 698	3 770
44	60 ans et plus	219	218	234	248	270
Nationalité des condamnés						
45	Français	11 769	12 370	12 193	12 741	12 848
46	Étrangers	1 868	2 025	2 110	2 109	2 065
47	Non déclarés	552	776	854	959	1 103

Ce contentieux comprend l'ensemble des destructions ou dégradations perpétrées sur un bien de nature publique ou privée.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits ayant entraîné la destruction ou la dégradation d'un bien d'autrui.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Les destructions par des moyens dangereux sont de nature criminelle si elles ont entraîné pour autrui une incapacité de travail (art. 322-7 à 322-11 du CP), dans le cas d'incendie volontaire ou d'acte de terrorisme par exemple.
Dans les autres cas, ce sont des délits classés selon les moyens utilisés pour détruire, selon la nature du bien détruit ou endommagé, ou selon la gravité du dommage.
- 9 | Le poste "autres" contient essentiellement les incendies involontaires de forêts, bois, landes, maquis ou plantations.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour destruction et dégradation	17 503	19 242	20 584	20 025	19 743
2	Crimes	31	25	66	53	51
3	Délits	17 472	19 217	20 518	19 972	19 692
4	Destruction d'un bien d'autrui	8 276	8 609	8 578	7 974	7 989
5	Destruction d'un bien d'autrui par explosion, incendie	2 826	3 399	3 699	3 791	3 555
6	Destruction d'un bien d'autrui avec effraction	3 619	4 222	4 901	4 956	4 889
7	Dégradation de monument d'utilité publique	2 402	2 607	2 951	2 888	2 902
8	Acte de cruauté sur animal domestique	195	183	198	176	166
9	Autres	154	197	191	187	191
10	Toutes condamnations pour délit de destruction ou dégradation (cf. code 3)	17 472	19 217	20 518	19 972	19 692
◆	Nature de la peine					
11	Emprisonnement	10 014	10 646	10 778	10 565	10 119
12	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 573	4 117	3 978	4 029	3 813
13	Moins de 3 mois	1 402	1 686	1 691	1 728	1 597
14	3 mois à moins de 6 mois	1 116	1 323	1 194	1 182	1 055
15	6 mois à moins d'un an	657	733	688	714	641
16	1 an à moins de 3 ans	351	332	346	341	466
17	3 ans et plus	47	43	59	64	54
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>5,1</i>	<i>4,6</i>	<i>4,9</i>	<i>4,9</i>	<i>5,3</i>
19	Assorti d'un sursis total	6 441	6 529	6 800	6 536	6 306
20	Sursis simple	3 614	3 781	4 021	3 749	3 658
21	Sursis avec mise à l'épreuve	2 177	2 054	2 091	2 048	2 055
22	Avec travail d'intérêt général	650	694	688	739	593
23	Amende	2 571	2 751	2 910	2 668	2 765
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 098	2 223	2 248	2 180	2 181
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>436</i>	<i>422</i>	<i>417</i>	<i>417</i>	<i>425</i>
26	Assortie d'un sursis total	473	528	662	488	584
27	Peine de substitution	1 773	2 259	2 547	2 423	2 473
28	Suspension du permis de conduire	127	123	85	50	38
29	Travail d'intérêt général	1 057	1 399	1 645	1 528	1 523
30	Jours-amende	558	681	770	741	728
31	Autres	31	56	47	104	184
32	Mesure et sanction éducative	2 520	2 955	3 596	3 611	3 684
33	dont admonestation	1 630	2 068	2 326	2 266	2 129
34	Dispense de peine	594	606	687	705	651
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	16 457	18 139	19 369	18 827	18 499
36	Femmes	1 015	1 078	1 149	1 145	1 193
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans	2 461	2 575	3 050	3 290	3 276
38	de 16 ans à moins de 18 ans	1 636	2 430	2 957	3 078	3 139
39	de 18 ans à moins de 20 ans	2 860	3 381	3 550	3 346	3 154
40	de 20 ans à moins de 25 ans	3 888	4 308	4 493	4 252	4 137
41	de 25 ans à moins de 30 ans	2 037	1 954	2 005	1 905	1 851
42	de 30 ans à moins de 40 ans	2 724	2 688	2 543	2 327	2 307
43	de 40 ans à moins de 60 ans	1 696	1 697	1 753	1 623	1 657
44	60 ans et plus	170	184	167	151	171
	Nationalité des condamnés					
45	Français	15 796	17 213	18 003	17 364	17 197
46	Étrangers	1 302	1 314	1 335	1 174	1 141
47	Non déclarés	374	690	1 180	1 434	1 354

Sont regroupées ici les infractions relatives à la circulation routière et aux transports routiers, à l'exception des atteintes corporelles involontaires provoquées par des conducteurs. Ces dernières ont été traitées avec les violences involontaires contre les personnes.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour conduite en état alcoolique et pour les infractions en matière de transport.

Code | Définitions et méthode

- 4 | **La conduite en état alcoolique** est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 Euros. Elle se caractérise par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,8 gr/1000, ou par la présence dans l'air expiré d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,4 gr/litre.
- 10, 11 |
21, 23 | **Le défaut d'assurance** et la **conduite sans permis** ont été correctionnalisés à partir du 12 mars 2004
- 13 | Le poste "**autres délits**" en matière de circulation routière recouvre essentiellement des entraves à la circulation sur voie publique, et des convois de véhicules publicitaires.
- 17 | **Les infractions en matière de navigation** sanctionnent le non respect des règlements en matière maritime, ainsi que le défaut de permis de navigation.
- 18 | Le poste "**autres délits**" en matière de transport regroupe les infractions en matière de transports ferroviaire et aéronautique.
- 20 à 25 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière de circulation routière sanctionnent jusqu'en 2003 les infractions dites "papiers" (défaut d'assurance, de permis de conduire), ainsi que les excès de grande vitesse > 50 Km/h. On y trouve aussi la vente, la détention, le transport ou l'utilisation d'appareils destinés à perturber les instruments de police routière.
- 25 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de circulation routière regroupe le non-respect des règles sur les barrières de dégel ou le passage sur les ponts, ainsi que l'affichage ou le marquage sur des ouvrages ou équipements du domaine routier.
- 29 | Les "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de transport concernent l'exercice de commerce non autorisé dans les gares, l'absence de règles de sécurité en matière de navigation, et des infractions relatives au transport de matières dangereuses.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de circulation routière et de transports	240 611	248 089	265 919	274 544	263 943
2 Délits	163 035	210 975	242 055	247 193	235 369
3 Circulation routière	159 802	206 956	238 618	243 205	231 715
4 Conduite en état alcoolique	110 868	118 252	130 231	131 960	126 258
5 Délit de fuite	7 061	5 998	5 336	5 095	4 565
6 Refus d'obtempérer	8 310	8 330	8 757	9 184	9 314
7 Refus de vérification d'état alcoolique	1 572	1 582	1 639	1 574	1 513
8 Conduite malgré suspension de permis	8 293	10 847	13 563	16 355	17 605
9 Défaut de plaques ou fausses plaques	915	774	769	787	669
10 Conduite sans permis	11 887	25 860	34 972	35 821	33 812
11 Défaut d'assurance (depuis le 12-03-2004)	9 855	31 937	39 192	37 503	31 695
12 Conduite en ayant fait l'usage de stupéfiant	735	2 920	3 699	4 463	5 709
13 Autres	306	456	460	463	575
14 Transports	3 233	4 019	3 437	3 988	3 654
15 Obstacle au contrôle de transport routier	1 735	2 250	1 853	1 925	1 620
16 Transport routier sans autorisation	727	896	778	824	677
17 Infractions en matière de navigation	62	40	78	97	123
18 Autres	709	833	728	1 142	1 234
19 Contraventions de 5^e classe	77 576	37 114	23 864	27 351	28 574
20 Circulation routière	64 086	22 130	11 993	14 633	15 538
21 Défaut d'assurance	28 522	4 887	652	173	99
22 Grand excès de vitesse	19 937	13 932	10 631	13 696	14 421
23 Conduite d'un véhicule sans permis	14 594	2 593	240	51	26
24 Appareil perturbateur d'instrument de police	653	308	182	265	383
25 Autres	380	410	288	448	609
26 Transports	13 490	14 984	11 871	12 718	13 036
27 Absence d'autorisation (transport routier)	3 665	3 792	2 673	2 901	2 879
28 Infraction à la réglementation sur les conditions de travail	4 104	4 173	3 383	3 730	4 302
29 Autres	5 721	7 019	5 815	6 087	5 855

Conduite en état alcoolique

30 Toutes condamnations pour conduite en état alcoolique (cf. code 4)	110 868	118 252	130 231	131 960	126 258
◆ Nature de la peine					
31 Emprisonnement	60 500	56 133	54 823	54 390	51 935
32 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	8 982	9 223	9 486	10 002	9 899
33 Moins de 3 mois	3 997	4 055	4 351	4 496	4 348
34 3 mois à moins de 6 mois	3 183	3 394	3 458	3 678	3 705
35 6 mois à moins d'un an	1 463	1 464	1 402	1 523	1 512
36 1 an et plus	339	310	275	305	334
37 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,5</i>	<i>3,5</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
38 Assorti d'un sursis total	51 518	46 910	45 337	44 388	42 036
39 Sursis simple	35 783	32 630	30 350	28 190	25 681
40 Sursis avec mise à l'épreuve	14 503	13 189	13 832	15 093	15 337
41 Avec travail d'intérêt général	1 232	1 091	1 155	1 105	1 018
42 Amende	35 251	44 336	55 623	57 695	56 355
43 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	35 032	44 123	55 056	57 207	55 863
44 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>354</i>	<i>341</i>	<i>327</i>	<i>325</i>	<i>322</i>
45 Assortie d'un sursis total	219	213	567	488	492

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P	
Conduite en état alcoolique (fin)						
1	Peine de substitution	14 807	17 553	19 548	19 649	17 763
2	Suspension du permis de conduire	9 916	11 069	12 485	12 036	9 469
3	Interdiction du permis de conduire	1 309	1 272	1 331	1 453	1 398
4	Travail d'intérêt général	729	881	1 040	960	964
5	Jours-amende	2 522	3 124	3 254	3 508	3 765
6	Autres	331	1 207	1 438	1 692	2 167
7	Autres décisions	310	230	237	226	205
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
8	Hommes	103 236	109 797	120 327	121 586	116 044
9	Femmes	7 632	8 455	9 904	10 374	10 214
Âge des condamnés						
10	Moins de 18 ans	153	187	241	252	235
11	de 18 ans à moins de 20 ans	2 491	2 682	3 205	3 207	3 047
12	de 20 ans à moins de 25 ans	15 287	16 300	18 636	18 368	17 308
13	de 25 ans à moins de 30 ans	15 067	15 956	18 315	19 317	18 840
14	de 30 ans à moins de 40 ans	31 785	33 275	35 138	35 179	33 113
15	de 40 ans à moins de 60 ans	42 273	45 478	49 751	50 371	48 341
16	60 ans et plus	3 812	4 374	4 945	5 266	5 371
Nationalité des condamnés						
17	Français	98 525	102 504	111 244	111 349	106 640
18	Étrangers	8 648	9 214	9 039	9 088	8 463
19	Non déclarés	3 695	6 534	9 948	11 253	11 155

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Infractions en matière de transport					
1	3 233	4 019	3 437	3 988	3 654
◆ Nature de la peine					
2	153	123	113	107	84
3	14	14	14	12	14
4	5	7	6	4	4
5	9	7	8	8	10
6	139	109	99	95	70
7	2 966	3 812	3 252	3 795	3 492
8	2 809	3 701	3 171	3 687	3 392
9	<i>1 630</i>	<i>1 769</i>	<i>1 772</i>	<i>1 796</i>	<i>1 856</i>
10	157	111	81	108	100
11	114	84	72	86	78
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
12	3 075	3 876	3 311	3 840	3 518
13	158	143	126	148	136
Âge des condamnés					
14	22	27	28	34	44
15	141	146	125	114	155
16	304	375	275	347	308
17	957	1 215	978	1 132	1 031
18	1 687	2 088	1 885	2 194	1 953
19	122	168	146	167	163
Nationalité des condamnés					
20	1 381	1 411	1 182	1 342	1 188
21	1 579	1 996	1 480	1 854	1 737
22	273	612	775	792	729

La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne la contrefaçon de chèques et l'usage.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits en matière de chèques.

Code | Définitions et méthode

6 à 25 | Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour délits en matière de chèques	2 920	3 289	3 164	2 918	2 668
2	Contrefaçon de chèques et usage	2 405	2 625	2 549	2 288	2 090
3	Retrait ou blocage de provision d'un chèque	203	283	256	264	261
4	Violation de l'interdiction d'émettre	294	359	331	344	294
5	Autres	18	22	28	22	23
◆ Nature de la peine						
6	Emprisonnement	2 219	2 406	2 332	2 176	1 995
7	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	678	708	759	769	699
8	Moins de 3 mois	139	166	202	200	205
9	3 mois à moins de 6 mois	192	219	248	252	231
10	6 mois à moins d'un an	201	186	176	175	148
11	1 an à moins de 3 ans	125	117	113	121	103
12	3 ans et plus	21	20	20	21	12
13	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>7,4</i>	<i>7,0</i>	<i>6,7</i>	<i>7,0</i>	<i>6,3</i>
14	Assorti d'un sursis total	1 541	1 698	1 573	1 407	1 296
15	Sursis simple	978	1 223	1 177	1 010	951
16	Sursis avec mise à l'épreuve	509	435	368	371	321
17	Avec travail d'intérêt général	54	40	28	26	24
18	Amende	317	403	380	378	350
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	232	305	256	269	237
20	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>725</i>	<i>546</i>	<i>739</i>	<i>666</i>	<i>523</i>
21	Assortie d'un sursis total	85	98	124	109	113
22	Peine de substitution	210	260	222	182	183
23	dont interdiction d'émettre des chèques	16	15	16	9	5
24	Mesure et sanction éducative	64	92	108	74	48
25	Dispense de peine	110	128	122	108	92
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
26	Hommes	1 895	2 098	2 073	1 911	1 793
27	Femmes	1 025	1 191	1 091	1 007	875
Âge des condamnés						
28	Moins de 18 ans	125	175	174	127	107
29	de 18 ans à moins de 20 ans	372	415	386	321	286
30	de 20 ans à moins de 25 ans	776	863	827	727	651
31	de 25 ans à moins de 30 ans	465	465	464	464	470
32	de 30 ans à moins de 40 ans	640	715	670	657	616
33	de 40 ans à moins de 60 ans	518	620	614	596	508
34	60 ans et plus	24	36	29	26	30
Nationalité des condamnés						
35	Français	2 546	2 847	2 721	2 455	2 257
36	Étrangers	292	321	332	336	317
37	Non déclarés	82	121	111	127	94

Les condamnations en matière de travail et de sécurité sociale répriment principalement les infractions relatives à l'hygiène et à la sécurité, et le travail illégal.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour travail clandestin.

Code | Définitions et méthode

- 3 | Le non-respect des règles en matière d'**hygiène et de sécurité** est fréquemment sanctionné dans le bâtiment et les travaux publics.
 - 4 | Les infractions visées en matière de **travail illégal** sont par ordre d'importance numérique : l'exécution d'un travail dissimulé, le recours au service d'une personne exerçant un travail dissimulé et les délits de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre, qui sont les principales formes de ce que l'on nomme aujourd'hui la fausse sous-traitance.
Jusqu'en 1985, les infractions en matière de travail illégal n'encourageaient qu'une peine d'amende pour contravention de 5^e classe. La correctionnalisation de cette infraction en 1985, et les lois spécifiques qui ont suivi, n'ont cessé d'aggraver les peines encourues en cette matière.
 - 13 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" regroupe le non-affichage du nom de l'entrepreneur sur un chantier de construction, la non-affiliation de l'employeur à une caisse de congés payés, certaines infractions à la réglementation en matière d'assurances chômage, le non-respect des règles de travail de nuit des jeunes et des femmes, et le paiement de salaires inférieurs au minimum légal.
- 15 à 30 | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de travail et de sécurité sociale	6 572	7 163	7 209	7 269	7 343
2	Délits	5 642	6 233	6 494	6 706	6 835
3	Hygiène et sécurité	784	831	901	777	720
4	Travail illégal	4 345	4 761	4 900	5 224	5 379
5	Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	255	261	263	247	222
6	Fraudes aux prestations et cotisations sociales	135	256	290	356	400
7	Entrave à la représentation des salariés	102	95	104	79	92
8	Autres	21	29	36	23	22
9	Contraventions de 5^e classe	930	930	715	563	508
10	Infraction à l'assujettissement à la sécurité sociale	281	227	195	148	92
11	Infraction à la législation sur les congés	134	179	133	106	90
12	Médecine du travail	269	286	209	153	163
13	Autres	246	238	178	156	163

Travail illégal

14	Toutes condamnations en matière de travail illégal (cf. code 4)	4 345	4 761	4 900	5 224	5 379
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	1 847	1 921	1 946	2 323	2 309
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	253	279	242	336	303
17	Moins de 3 mois	62	59	67	84	81
18	3 mois à moins de 6 mois	92	108	92	137	116
19	6 mois à moins d'un an	62	69	55	68	54
20	1 an et plus	37	43	28	47	52
21	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,0</i>	<i>5,9</i>	<i>5,1</i>	<i>5,5</i>	<i>5,9</i>
22	Assorti d'un sursis total	1 594	1 642	1 704	1 987	2 006
23	Sursis simple	1 502	1 571	1 628	1 890	1 912
24	Sursis avec mise à l'épreuve	82	58	73	90	85
25	Avec travail d'intérêt général	10	13	3	7	9
26	Amende	2 123	2 524	2 662	2 540	2 658
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 682	1 961	2 108	1 998	2 032
28	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>1 637</i>	<i>1 584</i>	<i>1 538</i>	<i>1 478</i>	<i>1 595</i>
29	Assortie d'un sursis total	441	563	554	542	626
30	Autres décisions	375	316	292	361	412
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	3 712	4 084	4 203	4 447	4 601
32	Femmes	633	677	697	777	778
	Âge des condamnés					
33	Moins de 20 ans	38	40	55	77	73
34	de 20 ans à moins de 25 ans	239	255	267	367	381
35	de 25 ans à moins de 30 ans	416	454	496	518	595
36	de 30 ans à moins de 40 ans	1 358	1 431	1 468	1 661	1 623
37	de 40 ans à moins de 60 ans	2 104	2 343	2 387	2 391	2 464
38	60 ans et plus	190	238	227	210	243
	Nationalité des condamnés					
39	Français	2 888	3 157	3 116	3 422	3 473
40	Étrangers	1 296	1 436	1 529	1 484	1 599
41	Non déclarés	161	168	255	318	307

Les délits ayant fait l'objet de condamnations en matière de sociétés et de commerce, ont été regroupés en trois secteurs : celui des fraudes et contrefaçons, celui des infractions à la législation sur la concurrence et les prix, et enfin celui des infractions à la législation sur les sociétés.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour infractions à la législation sur les sociétés.

La multiplication des infractions recensées dans ces domaines, ainsi que leur complexité, font que les postes "autres" de chacun des groupes présentent des effectifs assez importants (cf. explications ci-dessous).

Code | Définitions et méthode

- 7 | Le poste "**Autres fraudes et contrefaçons**" comporte notamment les fraudes sur l'appellation, la provenance ou l'identification d'une marchandise.
 - 12 | Le poste "**Prix illicites et autres**" comporte notamment les infractions en matière de contrats autres que ceux de vente, et les infractions à la législation sur les denrées périssables.
 - 16 | Les **abus de biens sociaux** ont été isolés :
 - abus des biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles
 - abus des biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles
 - 18 | Le poste "**Autres infractions à la législation sur les sociétés**" comprend les infractions sur la tenue des assemblées, les délits afférents aux titres émis par les sociétés, les infractions à la législation sur la constitution des sociétés commerciales et civiles, les infractions liées aux procédures de redressement et liquidation judiciaires des entreprises et de dissolution des sociétés.
 - 19 à 22 | **Les contraventions de 5^e classe** sont nombreuses en cette matière. Elles répriment principalement le non-respect des règles relatives à l'information du consommateur (marquage de produit), et le non-respect des règles de transport et de stockage de denrées périssables.
 - 22 | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe**" concerne notamment l'"offre de vente ou prestation de services utilisant irrégulièrement le domaine public", le "non-dépôt au greffe du tribunal des comptes approuvés par l'assemblée générale d'une SARL ou d'une société par actions", et le "non-respect de la réglementation des prix", notamment en matière de taxis.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour infractions en matière de sociétés et de commerce	8 594	9 671	7 744	7 393	7 202
2	Délits	4 408	5 020	4 513	4 383	4 525
3	Fraudes et contrefaçons	1 399	1 574	1 308	1 305	1 267
4	Tromperie sur la marchandise	662	798	634	654	619
5	Détention de denrées nuisibles à la santé	141	156	127	90	86
6	Contrefaçon de marque, modèle, œuvre	568	575	517	527	538
7	Autres	28	45	30	34	24
8	Législation sur la concurrence, les prix	1 614	1 844	1 783	1 686	1 693
9	Publicité mensongère	430	460	365	393	321
10	Achat et vente sans facture	113	105	163	111	91
11	Technique de vente répréhensible	403	552	510	498	556
12	Prix illicites et autres	668	727	745	684	725
13	Législation sur les sociétés	1 395	1 602	1 422	1 392	1 565
14	Banqueroute	641	637	520	527	541
15	Gestion et comptabilité délictueuse	471	574	547	497	608
16	<i>dont abus de biens sociaux</i>	426	518	496	448	558
17	Exercice illégal d'une profession	255	361	330	344	382
18	Autres	28	30	25	24	34
19	Contraventions de 5^e classe	4 186	4 651	3 231	3 010	2 677
20	Transport, stockage de denrées périssables	2 486	2 735	1 802	1 574	1 361
21	Non respect des règles relatives à l'information du consommateur	857	892	729	663	513
22	Autres	843	1 024	700	773	803

Législation sur les sociétés

23	Toutes condamnations pour infraction à la législation sur les sociétés (cf. code 13)	1 395	1 602	1 422	1 392	1 565
◆	Nature de la peine					
24	Emprisonnement	938	1 046	953	880	1 016
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	161	181	169	179	193
26	Moins de 3 mois	10	23	18	17	21
27	3 mois à moins de 6 mois	21	35	31	35	35
28	6 mois à moins d'un an	47	47	49	59	65
29	1 an à moins de 3 ans	69	65	63	59	59
30	3 ans et plus	14	11	8	9	13
31	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>13,0</i>	<i>10,9</i>	<i>11,3</i>	<i>10,5</i>	<i>10,4</i>
32	Assorti d'un sursis total	777	865	784	701	823
33	Sursis simple	719	800	715	637	760
34	Sursis avec mise à l'épreuve	57	64	69	63	62
35	Avec travail d'intérêt général	1	1	0	1	1
36	Amende	318	428	372	406	424
37	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	258	334	283	312	314
38	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>4 140</i>	<i>2 762</i>	<i>2 689</i>	<i>5 771</i>	<i>7 155</i>
39	Assortie d'un sursis total	60	94	89	94	110
40	Autres décisions	139	128	97	106	125
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	1 167	1 341	1 207	1 157	1 324
42	Femmes	228	261	215	235	241
	Âge des condamnés					
43	moins de 20 ans	7	14	14	8	14
44	de 20 ans à moins de 25 ans	48	68	60	53	79
45	de 25 ans à moins de 30 ans	110	147	123	135	113
46	de 30 ans à moins de 40 ans	401	471	385	376	472
47	de 40 ans à moins de 60 ans	773	820	768	759	794
48	60 ans et plus	56	82	72	61	93
	Nationalité des condamnés					
49	Français	1 100	1 232	1 090	1 084	1 166
50	Étrangers	243	291	272	242	304
51	Non déclarés	52	79	60	66	95

Les infractions aux finances publiques regroupent essentiellement les fraudes à l'impôt et les infractions de contrebande douanière. Ces dernières sont fréquemment associées à d'autres infractions dans une même condamnation, trafic de stupéfiants par exemple, et dans ce cas ne sont pas comptabilisées dans les infractions principales.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des condamnations prononcées en matière de finances publiques.

Code | Définitions et méthode

20 | L'exploitation statistique du Casier judiciaire permet, depuis 1994, de connaître toutes les amendes fiscales ou douanières prononcées à titre principal.

5 à 22 | **Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1 Toutes condamnations pour délits en matière d'atteintes aux finances publiques	2 362	2 576	2 664	2 371	2 335
2 Fraude à l'impôt	915	1 003	1 106	948	928
3 Infractions douanières	888	1 013	1 040	898	917
4 Autres	559	560	518	525	490
◆ Nature de la peine					
5 Emprisonnement	1 909	1 996	2 089	1 842	1 818
6 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	694	791	672	672	679
7 Moins de 3 mois	80	88	95	74	70
8 3 mois à moins de 6 mois	135	156	121	136	119
9 6 mois à moins d'un an	169	172	150	161	170
10 1 an à moins de 3 ans	227	291	235	238	246
11 3 ans à moins de 5 ans	64	66	48	43	50
12 5 ans et plus	19	18	23	20	24
13 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>13,7</i>	<i>13,4</i>	<i>13,8</i>	<i>12,9</i>	<i>14,1</i>
14 Assorti d'un sursis total	1 215	1 205	1 417	1 170	1 139
15 Sursis simple	1 094	1 072	1 299	1 059	1 044
16 Sursis avec mise à l'épreuve	102	108	100	102	91
17 Avec travail d'intérêt général	19	25	18	9	4
18 Amende	364	481	440	421	393
19 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	336	369	369	385	362
20 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>26 415</i>	<i>77 813</i>	<i>14 785</i>	<i>92 373</i>	<i>83 243</i>
21 Assortie d'un sursis total	28	112	71	36	31
22 Autres décisions	89	99	135	108	124
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
23 Hommes	2 076	2 237	2 317	2 045	2 034
24 Femmes	286	339	347	326	301
Âge des condamnés					
25 Moins de 20 ans	204	200	203	188	211
26 de 20 ans à moins de 25 ans	386	432	423	351	375
27 de 25 ans à moins de 30 ans	349	369	385	353	338
28 de 30 ans à moins de 40 ans	600	677	684	627	569
29 de 40 ans à moins de 60 ans	770	803	897	767	770
30 60 ans et plus	53	95	72	85	72
Nationalité des condamnés					
31 Français	1 489	1 625	1 721	1 527	1 449
32 Étrangers	691	770	802	682	697
33 Non déclarés	182	181	141	162	189

Sont rassemblées dans ce volet toutes les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS). Dans ce domaine, les condamnations sanctionnent en moyenne plus de deux infractions distinctes. L'infraction mentionnée en premier ne reflète pas toujours la qualification la plus grave.

Le nouveau Code pénal a instauré la réclusion criminelle à perpétuité pour sanctionner le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicite de stupéfiants (art. 222-34 du CP).

Il punit également de 20 ans de réclusion la production ou la fabrication illicite de stupéfiants, et de 30 ans de réclusion si ces faits sont commis en bande organisée (art. 222-55 du CP).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les infractions à la législation sur les stupéfiants.

Les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants sanctionnent presque toujours deux, voire même trois infractions à la fois. Ce cumul d'infractions ne peut être appréhendé à travers les données fournies ici, mais il peut expliquer la lourdeur des peines prononcées pour une catégorie donnée d'infractions.

Code | Définitions et méthode

- 2 et 8** | **Le trafic de stupéfiants par importation ou exportation** est puni d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 euros d'amende. Ces faits, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, sont qualifiés crimes, et punis de 30 ans de réclusion criminelle (art. 222-36 du CP).
- 5** | L'**usage illicite de stupéfiants** est réprimé par l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende. Il est également prévu que l'action publique ne soit pas exercée si les personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ont suivi une cure de désintoxication, ou se sont soumises à une surveillance médicale depuis les faits qui leur sont reprochés.
- 6, 7** | **La détention, l'acquisition, le transport, la cession ou l'offre de stupéfiants, l'aide à l'usage par autrui** encourent des peines de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 Euros d'amende (art. 222-37 du NCP).
- 15** | Le poste "**Autres délits**" en matière d'infractions à la santé publique comprend les condamnations pour publicité illicite en faveur du tabac, ainsi que le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses.
- 16** | **Les contraventions de 5^e classe** en matière d'infractions à la santé publique sont très résiduelles, et concernent principalement les débits de boisson et l'ivresse publique.
- 18 à 41** | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de santé et de stupéfiants	32 058	34 561	35 874	37 862	43 165
2 Crimes	32	27	18	23	17
3 Délits	32 018	34 529	35 850	37 832	43 145
4 Infractions sur les stupéfiants	31 618	34 123	35 377	37 357	42 649
5 Usage illicite de stupéfiants	8 430	10 027	11 978	14 227	19 069
6 Détention, acquisition de stupéfiants	12 966	13 076	12 673	11 871	12 039
7 Commerce, emploi, transport de stupéfiants	6 163	6 824	7 048	7 452	7 684
8 Trafic de stupéfiants (exportation-importation)	2 034	2 044	1 916	2 066	2 187
9 Offre et cession de stupéfiants	1 880	1 990	1 621	1 598	1 506
10 Aide à l'usage par autrui de stupéfiants	50	55	39	55	61
11 Autres infractions sur les stupéfiants	95	107	102	88	103
12 Autres infractions à la santé publique	400	406	473	475	496
13 Réglementation sur les débits de boisson	146	125	143	107	125
14 Exercice illégal d'une profession médicale	99	76	57	70	84
15 Autres	155	205	273	298	287
16 Contraventions de 5^e classe	8	5	6	7	3

Infractions sur les stupéfiants (délits)

17 Toutes condamnations pour infraction sur les stupéfiants (cf. code 4)	31 618	34 123	35 377	37 357	42 649
◆ Nature de la peine					
18 Emprisonnement	23 330	24 888	25 345	26 753	28 849
19 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	12 018	12 994	13 313	14 351	15 412
20 Moins de 3 mois	2 174	2 460	2 712	3 027	2 930
21 3 mois à moins de 6 mois	2 433	2 726	2 887	3 112	3 069
22 6 mois à moins d'un an	2 455	2 722	2 800	2 879	3 369
23 1 an à moins de 3 ans	3 293	3 514	3 400	3 766	4 356
24 3 ans à moins de 5 ans	1 079	1 063	1 041	1 090	1 233
25 5 ans et plus	584	509	473	477	455
26 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>14,6</i>	<i>13,5</i>	<i>13,0</i>	<i>12,7</i>	<i>13,0</i>
27 Assorti d'un sursis total	11 312	11 894	12 032	12 402	13 437
28 Sursis simple	7 182	7 506	7 518	7 484	7 645
29 Sursis avec mise à l'épreuve	3 422	3 729	3 957	4 360	5 221
30 Avec travail d'intérêt général	708	659	557	558	571
31 Amende	4 865	4 990	5 441	6 363	9 227
32 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	4 466	4 613	4 965	5 949	8 796
33 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>446</i>	<i>415</i>	<i>436</i>	<i>442</i>	<i>398</i>
34 Assortie d'un sursis total	399	377	476	414	431
35 Peine de substitution	2 178	2 471	2 854	2 780	3 021
36 Travail d'intérêt général	686	744	883	841	880
37 Jours-amende	1 382	1 610	1 845	1 795	1 928
38 Autres	110	117	126	144	213
39 Mesure et sanction éducative	1 073	1 558	1 510	1 226	1 310
40 dont admonestation	728	1 113	1 109	855	847
41 Dispense de peine	172	216	227	235	242
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
42 Hommes	29 891	32 127	33 241	34 938	39 906
43 Femmes	1 727	1 996	2 136	2 419	2 743
Âge des condamnés					
44 Moins de 16 ans	941	1 045	1 085	948	935
45 de 16 ans à moins de 18 ans	1 530	2 347	2 193	2 119	2 205
46 de 18 ans à moins de 20 ans	7 087	7 070	7 143	7 121	7 972
47 de 20 ans à moins de 25 ans	11 433	11 921	12 392	12 657	14 543
48 de 25 ans à moins de 30 ans	4 980	5 517	5 968	6 868	8 113
49 de 30 ans à moins de 40 ans	4 152	4 639	4 914	5 609	6 687
50 de 40 ans à moins de 60 ans	1 450	1 531	1 627	1 974	2 121
51 60 ans et plus	45	53	55	61	73
Nationalité des condamnés					
52 Français	26 538	28 837	29 921	31 255	36 005
53 Étrangers	4 022	4 100	3 778	4 034	4 019
54 Non déclarés	1 058	1 186	1 678	2 068	2 625

Les condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire sanctionnent des outrages ou violences à une personne dépositaire de l'autorité publique ou à magistrat, ainsi que la rébellion et toutes les infractions relatives à l'exécution des décisions de justice : refus de restituer un permis de conduire, violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution, infractions à l'interdiction de séjour, et évasion.

On trouve également dans ce groupe les usurpations de titres ou de fonctions, les usurpations d'identité, les corruptions de fonctionnaires, et les dénonciations calomnieuses.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions à l'ordre administratif et judiciaire.

Code | Définitions et méthode

- 15 | Le poste "**Autres délits**" comprend notamment toutes les autres infractions relatives à la preuve en justice : non-dénonciation d'un crime ou d'un délit, recel de personnes ayant affaire avec la justice, recel de cadavres, faux témoignages, subornation de témoin, ainsi que la remise ou la sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent, ou objet quelconque de détenu.
- 16 | Ce poste "contraventions de 5^e classe" regroupe les entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.
- 17 à 40 | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et	25 070	25 414	25 828	25 869	26 842
2	Délits	25 062	25 408	25 816	25 861	26 815
3	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public	14 122	13 914	14 165	13 664	13 793
4	Rébellion	2 992	3 047	3 063	3 173	3 249
5	Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique	785	948	1 386	1 379	1 412
6	Outrage ou violences à un magistrat	236	212	241	276	267
7	Corruption de fonctionnaire	306	277	290	259	236
8	Usurpation de fonctions ou de titres	165	158	137	147	171
9	Refus de restituer un permis de conduire	166	174	121	123	128
10	Violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution	1 631	1 757	1 903	2 339	2 834
11	Infraction à l'interdiction de séjour	121	100	129	96	138
12	Usurpation d'identité	1 259	1 224	876	643	772
13	Évasion de détenu	473	501	516	565	612
14	Dénonciation calomnieuse ou mensongère	1 543	1 708	1 592	1 655	1 590
15	Autres	1 263	1 388	1 397	1 542	1 613
16	Contraventions de 5^e classe	8	6	12	8	27
◆	Nature de la peine					
17	Emprisonnement	15 009	15 370	15 426	15 853	15 992
18	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	6 594	6 904	7 205	8 009	8 062
19	Moins de 3 mois	3 147	3 243	3 560	4 075	4 015
20	3 mois à moins de 6 mois	2 269	2 427	2 473	2 679	2 633
21	6 mois à moins d'un an	889	932	900	937	1 019
22	1 an à moins de 3 ans	259	274	249	302	368
23	3 ans et plus	30	28	23	16	27
24	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,5</i>	<i>3,6</i>	<i>3,4</i>	<i>3,3</i>	<i>3,5</i>
25	Assorti d'un sursis total	8 415	8 466	8 221	7 844	7 930
26	Sursis simple	6 215	6 336	6 079	5 662	5 552
27	Sursis avec mise à l'épreuve	1 540	1 468	1 469	1 558	1 719
28	Avec travail d'intérêt général	660	662	673	624	659
29	Amende	5 738	5 262	5 254	5 059	5 354
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	4 727	4 363	4 345	4 153	4 382
31	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>547</i>	<i>603</i>	<i>509</i>	<i>551</i>	<i>552</i>
32	Assortie d'un sursis total	1 011	899	909	906	972
33	Peine de substitution	2 961	3 115	3 285	3 248	3 519
34	Suspension du permis de conduire	346	243	194	122	109
35	Travail d'intérêt général	879	1 002	1 197	1 156	1 186
36	Jours-amende	1 607	1 725	1 760	1 755	1 900
37	Autres	129	145	135	215	324
38	Mesure et sanction éducative	955	1 279	1 395	1 309	1 495
39	dont admonestation	680	926	963	911	934
40	Dispense de peine	407	388	468	400	482
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	22 208	22 495	22 832	22 885	23 847
42	Femmes	2 862	2 919	2 996	2 984	2 995
	Âge des condamnés					
43	Moins de 18 ans	1 780	2 321	2 623	2 565	2 851
44	de 18 ans à moins de 20 ans	3 422	3 437	3 696	3 485	3 622
45	de 20 ans à moins de 25 ans	7 136	6 875	7 065	7 211	7 302
46	de 25 ans à moins de 30 ans	3 902	3 707	3 754	3 845	3 974
47	de 30 ans à moins de 40 ans	4 813	4 968	4 647	4 674	4 744
48	de 40 ans à moins de 60 ans	3 682	3 751	3 676	3 712	3 952
49	60 ans et plus	335	355	367	377	397
	Nationalité des condamnés					
50	Français	21 533	21 678	22 186	22 180	22 976
51	Étrangers	2 844	2 908	2 606	2 580	2 565
52	Non déclarés	693	828	1 036	1 109	1 301

Les condamnations pour atteintes à la sûreté publique se répartissent en quatre groupes de délits : les infractions à la police des étrangers, les infractions en matière de commerce et de transport d'armes, les infractions militaires, et les autres atteintes à la sûreté publique.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France et pour les infractions en matière militaire.

Code | Définitions et méthode

- 7 | **L'entrée ou le séjour irrégulier d'un étranger en France** comprend également la pénétration non autorisée d'étrangers sur le territoire national après interdiction, l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et le non-respect à l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion.
- 8 | **L'interdiction de résidence** recouvre en fait les soustractions à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion.
- 9 | **Les infractions sur la réglementation sur le travail des étrangers** sont relatives à l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.
- 10 | Sous l'intitulé "**Nomades**", se trouvent notamment les condamnations sanctionnant la circulation sans livret d'une personne sans domicile fixe et dépourvue de ressources régulières.
- 17 | Sont également compris dans ce poste les actes d'auto-mutilation par militaire, les violations de consigne, les détournements d'armes ou autres objets, les outrages, violences et voies de faits par militaire.
- 21 | Ce poste recouvre les infractions électorales, et les condamnations pour provocation à la discrimination politique, raciale ou religieuse par publication ou discours.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour infractions à la sûreté publique	13 460	12 795	12 770	12 281	12 038
2	Crimes	7	1	3	1	0
3	Faux-monnayage	7	1	3	1	0
4	Autres	0	0	0	0	0
5	Délits	13 012	12 404	12 437	11 930	11 593
6	Police des étrangers - nomades	6 129	5 668	5 767	5 312	4 835
7	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger	4 847	4 454	4 564	4 019	3 580
8	Interdiction de résidence	1 043	894	863	941	853
9	Réglementation sur le travail des étrangers	234	316	338	348	400
10	Nomades	5	4	2	4	2
11	Commerce et transport d'armes	5 080	4 798	4 802	4 568	4 808
12	Port et transport illicite d'armes	3 661	3 464	3 513	3 310	3 614
13	Acquisition ou détention d'armes	1 342	1 136	1 155	1 073	1 031
14	Fabrication, commerce illicite d'explosifs	77	198	134	185	163
15	Infractions militaires	938	928	764	1 002	936
16	Désertion	682	710	593	805	773
17	Insoumission et autres	256	218	171	197	163
18	Autres atteintes à la sûreté publique	865	1 010	1 104	1 048	1 014
19	Législation sur les jeux de hasard	299	267	219	233	223
20	Association de malfaiteurs	327	447	477	450	441
21	Autres	239	296	408	365	350
22	Contraventions de 5^e classe	441	390	330	350	445

Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger

23	Toutes condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (cf. code 7)	4 847	4 454	4 564	4 019	3 580
◆	Nature de la peine					
24	Emprisonnement	3 856	3 636	3 694	3 205	2 817
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 672	2 583	2 554	2 182	1 748
26	Moins de 3 mois	930	893	920	798	569
27	3 mois à moins de 6 mois	940	862	828	701	583
28	6 mois à moins d'un an	429	420	431	356	291
29	1 an à moins de 3 ans	296	334	313	237	249
30	3 ans et plus	77	74	62	90	56
31	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,0</i>	<i>6,2</i>	<i>6,0</i>	<i>6,4</i>	<i>6,4</i>
32	Assorti d'un sursis total	1 184	1 053	1 140	1 023	1 069
33	Sursis simple	1 160	1 026	1 124	1 003	1 053
34	Sursis avec mise à l'épreuve	24	27	14	15	15
35	Avec travail d'intérêt général	0	0	2	5	1

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (fin)						
1	Amende	151	132	188	167	210
	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	103	88	115	99	123
3	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>798</i>	<i>964</i>	<i>959</i>	<i>1 065</i>	<i>1 164</i>
4	Assortie d'un sursis total	48	44	73	68	87
5	Peine de substitution	700	588	580	557	466
6	dont interdiction du territoire français	683	558	547	527	438
7	Autres décisions	140	98	102	90	87
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
8	Hommes	4 427	4 095	4 223	3 713	3 285
9	Femmes	420	359	341	306	295
Âge des condamnés						
10	Moins de 18 ans	71	51	55	32	24
11	de 18 ans à moins de 20 ans	298	310	291	195	175
12	de 20 ans à moins de 25 ans	1 005	873	876	734	650
13	de 25 ans à moins de 30 ans	1 291	1 136	1 121	997	834
14	de 30 ans à moins de 40 ans	1 513	1 388	1 529	1 351	1 228
15	de 40 ans à moins de 60 ans	643	667	662	685	635
16	60 ans et plus	26	29	30	25	34
Nationalité des condamnés						
17	Français	224	213	266	253	282
18	Étrangers	4 311	3 909	3 901	3 424	3 002
19	Union Européenne	164	194	185	139	168
20	Portugal	16	20	9	16	22
21	Espagne	6	7	7	5	8
22	Italie	17	22	19	17	23
23	Autres	125	145	150	101	115
24	Europe hors UE	653	565	526	390	346
25	Turquie	141	149	219	133	132
26	Autres	512	416	307	257	214
27	Maghreb	1 260	1 132	1 076	1 033	871
28	Algérie	540	446	390	324	276
29	Maroc	487	431	442	404	307
30	Tunisie	233	255	244	305	288
31	Afrique francophone hors Maghreb	846	833	907	691	579
32	Afrique non francophone	334	275	272	270	220
33	Asie, Océanie	575	600	723	740	618
34	Amérique	479	310	212	161	200
35	Non déclarés	312	332	397	342	296

Code	2004	2005	2006	2007	2008 ^P
Infractions militaires					
1	938	928	764	1 002	936
◆ Nature de la peine					
2	887	846	730	932	850
3	144	152	107	163	155
4	42	47	33	52	30
5	101	101	67	108	122
6	1	4	7	2	3
7	0	0	0	1	0
8	3,0	2,9	3,0	1,5	2,7
9	743	694	623	769	695
10	738	686	617	756	682
11	3	7	5	13	10
12	2	1	1	0	3
13	18	30	6	22	26
14	18	29	6	21	26
15	306	284	250	300	323
16	0	1	0	1	0
17	33	52	28	48	60
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
18	901	900	741	972	913
19	37	28	23	30	23
Âge des condamnés					
20	186	165	102	126	113
21	562	561	463	583	561
22	152	152	159	226	192
23	33	45	36	67	66
24	5	5	4	0	4
Nationalité des condamnés					
25	804	776	641	773	728
26	95	108	86	167	170
27	39	44	37	62	38

Les atteintes à l'ordre public général sont de deux ordres : les faux en écriture publique ou privée d'une part, les atteintes en matière d'environnement d'autre part.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour faux en écriture publique et privée d'une part, et pour l'ensemble des atteintes à l'environnement (délits et contraventions) d'autre part.

Code | Définitions et méthode

- 4 et 5 | **Les faux en écriture privée** sont qualifiés délits. Ces postes regroupent les faux et usages de faux en écriture privée, de commerce, de banque, de titre de transport, et les falsifications de certificats ou d'attestations.
- 8 | Les infractions en matière d'**utilisation illégale des sols** comprennent l'apposition d'enseignes ou de publicité dans des endroits prohibés, l'exploitation d'installations classées, et le fait de porter atteinte aux espèces protégées de la faune et de la flore.
- 10 | **Les infractions en matière de pêche** visent essentiellement les pratiques de pêche maritime dans des zones interdites ou avec des engins prohibés, et dans une moindre mesure la réalisation de travaux destinés à capturer le poisson en eau douce.
- 11 | **Les infractions en matière de chasse** concernent la chasse sur terrain d'autrui avec engins prohibés, de nuit, en temps prohibé et/ou avec circonstances aggravantes.
- 12 | Les "**Autres délits en matière d'atteintes à l'environnement**" portent principalement sur le rejet en eau douce ou pisciculture de substances nuisibles au poisson. Les autres infractions visent l'absence d'autorisation pour la mise en exploitation de carrières, la construction de barrage dans un cours d'eau, et l'arrachage ou le défrichage de ses bois par un particulier.
- 14 | **Les contraventions de 5^e classe en matière de chasse** regroupent notamment la chasse sans permis, la chasse sur terrain d'autrui sans circonstance aggravante, et toutes les infractions à un arrêté réglementaire dans ce domaine.
- 16 | Il s'agit ici d'infractions en matière de pêche en eau douce ou de pêche maritime de loisir.
- 17 | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe en matière d'environnement**" regroupe en majorité des condamnations pour infractions à l'hygiène des animaux. Le reste se partage entre les infractions en matière d'installations classées, de pollution des eaux, les défauts d'affichage du permis de construire, et la poursuite de travaux malgré une mise en demeure.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations pour infractions à l'ordre public général	11 984	12 303	11 555	11 706	11 809
2	Délits	8 033	7 980	8 064	8 071	8 349
3	Faux en écriture publique ou privée	4 574	4 660	4 738	4 558	4 716
4	Faux, usage de faux en écriture privée	2 027	2 043	2 133	2 115	2 025
5	Falsification de document	1 939	1 877	1 916	1 848	2 088
6	Obtention, usage de document administratif faux ou inexact	608	740	689	595	603
7	Atteintes à l'environnement	3 459	3 320	3 326	3 513	3 633
8	Travaux ou utilisation illégale des sols	843	813	782	790	792
9	Défaut de permis de construire	1 314	1 409	1 426	1 494	1 608
10	Infractions en matière de pêche	530	405	496	528	520
11	Infractions en matière de chasse	259	252	207	204	196
12	Autres	513	441	415	497	517
13	Contraventions de 5^e classe	3 951	4 323	3 491	3 635	3 460
14	Infraction en matière de chasse	2 050	2 070	1 643	1 658	1 487
15	Abandon d'épave ou d'objet	1 067	1 099	725	855	861
16	Infraction en matière de pêche	128	186	191	150	143
17	Autres	706	968	932	972	969

Atteintes à l'environnement (délits et contraventions de 5^e classe)

18	Toutes condamnations pour atteintes à l'environnement (cf. codes 7+13)	7 410	7 643	6 817	7 148	7 093
	◆ Nature de la peine					
19	Emprisonnement	308	300	280	289	270
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	48	56	47	64	62
21	Moins de 3 mois	33	39	34	45	39
22	3 mois et plus	15	17	13	19	23
23	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>	<i>2,8</i>
24	Assorti d'un sursis total	260	244	233	225	208
25	Sursis simple	229	201	210	201	179
26	Sursis avec mise à l'épreuve	21	26	11	20	23
27	Avec travail d'intérêt général	10	17	12	4	6
28	Amende	6 311	6 628	5 868	6 158	6 073
29	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 612	5 832	5 034	5 262	5 129
30	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>1 840</i>	<i>1 911</i>	<i>1 548</i>	<i>1 252</i>	<i>1 515</i>
31	Assortie d'un sursis total	699	796	834	896	944
32	Peine de substitution	317	201	187	193	211
33	Mesure éducative et sanction éducative	23	30	43	39	25
34	Dispense de peine	451	484	439	469	514
	◆ Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	6 742	6 896	6 125	6 416	6 345
36	Femmes	668	747	692	732	748
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	38	43	65	50	47
38	de 18 ans à moins de 20 ans	243	224	200	199	190
39	de 20 ans à moins de 25 ans	654	692	493	595	601
40	de 25 ans à moins de 30 ans	602	621	568	609	647
41	de 30 ans à moins de 40 ans	1 680	1 682	1 533	1 531	1 533
42	de 40 ans à moins de 60 ans	3 175	3 392	3 029	3 254	3 144
43	60 ans et plus	1 018	989	929	910	931
	Nationalité des condamnés					
44	Français	6 440	6 573	5 851	5 875	5 977
45	Étrangers	528	479	382	407	409
46	Non déclarés	442	591	584	866	707

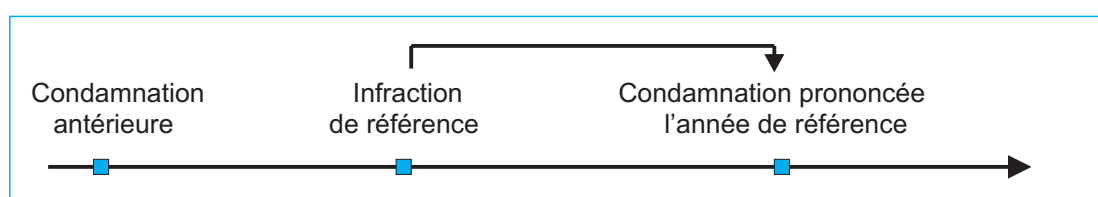
Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

Code | Définitions et méthode

Définition légale de la réitération

Il y a réitération d'infractions pénales lorsqu'une personne a déjà été condamnée définitivement pour un crime ou un délit et commet une nouvelle infraction qui ne répond pas aux conditions de la récidive légale (art 132-16-7 al.1). Cette définition légale de la réitération est récente puisque qu'elle n'est introduite dans le code pénal qu'en décembre 2005 par la loi n°2005-1549.



Définition statistique de la réitération

Bien que le texte de loi ne limite pas l'observation de la réitération à une période de temps donnée comme c'est le cas pour la récidive, il a semblé cohérent de limiter l'observation de la réitération des délinquants aux cinq années précédant la condamnation de référence, afin d'obtenir une notion comparable à la récidive car prenant en compte le passé pénal du condamné sur une même période.

Un condamné est considéré comme réitérant s'il n'est pas condamné comme récidiviste et si l'infraction sanctionnée une année donnée a été commise après une précédente condamnation, observée sur les cinq années précédentes.

L'unité de compte est le condamné et non la condamnation.

Les données sur la réitération n'incluent pas la récidive légale traitée page suivante.

À partir d'une exploitation statistique spécifique du Casier Judiciaire, la réitération peut s'approcher de deux façons :

- une approche prospective qui est une observation du devenir judiciaire des condamnés après une première condamnation, ce qui oblige à se référer à des cohortes de condamnés déjà anciennes ;
- une approche rétrospective qui est une observation du passé pénal des condamnés. Cette dernière méthode présente l'avantage de produire des résultats sur des cohortes de condamnés récentes. En pratique, les deux approches donnent des résultats convergents.

C'est l'observation rétrospective qui a été privilégiée dans cette publication. La condamnation de référence est alors la dernière condamnation connue sur l'année observée. La condamnation antérieure est retenue pour caractériser un réitérant uniquement si elle est antérieure aux faits sanctionnés par la condamnation de référence.

Cette dimension chronologique introduite entre la première condamnation et la commission des faits à l'origine de la seconde condamnation est une des conditions de la récidive.

- 24 | Parmi les condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement ferme sur les cinq années précédentes

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
	■ Délits					
1	Nombre de condamnés pour délits	410 559	476 654	529 447	544 845	484 600
2	Nombre de condamnés en situation de réitération	118 305	131 189	139 583	145 427	130 670
3	Taux de réitérants (%)	28,8	27,5	26,4	26,7	27,0
	selon le type de délit sanctionné par la condamnation de référence					
4	Vol - recel	36,2	33,8	32,4	31,0	30,1
5	Conduite en état alcoolique	16,9	15,9	14,5	15,4	15,7
6	Violences volontaires	33,2	31,6	30,4	30,1	29,9
7	Infraction à la législation sur les stupéfiants	34,9	33,2	32,9	33,7	34,1
8	Outrage - rébellion	45,1	43,9	43,8	45,6	46,9
9	Destruction - dégradation	36,6	34,4	32,3	33,2	32,9
10	Atteinte aux mœurs	13,5	13,5	12,3	13,0	13,2
11	Police des étrangers	22,3	23,8	21,6	18,7	18,5
12	Port d'arme	44,5	42,3	41,2	42,3	43,4
	◆ Nature de la peine					
13	Emprisonnement	81 234	80 615	79 043	80 275	70 505
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	42 114	43 768	42 876	43 369	35 271
15	moins d'un an	36 193	38 197	34 039	38 595	30 680
16	1 an à moins de 3 ans	4 823	4 483	3 895	3 913	3 874
17	3 ans à moins de 5 ans	836	818	730	683	581
18	5 ans et plus	262	270	212	178	136
19	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,1</i>	<i>5,9</i>	<i>5,5</i>	<i>5,3</i>	<i>5,7</i>
20	Assorti d'un sursis total	39 120	36 847	36 167	36 906	35 234
21	Amende	19 891	29 430	37 298	41 722	38 119
22	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>491</i>	<i>470</i>	<i>428</i>	<i>416</i>	<i>388</i>
23	Autres décisions	17 180	21 144	23 242	23 430	22 046
24	Taux de réitérants condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme (%)	50,6	47,9	47,5	45,3	44,3
	◆ Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes	112 355	124 644	132 665	138 076	124 011
26	Femmes	5 950	6 545	6 918	7 351	6 659
	Âge des condamnés					
27	Moins de 18 ans	6 336	7 413	7 641	7 887	7 537
28	De 18 ans à moins de 20 ans	12 149	13 190	14 008	14 242	12 807
29	De 20 ans à moins de 30 ans	53 996	59 846	64 084	66 346	59 166
30	De 30 ans à moins de 40 ans	26 738	29 342	30 289	31 544	27 623
31	De 40 ans à moins de 60 ans	18 105	20 226	22 231	23 901	22 030
32	60 ans et plus	981	1 172	1 330	1 507	1 507
	Nationalité des condamnés					
33	Français	100 572	109 048	113 609	116 585	106 064
34	Étrangers	14 214	15 382	15 555	15 611	12 672
35	Non déclarés	3 519	6 759	10 419	13 231	11 934

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont identifiées au casier judiciaire soit par un indicateur mentionnant la récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive.

Code | Définitions et méthode

Définition légale de la récidive

Page 207

- En matière criminelle :** le premier terme de la récidive doit être un crime ou un délit puni de 10 ans d'emprisonnement, et le deuxième terme doit être un crime (Art. 132-8 du CP).
Dans tous les cas, la récidive fait encourir le double des peines prévues (ou la perpétuité pour un crime puni de vingt ou trente ans de réclusion).

7 | Les **autres crimes** recouvrent les coups et violences criminels ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente, la forfaiture (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.

8 à 16 | La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraîne une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, la peine encourue pour un crime est la perpétuité si ce crime est puni par la loi de 20 ou 30 ans de réclusion ; elle est de 30 ans de réclusion criminelle pour un crime puni de 15 ans (art. 132-8 CP).

Page 208

- En matière délictuelle :** le premier terme de la récidive doit être un délit, et le deuxième terme le même délit, ou un délit assimilé par la loi, commis dans le délai de cinq ans à compter de l'expiration ou de la prescription de la précédente peine (Art. 132-10 du CP).

14 à 24 | La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraîne une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, en cas de nouveau délit commis dans le délai de dix ans et puni de la même peine la peine encourue est doublée (art. 132-9 CP).

25 | Parmi les récidivistes condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant été déjà condamnées à de l'emprisonnement ferme.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
1	3 244	3 402	3 305	3 245	3 160
2	108	98	130	128	145
3	3,3	2,9	3,9	3,9	4,6
◆ Nature de l'infraction					
4	8	13	15	16	15
5	35	30	37	45	40
6	58	49	65	57	75
7	7	6	13	10	15
◆ Nature de la peine					
8	108	98	130	128	145
9	85	80	99	96	92
10	108	97	130	127	145
11	23	17	31	31	53
12	63	53	68	60	57
13	19	23	22	33	28
14	3	4	9	3	7
15	164,0	184,0	162,0	175,0	157,0
16	0	1	0	1	0
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
17	107	98	130	127	144
18	1	0	0	1	1
19 Âge des condamnés					
20	0	2	0	0	2
21	1	0	2	4	4
22	26	25	31	34	35
23	46	35	49	43	48
24	33	36	46	43	54
25	2	0	2	4	2
Nationalité des condamnés					
26	103	90	119	117	139
27	2	6	8	9	6
28	3	2	3	2	0

Code		2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^p
1	Nombre de condamnés pour délits	410 559	476 654	529 447	544 845	484 600
2	Nombre de condamnés en situation de récidive	25 181	29 430	36 832	43 873	46 237
3	<i>Taux de récidivistes (%)</i>	6,1	6,2	7,0	8,1	9,5
	selon le type de délit					
4	Vol - recel	6,5	8,0	9,8	12,0	14,2
5	Conduite en état alcoolique	13,1	12,7	12,4	13,0	14,7
6	Violences volontaires	2,4	3,4	4,9	6,1	7,9
7	Infraction à la législation sur les stupéfiants	4,6	5,1	6,2	7,5	8,7
8	Outrage - rébellion	1,8	2,2	3,0	3,6	4,2
9	Destruction - dégradation	1,1	1,6	2,2	2,5	3,2
10	Délits sexuels	3,0	3,1	3,5	3,8	4,3
11	Police des étrangers	2,5	3,5	4,1	6,3	6,6
12	Port d'arme	1,7	1,3	1,7	2,1	2,1
13	autres délits	3,0	2,4	3,1	4,0	5,4
◆ Nature de la peine						
14	Emprisonnement	21 608	24 677	30 490	36 298	38 186
15	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	12 481	14 783	18 281	21 989	22 849
16	moins d'un an	10 103	12 008	15 053	17 188	16 042
17	1 an à moins de 3 ans	1 820	2 145	2 454	3 860	5 640
18	3 ans à moins de 5 ans	351	412	503	683	919
19	5 ans et plus	207	218	271	262	248
20	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	8,1	8,0	7,8	8,2	9,4
21	Assorti d'un sursis total	9 127	9 894	12 209	14 309	15 337
22	Amende	1 323	1 776	2 496	3 120	3 358
23	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	551	539	524	621	503
24	Autres décisions	2 250	2 977	3 846	4 455	4 693
25	Taux de récidivistes condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme (%)	53,4	52,9	51,7	51,7	51,0
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
26	Hommes	24 158	28 140	35 199	41 832	43 945
27	Femmes	1 023	1 290	1 633	2 041	2 292
Âge des condamnés						
28	Moins de 18 ans	108	199	279	387	335
29	De 18 ans à moins de 20 ans	951	1 270	1 932	2 348	2 410
30	De 20 ans à moins de 30 ans	8 925	10 418	13 528	16 541	17 651
31	De 30 ans à moins de 40 ans	7 427	8 459	10 178	11 652	12 325
32	De 40 ans à moins de 60 ans	7 262	8 491	10 217	12 029	12 483
33	60 ans et plus	508	593	698	916	1 033
Nationalité des condamnés						
34	Français	21 972	25 225	31 664	37 313	39 522
35	Étrangers	2 729	3 464	3 982	5 044	5 026
36	Non déclarés	480	741	1 186	1 516	1 689

Exécution des peines et Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

191 Établissements pénitentiaires au 01 janvier 2010 54 988 places dans ces établissements

106 maisons d'arrêt (MA)

et 35 quartiers de maison d'arrêt inclus dans des centres pénitentiaires

79 établissements pour peines

37 centres pénitentiaires (CP), qui comprennent au moins 2 quartiers de régime de détention différents

24 centres de détention (CD) et 34 quartiers (QCD)

6 maisons centrales (MC) et 5 quartiers (QMC)

12 centres de semi-liberté (CSL) et 4 quartiers (QSL)

4 quartiers centre pour peines aménagées (QCPA)

6 Établissements pénitentiaires pour mineurs [EPM]

1 Établissement public de santé national à Fresnes [relevant du ministère de la Santé]

43 Établissements à gestion déléguée sur les 191 établissements

Champ géographique : métropole, DOM et TOM

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires.

Code | Définitions et méthode

1, 2 | Au 31 décembre 2009, 66 089 personnes étaient écrouées, dont 60 978 détenues et 5 111 non hébergées, du fait d'un PSE – placement sous surveillance électronique, ou d'un PE – placement extérieur non hébergé.

5 à 7 | Un individu *condamné* dans une affaire, et *prévenu* dans une ou plusieurs autres affaires, est uniquement comptabilisé comme condamné.

Sont comptabilisés comme **prévenus** les détenus (population pénale en milieu fermé) en cours d'information, en attente de jugement, ou en délai ou exercice d'une voie de recours.

Sont comptabilisés comme **condamnés** les détenus définitivement jugés. Les détenus soumis à la contrainte par corps (cf. définition 31, page 214) sont comptabilisés avec les condamnés.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Population incarcérée						
1	Population incarcérée au 31 décembre	59 522	60 403	64 003	66 178	66 089
2	dont personnes hébergées	58 344	58 402	61 076	62 252	60 978
3	Métropole	55 633	56 294	59 468	61 676	61 430
4	Départements et territoires d'outre-mer	3 889	4 109	4 535	4 502	4 659
◆ Catégorie pénale des personnes incarcérées						
5	Prévenus	19 732	18 483	16 797	15 933	15 395
6	Condamnés	39 790	41 920	47 206	50 245	50 694
7	<i>Part des prévenus (en %)</i>	33,2	30,6	26,2	24,1	23,3
◆ Caractéristiques des personnes incarcérées						
Sexe						
8	Hommes	57 335	58 163	61 624	63 902	63 814
9	Femmes	2 187	2 240	2 379	2 276	2 275
Âge						
10	Moins de 16 ans	71	90	77	57	65
11	de 16 ans à moins de 18 ans	661	639	650	624	607
12	de 18 ans à moins de 21 ans	4 817	4 661	4 894	4 886	4 883
13	de 21 ans à moins de 25 ans	10 154	10 519	10 867	11 480	11 438
14	de 25 ans à moins de 30 ans	10 883	11 413	12 382	13 212	13 399
15	de 30 ans à moins de 40 ans	15 373	15 700	16 689	17 143	17 146
16	de 40 ans à moins de 50 ans	10 075	10 035	10 685	11 069	10 874
17	de 50 ans à moins de 60 ans	5 246	5 139	5 395	5 242	5 321
18	60 ans et plus	2 242	2 207	2 364	2 465	2 356
Nationalité						
19	Français	47 331	48 498	51 766	54 146	54 349
20	Étrangers	12 467	12 284	12 160	11 927	11 652
21	Europe	3 924	3 925	4 026	3 921	3 904
22	Allemagne	104	71	88	90	68
23	Belgique	153	138	157	139	119
24	Espagne	404	322	316	364	378
25	Italie	261	245	238	246	240
26	Portugal	423	449	462	477	469
27	Roumanie	605	708	699	624	652
28	Autres	1 974	1 992	2 066	1 981	1 978
29	Afrique	6 160	5 985	6 143	6 125	5 953
30	Algérie	1 780	1 683	1 709	1 633	1 615
31	Maroc	1 891	1 877	1 827	1 871	1 705
32	Tunisie	625	598	631	606	616
33	Autres	1 864	1 827	1 976	2 015	2 017
34	Amérique	1 185	1 155	1 224	1 189	1 165
35	Asie	1 190	1 214	748	687	623
36	Océanie	8	5	19	5	7
37	Non déclarés	54	78	77	105	88
Niveau d'instruction en métropole						
38	Illettrés déclarés	6 503	5 451	1 570	1 513	1 266
39	Instruction primaire	21 365	17 308	16 729	16 537	15 094
40	Instruction secondaire ou supérieure	31 654	33 535	41 169	43 626	45 070

Code | Définitions et méthode

- 7 à 19 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 8 | Sont compris sous cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de torture ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.
- 19 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers, et les infractions d'ordre militaire.
- 20 à 31 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
- 31 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 32 | Le taux d'occupation est calculé sur les seules personnes hébergées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Prévenus						
1	Prévenus au 31 décembre	19 732	18 483	16 797	15 933	15 395
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction	13 850	12 584	11 174	10 957	10 446
3	En attente de comparution	2 539	2 119	1 825	1 699	1 709
4	Comparution immédiate	1 861	2 001	2 125	1 686	1 656
5	En appel ou pourvoi	1 482	1 779	1 673	1 591	1 584
Condamnés						
6	Condamnés au 31 décembre	39 790	41 920	47 206	50 245	50 694
◆	Nature de l'infraction					
7	Atteintes à la personne	21 591	22 773	25 218	26 162	26 699
8	Crimes de sang	3 540	3 608	3 628	3 579	3 493
9	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	7 280	8 588	10 396	11 522	12 491
10	Homicides, blessures involontaires	2 131	2 218	2 808	2 881	2 735
11	Viols et autres agressions sexuelles	8 529	8 268	8 311	8 108	7 902
12	Proxénétisme	111	91	75	72	78
13	Atteintes aux biens	9 549	10 657	11 918	12 964	13 019
14	Vols qualifiés	3 713	4 232	4 437	5 021	5 143
15	Autres vols	3 116	3 313	3 893	4 006	3 891
16	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	2 720	3 112	3 588	3 937	3 985
17	Atteintes à la santé publique	5 718	5 751	6 442	6 990	7 325
18	Infractions à la législation sur les stupéfiants	5 718	5 751	6 442	6 990	7 325
19	Autres infractions	2 932	2 739	3 628	4 129	3 651
◆	Peine prononcée					
20	Réclusion criminelle	8 219	8 120	8 273	8 306	7 946
21	5 ans à moins de 10 ans	189	275	217	227	173
22	10 ans à moins de 20 ans	6 066	5 861	5 954	5 900	5 602
23	20 ans à 30 ans	1 441	1 461	1 579	1 653	1 650
24	Perpétuité	523	523	523	526	521
25	Emprisonnement	31 565	33 796	38 928	41 937	42 743
26	Moins de 6 mois	5 470	7 746	8 767	9 086	8 882
27	6 mois à moins d' un an	6 676	7 395	8 604	8 336	8 563
28	1 an à moins de 3 ans	8 810	8 445	11 025	13 716	14 174
29	3 ans à moins de 5 ans	4 486	4 295	4 644	5 103	5 628
30	5 ans et plus	6 123	5 915	5 888	5 696	5 496
31	Contrainte par corps	6	4	5	2	5
Taux d'occupation des établissements pénitentiaires						
32	Tous établissements (en %)	113,8	115,4	120,5	119,7	110,9
	dont :					
33	Maisons d'arrêt	125,1	127,5	134,7	137,9	125,8
34	Centres pénitentiaires	110,0	112,8	117,7	111,7	107,6
35	Centres de détention	94,7	94,9	95,9	96,7	92,5
36	Maisons centrales	91,6	92,3	90,0	93,8	88,2
37	Centres de semi-liberté	80,6	73,6	91,1	94,9	91,1
38	Établissements pénitentiaires pour mineurs	-	-	80,0	60,8	73,3

Code | Définitions et méthode

- 3 | **La comparution immédiate** suppose deux conditions : d'une part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder 7 ans ou en cas de délit flagrant que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois, d'autre part que les charges réunies soient suffisantes et que l'affaire soit en état d'être jugée. Elle n'est pas applicable aux mineurs.
- 4 | Il s'agit essentiellement du tribunal correctionnel (condamnés en délai d'appel ou de pourvoi) et des procédures d'exception)
- 6 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 7 | Sont notamment compris dans cette rubrique les libérés conditionnels réincarcérés, les individus repris après évasion ou fugue, et ceux écroués dans le cadre d'une procédure d'extradition.
- 16 | Le nombre total de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés [depuis 2007, y compris les extraditions].
L'extradition est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un État, appelé État requis, accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire à un autre État, l'État requérant, pour que ce dernier puisse juger cet individu ou, s'il a déjà été condamné, pour lui faire subir sa peine.
- 17 à 25 | Les durées d'incarcération sont calculées prévenus et condamnés confondus.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Incarcérations						
1	Incarcérations au cours de l'année	85 540	86 594	90 270	89 054	84 354
◆ Titre de détention						
2	Statut de prévenu	60 948	56 752	55 581	52 115	48 061
3	Dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate	29 951	27 596	26 937	24 233	22 085
4	Dans le cadre d'une autre procédure	30 997	29 156	28 644	27 882	25 976
5	Statut de condamné	24 210	29 283	33 930	36 072	35 603
6	Mise à exécution de contrainte par corps	4	14	16	30	19
7	Autres cas	378	545	743	837	671
◆ Caractéristiques des incarcérés						
Sexe						
8	Hommes	81 956	83 015	86 553	85 687	81 284
9	Femmes	3 584	3 579	3 717	3 367	3 070
Âge						
10	Mineurs	3 311	3 350	3 378	3 218	3 242
11	Majeurs	82 229	83 157	86 666	85 605	80 969
12	Âge non déclaré	0	87	226	231	143
Nationalité						
13	Français	66 731	68 340	72 034	71 641	68 226
14	Étrangers	18 704	18 193	18 236	17 318	16 058
15	Non déclarés	105	61	-	95	70
Libérations						
16	Libérations pendant de l'année	85 215	85 713	85 375	86 871	84 443
◆ Durée d'incarcération lors de la sortie						
17	Moins d'un mois	nd	5 066	5 319	5 108	5 008
18	1 mois à moins de 2 mois	nd	5 957	5 643	5 186	4 571
19	2 mois à moins de 3 mois	nd	3 771	3 005	2 684	2 518
20	3 mois à moins de 6 mois	nd	16 517	16 341	15 645	14 023
21	6 mois à moins d'un an	nd	21 728	22 121	21 449	20 422
22	1 an à moins de 3 ans	nd	21 874	22 863	25 358	25 323
23	3 ans à moins de 5 ans	nd	4 894	4 585	5 534	6 365
24	5 ans à moins de 10 ans	nd	3 660	3 261	3 588	3 785
25	10 ans et plus	nd	2 246	2 237	2 319	2 428

Code | Définitions et méthode

- 4 à 10 | **Les activités de travail et de formation professionnelle** sont prises en compte pour l'appréciation des gages de réinsertion et de bonne conduite des condamnés. Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer une activité professionnelle aux personnes incarcérées qui le souhaitent (art. 720 du Code de procédure pénale).
- Le mode de collecte des informations concernant l'activité professionnelle des détenus ne permet pas de décrire la situation à un moment précis. Les chiffres présentés ici résultent de l'application d'une moyenne annuelle à l'effectif des détenus au 31 décembre.*
- 4 | Sont compris sous cette rubrique les détenus suivant une scolarité, les détenus non demandeurs d'emploi, et les détenus auxquels l'administration n'est pas en mesure de trouver un emploi.
- 6 | La Régie industrielle des établissements pénitentiaires (RIEP) relève d'une logique d'entreprise dont l'État est le seul acteur. Les travaux du bâtiment gérés par la comptabilité de la RIEP sont également pris en compte dans cette rubrique.
- 7 | Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.
- 8 | **Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
- 9 | Cette rubrique concerne tous les condamnés travaillant sous le régime de la **semi-liberté**, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille, ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.
- 10 | Cette rubrique recense uniquement les stagiaires rémunérés en **formation professionnelle**.
- 11 à 26 | **La formation en milieu carcéral** est un droit fondamental, figurant dans les textes du Conseil de l'Europe, et inscrit dans le Code de procédure pénale.
L'enseignement en milieu pénitentiaire est organisé autour de la façon suivante :
- les formations de base, de l'alphabétisation aux premières qualifications de niveau V, sont assurées dans tous les établissements par des instituteurs ou professeurs d'école exerçant à plein temps ;
- les formations secondaires-universitaires, des brevets des collèges aux diplômes universitaires, sont assurées soit par des enseignants du second degré, soit par l'enseignement à distance, soit grâce à une mesure d'orientation vers un autre établissement mieux adapté à la formation demandée.
- 17, 18 | CFG : certificat de formation générale.
- 19, 20 | DNC : diplôme national des collèges.
CAP : certificat d'aptitude professionnelle.
BEP : brevet d'étude professionnel.
CAPUC : certificat d'aptitude professionnelle par unités capitalisables
- 23, 24 | ESEU : examen spécial d'entrée à l'université.
DAEU : diplôme d'accès aux études universitaires
- 27 | Les chiffres connaissent une rupture statistique en 2007 compte tenu de la modification du mode de recensement des incidents.
- 29 | Sont comptabilisées ici les **agressions contre les membres du personnel** ayant entraîné une interruption temporaire de travail d'au moins un jour.
- 30 | **Les évasions ou tentatives d'évasion** recensées ici concernent également des détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire : à partir d'un établissement hospitalier, au cours d'une extradition, ou d'une translation judiciaire ...

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Activité professionnelle						
1	Population incarcérée au 31 décembre	59 522	60 403	64 003	66 178	66 089
2	Métropole	55 633	56 294	59 468	61 676	61 430
3	Départements et territoires d'outre-mer	3 889	4 109	4 535	4 502	4 659
4	Détenus n'exerçant pas d'activité rémunérée	37 880	38 861	41 848	43 929	43 722
5	Détenus exerçant une d'activité rémunérée	21 642	21 542	22 155	22 249	22 367
6	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1 261	1 124	1 201	1 791	1 021
7	Service général	6 795	6 592	6 736	6 641	7 661
8	Concessions, associations	8 945	8 891	8 842	7 805	7 265
9	Semi-liberté	1 335	1 541	2 137	2 608	2 930
10	Formation professionnelle	3 306	3 394	3 239	3 404	3 490
Enseignement général						
◆	Scolarisation					
11	Détenus fréquentant des cours au 1er décembre	13 671	13 818	13 876	14 301	14 277
12	Détenus fréquentant des cours (en flux annuel)	43 802	46 775	46 036	46 684	47 594
13	Enseignement premier degré	25 952	28 113	28 339	29 175	29 770
14	Enseignement second degré	16 911	17 847	16 892	16 662	17 049
15	Enseignement supérieur	939	815	805	847	775
16	Détenus inscrits aux cours par correspondance (en flux annuel)	4 779	5 034	4 723	5 071	4 520
◆	Examens					
	CFG					
17	Présentés	3 742	4 320	4 429	4 554	4 637
18	Admis	3 167	3 707	3 804	3 826	3 960
	DNC, CAP, BEP, CAPUC					
19	Présentés	1 368	1 357	1 286	1 279	1 227
20	Admis	1 001	803	939	928	884
	Baccalauréat					
21	Présentés	179	121	97	119	80
22	Admis	72	48	28	42	44
	ESEU, DAEU					
23	Présentés	241	217	251	341	257
24	Admis	100	96	107	89	115
	Enseignement supérieur					
25	Présentés	157	118	140	182	178
26	Admis	67	46	53	56	66
Incidents collectifs ou individuels						
27	Nombre d'incidents recensés pendant l'année	3 516	2 881	5 968	6 576	7 920
28	Incidents collectifs	304	265	924	712	769
29	Agressions envers le personnel	570	550	491	762	936
30	Évasions ou fugues (y compris tentatives)	441	313	555	597	635
31	Refus d'alimentation ou automutilation	1 113	968	2 485	2 691	2 859
32	Suicides	122	93	96	115	122
33	Tentatives de suicide	966	692	1 417	1 699	2 599

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Le juge de l'application des peines

Le juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège du tribunal de grande instance. Auprès de chaque établissement pénitentiaire, il détermine pour chaque condamné les principales modalités du traitement pénitentiaire. Dans les limites et conditions prévues par la loi, il accorde les placements à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir, la libération conditionnelle, les réductions, fractionnements et suspensions de peine, les autorisations de sortie sous escorte, le placement sous surveillance électronique. Il saisit la juridiction compétente pour aménager l'exécution de la peine. Sauf urgence, le JAP statue après avis de la commission de l'application des peines, qu'il préside, et dont le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire sont membres de droit.

Enfin, le JAP donne son avis, sauf urgence, sur le transfert des condamnés d'un établissement à un autre (art. 722 du Code de procédure pénale).

Placements à l'extérieur

Le placement à l'extérieur autorise le condamné à travailler à l'extérieur, ou à y suivre un enseignement, une formation professionnelle ou un traitement médical, sans être soumis à la surveillance continue du personnel. Le condamné n'est pas astreint à passer dans l'établissement pénitentiaire son temps disponible hors placement. C'est le JAP qui prononce l'ordonnance de placement à l'extérieur, soit dès l'incarcération, soit en cours d'exécution de peine. Les mesures de placement à l'extérieur de semi-liberté, de fractionnement et suspension des peines, de placement sous surveillance électronique et de libération conditionnelle sont accordées, ajournées, refusées, retirées ou révoquées par décision motivée du JAP à l'issue d'un débat contradictoire tenu en chambre du conseil.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au JAP un extrait de la décision, accompagné le cas échéant de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas un an. Le JAP détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication, et même en cas d'urgence avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 3 | Les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de placement à l'extérieur sont les suivants : les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur ou égal à un an, les condamnés admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté, et les condamnés qui remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et dont la peine restant à subir n'excède pas pas trois ans (art. D.136 du CPP).

Semi-liberté

La semi-liberté est un régime d'exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d'exercer à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d'y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale.

Le condamné est astreint à rejoindre l'établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l'application des peines, en fonction du temps nécessaire à l'activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l'établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).

L'admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l'incarcération ou en cours d'exécution de peine.

Code | Définitions et méthode

- 16 | Lorsque la juridiction de jugement prononce *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement*, elle peut décider, à l'égard du condamné qui justifie, soit de l'exercice d'une activité professionnelle, soit de son assiduité à un enseignement ou une formation professionnelle ou encore d'un stage ou d'un emploi temporaire en vue de son insertion sociale, soit de sa participation essentielle à la vie de famille, soit de la nécessité de subir un traitement médical, que la peine d'emprisonnement sera exécutée sous le **régime de la semi-liberté** (art. 132-25 du CP).
- 17 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement* concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au juge de l'application des peines un extrait de la décision accompagné, le cas échéant, de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne, si le total des peines prononcées n'excède pas un an. Le juge de l'application des peines détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication et même, en cas d'urgence, avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 18 | Le JAP peut prévoir que la peine s'exécutera sous le régime de la semi-liberté, soit lorsqu'il reste à subir par le condamné une ou plusieurs peines privatives de liberté *dont la durée totale n'excède pas un an*, soit lorsque le condamné a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté (art.723-1 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Placements à l'extérieur						
1	Toutes mesures accordées (flux)	2 310	1 980	2 289	2 608	2 890
◆	Moment du prononcé de l'ordonnance					
2	Dès l'incarcération (y compris ab initio)	393	494	619	717	678
3	En cours d'exécution de peine	1 917	1 486	1 670	1 891	2 212
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe					
4	Hommes	–	1 925	2 229	2 521	2 803
5	Femmes	–	55	60	87	87
	Âge					
6	Moins de 18 ans	–	29	27	41	62
7	18 à moins de 25 ans	–	489	569	626	673
8	25 à moins de 30 ans	–	366	489	539	614
9	30 à moins de 40 ans	–	600	621	740	760
10	40 à moins de 50 ans	–	343	364	485	536
11	50 ans et plus	–	146	196	174	243
12	Âge inconnu	–	7	23	3	2
	Nationalité					
13	Français	–	1 787	2 070	nd	nd
14	Étrangers	–	193	219	nd	nd
Semi-liberté						
15	Toutes mesures accordées (flux)	6 440	4 655	5 283	5 928	5 578
◆	Prononcé de la mesure					
16	Par la juridiction de jugement	845	201	212	237	119
17	Dès l'incarcération	2 385	2 027	2 136	2 431	2 074
18	En cours d'exécution de peine	3 210	2 427	2 935	3 260	3 385
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe					
19	Hommes	–	4 584	5 196	5 852	5 479
20	Femmes	–	71	87	76	99
	Âge					
21	Moins de 18 ans	–	12	15	5	9
22	18 à moins de 25 ans	–	1 488	1 681	1 989	1 753
23	25 à moins de 30 ans	–	1 073	1 281	1 471	1 397
24	30 à moins de 40 ans	–	1 213	1 332	1 426	1 428
25	40 à moins de 50 ans	–	606	689	746	733
26	50 ans et plus	–	246	261	281	246
27	Âge inconnu	–	17	24	10	12
	Nationalité					
28	Français	–	4 061	4 660	nd	nd
29	Étrangers	–	594	623	nd	nd

Placement sous surveillance électronique

Le placement sous surveillance électronique (PSSE) est une modalité d'exécution de la peine privative de liberté en dehors d'un établissement pénitentiaire.

Décidé par la juridiction de jugement ou le juge de l'application des peines, il emporte pour le condamné (dont la peine ou le reliquat de peine à exécuter est inférieur ou égal à deux ans – à un an en cas de récidive) interdiction de s'absenter de son domicile ou de tout autre lieu désigné par le juge de l'application des peines en dehors des périodes fixées par lui. Le dispositif technique de cette mesure comporte un émetteur électronique (un bracelet, le plus souvent fixé à la cheville) permettant de détecter, à distance, la présence ou l'absence du condamné. Le PSSE est régi par les articles 132-26-1 et suivants du Code pénal et les articles 723-7 et suivants du Code de procédure pénale.

Permission de sortir

La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée, qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. Elle a pour objet de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence (art. 723-3 du CPP).

La permission de sortir autorise le condamné à se rendre en un lieu situé sur le territoire national, et ne peut être accordée que si le condamné n'est pas en cours d'exécution de la période de sûreté.

Les permissions de sortir accordées aux détenus bénéficiant du régime de semi-liberté ne sont pas prises en compte ici.

Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est une mesure de libération anticipée qui peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté, s'il "manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale". Elle peut être accordée lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée de la peine restant à subir. Toutefois les condamnés en état de récidive ne peuvent bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle que si la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la peine restant à subir. Le temps d'épreuve ne peut alors excéder quinze années. Pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le temps d'épreuve est de quinze années, sauf réduction de ce temps dans les formes et conditions prévues par la loi (art. 729 et 729-1 du CPP).

« Lorsque la peine privative de liberté prononcée est d'une durée inférieure ou égale à dix ans, ou que, quelle que soit la peine initialement prononcée, la durée de détention restant à subir est inférieure ou égale à trois ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines selon les modalités prévues par l'article 722.

« Dans les autres cas, la libération conditionnelle est accordée par le tribunal de l'application des peines. » (art. 730 du CPP).

Le bénéfice de la libération conditionnelle peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. Ces mesures sont mises en œuvre par le JAP, assisté du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), et le cas échéant avec le concours des organismes habilités à cet effet (art. 731 du CPP).

Les statistiques présentées dans ce chapitre ne prennent en compte que les libérations conditionnelles accordées par les juges de l'application des peines.

Code | Définitions et méthode

22 à 27 | Il y a "non-réintégration" lorsque le détenu n'a pas réintégré l'établissement d'origine 48 heures maximum après la date prévue.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Placements sous surveillance électronique						
1	Toutes mesures accordées (flux)	nd	5 562	7 900	11 259	13 994
◆ Prononcé de la mesure						
2	Par la juridiction de jugement	nd	85	106	209	304
3	Dès l'incarcération	nd	3 372	4 695	6 754	7 652
4	En cours d'exécution de peine	nd	2 105	3 099	4 296	6 038
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe						
5	Hommes	nd	5 288	7 504	10 744	13 383
6	Femmes	nd	274	396	515	611
Age						
7	Moins de 18 ans	nd	5	17	33	41
8	18 à moins de 25 ans	nd	1 426	1 857	2 751	3 409
9	25 à moins de 30 ans	nd	1 133	1 777	2 518	3 285
10	30 à moins de 40 ans	nd	1 429	2 052	2 933	3 611
11	40 à moins de 50 ans	nd	939	1 314	1 880	2 327
12	50 ans et plus	nd	610	847	1 121	1 312
13	Âge inconnu	nd	20	36	23	9
Nationalité						
14	Français	nd	5 148	7 253	nd	nd
15	Étrangers	nd	414	647	nd	nd
Permissions de sortir						
16	Permissions de sortir accordées au cours de l'année	35 411	34 000	53 111	53 201	60 513
◆ Issue des permissions						
17	Réintégration	35 239	33 835	53 327	49 284	67 655
18	volontaire dans les délais	33 712	31 850	52 816	48 764	67 348
19	volontaire avec un retard de 48 heures	616	591	511	520	307
20	contrainte dans les délais	842	808	511	520	307
21	contrainte avec retard de 48 heures	69	66	511	520	307
22	Non-réintégration	172	165	612	713	727
23	évasion	105	101	248	217	226
24	hospitalisation	3	3	10	10	7
25	décès	0	0	1	2	2
26	réintégration dans un autre établissement	64	61	139	371	394
27	autres	nd	nd	214	113	98
Libérations conditionnelles (de la compétence du juge de l'application des peines - Les libérations conditionnelles ab initio ne sont pas comprises car elles ne donnent pas lieu à écrou)						
28	Condamnés admis à la libération conditionnelle au cours de l'année	5 671	5 897	6 436	7 494	7 871
29	moins de 18 ans	nd	45	59	74	53
30	18 à moins de 25 ans	nd	1 145	1 288	1 525	1 617
31	25 à moins de 30 ans	nd	1 242	1 439	1 767	1 804
32	30 à moins de 40 ans	nd	1 701	1 821	2 009	2 211
33	40 à moins de 50 ans	nd	1 025	1 060	1 214	1 261
34	50 ans et plus	nd	736	766	873	909
35	âge inconnu ou mal renseigné	nd	3	3	32	16
Nationalité						
36	Français	nd	4 486	5 076	nd	nd
37	Étrangers	nd	1 411	1 360	nd	nd

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Source :

Les statistiques concernant le milieu ouvert sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire. Les informations sont établies par collationnement de cadres statistiques remplis dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).

En 2007, le mode de collecte de l'information statistique a été modifié en ce qui concerne le milieu ouvert. De ce fait, l'équation flux-stock n'est pas équilibrée sur cette année.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 14 | L'article D. 572 du Code de procédure pénale prévoit que « Dans chaque département, est créé un service pénitentiaire d'insertion et de probation, service déconcentré de l'Administration pénitentiaire, chargé d'exécuter les missions prévues par les articles D. 573 et D. 574. Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation est placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Le siège du service pénitentiaire d'insertion et de probation et la liste des antennes locales d'insertion et de probation sont fixés par arrêtés du ministre de la justice. ».
- 15 à 31 | Un individu pris en charge par un SPIP peut faire l'objet de plusieurs mesures. De ce fait, le nombre de mesures recensées au 1er janvier d'une année donnée est supérieur au nombre d'individus pris en charge à la même date.
- 19 | Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent bénéficier d'une **libération conditionnelle**. Elle ne peut être accordée qu'aux détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou, pour les condamnés en état de récidive légale, les deux-tiers de la peine. Le bénéfice de la libération conditionnelle, outre des conditions générales, peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. La durée de soumission à ces obligations ne peut être inférieure au reliquat de la peine.
La libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas dix ans ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans. Au delà, c'est la juridiction régionale de la libération conditionnelle (JRLC) qui exerce cette compétence.
- 20 | Modalité du sursis, **la mise à l'épreuve** s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction, ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquiescement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.
- 21 | Cette peine a été créée en 1983. Les condamnés à un **travail d'intérêt général** (TIG) accomplissent au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, ou d'une association ayant obtenu une habilitation préalable, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures, exécuté dans un délai de 18 mois au plus. La condamnation à un TIG peut être prononcée soit à titre de peine principale, soit comme modalité d'un sursis. Elle peut aussi être accordée aux condamnés à l'emprisonnement ferme lorsque le quantum prononcé n'excède pas 6 mois.
- 22 | Le magistrat chargé d'une information judiciaire peut placer sous **contrôle judiciaire** la personne mise en cause. Celle-ci sera soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...), au plus tard jusqu'au jour du jugement, éventuellement sous le contrôle d'un SPIP désigné par le juge d'instruction.
- 24 | Cette mesure est applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1989. Le tribunal correctionnel, après avoir reconnu la culpabilité du prévenu, a la possibilité d'ajourner le prononcé de la peine. Le prévenu est alors placé sous le régime de la mise à l'épreuve sous le contrôle du juge de l'application des peines.
- 25 | Médiation pénale, suivi socio-judiciaire, travail non rémunéré.
- 26 à 31 | Exprimée en mois, il s'agit d'une estimation de la durée moyenne des mesures prises en charge par les SPIP au cours d'une année donnée. Elle est obtenue en rapportant le nombre moyen de mesures en stock, au nombre de nouvelles mesures prises en charge au cours de l'année.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)						
1	Population au 1^{er} janvier	129 784	146 567	142 285	148 077	159 232
2	Entrées au cours de l'année	93 262	nd	99 083	100 289	105 011
3	Sorties au cours de l'année	76 479	nd	86 155	89 134	95 572
4	Population au 31 décembre	146 567	142 285	148 077	159 232	168 671
◆	Population par direction régionale (au 31 décembre)					
5	Bordeaux	13 665	13 435	14 104	14 819	14 988
6	Dijon *	10 225	10 636	10 417	14 731	16 255
7	Lille	24 607	19 878	22 220	24 426	26 073
8	Lyon	13 532	15 639	16 918	18 411	18 999
9	Marseille	12 475	11 482	10 558	11 995	12 971
10	Paris *	27 308	29 691	29 885	24 893	25 359
11	Rennes	16 637	16 939	18 866	20 010	20 909
12	Strasbourg *	11 085	9 081	9 573	13 251	14 077
13	Toulouse	11 609	11 383	11 781	12 382	13 263
14	Départements d'outre-mer	5 424	4 121	3 755	4 314	5 777
Mesures prises en charge par les SPIP						
15	Mesures en cours au 1^{er} janvier	137 386	160 984	156 535	162 491	174 551
16	Entrées au cours de l'année	101 594	nd	106 137	103 433	108 250
17	Sorties au cours de l'année	77 996	nd	92 197	91 373	96 201
18	Mesures en cours au 31 décembre	160 984	156 535	162 491	174 551	186 600
◆	Détail des mesures en cours (au 31 décembre)					
19	Libérations conditionnelles	8 169	6 870	6 581	7 009	7 023
20	Sursis avec mise à l'épreuve	120 676	117 225	121 700	132 726	141 156
21	Travail d'intérêt général et sursis TIG	24 260	23 938	24 502	24 838	27 501
22	Contrôle judiciaire	3 907	3 692	3 841	3 675	3 697
23	Interdiction de séjour	1 107	806	784	774	717
24	Ajournement avec mise à l'épreuve	476	269	259	290	189
25	Autres (TNR, SSJ, ...)	2 389	3 735	4 824	5 239	6 317
◆	Durée moyenne des mesures (en mois)					
26	Toutes mesures	18,2	18,2	16,3	17,3	17,5
	dont:					
27	Sursis avec mise à l'épreuve	20,7	nd	19,2	20,5	21,1
28	Libérations conditionnelles (Garde des sceaux ou juge de l'application des peines)	15,3	nd	13,3	12,6	12,5
29	Travail d'intérêt général	12,1	nd	10,9	11,7	11,9
30	Contrôle judiciaire	19,8	nd	14,0	18,0	16,0
31	Ajournement avec mise à l'épreuve	11,9	nd	7,4	7,5	8,8

* Modification de la carte pénitentiaire à compter du 1^{er} janvier 2009 impactant les DISP de Dijon, Paris, Strasbourg.

Code | Définitions et méthode

- 12 | Aux confins du judiciaire et confié aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, l'**accompagnement social des sortants de prison** favorise la réinsertion des libérés par les moyens du partenariat et par la mobilisation des dispositifs de la société civile : recherche d'emploi, accès au logement, recours aux institutions administratives ...
- 13 | Les magistrats du parquet et du siège peuvent demander au SPIP, avant de prendre leur décision sur l'orientation de la procédure, **une enquête rapide** portant sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne déférée, prévenue ou inculpée. L'objectif de ces enquêtes rapides est de fournir aux magistrats des éléments fiables et pertinents quant à la situation personnelle des intéressés, mais aussi de proposer des mesures propres à favoriser leur insertion sociale, telles que des possibilités d'hébergement, de stage, de formation professionnelle, de prise en charge sociale ou médico-sociale.
- 14 | **L'article D 49.1 du Code de procédure pénale** prévoit que, préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à un an concernant une personne non incarcérée, le juge de l'application des peines est saisi par le procureur de la République, afin d'examiner les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné : semi-liberté, suspension, fractionnement de peine, libération conditionnelle sans incarcération, placement à l'extérieur. La décision d'aménagement est prise en considération de la situation familiale, sociale et professionnelle, médicale du condamné, et nécessite par conséquent des mesures d'instruction préalables, le plus souvent confiées sous forme de demande d'enquête à un agent du SPIP.
- 16 | **L'article D 526 du Code de procédure pénale** prévoit que, dans le cadre de la préparation des dossiers de libération conditionnelle, des éléments d'information complémentaires sont, en tant que de besoin, recueillis par l'intermédiaire du SPIP du lieu où le condamné souhaite établir sa résidence.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Mesures prises en charge par les SPIP (fin)						
◆	Mesures en cours par direction régionale (au 31 décembre)					
1	Bordeaux	15 041	14 858	15 649	16 404	16 706
2	Dijon *	11 046	11 293	11 415	16 132	17 938
3	Lille	26 591	22 826	24 129	26 656	28 880
4	Lyon	14 951	16 813	18 461	20 079	21 011
5	Marseille	13 248	12 674	11 318	12 820	13 952
6	Paris *	31 052	32 495	32 943	27 326	28 127
7	Rennes	18 894	18 720	21 014	22 383	23 569
8	Strasbourg *	12 223	9 969	10 589	14 525	15 500
9	Toulouse	12 415	12 433	13 003	13 684	14 796
10	Départements d'outre mer	5 523	4 454	3 970	4 542	6 121

Interventions des SPIP

11	Interventions effectuées par les SPIP au cours de l'année	nd	nd	61 340	66 513	68 945
◆	Nature des interventions					
12	Accompagnement social des sortants de prison	nd	nd	2 857	3 387	3 416
13	Enquêtes sociales rapides (art. 41 du CPP)	nd	nd	17 115	18 880	17 375
14	Enquêtes art. 723-15 du CPP (ex D49.1)	nd	nd	28 444	35 276	40 578
15	Enquêtes de personnalité (art. 81 du CPP)	-	-	877	841	508
16	Autres enquêtes	nd	nd	12 047	8 129	7 068
◆	Interventions par direction régionale					
17	Bordeaux	nd	nd	3 947	4 479	4 184
18	Dijon *	nd	nd	3 217	4 704	4 992
19	Lille	nd	nd	8 687	8 579	8 772
20	Lyon	nd	nd	7 476	7 409	7 842
21	Marseille	nd	nd	6 818	7 113	6 381
22	Paris *	nd	nd	7 199	7 071	8 586
23	Rennes	nd	nd	6 526	6 278	6 235
24	Strasbourg *	nd	nd	8 260	10 128	11 771
25	Toulouse	nd	nd	5 274	5 761	5 814
26	Départements d'outre-mer	nd	nd	3 936	4 991	4 368

* Modification de la carte pénitentiaire à compter du 1^{er} janvier 2009 impactant les DISP de Dijon, Paris, Strasbourg.

Mineurs et Justice

Institué au lendemain de la libération pour accentuer un régime de protection et d'éducation en faveur de l'enfance délinquante, le juge des enfants a vu se développer ses missions d'assistance éducative. Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du Code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions, les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse gère les établissements et services du secteur public et contrôle les établissements et services du secteur associatif habilité à recevoir des mineurs dans ce cadre.

Les établissements et services du **secteur public** de la protection judiciaire de la jeunesse proposent l'orientation éducative (services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance dotés d'un tribunal pour enfants - SEAT) et exercent des fonctions d'investigation, d'hébergement et de prise en charge en milieu ouvert ainsi que de formation, tant en assistance éducative que pour les mineurs délinquants.

Les établissements et services du **secteur associatif, habilités par le ministère de la Justice** à recevoir des jeunes confiés par les juridictions de la jeunesse, sont gérés par des associations relevant de la loi de 1901. Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducative en faveur des jeunes, qu'ils soient pris en charge par l'un ou l'autre secteur.

Sources : Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de mesurer la délinquance des mineurs telle qu'elle est constatée par les services de police et de gendarmerie.

L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources statistiques : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction, les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2 | Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de Police et de Gendarmerie. Elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
- 3 | Saisines : ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet.
- 4 | Affaires traitées au cours de l'année, pouvant concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires reçues antérieurement à l'année considérée.
- 11, 12 | Si le procureur décide de poursuivre, il peut soit saisir le juge des enfants par requête, soit ouvrir une information devant le juge d'instruction (obligatoire en matière criminelle).
- 13 | La loi du 09-09-2002 prévoit que les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être suivis devant le tribunal pour enfants selon la procédure de jugement à délai rapproché. Elle est applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement \geq à 3 ans en cas de flagrance ou \geq à 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur déféré devant le procureur de la République une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2, ord. du 02-02-1945)
- 21 | **Compositions pénales** : cf. définition page 106
- 29 | L'activité du juge d'instruction concernant les mineurs est connue au niveau de la décision de clôture (cf. Définitions 8 et 9, page 118).
- 30, 31 |
- 34, 35 | **Contrôle judiciaire, Détention provisoire** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, répertoire de l'instruction

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie						
1	Nombre de mineurs mis en cause pour crime ou délit	184 696	193 663	201 662	203 699	207 821
2	<i>Proportion de mineurs dans l'ensemble des mis en cause (en %)</i>	18,1	18,2	18,3	18,0	17,7

Activité des parquets mineurs

■ Saisines						
3	Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	195 469	194 521	201 451	200 608	203 491
■ Orientations						
4	Affaires traitées	168 809	168 174	174 592	178 812	181 449
5	Affaires non poursuivables	25 983	25 323	25 941	28 961	31 116
6	Infractions mal caractérisées	21 507	21 126	21 112	23 814	25 612
7	Mineurs mis hors de cause	4 476	4 197	4 829	5 147	5 504
8	Affaires poursuivables	142 826	142 851	148 651	149 851	150 333
9	<i>Part des affaires poursuivables (en %)</i>	84,6	84,9	85,1	83,8	82,9
10	Affaires poursuivies	58 148	58 738	60 367	59 936	58 550
11	Transmission au juge d'instruction	2 307	2 332	2 083	1 969	2 045
12	Transmission au juge des enfants	55 025	55 438	57 250	56 664	55 019
13	Procédure de jugement à délai rapproché	816	968	1 034	1 303	1 486
14	Procédures alternatives aux poursuites	59 113	63 408	69 301	73 883	77 795
15	Médiation	2 805	2 636	1 645	1 552	1 238
16	Injonction thérapeutique	896	780	678	709	626
17	Réparation mineur	6 203	7 159	7 830	7 786	8 994
18	Plaignant désintéressé, régularisation	3 745	4 404	5 424	6 448	7 218
19	Rappel à la loi, avertissement	40 979	43 797	48 505	51 144	52 314
20	Autres poursuites de nature non pénale	4 485	4 632	5 219	6 244	7 405
21	Compositions pénales réussies	-	-	-	251	558
22	<i>Taux de réponse pénale (en %)</i>	82,1	85,5	87,2	89,3	91,1
23	Procédures classées sans suite	25 565	20 705	18 983	15 781	13 430
	Motifs principaux :					
24	Préjudice ou trouble peu important	11 831	8 477	7 513	6 014	5 254
25	Recherche infructueuse	3 127	2 606	2 592	2 040	1 474
26	Victime désintéressée, régularisation d'office	4 333	4 178	3 727	3 124	2 618
27	Désistement du plaignant	2 880	2 489	2 306	2 008	1 738
28	<i>Part des classements sans suite dans les affaires poursuivables (en %)</i>	17,9	14,5	12,8	10,5	8,9

Activité des juges d'instruction chargés des mineurs

Affaires transmises à la cour d'assises des mineurs						
29	Nombre de décisions de transmission	247	274	256	266	171
30	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	162	168	164	166	100
31	Mineurs placés en détention provisoire	143	171	155	157	103
32	<i>Durée moyenne de l'instruction (en mois)</i>	23,7	22,8	25,7	22,6	22,2
Affaires transmises au juge ou au tribunal pour enfants						
33	Nombre de décisions de transmission	3 570	3 266	3 298	3 064	3 112
34	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	2 110	1 918	1 953	1 902	1 946
35	Mineurs placés en détention provisoire	936	905	837	796	779
36	<i>Durée moyenne de l'instruction (en mois)</i>	18,1	18,5	18,4	18,4	19,0
37	Ordonnances de non-lieu	247	245	263	207	258

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI pour les mineurs sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires de mineurs poursuivables de l'année.

- **Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines**, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des réponses apportées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

- Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou mineur hors de cause).

On a ainsi dégagé une masse d'affaires "**non poursuivables**". Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules affaires "**poursuivables**".

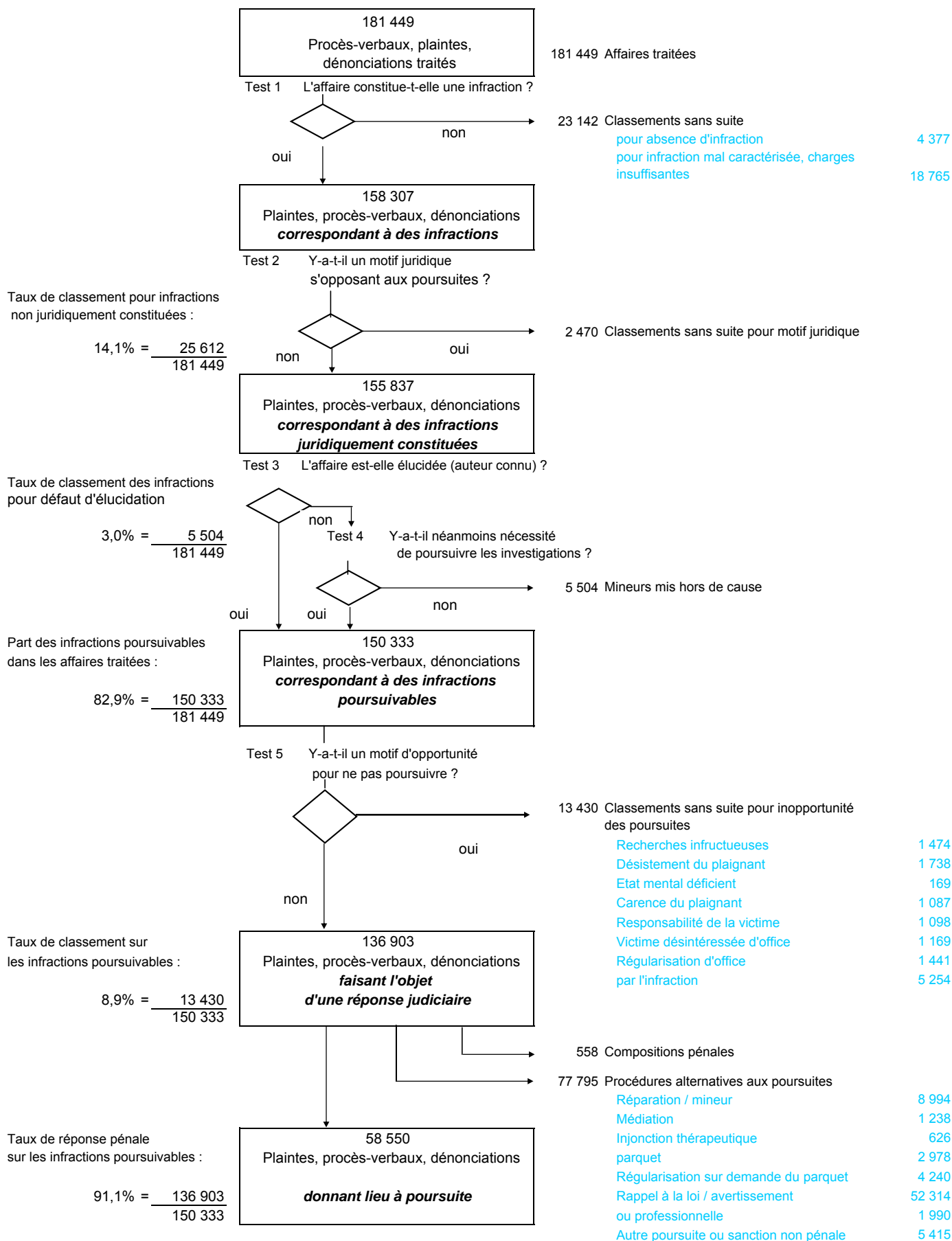
- Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son complément, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué [cf. Chapitre "Activité par juridiction - Parquets mineurs"].

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres des parquets

Les orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs en 2008



Source : Cadres du parquet

Sources :

L'activité des juridictions de mineurs, tant civile (mineurs en danger) que pénale (mineurs délinquants), est retracée au moyen de tableaux de bord de l'activité civile et pénale des tribunaux pour enfants.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 à 32** | L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
- 2 à 7** | En aucun cas il ne peut être suivi contre le mineur par la voie de la comparution immédiate ou de la citation directe ((art.5 ord. 2 février 1945).
En cas de délit, pour exercer une poursuite contre un mineur le procureur de la République saisit, soit *le juge d'instruction*, soit *par voie de requête* le juge des enfants (art. 5 ord. 2 février 1945). Il peut également donner instruction à un officier de police judiciaire de notifier au mineur une convocation à comparaître devant le juge des enfants (*COPJ*).
S'il estime que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur ont été effectuées et que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires, le procureur de la République peut requérir la comparution du mineur devant le tribunal pour enfants ou devant la chambre du conseil dans un délai compris entre un et trois mois (art. 8-2 ord. 2 février 1945).
Le mineur de seize à dix-huit ans qui ont été déférés devant le procureur de la République peut être poursuivi selon la procédure de *présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs* (appelée procédure de jugement à délai rapproché avant la loi du 5 mars 2007). Cette procédure suppose que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et que des investigations sur la personnalité du mineur ont déjà été accomplies. Le mineur est alors traduit devant le tribunal pour enfants dans un délai compris entre dix jours et un mois (art. 14-2 ord. 2 février 1945).
- 14** | La **détention provisoire** : Les données présentées ici concernent la détention provisoire ordonnée au cours d'une année et non la détention provisoire effectuée par des mineurs dans l'année.
- 14 à 17** | Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, IOE (mesure d'investigation et d'orientation éducative). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
- 19, 20** | Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants.
- 21** | Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. Cette juridiction peut néanmoins avoir à se prononcer sur des mineurs de 16 ans et plus en cas d'affaires concernant plusieurs mineurs d'âge différent.
- 25 à 32** | Sont comptabilisées ici l'ensemble des mesures et sanctions prononcées par les juges et tribunaux pour enfants. Un mineur peut faire l'objet de plusieurs mesures ou sanctions dans un même jugement. La réparation ne fait pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire.
- 33 à 36** | La **cour d'assises des mineurs** : Les décisions prononcées par les cours d'assises ne concernent que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Quelques condamnations sanctionnent des délits.
Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet
Tableaux de bord mineurs

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Activité pénale des juges et tribunaux pour enfants						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi	80 982	81 924	85 335	81 081	78 809
Mode de saisine						
2	COPJ	38 048	40 822	45 822	45 101	44 977
3	Requête pénale avec défèrement	8 920	9 778	9 407	9 416	9 067
4	Requête pénale sans défèrement	29 081	26 245	25 067	21 140	19 445
5	Comparution à délai rapproché	675	858	1 001	1 077	932
6	Renvoi du juge d'instruction	3 750	3 589	3 277	3 241	3 123
7	Saisine directe du TE pour jugement à délai rapproché	508	632	761	1 106	1 265
Âge des mineurs						
8	12 ans et moins	3 644	3 494	3 397	3 153	2 995
9	13, 14 ans	16 120	15 980	16 690	16 018	15 373
10	15, 16 ans	38 058	39 017	41 111	38 521	37 722
11	17 ans	23 066	22 940	23 635	22 938	22 325
12	Non renseigné	94	493	502	451	394
13	Mesures présentencielles	27 139	30 228	30 654	33 201	34 060
14	Détention provisoire	938	1 128	948	1 040	1 042
15	Contrôle judiciaire	3 225	3 658	3 605	4 277	4 449
16	Liberté surveillée, placement, réparation	15 358	17 688	18 367	20 162	20 580
17	Enquêtes sociales, IOE, expertises	7 618	7 754	7 734	7 722	7 989
18	Jugements	75 168	73 977	75 331	77 698	76 778
19	Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)	41 075	39 778	40 860	41 966	40 386
20	Jugements en audience de tribunal pour enfants	34 093	34 199	34 471	35 732	36 392
21	<i>Dont mineurs jugés pour crime par les tribunaux pour enfants</i>	507	466	522	438	398
22	Décisions	86 131	82 533	83 533	85 454	84 066
23	Décisions écartant la poursuite	9 615	8 420	8 648	9 408	9 202
24	Mesures et sanctions définitives	76 516	74 113	74 885	76 046	74 864
25	Admonestation, remise à parents, dispenses de mesure ou de peine	33 770	32 689	33 556	33 297	31 182
26	Liberté surveillée, protection judiciaire, placement, réparation	9 623	9 704	10 271	10 513	11 091
27	Sanctions éducatives	758	1 326	1 638	1 866	2 180
28	TIG, sursis TIG	3 828	4 049	4 500	4 670	4 826
29	Amende ferme ou avec sursis	6 703	5 444	4 829	5 060	5 244
30	Emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve	5 368	5 195	4 891	5 080	5 095
31	Emprisonnement avec sursis simple	9 836	9 477	9 374	9 401	9 516
32	Emprisonnement ferme	6 630	6 229	5 826	6 159	5 730
Activité des cours d'assises de mineurs						
Décisions prononcées à l'encontre de mineurs de plus de 16 ans						
Cour d'assises de premier ressort						
33	Acquittements	22	26	13	16	15
34	Condammations inscrites au casier judiciaire	316	346	310	362	372
Cour d'assises d'appel						
35	Acquittements	0	3	2	2	4
36	Condammations inscrites au casier judiciaire	34	37	46	35	37

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 27 | L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).
Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.
Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
- 11 à 22 | À partir de 1999 les tableaux de bord fournissent le nombre de mesures appliquées à chaque mineur. Ainsi si une décision d'assistance éducative concerne une fratrie, elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs.
Ces décisions sont distinguées selon qu'elles sont prises pour la première fois (mesures nouvelles) ou prolongées (mesures renouvelées).
- 14 à 18 | Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (**enquête sociale** ou **investigation et orientation éducative "IOE"** ou **expertise**) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
- 16 | L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
- 17 | L'investigation d'orientation éducative a pour objectif d'évaluer la situation du jeune sur le plan éducatif, psychologique, socio-économique et sanitaire.
- 19 | Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'**action éducative en milieu ouvert "AEMO"**.
- 21 | S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une **décision de placement**. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil).
- 28, 29 | Lorsqu'un mineur ouvrant droit aux prestations sociales est élevé dans des conditions d'hygiène, de logement ou d'alimentation manifestement défectueuses, le juge des enfants peut ordonner une mesure de **tutelle sur ces prestations**.
La tutelle aux prestations sociales est confiée à un service habilité qui devra garantir l'utilisation des prestations au bénéfice exclusif du ou des enfants.
- 30 | Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
- Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
Tableaux de bord des juridictions des mineurs

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Assistance éducative						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi	113 610	108 559	104 966	96 744	96 002
Mode de saisine						
2	Saisine par le parquet	72 959	71 330	68 381	62 524	62 379
3	Saisine par la famille, le mineur, gardien	12 775	12 253	11 469	10 642	9 910
4	Saisine d'office	9 160	7 713	7 465	6 067	5 639
5	Autres origines	18 716	17 263	17 651	17 511	18 074
Âge des mineurs						
6	0 - 6 ans	34 376	33 618	31 352	29 301	28 921
7	7 à 12 ans	34 758	33 540	32 625	30 235	30 222
8	13 à 15 ans	26 705	25 474	25 202	22 790	22 144
9	16 à 17 ans	17 147	15 526	15 305	13 900	14 308
10	Non renseigné	624	401	482	518	407
11	Toutes mesures individuelles prises dans l'année	320 287	326 003	329 501	325 900	323 184
12	Mesures nouvelles	159 986	155 757	153 775	146 428	141 474
13	Mesures renouvelées	160 301	170 246	175 726	179 472	181 710
14	Mesures d'investigation nouvelles et renouvelées	62 510	61 219	58 717	56 761	55 162
15	<i>dont mesures nouvelles</i>	53 150	51 516	49 908	47 808	46 991
16	Enquêtes sociales	22 392	22 108	21 145	19 405	18 705
17	IOE	30 900	30 680	29 540	28 963	28 138
18	Expertises et autres	9 218	8 431	8 032	8 393	8 319
19	Mesures individuelles d'AEMO (nouvelles et renouvelées)	135 173	140 600	143 455	141 826	140 440
20	<i>dont mesures nouvelles d'AEMO</i>	65 146	64 568	64 108	60 894	57 597
21	Mesures individuelles de placement (nouvelles et renouvelées)	122 604	124 184	127 329	127 313	127 582
22	<i>dont mesures de placement nouvelles</i>	41 690	39 673	39 759	37 726	36 886
23	Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	107 264	90 390	95 128	94 251	92 126
24	Mineurs suivis en assistance éducative au 31 décembre	206 397	215 418	217 884	214 114	212 146
25	Avec une mesure en cours	184 232	194 568	197 421	192 433	189 351
26	Avec deux mesures en cours	19 327	18 498	18 025	18 864	19 700
27	Avec trois mesures en cours et plus	2 838	2 352	2 438	2 817	3 095
Tutelles aux prestations sociales						
28	Nombre de décisions de mise sous tutelle aux prestations sociales	25 204	22 566	22 273	21 200	19 927
29	Mineurs concernés par ces tutelles aux prestations sociales	65 219	64 846	64 436	61 116	57 654
Protection des jeunes majeurs						
30	Jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection	7 738	8 751	6 895	6 018	5 043

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : L'enrichissement progressif du système d'information offre désormais des données plus complètes, justifiant une amélioration de la forme et du contenu des tableaux des précédentes éditions.

Code | Définitions et méthodes

- 3 Les **Centres Éducatifs Renforcés** sont des structures éducatives destinées à la prise en charge des mineurs délinquants ou en situation de grande marginalisation, et qui doivent répondre au risque de récidive et d'incarcération.
- 7 Les **Centres de Placement Immédiat** prennent en charge les mineurs pour lesquels un accueil immédiat est prescrit par les magistrats de la jeunesse, et en priorité les mineurs délinquants. Cet accueil doit permettre de répondre à une situation d'urgence, caractérisée par l'impossibilité pour certains mineurs de demeurer dans leur environnement familial et social, en particulier lorsqu'ils viennent de commettre un délit et qu'un éloignement temporaire s'avère nécessaire dans l'attente d'une réponse judiciaire et d'une prise en charge éducative de longue durée.
- 8 Les **Centres éducatifs fermés** sont des établissements publics ou des établissements privés habilités dans lesquels les mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Au sein de ces centres, les mineurs font l'objet des mesures de surveillance et de contrôle permettant d'assurer un suivi éducatif et pédagogique renforcé et adapté à leur personnalité. La violation des obligations auxquelles le mineur est astreint en vertu des mesures qui ont entraîné son placement dans le centre peut entrainer, selon le cas, le placement en détention provisoire ou l'emprisonnement du mineur.
- 9 Depuis 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les centres d'action éducative de rattachement.
- 11 à 18 Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigation. Celles pouvant être confiées au secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse sont : l'enquête sociale, l'investigation d'orientation éducative, et l'enquête du service éducatif auprès du tribunal de grande instance (ou recueil de renseignements socio-éducatifs).
- 15 L'enquête du Service éducatif auprès du tribunal (SEAT) ou recueil de renseignements socio-éducatifs, a pour objectif d'apporter rapidement au magistrat des informations sur la situation d'un mineur. Elle est obligatoire lorsque le substitut envisage de requérir une mise en détention provisoire ou en cas de convocation par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de jugement.
- 19 à 46 La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur public :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de milieu ouvert (liberté surveillée préjudicielle, liberté surveillée, mise sous protection judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, mesure de réparation, liberté conditionnelle, suivi socio-judiciaire). Par ailleurs le mineur peut bénéficier d'une activité de jour (insertion sociale et professionnelle) soit à l'initiative de la protection judiciaire de la jeunesse, soit à la demande du magistrat.
- 19 S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une décision de placement. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil). Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial). Le jeune peut également bénéficier d'un hébergement individualisé (foyer de jeunes travailleurs, appartement indépendant...).
- 30 à 46 Le milieu ouvert pénal est constitué des mesures de liberté surveillée (préjudicielle ou définitive), des contrôles judiciaires, des mises sous protection judiciaire, des sursis avec mise à l'épreuve, des TIG, des mesures de réparation, des libérations conditionnelles et des suivis socio-judiciaires.
- 33 Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
- 16, 28 47 L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Seules les sanctions éducatives peuvent être prononcées à l'égard des mineurs de dix à treize ans.
- 17, 18 29, 48 L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
- 49 Le comptage des mineurs et jeunes majeurs associe l'âge et le sexe d'un jeune à chaque mesure éducative. Un mineur bénéficiant de deux mesures est donc compté deux fois.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'établissements						
1	Tous établissements du secteur public	335	340	315	318	318
2	Foyers d'action éducative (FAE)	77	76	76	72	72
3	dont Centres éducatifs renforcés (CER)	7	6	5	5	5
4	Centres d'action éducative (CAE)	204	209	190	197	198
5	dont avec structure d'hébergement classique collectif ou diversifié	6	10	5	0	0
6	dont centres d'action éducative et d'insertion	22	23	22	22	22
7	Centres de placement immédiat (CPI)	42	43	33	32	31
8	Centres éducatifs fermés (CEF)	2	2	6	8	8
9	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance	10	10	10	9	9
Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)						
10	Total des mesures suivies au cours de l'année (terminées et en cours)	156 748	162 429	169 030	171 832	170 550
◆ Décomposition par grande fonction éducative						
11	Investigation	62 814	64 937	67 007	66 261	62 640
12	Enquêtes approfondies	11 753	12 328	13 434	13 413	13 565
13	Enquête sociale	2 581	2 929	3 414	3 507	3 402
14	Investigations d'orientation éducative (IOE)	9 172	9 399	10 020	9 906	10 163
15	Recueils de Renseignements Socio Educatifs (SEAT)	51 061	52 609	53 573	52 848	49 075
■ Fondement juridique des mesures d'investigation						
16	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	34 626	37 473	39 892	41 536	42 713
17	Civil (article 375 du Code Civil)	28 021	27 338	27 067	24 709	19 914
18	Protection des jeunes majeurs	167	126	48	16	13
19	Placement judiciaire	6 619	6 611	6 716	6 510	6 605
20	Hébergement collectif	4 408	4 466	4 583	4 372	4 595
21	Collectif Traditionnel	2 753	2 841	2 953	2 809	2 901
22	Collectif Spécialisé	1 655	1 625	1 630	1 563	1 694
23	Centre de placement immédiat (CPI)	1 522	1 500	1 489	1 361	1 394
24	Centre éducatif renforcé (CER)	82	70	74	63	69
25	Centre éducatif fermé (CEF)	51	55	67	139	231
26	Hébergement autonome	826	912	885	897	825
27	Familles d'accueil et tiers dignes de confiance	1 385	1 233	1 248	1 241	1 185
■ Fondement juridique des mesures de placement						
28	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	3 082	3 347	3 673	3 860	4 473
29	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	3 537	3 264	3 043	2 650	2 132
30	Milieu ouvert	87 315	90 881	95 307	99 061	101 305
31	Mesures et sanctions éducatives	60 126	63 541	68 397	71 399	72 268
32	Mise sous protection judiciaire	2 523	3 097	3 646	4 274	5 165
33	AEMO + suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	22 172	22 175	21 911	20 423	16 688
34	Liberté surveillée	8 162	7 968	8 328	7 885	8 060
35	Liberté surveillée préjudicielle	15 036	15 929	17 189	18 265	19 047
36	Réparation	12 181	14 006	16 589	19 622	21 808
37	Sanctions éducatives	52	366	734	930	1 254
38	Mesure d'activité de jour	-	-	-	-	246
39	Mesures de probation et peines	27 189	27 340	26 910	27 662	29 037
40	Contrôle judiciaire	8 234	7 985	8 232	9 316	10 348
41	Liberté conditionnelle	20	32	26	25	10
42	Sursis mise à l'épreuve	13 099	13 512	13 057	12 632	12 560
43	Suivi socio judiciaire	122	96	75	95	106
44	Travail d'intérêt général	5 714	5 715	5 386	4 937	4 503
45	Stage de citoyenneté	-	-	97	554	1 291
46	Aménagements de peine	0	0	37	103	219
■ Fondement juridique des mesures de milieu ouvert						
47	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	65 143	68 706	73 396	78 638	84 617
48	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	22 172	22 175	21 911	20 423	16 688
Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)						
49	Nombre de jeunes suivis au cours de l'année	99 770	103 207	104 552	103 948	100 312
◆ Sexe						
50	Garçons	77 163	80 005	81 469	82 119	80 872
51	Filles	22 607	23 202	23 083	21 829	19 440
◆ Âge						
52	0 à 6 ans	4 982	5 154	5 045	4 585	3 879
53	7 à 12 ans	8 487	8 779	8 701	8 302	6 997
54	13 à 15 ans	21 416	22 154	22 312	22 505	21 291
55	16 à 17 ans	36 613	37 874	39 048	39 093	38 653
56	18 ans et plus	28 272	29 246	29 446	29 447	29 492

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 3 à 5 | En matière d'investigation, la statistique du secteur associatif, contrairement à celle du secteur public, comptabilise une seule mesure même si elle concerne plusieurs mineurs. C'est principalement le cas des enquêtes sociales ordonnées pour l'ensemble d'une fratrie.
- 4 | L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
- 5 | Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (enquête sociale ou investigation et orientation éducative "IOE" ou expertise) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
- 6 à 15 | Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial).
- 6 à 21 | La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur associatif habilité justice :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement ;
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de réparation.
- 18 | En milieu ouvert pénal, seules les mesures de réparation peuvent être confiées à des établissements du secteur privé habilité. Les autres mesures sont de la compétence exclusive des services de la PJJ.
- 19 | L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
- 20 | L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République.
Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale. Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
- 21 | Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
- 35 | Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'établissements						
1	Tous établissements et services habilités du secteur associatif	1 195	1 210	nd	1 219	1 230
Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)						
2	Total des mesures suivies au cours de l'année	68 177	68 983	65 583	62 381	62 904
◆ Nature des mesures						
3	Investigation (enquêtes approfondies)	43 989	42 300	39 901	38 052	37 537
4	Enquête sociale	14 119	12 840	11 530	10 545	10 148
5	Investigations d'orientation éducative (IOE)	29 870	29 460	28 371	27 507	27 389
6	Placement judiciaire	9 101	10 862	10 146	8 802	8 356
7	Hébergement collectif	5 320	7 418	6 706	6 060	5 936
8	Collectif traditionnel	3 891	5 783	4 857	4 030	3 700
9	Collectif spécialisé	1 429	1 635	1 849	2 030	2 236
10	Centre de placement immédiat (CPI)	124	109	144	143	163
11	Centre éducatif renforcé (CER)	1 161	1 188	1 235	1 196	1 203
12	Centre éducatif fermé (CEF)	144	338	470	691	870
13	Hébergement autonome	2 352	1 721	1 847	1 468	1 306
14	Familles d'accueil et tiers dignes de confiance	731	1 047	984	731	636
15	Lieux de vie	698	676	609	543	478
16	Milieu ouvert mesures centrées sur l'éducation	15 087	15 821	15 536	15 527	17 011
17	Suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	2 651	2 970	2 817	2 644	2 601
18	Réparation (milieu ouvert pénal)	12 436	12 851	12 719	12 883	14 410
◆ Fondement juridique des mesures						
19	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	18 020	19 067	18 905	19 305	21 230
20	Civil (article 375 du Code Civil)	41 988	40 476	38 509	36 807	36 208
21	Protection des jeunes majeurs	8 169	9 440	8 169	6 269	5 466

**Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus
(mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)**

22	Nombre de jeunes suivis au cours de l'année	69 085	69 902	66 198	62 899	63 463
◆ Sexe						
23	Garçons	42 041	42 538	40 879	39 496	40 270
24	Filles	27 044	27 364	25 319	23 403	23 193
◆ Âge						
25	0 à 6 ans	14 907	15 083	14 222	13 490	13 344
26	7 à 12 ans	16 004	16 193	15 432	14 484	14 578
27	13 à 15 ans	13 250	13 407	12 905	12 656	12 993
28	16 à 17 ans	13 279	13 436	12 945	12 924	13 429
29	18 ans et plus	11 627	11 764	10 682	9 332	9 114
30	Non renseigné	19	19	12	13	5

**Activité de protection judiciaire de la
jeunesse à la charge des départements**

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Mesures de mineurs en danger suivies durant l'année						
31	Mesures suivies au cours de l'année au titre de l'art. 375 du Code Civil	203 349	208 101	211 809	212 470	212 094
◆ Nature des mesures						
32	Placement judiciaire	104 114	105 922	107 583	107 331	107 808
33	dont placements confiés à l'ASE	81 630	83 759	85 809	87 067	88 184
34	dont placements directs par le juge à une association ou un tiers digne de confiance	22 484	22 163	21 774	20 264	19 624
35	AEMO	99 235	102 179	104 226	105 139	104 286
Jeunes en danger suivis durant l'année						
36	Nombre de jeunes suivis en placement civil au cours de l'année	203 349	208 101	211 809	212 470	212 094
◆ Sexe						
37	Garçons	116 901	119 633	121 765	122 652	123 154
38	Filles	86 448	88 468	90 044	89 818	88 940
◆ Âge au début de la mesure						
39	0 à 6 ans	61 808	63 252	64 379	64 351	63 894
40	7 à 12 ans	62 449	63 908	65 047	66 402	66 768
41	13 à 15 ans	48 053	49 176	50 052	50 052	48 922
42	16 à 17 ans	30 129	30 833	31 383	30 527	31 610
43	Non renseigné	910	931	948	1 138	899

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

- 1 | Décisions des cours d'assises des mineurs, des tribunaux pour enfants et des cours d'appel mineurs.
- 2 | Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natif) visant la récidive
- 3 à 8 | **Nature de l'infraction** : Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les crimes sont regroupés par grands types d'atteintes.
- 5 | **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures...
- 7 | Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions et les dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des morts ou des infirmités permanentes.
- 9 à 25 | **Nature de la peine** : En vertu des articles 1^{er} et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5^e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs.
Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).
La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable).
- 23 | **Les mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre.
Les mesures éducatives sont rarement prononcées en matière criminelle.
- 24 | **Sanctions éducatives** : cf. glossaire
- 28 à 30 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour crimes	643	616	636	658	646
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	0	1	0	0	2
◆ Nature de l'infraction						
3	Atteintes à la personne	546	525	526	539	526
4	Homicides volontaires	26	19	24	31	19
5	Coups et violences volontaires	21	26	33	42	39
6	Viols	499	480	469	466	468
7	Atteintes aux biens	87	82	88	99	107
8	Autres crimes	10	9	22	20	13
◆ Nature de la peine						
9	Peines privatives de liberté	617	584	570	629	605
10	<i>dont réclusion criminelle</i>	21	24	15	21	14
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	361	311	267	332	352
12	Moins d'un an	87	78	68	83	78
13	1 an à moins de 3 ans	134	97	98	104	133
14	3 ans à moins de 5 ans	55	57	34	43	60
15	5 ans à moins de 10 ans	59	51	64	74	63
16	10 ans et plus (sans perpétuité)	26	28	3	28	18
17	Perpétuité	0	0	0	0	0
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme - perpétuité exclue (en mois)</i>	<i>38,0</i>	<i>40,3</i>	<i>38,1</i>	<i>43,2</i>	<i>36,6</i>
19	Assorties d'un sursis total	256	273	303	297	253
20	Sursis simple	81	88	118	129	96
21	Sursis avec mise à l'épreuve	175	184	181	167	157
22	Avec travail d'intérêt général	0	1	4	1	0
23	Mesures éducatives	25	28	43	25	32
24	Sanctions éducatives	–	–	7	3	7
25	Autres peines	1	4	1	1	2
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs						
Sexe						
26	Garçons	626	595	615	643	627
27	Filles	17	21	21	15	19
Âge						
28	Moins de 13 ans	84	41	32	28	34
29	De 13 ans à moins de 16 ans	313	342	383	366	341
30	De 16 ans à moins de 18 ans	246	233	221	264	271
Nationalité						
31	Français	594	559	535	554	552
32	Étrangers	28	19	21	30	23
33	Non déclarés	21	38	80	74	71

La nature et la durée des peines ainsi que les caractéristiques démographiques des condamnés sont présentées ici pour l'ensemble des viols commis par des mineurs.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 16** | **Nature de la peine** : En vertu des articles 1^{er} et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5^e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs.
Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).
La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable)..
- 19 à 21** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^p
Viols						
1	Toutes condamnations de mineurs pour viols (cf. p 247, code 6)	499	480	469	466	468
◆ Nature de la peine						
2	Peines privatives de liberté	481	460	434	439	430
3	<i>dont réclusion criminelle</i>	6	9	5	7	4
4	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	252	211	169	184	209
5	Moins d'un an	67	59	45	47	44
6	1 an à moins de 3 ans	99	74	65	77	93
7	3 ans à moins de 5 ans	42	38	19	23	31
8	5 ans à moins de 10 ans	38	29	34	29	36
9	10 ans et plus	6	11	6	8	5
10	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	30,1	33,4	32,2	30,6	30,4
11	Assorties d'un sursis total	229	249	265	255	221
12	Sursis simple	66	77	101	102	76
13	Sursis avec mise à l'épreuve	163	171	163	153	145
14	Avec travail d'intérêt général	0	1	1	0	0
15	Mesures et sanctions éducatives	18	18	35	26	36
16	Autres peines	–	2	0	1	2
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs						
Sexe						
17	Garçons	493	475	467	462	461
18	Filles	6	5	2	4	7
Âge						
19	Moins de 13 ans	80	41	28	28	34
20	De 13 ans à moins de 16 ans	261	299	326	317	295
21	De 16 ans à moins de 18 ans	158	140	115	121	139
Nationalité						
22	Français	466	437	398	391	392
23	Étrangers	16	12	8	15	13
24	Non déclarés	17	31	63	60	63

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthodes

- 2 | Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
- 3 à 19 | **Nature de l'infraction :**
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les délits sont regroupés par grands types d'atteintes.
- 8 | **Circulation routière :** les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation sont prises en compte avec les homicides et blessures involontaires, dans la rubrique "atteintes à la personne".
- 12 à 14 | Les **atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se sont produites (notamment circulation routière ou travail), ainsi que les atteintes aux mœurs (violences sexuelles, exhibition, ...).
- 19 | Les **atteintes à l'ordre administratif et judiciaire** regroupent principalement les infractions en matière d'outrages et violences envers les agents chargés de l'autorité publique.
- 38 à 44 | **Mesures éducatives :** l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre.
Les mesures susceptibles d'être prononcées sont diverses : admonestation ; remise du mineur à sa famille, à un particulier ou à l'assistance à l'enfance ; placement dans un établissement d'éducation et de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat, ou dans une institution publique d'éducation surveillée ; placement sous le régime de la liberté surveillée.
- 39 | **L'admonestation** consiste en une "remontrance" du juge à l'encontre du mineur poursuivi pour avoir commis un acte contraire à la loi pénale. Cette mesure ne peut être prononcée que par le juge des enfants en audience de cabinet.
- 40 | **Remise à personne :** le juge peut choisir de remettre le mineur délinquant à un particulier qui sera chargé de l'éduquer. Il peut s'agir des parents, du tuteur, de la personne qui en avait la garde, ou d'une personne digne de confiance.
- 42 | Le mineur âgé de plus de 16 ans peut être placé par le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs sous protection judiciaire, à titre principal et pour une durée n'excédant pas 5 ans. Il bénéficie alors de diverses mesures d'assistance, de surveillance et d'éducation prescrites par le juge des enfants.
- 43 | **La mise en liberté surveillée** consiste à placer le mineur sous la surveillance d'un service de la PJJ désigné par le juge, et qui est chargé d'exercer sur lui une action éducatrice, un contrôle sur ses conditions de vie et sur sa conduite, ainsi qu'une surveillance sur la ou les personnes qui en ont la garde. Le juge peut prendre cette décision dans tous les cas, que le mineur ait été condamné à une peine ou fasse l'objet d'une mesure d'éducation.
- 45 | **Sanctions éducatives :** cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^P
1	Toutes condamnations de mineurs pour délits	42 926	52 874	55 015	55 500	56 577
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	189	338	531	712	700
◆	Nature de l'infraction					
3	Atteintes aux biens	28 236	33 749	34 085	34 007	34 067
4	Vols	20 352	24 082	23 618	23 188	23 110
5	Recels	2 581	3 196	3 086	3 004	3 044
6	Escroqueries - abus de confiance	1 206	1 466	1 374	1 447	1 498
7	Destructions - dégradations	4 097	5 005	6 007	6 368	6 415
8	Infractions à la circulation routière et aux transports	1 156	2 202	2 631	2 685	2 693
9	dont infractions à la circulation routière	1 148	2 188	2 619	2 673	2 672
10	Infractions à la législation économique et financière	190	260	268	217	220
11	dont infractions en matière de chèques	125	175	175	127	107
12	Atteintes à la personne	8 461	10 166	11 301	12 199	12 771
	dont :					
13	Coups et blessures volontaires	5 941	7 258	8 326	9 321	9 812
14	Atteintes sexuelles	1 672	1 751	1 750	1 561	1 652
15	Infractions en matière de stupéfiants	2 471	3 394	3 283	3 070	3 143
16	Atteintes à la sûreté publique	557	708	737	686	765
17	dont commerce et transport d'armes	447	576	586	586	666
18	Atteintes à l'ordre public général	75	74	87	71	67
19	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	1 780	2 321	2 623	2 565	2 851
◆	Nature de la peine					
20	Emprisonnement	17 164	19 449	19 037	20 158	19 793
21	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 743	5 052	4 843	5 216	4 914
22	Moins de 3 mois	2 529	3 035	2 965	3 202	2 928
23	3 mois à moins de 6 mois	1 298	1 235	1 183	1 207	1 107
24	6 mois à moins d'un an	617	532	484	560	580
25	1 an à moins de 3 ans	286	226	194	237	277
26	3 ans et plus	13	24	17	10	22
27	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,0</i>	<i>3,0</i>	<i>3,4</i>
28	Assorti d'un sursis total	12 421	14 397	14 194	14 942	14 879
29	Sursis simple	6 825	8 412	8 452	8 929	8 858
30	Sursis avec mise à l'épreuve	4 594	4 800	4 579	4 878	4 933
31	Avec travail d'intérêt général	1 002	1 185	1 163	1 135	1 088
32	Amende	1 490	2 361	2 440	2 598	2 790
33	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 190	1 898	1 908	2 006	2 180
34	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>228</i>	<i>217</i>	<i>216</i>	<i>218</i>	<i>202</i>
35	Assortie d'un sursis total	300	463	532	592	610
36	Peine de substitution	1 660	2 539	3 006	3 270	3 333
37	dont travail d'intérêt général	1 586	2 397	2 756	2 779	2 749
38	Mesure éducative	21 693	26 644	27 825	26 465	26 971
39	Admonestation	14 354	18 660	19 300	17 669	17 192
40	Remise à personne	5 362	5 849	6 198	6 263	6 243
41	Placement en établissement d'éducation surveillée	114	118	117	91	95
42	Mise sous protection judiciaire	981	1 268	1 469	1 725	2 208
43	Mise en liberté surveillée	881	743	735	578	712
44	Autres mesures	1	6	6	139	521
45	Sanction éducative	—	272	824	1 036	1 716
46	Dispense de peine	919	1 609	1 883	1 973	1 974

Code | Définitions et méthode

3 à 5 | L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
1	Garçons	39 022	48 334	50 265	50 757	51 501
2	Filles	3 904	4 540	4 750	4 743	5 076
	Âge					
3	Moins de 13 ans	2 020	2 026	1 941	1 878	1 846
4	De 13 ans à moins de 16 ans	20 113	21 271	22 102	22 187	22 964
5	De 16 ans à moins de 18 ans	20 793	29 577	30 972	31 435	31 767
	Nationalité					
6	Français	37 475	44 884	43 965	43 471	43 634
7	Étrangers	3 330	3 227	3 225	2 957	2 710
8	Union européenne	130	170	205	205	214
9	dont Portugal	55	68	73	71	79
10	Europe hors UE	1 453	1 125	825	684	591
11	dont Turquie	109	124	124	112	85
12	Maghreb	1 120	1 295	1 452	1 327	1 300
13	Algérie	465	567	596	597	578
14	Maroc	567	605	713	626	621
15	Tunisie	88	123	143	104	101
16	Afrique hors Maghreb	411	465	546	518	449
17	Asie, Océanie	79	87	82	143	94
18	Amérique	137	85	115	80	62
19	Non déclarés	2 121	4 763	7 825	9 072	10 233

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 5** | **Nature de l'infraction** : les contraventions commises par des mineurs concernent essentiellement les coups et blessures volontaires avec incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours, et les infractions en matière de circulation routière.
- 3** | Jusqu'en 2004, ce poste regroupe principalement les infractions en matière de conduite d'un véhicule sans permis (sans récidive), et les défauts d'assurance. À partir de 2005, ces infractions ont été correctionnalisées.
- 19 à 21** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2004	2005	2006 ^r	2007	2008 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour contraventions de 5^e classe	1 360	1 464	1 234	1 224	1 325
◆	Nature de l'infraction					
2	Coups et blessures volontaires	536	731	698	685	773
3	Infractions à la circulation routière	396	234	31	12	23
4	Dégradations ou détériorations	228	304	309	342	365
5	Autres contraventions de 5 ^e classe	200	195	196	185	164
◆	Nature de la peine					
6	Amende	312	331	264	314	297
7	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	282	287	229	269	248
8	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>190</i>	<i>173</i>	<i>176</i>	<i>169</i>	<i>171</i>
9	Assortie d'un sursis total	30	44	35	45	49
10	Peine de substitution	34	65	48	39	49
11	Mesure éducative	963	994	844	790	849
12	Admonestation	689	781	609	556	581
13	Remise à personne	236	167	196	188	195
14	Autres mesures	38	46	39	46	73
15	Sanction éducative	—	10	17	24	34
16	Dispense de peine	51	64	61	57	96
◆	Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
17	Garçons	1 206	1 316	1 087	1 084	1 178
18	Filles	154	148	147	140	147
	Âge					
19	Moins de 13 ans	36	51	41	44	37
20	De 13 ans à moins de 16 ans	641	530	488	477	512
21	De 16 ans à moins de 18 ans	683	883	705	703	776
	Nationalité					
22	Français	1 251	1 335	1 038	1 015	1 063
23	Étrangers	64	40	48	41	47
24	Non déclarés	45	89	148	168	215

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires. Un quartier particulier, appelé quartier de jeunes détenus (QJD), est aménagé pour les détenus âgés de moins de vingt et un ans dans les maisons d'arrêt desservant les juridictions les plus importantes.

Code | Définitions et méthode

- 4 à 6 | Un mineur condamné dans une affaire et prévenu dans une ou plusieurs autres affaires est comptabilisé uniquement comme condamné. Sont considérés comme prévenus les mineurs détenus en cours d'information, en attente de jugement ou en délai ou exercice d'une voie de recours.
Sont considérés comme condamnés les mineurs définitivement jugés.

Source :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Mineurs incarcérés (stock)						
1	Mineurs incarcérés au 31 décembre	732	729	727	681	672
2	Métropole	659	652	631	625	617
3	Départements d'outre-mer	73	77	96	56	55
◆	Catégorie pénale des mineurs incarcérés					
4	Prévenus	489	461	416	391	397
5	Condamnés	243	268	311	290	275
6	<i>Part des prévenus (en %)</i>	67	63	57	57	59
◆	Caractéristiques des mineurs incarcérés					
	Sexe					
7	Garçons	704	690	702	656	648
8	Filles	28	39	25	25	24
	Âge					
9	Moins de 16 ans	71	90	77	57	65
10	De 16 ans à moins de 18 ans	661	639	650	624	607

Code | Définitions et méthode

6 à 17 | En cas de condamnation d'un mineur pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.

17 | Sont comprises dans cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Mineurs prévenus						
1	Mineurs prévenus au 31 décembre	489	461	416	391	397
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction	430	416	349	333	333
3	En attente de comparution	43	26	41	38	33
4	En appel ou pourvoi	16	19	26	20	31
Mineurs condamnés						
5	Mineurs condamnés au 31 décembre	243	268	311	290	275
◆	Nature de l'infraction					
6	Atteintes à la personne	127	131	146	147	149
7	Crimes de sang	4	6	3	2	5
8	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	80	93	112	105	116
9	Homicides, blessures involontaires	12	11	10	7	12
10	Viols et autres agressions sexuelles	31	21	21	33	16
11	Atteintes aux biens	78	108	113	98	86
12	Vols qualifiés	20	47	31	32	33
13	Autres vols	45	50	58	48	44
14	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	13	11	24	18	9
15	Atteintes à la santé publique	11	7	16	11	15
16	Infractions à la législation sur les stupéfiants	11	7	16	11	15
17	Autres infractions	27	22	36	34	25
◆	Peine prononcée					
18	Réclusion criminelle	0	1	5	1	0
19	Emprisonnement	243	267	306	289	275
20	Moins de 6 mois	146	168	181	131	160
21	6 mois à moins de 1 an	53	57	74	91	77
22	1 an à moins de 3 ans	29	30	43	56	34
23	3 ans à moins de 5 ans	12	11	6	10	1
24	5 ans et plus	3	1	2	1	3

Code | Définitions et méthode

- 9 | Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures au moment de leur incarcération.

Sources :

- Ministère de la Justice
Fichier national des détenus

Code		2005	2006	2007	2008	2009
Incarcérations de mineurs						
1	Incarcérations de mineurs au cours de l'année	3 519	3 350	3 378	3 218	3 242
◆	Caractéristiques des mineurs incarcérés					
	Sexe					
2	Garçon	3 348	3 180	3 218	3 051	3 087
3	Fille	171	170	160	167	155
	Âge					
4	Moins de 16 ans	419	430	417	424	408
5	16 à moins de 18 ans	3 100	2 920	2 961	2 794	2 834
	Nationalité					
6	Français	2 998	2 918	3 033	2 911	2 930
7	Étrangers	521	430	343	303	310
8	Non déclarés	0	2	2	4	2

Libérations de personnes mineures à l'incarcération

9	Libérations de mineurs au cours de l'année	3 418	2 782	2 831	2 769	2 494
◆	Durée de l'incarcération					
10	Moins d'un mois	1 445	1 188	1 204	1 165	1 094
11	1 mois à moins de 2 mois	715	648	656	621	480
12	2 mois à moins de 3 mois	349	351	323	319	290
13	3 mois à moins de 6 mois	520	418	462	442	415
14	6 mois à moins d'un an	275	156	159	185	194
15	1 an à moins de 3 ans	111	21	27	37	21
16	3 ans à moins de 5 ans	3	0	0	0	0

La justice administrative

Appliquant le principe de séparation des « trois sortes de pouvoirs » (Montesquieu), le législateur de 1790 a créé la distinction organique entre les juridictions de l'ordre judiciaire d'une part, chargées sous le contrôle de la Cour de cassation des procès civils et pénaux, les juridictions de l'ordre administratif d'autre part, chargées sous le contrôle du Conseil d'État de régler les litiges où l'administration française est mise en cause (art. 13 de la loi des 16 et 24 août 1790).

Le Tribunal des conflits

Le Tribunal des conflits a été créé pour déterminer, dans certains cas, si un litige relève de la compétence de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Placé au-dessus des deux ordres, il est composé de façon paritaire de membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation, et présidé par le Garde des Sceaux.

Le Conseil d'État

Placé au sommet des juridictions de l'ordre administratif, le Conseil d'État statuant au contentieux est juge en premier et dernier ressort pour un certain nombre de litiges : recours en annulation contre les décrets ou les actes réglementaires des ministres ; recours concernant la situation individuelle des fonctionnaires nommés par décret du Président de la République ; divers autres recours, notamment ceux concernant des actes de portée nationale. À côté des cours administratives d'appel, créées par la loi du 31 décembre 1987, il est juge d'appel de certains jugements rendus par les tribunaux administratifs, qui sont les juges de droit commun en premier ressort. Il est juge de cassation de toutes les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort (ord. n° 45-1708 du 31 juillet 1945), y compris celles à caractère spécialisé ou professionnel : Conseils nationaux ou Ordres des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, architectes, experts comptables ...

Présidé de droit par le Garde des Sceaux, le Conseil d'État est dirigé en fait par son vice-président.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 4 | **Le nombre de membres du tribunal des conflits est fixé par la loi** (cf. Code administratif : loi du 4 février 1850 sur l'organisation du tribunal des conflits, et loi du 24 mai 1872 sur l'organisation du Conseil d'État).
- 6 | **Le conflit est positif** lorsque l'autorité administrative soustrait à une juridiction de l'ordre judiciaire la connaissance d'un litige, au motif que celui-ci est réservé soit à la juridiction, soit à l'autorité administrative (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 7 | **Le conflit est négatif** lorsque des juridictions des deux ordres (administratif et judiciaire), saisies du même litige, se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour en connaître (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 8 à 10 | **Conflits sur renvoi** : le décret n° 60-728 du 25 juillet 1960 a institué un chef de compétence particulier : le règlement des difficultés de compétence sur renvoi des juridictions de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Celui-ci enlève, sinon toute valeur juridique, du moins la plus grande partie de leur portée pratique aux dispositions concernant le conflit négatif.
- 11 | **Conflit de la loi de 1932** : le tribunal des conflits est appelé à statuer au fond, par application de la loi du 20 avril 1932, lorsque sur des litiges ayant le même objet, les juridictions administratives et les tribunaux judiciaires ont rendu des décisions définitives présentant une contrariété qui conduit à un déni de justice.
- 14 | **Conflit positif** : cf. définition 6.
- 15 | **Conflit négatif** : cf. définition 7.
- 16 à 18 | Cf. définitions 8 à 10.
- 19 | **Conflit de la loi de 1932** : cf. définition 11.
- 22 | Cette rubrique comprend toutes les décisions : celles qui règlent définitivement le litige, mais également les décisions avant-dire-droit, les décisions renvoyant l'affaire au tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, et les décisions sur des demandes de sursis à exécution.
- 23 | Délai d'écoulement du stock : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.

Sources :

- Tribunal des conflits
Rapport annuel d'activité du Tribunal des conflits
- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (La Documentation Française)

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Membres du tribunal des conflits					
1	Membres titulaires	8	8	8	8	8
2	Membres suppléants	2	2	2	2	2
3	Commissaires du gouvernement	2	2	2	2	2
4	Commissaires suppléants	2	2	2	2	2
◆	Activité du Tribunal des conflits					
5	Nombre total d'affaires enregistrées	44	64	107	60	31
6	Conflits positifs	17	7	38	11	4
7	Conflits négatifs	1	1	3	1	3
8	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	2	23	1	5	0
9	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	1	0	0	5	1
10	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	23	29	63	35	22
11	Conflits de la loi de 1932	0	3	2	0	0
12	Autres	-	1	0	3	1
13	Nombre total d'affaires jugées	48	58	94	53	44
14	Conflits positifs	15	8	33	14	7
15	Conflits négatifs	5	2	1	2	4
16	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	2	18	4	3	4
17	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	2	0	0	2	6
18	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	24	27	55	31	21
19	Conflits de la loi de 1932	0	2	1	1	0
20	Autres	0	1	0	0	2

Conseil d'État

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Activité du Conseil d'État					
21	Affaires nouvelles	12 868	12 572	11 578	11 745	11 840
22	Décisions rendues	11 528	12 124	12 700	12 527	11 740
23	<i>Délai d'écoulement du stock (en mois)</i>	<i>11,1</i>	<i>10,8</i>	<i>9,2</i>	<i>9,9</i>	<i>9,5</i>

Les cours administratives d'appel

Les cours administratives d'appel, instituées par la loi n° 87.1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, sont compétentes pour statuer sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, à l'exception de ceux portant sur les recours en appréciation de légalité, sur des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Il existe huit cours administratives d'appel siégeant à Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Paris et Versailles.

Code | Définitions et méthode

- 22 | **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
- 23 | **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources

- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Personnel des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs						
1	Membres du corps	918	939	964	990	1 019
2	<i>dont conseillers</i>	699	714	752	746	741

Cours administratives d'appel

Code		2004	2005	2006	2007	2008
3	Nombre de cours administratives d'appel	8	8	8	8	8
	◆ Affaires nouvelles					
4	Nombre total d'affaires soumises aux cours administratives d'appel	14 813	20 527	21 602	26 908	29 733
	<i>Répartition par cour d'appel</i>					
5	Bordeaux	2 200	2 545	2 617	2 705	3 324
6	Douai	1 070	1 558	1 781	2 023	2 180
7	Lyon	1 768	2 080	2 609	2 984	2 921
8	Marseille	2 653	3 370	3 599	5 121	5 298
9	Nancy	1 149	1 613	1 667	1 836	1 863
10	Nantes	1 530	1 990	2 182	3 792	3 506
11	Paris	4 071	5 023	4 300	5 136	6 502
12	Versailles	372	2 348	2 847	3 311	4 139
	◆ Affaires terminées					
13	Nombre total d'affaires traitées par les cours administratives d'appel	20 979	24 385	26 414	26 473	27 485
	<i>Répartition par cour d'appel</i>					
14	Bordeaux	3 130	3 410	3 656	3 199	4 005
15	Douai	1 547	1 886	1 814	1 818	1 969
16	Lyon	2 676	3 124	3 152	3 420	3 425
17	Marseille	3 340	3 808	3 888	3 967	4 548
18	Nancy	2 286	2 040	2 451	2 174	1 807
19	Nantes	2 429	2 686	2 612	3 814	2 852
20	Paris	5 095	5 275	6 030	5 210	5 458
21	Versailles	476	2 156	2 811	2 871	3 421
22	<i>Délai d'écoulement du stock (en mois)</i>	<i>20,8</i>	<i>16,2</i>	<i>12,6</i>	<i>12,9</i>	<i>13,5</i>
23	<i>Délai moyen de jugement des affaires (en mois)</i>	<i>28,2</i>	<i>28,3</i>	<i>27,1</i>	<i>17,5</i>	<i>14,3</i>

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs interdépartementaux sont les juridictions administratives de droit commun. Leur ressort comprend de deux à six départements. Quarante deux tribunaux administratifs siègent en France métropolitaine et onze dans les départements et territoires d'outre-mer.

Ils jugent le contentieux administratif en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant les cours administratives d'appel, ou directement devant le Conseil d'État. Ils exercent également une mission de conciliation (art. L 3 du Code des tribunaux administratifs).

Code | Définitions et méthode

- 16 | Les décisions avant-dire-droit, comme les décisions renvoyant l'affaire au Tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, ne sont pas comprises dans les affaires terminées.
- 31 | **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année
- 32 | **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification. Il se substitue au délai d'écoulement du stock antérieurement calculé.

Sources :

- Conseil d'État : Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)
Cour des comptes : Rapport de la Cour des comptes

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre de tribunaux administratifs	37	37	38	38	42
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires soumises aux tribunaux administratifs	162 508	167 150	172 557	175 165	181 815
	<i>Nature du contentieux</i>					
3	Tous contentieux [en %]	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	dont :					
4	contentieux fiscal	13,9	16,8	12,5	12,2	11,6
5	étrangers	23,8	23,9	25,4	26,5	24,6
6	fonctionnaires et agents publics	17,0	12,2	10,9	10,2	10,7
7	agriculture	1,4	1,4	1,1	1,0	7,4
8	urbanisme et aménagement	6,6	6,9	7,4	7,5	12,3
9	police	6,0	8,5	11,7	13,2	12,4
10	élections	0,8	0,2	0,2	0,2	2,8
11	marchés et contrats	3,1	3,0	2,9	2,9	3,2
12	collectivités territoriales	2,2	2,2	2,2	2,0	2,3
13	logement	3,9	3,4	3,6	3,9	4,4
14	pensions	7,0	3,3	1,4	1,3	2,0
15	travail	2,2	3,1	4,1	4,2	3,8
◆	Affaires terminées					
16	Nombre total d'affaires traitées par les tribunaux administratifs	147 242	166 512	173 907	182 645	192 109
17	Métropole	140 978	160 941	168 468	177 961	186 413
18	Départements d'outre-mer et TOM	6 264	5 571	5 439	4 684	5 696
	<i>Catégorie d'affaires (juridictions informatisées uniquement)</i>					
19	Référés	24 298	23 908	23 474	24 828	25 943
20	dont procédures d'urgence	16 247	14 956	14 231	13 855	14 175
21	Affaires régies par des textes spéciaux	47 390	59 754	56 641	67 273	83 259
22	Requêtes fiscales	22 838	22 197	20 761	18 594	21 857
23	Requêtes normales	52 640	60 593	73 017	71 852	61 243
	<i>Nature de la décision</i>					
24	Satisfaction totale	29 437	31 525	29 452	34 370	36 259
24	Satisfaction partielle	6 679	6 479	7 539	8 822	9 491
26	Rejet	80 986	94 499	101 302	104 050	106 494
27	Désistement	16 553	18 488	17 956	18 568	19 339
28	Non-lieu	9 179	9 892	9 024	10 460	13 187
29	Renvoi	4 332	5 029	6 829	4 951	4 692
30	Indéterminé	76	600	1 805	1 326	2 570
31	Délai d'écoulement du stock (en mois)	18,3	16,2	15,5	14,5	13,4
32	Délai moyen de jugement des affaires (en mois) hors procédures d'urgence	21,3	21,4	19,3	16,9	16,7
33	Délai moyen référés "procédures d'urgence" (en jours)	23,0	23,0	23,0	21,0	21,0
	<i>Nature du contentieux</i>					
34	Tous contentieux en (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	dont :					
35	contentieux fiscal	19,6	16,4	15,2	13,8	15,1
36	étrangers	20,6	25,8	26,2	28,7	26,7
37	fonctionnaires et agents publics	13,3	12,5	14,1	11,1	10,5
38	agriculture	2,0	1,5	1,3	1,2	1,0
39	urbanisme et aménagement	6,8	6,5	6,2	6,8	6,7
40	police	5,4	6,1	7,6	9,6	10,9
41	élections	0,7	0,5	0,2	0,2	2,5
42	marchés et contrats	3,4	3,3	3,1	2,8	2,9
43	logement	3,0	3,5	3,0	3,0	3,8
44	pensions	7,5	6,0	2,8	1,7	1,3
45	collectivités territoriales	2,5	2,6	2,1	2,1	2,2

La Cour des comptes

“La Cour des comptes, créée en 1807, juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que la loi attribue en premier ressort aux chambres régionales et territoriales des comptes. Elle statue sur les appels formés contre les jugements prononcés à titre définitif par les chambres régionales des comptes” (article L. 111-1 du Code des juridictions financières -CJF-).

Elle déclare et apure les gestions de fait, prononce des condamnations à l'amende, décharge de la gestion, ou constitue en débet les comptables dont la responsabilité pécuniaire lui paraît engagée.

Elle formule à l'égard des ordonnateurs des observations sur la régularité et l'efficience de leur gestion.

La Cour des comptes, toujours sous réserve des compétences dévolues aux chambres régionales et territoriales des comptes, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques, et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'État et par les autres personnes morales de droit public. Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques. Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale. Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'État, ou d'une autre personne morale soumise à son contrôle ainsi que sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, des cotisations légalement obligatoires ou des versements libératoires d'une obligation de faire (articles L. 111-3 à L. 111-7 du CJF). Elle peut également exercer un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées par des organismes faisant appel à la générosité publique par des campagnes nationales (article L. 111-8 du CJF).

La Cour des comptes peut déléguer aux chambres régionales des comptes le jugement des comptes et l'examen de la gestion de certains catégories d'établissement publics nationaux (article 111-9 du CJF).

Les chambres régionales et territoriales des comptes

Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes (article L. 210-1 du CJF). Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles (articles L. 212-7 et L. 212-8 du CJF).

La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait (article L. 211-1 du CJF). Elle examine la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article L. 211-8) ainsi que des organismes auxquels ces collectivités et établissements apportent un concours financier ou dans lesquelles ils détiennent plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants.

La chambre régionale des comptes “concourt au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics”, lorsque le budget de ces collectivités ou établissements n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, qu'il n'est pas voté en équilibre réel, qu'il est exécuté en déficit ou qu'une dépense obligatoire n'y a pas été inscrite (article L. 211-7 du CJF et articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du Code général des collectivités territoriales).

Code | Définitions et méthodes

- 1 | Y compris Premier président, procureur général, présidents de chambre, secrétaire général et secrétaires généraux adjoints, avocats généraux
- 2 | Conseillers maîtres, conseillers référendaires, auditeurs
- 3 | Rapporteurs à temps plein et à temps partiel, assistants, et experts et inspecteurs de certification (à partir de 2006)
- 12 | **Lettre du président** : document comprenant les observations arrêtées par une formation délibérante et transmise à une autorité sous la signature d'un président de chambre de la Cour des comptes.
- 13 | **Rapport particulier** : rapport dans lequel la Cour expose ses observations sur les comptes, l'activité, la gestion et les résultats d'une entreprise publique.
- 14 | **Communication du procureur général** (CPG) : communication adressée par le procureur général, à la demande des présidents de chambre, aux directeurs et chefs de service des organismes contrôlés, leur signalant des irrégularités dans la gestion financière.
- 15 | **Référés** : communications adressées par le Premier président de la Cour des comptes à un ministre pour attirer son attention sur des erreurs, des irrégularités, des dysfonctionnements constatés lors de l'examen des comptes et de la gestion et lui suggérer les moyens d'y remédier et d'améliorer la gestion.

Sources :

- Rapport de la Cour des comptes

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	Magistrats et personnel de la Cour des comptes					
1	Magistrats de la cour	213	227	229	231	234
2	<i>dont personnels de contrôle</i>	198	212	211	214	216
3	Personnels de contrôle non magistrats	180	163	189	191	187
4	Personnel des services administratifs	256	259	257	266	262
◆	Activité juridictionnelle					
5	Rapports déposés	1 045	1 118	1 155	1 145	1 201
6	Jugements des comptes : arrêts rendus	373	321	280	347	390
	dont:					
7	gestion de fait	14	10	14	14	16
8	amendes	3	3	1	0	1
9	débets	34	38	33	45	39
10	Arrêts d'appel	40	33	31	56	42
◆	Activité non juridictionnelle					
11	Communications administratives	475	429	431	380	397
12	Lettres du président	235	261	266	220	246
13	Rapports particuliers	33	31	34	17	27
14	Communications du Procureur général	136	75	72	74	59
15	Référés	41	31	31	38	42
16	Affaires pénales	30	31	28	31	23

Chambres régionales et territoriales des comptes

Code		2004	2005	2006	2007	2008
17	Nombre de chambres régionales des comptes	26	26	26	26	26
◆	Magistrats, rapporteurs et personnel des chambres régionales des comptes					
18	Magistrats	369	367	358	351	358
19	<i>dont présidents et vice présidents</i>	27	27	27	27	27
20	Personnels de contrôle non magistrats	344	342	337	349	336
21	Personnel des services administratifs	474	472	463	439	455
◆	Activité juridictionnelle					
22	Jugements des comptes	25 122	16 215	11 790	9 701	9 330
◆	Activité non juridictionnelle					
23	Saisines en matière de contrôle des actes budgétaires	841	873	740	643	569
24	Avis rendus en matière de contrôle des actes budgétaires	862	986	825	648	660

Le Médiateur de la République

Origine et statut du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est une **autorité indépendante *sui generis***, instituée pour améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration (loi n° 73-6 du 3-01-1973 instituant un médiateur, complétée par la loi n° 76-1211 du 24-12-1976 et la loi n° 89-18 du 13-01-1989, modifiée par la loi n° 92-125 du 6-02-1992 et la loi n° 2000-321 du 12-04-2000).

Le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour 6 ans non renouvelables. Il est inamovible et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Missions et moyens d'action du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est chargé de **rechercher une solution amiable aux différends entre les administrés et les services publics**, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou de tout autre organisme investi d'une mission de service public. L'action du Médiateur de la République constitue un mode de règlement non juridictionnel des conflits, qui contribue à réduire le nombre de recours contentieux. Ses interventions sont gratuites.

Le Médiateur de la République intervient **en cas de dysfonctionnement administratif ou d'iniquité**. Il adresse, pour y remédier, des recommandations aux administrations concernées. Il peut également présenter des propositions de réforme aux pouvoirs publics. Mais il ne dispose d'aucun moyen juridique contraignant, ni d'aucune voie d'exécution pour faire adopter les solutions qu'il préconise. Il s'appuie donc sur l'autorité morale qui lui est reconnue et utilise son " pouvoir " de persuasion.

Le Médiateur de la République et les juridictions

Par rapport au système juridictionnel, le Médiateur de la République occupe une place tout à fait particulière, puisqu'il peut être saisi à toutes les phases d'une procédure contentieuse :

- il peut être saisi **avant qu'une action en justice soit engagée**, mais cette saisine ne suspend pas les délais de recours contentieux.
- il peut être saisi **parallèlement à une procédure juridictionnelle**, mais il n'a pas le droit d'interférer dans le cours de cette procédure.
- il peut enfin être saisi **lorsqu'une d'une décision de justice a été rendue**, mais il ne peut remettre en cause son bien-fondé ; il intervient alors, soit pour demander à l'administration de renoncer à l'application d'une décision qui a des conséquences inéquitable pour le réclamant, soit pour enjoindre l'administration d'exécuter une décision rendue au profit du réclamant.

Organisation et déconcentration de l'Institution

Le siège du Médiateur de la République est à **Paris**.

La "**médiature**" est organisée en secteurs dont les attributions sont spécifiques. Le point d'entrée de la médiature est le secteur de la recevabilité, qui enregistre les demandes, vérifie leur recevabilité et leur conformité au champ de compétence du Médiateur de la République. Les réclamations sont ensuite réparties, selon leur nature, entre les secteurs d'instruction spécialisés : il s'agit des secteurs Affaires générales, Agents publics-Pensions, Fiscal, Justice et Social.

Le Médiateur de la République dispose également, **dans chaque département**, de délégués qui peuvent tenter de résoudre localement les affaires qui leur sont soumises ou les transmettre à la médiature, par l'intermédiaire d'un parlementaire lorsqu'elles mettent en cause une administration centrale, ou en fonction de leur complexité. La présence de ces "**délégués du Médiateur de la République**" a été officialisée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Jusqu'en 1999, ces délégués étaient au nombre de 123 et étaient installés dans les préfectures (de un à trois par département selon la démographie). Afin de renforcer le rôle de proximité de l'institution, le Médiateur de la République et le ministre délégué à la Ville se sont rapprochés en 2000 pour nommer des délégués dans les sites relevant de la politique de la Ville. Ces délégués sont installés dans des structures de proximité : maisons de la justice et du droit, maisons de service public, centres sociaux, mairies annexes ...

Dans les départements dotés de plus de quatre délégués, un coordonnateur départemental peut être nommé par le Médiateur de la République pour garantir la cohésion de leur action auprès des services publics et assurer la liaison entre eux et avec la médiature.

La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973, instituant un médiateur, a été complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et n° 89-18 du 13 janvier 1989, et modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

Activité du siège parisien

Code | Définitions et méthode

Toute personne physique, quels que soient sa nationalité et son domicile, et, depuis la loi du 6 février 1992, toute personne morale (sociétés, associations...) peuvent saisir gratuitement le Médiateur de la République. Au préalable, il est indispensable d'avoir effectué une première démarche auprès de l'administration en cause.

3, 4 | Le Médiateur de la République doit être saisi par l'intermédiaire d'un parlementaire.

5 à 7 | Il ne traite que les réclamations qui sont conformes à la loi du 3 janvier 1973, c'est-à-dire qui sont recevables et relèvent de sa compétence.

Sont irrecevables les réclamations qui lui sont transmises directement, sans filtre parlementaire, ou en l'absence de démarche préalable auprès de l'administration.

Ne relèvent pas de sa compétence les litiges privés, ceux qui mettent en cause des administrations étrangères, les conflits entre des agents publics en activité et l'administration qui les emploie, les réclamations qui tendent à contester une décision de justice.

8 à 12 | Les réclamations traitées au siège de l'Institution relèvent principalement du domaine social et des affaires générales. À noter qu'à partir de 2003, la répartition entre les différents secteurs d'instruction a été modifiée. Ainsi, l'urbanisme relève désormais des affaires générales (et non plus du secteur Justice). Inversement, les questions relatives à l'état des personnes, à la nationalité et aux droits des étrangers ressortissent à la compétence du secteur Justice (et non plus des affaires générales).

13 à 16 | Pour une large part des affaires dont il est saisi, le Médiateur de la République joue un rôle pédagogique : il donne des informations aux administrés ou leur explique, lorsque leur réclamation s'avère injustifiée, les décisions prises par l'administration à leur égard. En revanche, lorsqu'une réclamation lui semble fondée, il adresse à l'administration concernée toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi. Lorsque le Médiateur de la République intervient, il obtient satisfaction dans la plupart des cas.

Sources :

- Le Médiateur de la République
Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code	2004	2005	2006	2007	2008
◆ Activité de l'Institution					
1 Nombre total d'affaires reçues par le Médiateur (siège parisien et délégués)	56 971	59 974	62 822	65 077	65 530
◆ Activité du siège parisien					
2 ■ Réclamations reçues au siège parisien	5 778	6 445	6 948	6 716	7 176
Modes de transmission (en %)					
3 Saisine légale par l'intermédiaire d'un parlementaire	68,0	54,2	48,4	47,0	32,0
4 Saisine directe non légale	32,0	45,8	51,6	53,0	68,0
Recevabilité et compétence (en %)					
5 Réclamations irrecevables	40,9	nd	nd	nd	nd
6 Réclamations hors compétence	7,5	nd	nd	nd	nd
7 Réclamations conformes à la loi	51,6	nd	nd	nd	nd
Domaines d'intervention (en %)					
8 Affaires générales	22,8	33,4	34,7	31,6	28,6
9 Agents publics - pensions	9,5	10,1	14,6	14,1	17,5
10 Fiscal	16,8	14,5	13,1	13,1	11,5
11 Justice	23,1	22,5	22,1	22,2	24,1
12 Social	27,8	19,5	15,5	19,0	18,3
Interventions et taux de réussite (en %)					
13 Réclamations non fondées	75,5	nd	nd	nd	nd
14 Médiations tentées	24,5	nd	nd	nd	nd
15 <i>Succès de la médiation</i>	<i>81,2</i>	<i>86,5</i>	<i>80,0</i>	<i>83,0</i>	<i>84,0</i>
16 <i>Échec de la médiation</i>	<i>18,8</i>	<i>13,5</i>	<i>20,0</i>	<i>17,0</i>	<i>16,0</i>

Code | Définitions et méthode

1 à 3 | Les délégués du Médiateur de la République constituent l'échelon de proximité de l'Institution et peuvent être saisis directement par les réclamants qu'ils reçoivent sur simple demande. Cette facilité d'accès encourage les citoyens à s'adresser aux délégués pour régler des problèmes de toute nature. Aussi, au delà de leur mission de traitement des réclamations, les délégués ont développé un rôle important d'information et d'orientation, dans des domaines qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence du Médiateur de la République.

En 2002, les notions relatives à l'activité des délégués ont été redéfinies de manière plus précise, à l'occasion de la mise en place d'un nouvel outil statistique à leur attention.

– Ne sont plus comptabilisés au titre de l'information et de l'orientation que les demandes qui correspondent à un temps de travail significatif des délégués, à l'exclusion des réponses à des demandes ponctuelles de renseignements.

– Sont considérées par ailleurs comme des réclamations les demandes qui, d'une part, relèvent du cadre général de compétence de l'institution défini par la loi du 3 janvier 1973 et, d'autre part, font état d'un véritable litige entre l'administration et le réclamant, ce qui implique des démarches préalables en dépit desquelles le désaccord persiste.

Les résultats chiffrés comptabilisés depuis l'année 2002 ne sont donc pas comparables à ceux des années précédentes du fait de la modification de l'outil de recueil de données.

11 à 16 | Les délégués traitent directement les réclamations qui peuvent être réglées localement et obtiennent satisfaction dans la majorité des cas où ils interviennent. En revanche, les litiges qui dépassent le cadre local et mettent en cause une administration centrale requièrent l'intervention du siège. Pour ce type d'affaires, les délégués orientent les réclamants vers un parlementaire.

Sources :

- Le Médiateur de la République
Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code	2004	2005	2006	2007	2008
◆ Activité des délégués					
1 ■ Affaires reçues par les délégués	51 193	53 529	55 874	58 361	58 354
2 Demandes d'informations et de conseils	28 299	27 747	28 998	29 914	30 506
3 Réclamations	22 894	25 782	26 876	35 163	27 848
Domaines d'intervention (en %)					
4 Affaires générales *	24,5	26,0	31,0	36,0	41,0
5 Agents publics et pensions	3,0	3,0	2,0	2,0	3,0
6 Finance et fiscalité	19,0	18,5	15,0	13,0	11,0
7 Justice *	5,0	7,0	6,5	5,0	11,0
8 Social	32,5	31,0	32,0	32,0	34,0
9 Urbanisme *	8,0	8,5	7,0	7,0	///
10 Étrangers *	8,0	6,0	6,5	5,0	///
Interventions et taux de réussite (en %)					
11 Traitement local	94,0	93,0	94,0	95,0	97,0
12 Réclamations non fondées	17,7	nd	nd	nd	nd
13 Médiations tentées	82,3	nd	nd	nd	nd
14 Succès de la médiation	74,7	76,5	78,1	79,6	80,3
15 Échec de la médiation	25,3	23,5	21,9	20,4	19,7
16 Transmission au siège parisien	6,0	7,0	6,0	5,0	3,0

* 2008 : urbanisme regroupé avec affaires générales ; étrangers regroupés avec justice

Aide juridictionnelle

Le système d'aide juridique instauré par la loi du 10 juillet 1991 et ses décrets d'application régit les conditions d'accès des plus démunis à la justice et au droit. Il comprend *l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit, et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.*

L'aide juridictionnelle est accordée en matière gracieuse ou contentieuse, en demande ou en défense, devant toute juridiction, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

La demande d'aide juridictionnelle doit être formée par écrit auprès du bureau compétent présent dans chaque juridiction concernée. Le bureau qui reçoit les demandes les instruit, et peut faire recueillir tous renseignements sur la situation financière de l'intéressé. Il décide de l'octroi de l'aide juridictionnelle ou du rejet de la demande.

L'aide juridictionnelle peut être octroyée pour toute instance relevant des juridictions françaises de l'ordre judiciaire, et ce à quelque degré que ce soit, pour quelque recours que ce soit, et devant quelque formation que ce soit. Seules ne sont pas couvertes par l'aide juridictionnelle les quatre premières classes des tribunaux de police, la chambre de l'instruction, et les juridictions des pensions.

Les dépenses qui autrement incomberaient au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sont à la charge de l'État. Cependant l'aide juridictionnelle partielle laisse à son bénéficiaire la charge d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, ou d'un émolument au profit des officiers ministériels.

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de Cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Sources

Depuis 1992, un répertoire est tenu par le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) de chaque tribunal de grande instance. L'exploitation de ce répertoire permet d'obtenir des données détaillées sur le système d'aide juridictionnelle né de la loi du 10 juillet 1991.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Le BAJ établi au siège de tribunal de grande instance statue sur les demandes portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, ou de la cour d'assises. S'il y a lieu, le bureau comporte en outre une section pour les affaires portées devant le tribunal administratif, une section pour les affaires portées devant la cour d'appel, et une section pour les affaires portées devant la cour administrative d'appel.

4 et 5 La loi de juillet 1991 a conservé, en l'aménageant, la distinction entre l'**aide totale**, qui permet toujours à son bénéficiaire d'agir en justice sans charge financière aucune, et l'**aide partielle** qui laisse à sa charge une contribution forfaitaire au profit de son avocat.

Deux plafonds de ressources mensuelles ont été fixés en 1992 pour l'octroi de l'aide juridictionnelle. La loi du 30 décembre 1992 a rendu automatique chaque année la revalorisation des plafonds "comme la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu".

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre total de demandes d'admission à l'aide juridictionnelle enregistrées au cours de l'année	915 750	1 001 602	1 024 659	1 062 486	1 048 099
2	Aides juridictionnelles - Cour de cassation	10 056	10 698	10 829	10 315	9 170
3	Aides juridictionnelles - autres juridictions	905 694	990 904	1 013 830	1 052 171	1 038 929
◆	Plafonds de l'aide juridictionnelle (en euros)					
4	Aide juridictionnelle totale	830	844	859	874	885
5	Aide juridictionnelle partielle	1 244	1 265	1 288	1 311	1 328
◆	Nature de la décision					
6	Admissions - Cour de cassation	1 879	2 171	2 471	2 343	2 104
7	Rejets - Cour de cassation	7 261	8 126	8 685	7 941	6 632
8	Admissions - Autres juridictions	831 877	886 533	904 961	890 138	890 020
9	à l'aide totale	734 762	783 690	799 517	788 597	791 326
10	à l'aide partielle	97 115	102 843	105 444	101 541	98 694
11	Autres décisions - Autres juridictions	73 817	104 371	108 869	162 033	148 909
12	dont rejets	72 173	102 120	106 646	112 906	102 475
Admissions (hors cassation)						
◆	Nature des affaires admises à l'aide juridictionnelle					
13	Affaires civiles	430 118	448 623	457 436	440 563	423 022
14	Aide totale	349 803	365 143	373 519	360 380	347 081
15	Aide partielle	80 315	83 480	83 917	80 183	75 941
16	Affaires administratives	14 402	14 614	17 691	20 224	27 968
17	Aide totale	13 485	13 613	16 475	19 244	26 464
18	Aide partielle	917	1 001	1 216	980	1 504
19	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	33 950	39 798	40 293	39 820	38 140
20	Aide totale	33 918	39 733	40 200	39 794	38 125
21	Aide partielle	32	65	93	26	15
22	Affaires pénales	353 407	383 498	389 541	389 390	400 773
23	Aide totale	337 556	365 201	369 323	368 752	379 545
24	Aide partielle	15 851	18 297	20 218	20 638	21 228
◆	Admissions sur affaires civiles					
25	Toutes admissions	430 118	448 623	457 436	440 563	423 022
26	Cours d'appel	40 675	41 304	41 782	39 820	36 100
27	Tribunaux de grande instance (hors jex)	260 910	268 777	270 820	258 635	246 530
28	<i>JAF divorces</i>	120 479	126 458	124 000	116 388	107 955
29	<i>JAF autres</i>	91 953	95 361	100 284	99 678	98 797
30	<i>Contentieux général</i>	48 478	46 958	46 536	42 569	39 778
31	Tribunaux pour enfants (assistance éducative)	27 016	30 514	33 970	35 486	36 424
32	Tribunaux d'instance (hors jex)	50 201	51 809	52 093	49 160	47 171
33	Jex (TGI et TI)	8 598	9 607	10 120	9 898	9 752
34	Conseils de prud'hommes	27 511	28 223	29 366	28 144	27 137
35	Tribunaux de commerce, TASS, autres	15 207	18 389	19 285	19 420	19 908
◆	Admissions sur affaires pénales					
36	Toutes admissions	353 407	383 498	389 541	389 390	400 773
37	Cour d'appel	11 386	12 018	11 146	11 367	11 436
38	Procédures criminelles	16 247	17 780	18 366	17 575	16 804
39	Cour d'assises	5 893	6 564	7 126	6 804	6 478
40	<i>dont assistance partie civile</i>	3 169	3 647	3 968	3 896	3 824
41	Instructions criminelles	10 354	11 216	11 240	10 771	10 326
42	<i>dont assistance partie civile</i>	4 606	4 957	5 095	4 737	4 593
43	Procédures correctionnelles	305 900	330 549	337 900	334 494	343 171
44	Tribunaux correctionnels	154 874	174 584	181 745	173 828	181 101
45	<i>dont assistance partie civile</i>	28 856	31 544	32 069	31 614	32 239
46	Juge d'instruction (y compris mineur)	85 261	93 199	94 442	99 277	100 466
47	<i>dont assistance partie civile</i>	7 214	7 482	6 954	5 899	4 737
48	Juge des enfants	39 370	37 646	35 876	34 962	34 862
49	Tribunaux pour enfants	26 395	25 120	25 837	26 427	26 742
50	Procédures contraventionnelles	5 823	5 676	5 423	4 688	5 040
51	Contrôle de l'enquête de police judiciaire, application des peines, mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales	14 051	17 475	16 706	21 266	24 322

Code | Définitions et méthode

- 1 à 10 | **Rejets** : le président du bureau d'aide juridictionnelle rejette les demandes manifestement irrecevables, dénuées de tout fondement, incomplètes ou dont l'auteur possède un revenu supérieur au plafond défini par la loi. Cependant dans ce dernier cas, l'aide juridictionnelle peut parfois être accordée au vu de la situation particulière du demandeur.
- 11 à 18 | **Bénéficiaires** : l'aide juridictionnelle est accordée dans la majorité des cas à une personne ; elle l'est parfois à un couple (divorce), ou même plus rarement, à une association. Le système statistique en place ne comptabilise que les dossiers. Il est considéré par convention que le nombre de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle est égal au nombre d'aides accordées. Il en résulte une légère sous-estimation du nombre de bénéficiaires.
- 15 à 18 | Pour la **détermination des ressources**, le législateur a précisé que sont prises en compte les ressources de toute nature (salaires, loyers, rentes, retraites, pensions alimentaires ...), à l'exception des prestations familiales. Les ressources du requérant ne sont pas les seules à être considérées : s'y ajoutent celles des "personnes vivant habituellement au foyer". Une déduction supplémentaire des ressources est faite en fonction du nombre de personnes à charge.
Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation du Fonds National de Solidarité, ou de l'allocation d'insertion, sont dispensés de plein droit de justifier l'insuffisance de leurs ressources.
L'aide juridictionnelle peut être accordée à un demandeur justifiant des ressources supérieures au plafond de l'aide partielle si sa situation est jugée "particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès" (Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991).
- 17 | Ressources mensuelles inférieures ou égales à 885 Euros en 2008
- 18 | Ressources mensuelles supérieures à 885 Euros et inférieures ou égales à 1 328 Euros en 2008.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code		2004	2005	2006	2007	2008
Demandes d'admissions rejetées						
◆	Nature des demandes rejetées					
1	Affaires civiles	49 401	63 426	65 401	69 831	62 418
2	Affaires administratives	4 309	8 660	9 144	9 134	8 191
3	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	95	602	679	50	44
4	Affaires pénales	14 432	19 623	20 891	23 432	22 141
5	Demandes non renseignées	3 936	9 809	10 531	10 475	9 681
◆	Motifs des rejets					
6	Ressources supérieures au plafond	45 210	51 225	49 144	43 385	40 119
7	Absence de pièces justificatives	17 963	32 282	33 833	33 859	26 417
8	Demande irrecevable ou infondée	9 000	18 613	18 723	11 149	11 618
9	Autres motifs	-	-	4 946	5 575	1 679
10	Motifs non renseignés	-	-	-	18 954	22 642

Bénéficiaires

Code		2004	2005	2006	2007	2008
11	Nombre total de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle	831 877	886 533	904 961	890 138	890 020
12	Aide totale	734 762	783 690	799 517	788 597	791 326
13	Aide partielle	97 115	102 843	105 444	101 541	98 694
14	Montant total de l'aide juridictionnelle accordée (en Mo€)	273,90	300,95	300,41	324,13	306,76
◆	Ressources des bénéficiaires					
15	Pas de ressources ou ressources non déclarées	417 084	447 218	452 928	461 312	477 116
16	Revenu minimum d'insertion, fonds national de solidarité, allocation d'insertion	63 525	73 321	80 767	74 564	68 243
17	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide totale	254 153	263 151	265 822	252 822	247 040
18	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide partielle	97 115	102 843	105 444	101 440	97 621

Auxiliaires de Justice

Nombreuses sont les professions qui participent à la mise en application du droit. L'évolution en cours dans l'organisation de ces professions tend à concilier les valeurs de la tradition et le désir de modernisation. À cet égard, la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique a représenté une première étape vers l'unification des diverses professions, en vue d'assurer la protection des usagers du droit par la suppression de tout clivage entre le judiciaire et le juridique. Par ailleurs depuis la réforme de 1965, les greffes des juridictions sont tenus par des fonctionnaires des services judiciaires : seuls les greffiers des tribunaux de commerce demeurent officiers ministériels titulaires de charge.

On présente dans ce chapitre les professions judiciaires auxiliaires de la justice et les professions juridiques participant à la réalisation non contentieuse des droits, les unes et les autres exercées sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

■ Sont *auxiliaires de la justice* :

- **les avocats** (profession organisée par la loi du 31 décembre 1971) ;
 - en qualité d'officiers ministériels, **les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avoués près les cours d'appel, les greffiers des tribunaux de commerce, et les huissiers de justice** chargés des significations et de l'exécution forcée des actes ;
 - **les experts judiciaires**, participant à la procédure d'établissement de la preuve ;
 - **les syndics et administrateurs judiciaires**, auxiliaires des tribunaux de commerce désignés lorsqu'un débiteur est l'objet d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens ;
 - **les conciliateurs**, qui ont pour mission de faciliter le règlement amiable de certains différends.
- Les *professions juridiques*, organisées sous le contrôle du ministère de la Justice, comprennent **les notaires**, officiers ministériels conférant l'authenticité aux actes instrumentaires, et **les commissaires-priseurs judiciaires**, officiers ministériels chargés de la vente publique de meubles.

Code | Définitions et méthode

- 1, 2 | **La loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 a créé une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat.** Elle se substitue aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de cette nouvelle profession. Les conseils juridiques inscrits sur la liste dressée par le Procureur de la République, à la date d'entrée en vigueur du titre 1^{er} de la loi précitée, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique, avec effet à la date de leur entrée dans la profession s'ils l'exerçaient avant le 16 Septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste. Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les avocats font partie de barreaux établis auprès des tribunaux de grande instance. Chaque barreau est administré par un conseil de l'Ordre qui traite toutes les questions intéressant l'exercice de la profession, et veille à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits.
- 3 | Depuis la réforme du 11 février 2004, le stage de 2 ans et la liste du stage ont été supprimés. Après l'obtention du CAPA, l'élève est directement inscrit au tableau de l'ordre comme avocat de plein exercice (loi n°2004-130 du 11 février 2004 réformant la profession d'avocat et décret n°2004-1386 du 21 décembre 2004 relatif à la formation professionnelle des avocats). Auparavant, après l'obtention du CAPA et la prestation de serment, l'élève-avocat se devait d'effectuer un stage de 2 ans en qualité d'avocat stagiaire inscrit sur la liste du stage. C'est uniquement au terme des 2 ans, et après l'obtention de son certificat de fin de stage qu'il pouvait s'inscrire au tableau de l'ordre comme avocat de plein exercice. Concernant les statistiques, à partir du 31/12/2007 (1^{er} janvier 2008), l'ensemble des avocats recensés sont inscrits au tableau.
- 5 à 8 | L'avocat peut exercer sa profession soit à **titre individuel**, soit au sein d'une **association**, d'une **société civile professionnelle**, d'une **société d'exercice libéral** ou d'une **société en participation**, toutes sociétés prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire, ou dont le titre est protégé. Il peut aussi exercer sa profession en qualité de salarié ou de collaborateur non salarié d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut enfin être membre d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	Nombre total d'avocats (au 31 décembre)	44 054	45 818	47 765	48 461	50 314
2	Inscrits au tableau	36 792	38 149	39 524	48 461	50 314
3	Stagiaires	7 262	7 669	8 241	///	///
4	Avocats inscrits au tableau	36 792	38 149	39 524	48 461	50 314
	Mode d'exercice					
5	à titre individuel	14 533	15 125	15 122	17 401	17 928
6	en qualité d'associé	12 658	13 171	13 903	13 589	14 235
7	en qualité de collaborateurs	6 975	7 374	7 964	14 389	14 879
8	en qualité de salarié non associé	2 626	2 479	2 535	3 082	3 272
9	Avocats titulaires de la mention de spécialisation	12 818	12 633	12 554	12 233	11 457
	Nature de la mention de spécialisation					
10	Droit fiscal	1 911	1 867	1 815	1 756	1 707
11	Droit des sociétés	1 777	1 741	1 686	1 637	1 581
12	Droit social	2 020	2 052	2 090	2 089	1 890
13	Droit des personnes	1 511	1 489	1 504	1 448	1 260
14	Droit commercial	1 463	1 462	1 441	1 403	1 203
15	Droit immobilier	1 188	1 151	1 132	1 073	1 043
16	Droit économique	662	640	637	607	573
17	Droit pénal	631	614	619	611	607
18	Droit des mesures d'exécution	515	491	485	461	435
19	Droit public	390	398	408	413	424
20	Autres	750	728	737	735	734
21	Avocats étrangers	1 270	1 425	1 427	1 450	1 535
22	Union européenne	608	740	708	730	785
	dont :					
23	Royaume-Uni	141	187	156	150	163
24	Allemagne	171	201	197	205	204
25	Belgique	85	99	94	92	97
26	Hors union européenne	662	685	719	720	750
	dont :					
27	Afrique [hors Maghreb]	182	203	214	221	231
28	État-Unis d'Amérique	157	156	150	140	145
29	Avocats inscrits dans un barreau français et étranger	1 496	1 643	1 799	1 955	2 069

Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Avocats					
30	Nombre d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	91	91	91	93	97
31	Avocats individuels	23	22	22	20	20
32	Avocats associés	68	69	69	73	77
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
33	Offices d'avocats	60	60	60	60	60
34	Sociétés civiles professionnelles	37	38	38	40	40

Code | Définitions et méthode

1 à 6 | **Les avoués près les cours d'appel**, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les greffiers de tribunal de commerce, les huissiers de justice, les notaires et les commissaires-priseurs exercent leur profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre de sociétés civiles professionnelles.

Il peut être constitué entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, et notamment entre officiers publics et ministériels, des **sociétés civiles professionnelles** qui jouissent de la personnalité morale. Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres..., ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices (loi n° 66-879 du 29 novembre 1966). Des décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 novembre 1966 ont été pris ultérieurement pour les diverses professions concernées. Parmi les sociétés civiles professionnelles constituées entre officiers publics et ministériels, il faut distinguer les sociétés dites "titulaires d'un office", dans lesquelles les associés exercent en commun leur profession et ont le titre d'avocats associés auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'avoués, de greffiers de tribunal de commerce, d'huissiers de justice, de notaires et de commissaires-priseurs associés, et les sociétés non titulaires d'un office, où chacun des associés exerce ses fonctions dans l'office dont il est titulaire ("sociétés d'huissiers de justice", "sociétés de notaires", "sociétés de commissaires-priseurs").

7 à 12 | **Les greffiers des tribunaux de commerce** sont des officiers publics ministériels exerçant leur profession soit à titre individuel, soit sous forme de sociétés civiles professionnelles, soit sous forme de sociétés d'exercice libéral. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique, ou associés d'une société en participation. Ils sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux (art. L 821-1 à L 822-7 et R 821-1 à R 822-19 du Code de l'Organisation Judiciaire).

13 à 19 | **Les huissiers de justice** sont des officiers ministériels qui ont seuls qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé, et ramener à exécution les décisions de justice, ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire. Les huissiers de justice peuvent en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances, et dans les lieux où il n'est pas établi de commissaire-priseur, aux prises et ventes publiques de meubles et effets mobiliers corporels. Ils peuvent être commis par justice pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Dans l'un et l'autre cas, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.

Les huissiers-audienciers assurent le service personnel près les cours et tribunaux. "Ils peuvent également exercer à titre accessoire certaines activités ou fonctions. La liste de ces activités et fonctions ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés sont autorisés à les exercer sont sous réserve des lois spéciales, fixées par décret en Conseil d'État" (art. 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945).

Les huissiers de justice résidant dans une même commune peuvent établir entre eux des groupements. Le groupement est la centralisation dans les mêmes locaux de deux ou plusieurs offices, ou services dépendant de ceux-ci, dont les titulaires conservent leurs propres activités et leur indépendance. Le groupement n'a pour but que de faciliter l'exécution du travail matériel et de réduire les frais d'exploitation, aussi les huissiers de justice membres d'un groupement sont-ils recensés comme huissiers individuels.

20, 21 | La fonction d'**administrateur judiciaire** peut être confiée par un tribunal de commerce, ou un tribunal de grande instance, à des administrateurs et syndics exerçant ces fonctions à titre de profession exclusive, et inscrits sur proposition du tribunal sur une liste dressée par la cour d'appel au début de chaque année judiciaire. D'autres personnes peuvent exercer ces fonctions à titre accessoire. Ce sont : les avocats, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs. Ils doivent pour cela être inscrits sur la liste précitée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Avoués					
1	Nombre total d'avoués près les cours d'appel	437	425	430	429	433
2	Avoués individuels	66	59	55	55	53
3	Avoués associés	371	366	375	374	380
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
4	Offices d'avoués	235	230	230	230	231
5	Sociétés civiles professionnelles	168	170	174	174	177
6	Sociétés d'exercice libéral	1	1	1	1	1

Greffiers de tribunal de commerce

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Greffiers					
7	Nombre total de greffiers de tribunal de commerce	241	241	245	245	241
8	Greffiers individuels	90	83	79	76	64
9	Greffiers associés	151	158	166	169	177
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
10	Offices de greffiers	191	178	178	178	153
11	Sociétés civiles professionnelles	79	77	78	78	78
12	Sociétés d'exercice libéral	7	14	17	19	20

Huissiers de justice

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Huissiers					
13	Nombre total d'huissiers de justice	3 256	3 258	3 272	3 273	3 263
14	Huissiers individuels	936	910	909	860	823
15	Huissiers associés	2 320	2 348	2 363	2 383	2 440
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
16	Offices d'huissiers	2 037	2 029	2 018	2 009	1 992
17	Sociétés civiles professionnelles	1 081	1 092	1 104	1 114	1 117
18	Sociétés d'exercice libéral	11	17	19	25	47
	Clercs et employés					
19	Nombre total de salariés	11 014	nd	nd	nd	nd

Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs

Code		2004	2005	2006	2007	2008
20	Nombre total d'administrateurs judiciaires	116	120	115	116	114
21	Nombre total de mandataires liquidateurs	320	315	313	308	310

Code | Définitions et méthode

1 à 7 | **Les notaires** sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (art. 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945). Les notaires sont institués à vie et doivent résider dans le lieu qui leur est fixé par le Gouvernement.

Le notaire peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit dans le cadre d'une société civile professionnelle ou d'une société d'exercice libéral, soit en qualité de salarié d'une personne physique ou morale titulaire d'un office notarial (art. 1 bis de l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990).

4 | Le notaire salarié, conformément aux dispositions du décret n°93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice des fonctions de notaire par des personnes physiques, à la déontologie et à la discipline notariales.

9 à 11 | **Le commissaire-priseur judiciaire** est l'officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l'estimation et à la vente publique aux enchères des meubles et effets mobiliers corporels. Il ne peut se livrer à aucun commerce en son nom, pour le compte d'autrui, ou sous le nom d'autrui, ni servir directement ou indirectement d'intermédiaire pour des ventes amiables. "Les commissaires-priseurs judiciaires sont groupés en compagnies comprenant un ou plusieurs ressorts de cour d'appel" (art. 1^{er} et 3^e de l'ordonnance du 2 novembre 1945).

La loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires aux enchères publiques a libéralisé les ventes volontaires aux enchères en attribuant compétence pour y procéder aux sociétés de ventes volontaires. Elle a réservé aux officiers ministériels, et plus particulièrement aux commissaires-priseurs judiciaires, les ventes, les inventaires et prisées judiciaires en raison des garanties qu'offrent les officiers ministériels. Parmi les officiers ministériels, les commissaires-priseurs judiciaires sont les seuls à recevoir une formation spécifique et à consacrer aux ventes prisées judiciaires la totalité de leur activité professionnelle, à la différence des autres officiers ministériels pour lesquels il ne s'agit que d'une activité accessoire.

16 à 19 | **Le conciliateur** a été institué par la loi du 20 mars 1978 avec pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les intéressés ont la libre disposition. Il peut être saisi par toute personne physique ou morale ou par les autorités judiciaires auxquelles il rend compte de ses diligences.

En outre depuis la loi du 8 février 1995, le juge peut, après avoir obtenu l'accord des parties, désigner une tierce personne -le conciliateur- pour procéder aux tentatives de conciliation prescrites par la loi, sauf en matière de divorce et de séparation de corps.

Le décret du 22 juillet 1996 permet également l'intervention du conciliateur pour la tentative préalable de conciliation devant le tribunal d'instance.

Par décret du 13 décembre 1996, le "conciliateur" est devenu "conciliateur de justice".

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Notaires					
1	Nombre total de notaires	8 143	8 321	8 525	8 714	8 856
2	Notaires individuels	1 928	1 875	1 839	1 801	1 781
3	Notaires associés	5 951	6 126	6 278	6 393	6 464
4	Notaires salariés	264	320	408	520	611
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
5	Offices de notaires	4 506	4 511	4 519	4 504	4 510
6	Sociétés civiles professionnelles	2 499	2 551	2 589	2 604	2 617
7	Sociétés d'exercice libéral	69	73	79	91	104
	Clercs et employés					
8	Nombre total de salariés	45 704	nd	nd	nd	nd

Commissaires-priseurs judiciaires

Code		2004	2005	2006	2007	2008
	Commissaires-priseurs judiciaires					
9	Nombre total de commissaires-priseurs judiciaires	437	426	420	413	414
10	Commissaires-priseurs judiciaires individuels	192	177	184	186	185
11	Commissaires-priseurs judiciaires associés	245	249	236	227	229
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
12	Offices de commissaires-priseurs judiciaires	327	308	320	319	318
13	Sociétés civiles professionnelles	125	125	124	120	118
14	Sociétés d'exercice libéral	3	3	10	10	11
	Chiffre d'affaires					
15	Produits des ventes de la profession (en Mo d'euros)	230	nd	nd	nd	nd

Conciliateurs de justice

Code		2004	2005	2006	2007	2008
16	Nombre total de conciliateurs de justice	1 807	1 808	1 809	1 794	1 794
17	Nombre total de saisines	122 713	123 174	121 909	127 389	112 828
18	Nombre total d'affaires conciliées	69 475	70 875	68 543	70 399	67 245
19	<i>Taux de conciliation (en %)</i>	<i>56,6%</i>	<i>57,5%</i>	<i>56,2%</i>	<i>55,3%</i>	<i>59,6%</i>

Activité par juridiction

Sources : ces statistiques sont issues du répertoire général civil des cours d'appel en 2008. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre "Justice civile".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des cours d'appel

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'appel en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Cours d'appel".

L'infirmité consiste en l'annulation totale ou partielle par la cour d'appel de la décision des premiers juges. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2008, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile par cour d'appel en 2008

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires nouvelles (hors référés)	Affaires terminées (hors référés)				Stock au 31/12/2008 (y compris référés)	Ancienneté du stock (en mois)
			dont arrêts		Durée moyenne (en mois)			
			dont infirmations					
Toutes cours d'appel	63 185 925	218 305	217 412	149 470	34 408	12,4	219 776	9,8
Agen	673 198	2 091	1 966	1 506	340	10,9	1 860	9,0
Aix-en-Provence	4 150 189	23 382	23 116	15 311	3 405	14,7	26 824	10,2
Amiens	1 894 355	5 249	4 886	3 236	615	12,4	5 349	8,6
Angers	1 619 143	2 819	2 771	1 948	375	10,7	2 505	7,5
Bastia	294 118	1 508	1 508	1 130	305	13,2	1 786	10,7
Besançon	1 150 624	3 385	3 233	2 062	533	10,8	2 794	8,2
Bordeaux	2 144 847	7 883	7 759	5 381	1 302	12,8	7 544	9,2
Bourges	769 854	1 670	1 684	1 266	260	8,3	1 145	5,2
Caen	1 456 793	4 887	4 315	2 760	684	11,1	4 804	8,4
Chambéry	1 099 345	3 165	2 978	2 049	357	9,7	2 475	7,3
Colmar	1 815 493	6 191	6 606	4 200	940	15,2	6 512	12,3
Dijon	1 254 181	3 443	3 445	2 510	710	7,9	2 413	6,1
Douai	4 018 644	13 897	13 636	9 351	2 008	10,1	10 815	6,4
Grenoble	1 768 851	5 360	5 544	3 814	896	13,1	5 735	11,1
Limoges	730 920	2 033	1 889	1 331	416	8,1	1 481	7,3
Lyon	2 977 664	8 782	8 820	6 717	1 495	10,9	8 184	7,3
Metz	1 036 721	4 029	3 542	2 181	437	21,0	7 164	15,5
Montpellier	2 047 552	9 121	9 010	6 556	1 529	8,4	6 766	6,1
Nancy	1 298 973	3 331	3 906	2 729	522	22,0	5 229	15,6
Nîmes	1 600 445	5 846	6 750	4 688	1 192	15,4	7 240	12,4
Orléans	1 550 819	3 475	3 372	2 233	472	8,5	2 449	6,2
Paris	7 783 530	38 982	39 204	27 186	6 571	12,0	40 401	10,8
Pau	1 227 412	4 989	5 134	3 301	740	14,8	5 072	9,8
Poitiers	1 974 271	4 392	4 089	2 846	614	17,2	5 864	11,7
Reims	1 151 198	3 608	3 951	2 573	594	11,3	3 084	8,0
Rennes	4 328 535	9 112	8 456	6 213	1 257	12,8	9 768	9,9
Riom	1 335 938	3 468	3 642	2 748	711	9,6	2 714	6,6
Rouen	1 811 055	6 042	5 953	4 047	939	10,2	4 896	8,5
Toulouse	1 924 803	6 839	6 170	4 699	1 014	11,4	7 441	9,4
Versailles	4 510 070	13 386	13 909	9 272	2 326	11,3	12 671	8,2
Basse-Terre	400 736	1 811	2 065	1 098	219	17,8	2 690	16,0
Fort-de-France	603 686	1 662	1 820	1 013	245	14,7	1 983	13,2
Saint-Denis-de-la-Réunion	781 962	2 467	2 283	1 515	385	11,2	2 118	8,2

Sources

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'assises et des cours d'appel en matière pénale (notamment la chambre des appels correctionnels, la chambre de l'instruction et la chambre de l'application des peines), le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Juges d'instruction, Cour d'assises, Cours d'appel".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Chambre des appels correctionnels

Le nombre d'arrêts rendus inclut l'activité pénale ou sur intérêts civils de la chambre des appels correctionnels, ainsi que les arrêts constatant un désistement d'appel ou une extinction de l'action publique, des arrêts statuant sur requête en confusion de peines, en dispense d'inscription au B2 (CPP art. 775-1), en matière de détention provisoire ou encore sur un jugement ADD (CPP art. 570).

Chambre de l'instruction

Sont inclus les arrêts sur appel d'ordonnances de mise en accusation (art. 186-2 CPP), les arrêts statuant sur les décisions judiciaires rendues par les juges d'instruction et les arrêts statuant sur la détention provisoire et le contrôle judiciaire qui sont isolés dans le tableau.

Arrêts sur mesures de sûreté : il s'agit des arrêts concernant les mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire.

Chambre de l'application des peines

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les appels contre les décisions du JAP relèvent de la chambre de l'application des peines ou de son président et non plus de la chambre des appels correctionnels.

Sont inclus dans cette rubrique les arrêts et ordonnances de la chambre d'application des peines ainsi que les ordonnances du président de la chambre [art. 505-1, D 49-2 et D 49-44-1].

Cours d'assises

Sont présentés ici les arrêts rendus en matière pénale par les cours de premier ressort et d'appel. Sont exclus les arrêts ne portant que sur intérêts civils. Il s'agit d'arrêts portant sur des affaires et non des condamnations/personne.

Activité pénale par cour d'appel en 2008

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Chambre des appels correctionnels			Chambre de l'application des peines		Chambre de l'instruction			Cour d'assises		
		Décisions rendues	dont décisions sur jugt correct. ou de police	Affaires en cours au 31/12/2008	Décisions rendues	Affaires en cours au 31/12/2008	Décisions rendues	dont arrêts sur mesures de sûreté	Affaires en cours au 31/12/2008	Arrêts rendus en 1 ^{er} ressort	Arrêts rendus en appel	Affaires en cours au 31/12/2008
Toutes cours d'appel	63 185 925	52 337	38 534	30 914	15 324	2 067	35 679	16 530	3 794	2 314	381	2 410
Agen	673 198	483	378	232	168	6	378	91	157	19	1	5
Aix-en-Provence	4 150 189	4 713	3 423	4 706	2 040	106	3 502	1 890	80	156	37	137
Amiens	1 894 355	1 417	932	532	686	96	561	270	46	71	10	90
Angers	1 619 143	859	603	164	246	28	520	240	58	40	10	39
Bastia	294 118	312	252	129	105	5	245	111	19	3	2	10
Besançon	1 150 624	829	574	438	335	77	304	121	22	59	10	34
Bordeaux	2 144 847	1 357	908	142	312	68	1 268	718	25	80	18	72
Bourges	769 854	511	385	156	193	19	160	68	24	30	5	27
Caen	1 456 793	860	617	675	364	86	493	182	29	37	10	35
Chambéry	1 099 345	918	677	510	269	39	433	165	19	43	4	32
Colmar	1 815 493	1 385	992	1 163	299	63	654	166	54	64	5	72
Dijon	1 254 181	917	743	453	248	10	513	232	63	50	12	29
Douai	4 018 644	2 960	2 151	1 949	1 291	148	2 691	881	116	180	29	80
Grenoble	1 768 851	1 346	1 011	705	446	80	778	436	47	57	10	60
Limoges	730 920	646	444	131	502	26	146	55	2	12	3	10
Lyon	2 977 664	1 787	1 217	1 352	520	61	2 090	742	220	94	19	130
Metz	1 036 721	1 450	876	996	246	46	744	267	44	26	4	53
Montpellier	2 047 552	1 724	1 339	1 004	354	20	1 410	607	78	75	10	71
Nancy	1 298 973	1 349	935	694	320	46	1 127	543	99	62	12	167
Nîmes	1 600 445	1 175	802	735	399	151	798	445	29	67	8	46
Orléans	1 550 819	984	755	427	134	20	573	222	19	49	9	36
Paris	7 783 530	9 917	8 238	5 808	2 030	240	8 309	4 666	1 736	297	41	358
Pau	1 227 412	945	781	603	207	56	463	213	31	42	4	29
Poitiers	1 974 271	1 068	735	533	423	45	589	216	163	43	8	38
Reims	1 151 198	1 332	980	791	330	121	408	202	41	49	12	64
Rennes	4 328 535	3 073	1 820	1 140	729	90	1 130	490	153	116	12	105
Riom	1 335 938	818	616	275	240	41	575	116	93	40	10	49
Rouen	1 811 055	1 068	742	765	475	35	571	267	14	81	18	68
Toulouse	1 924 803	1 333	1 003	766	396	92	920	395	18	95	20	77
Versailles	4 510 070	3 401	2 591	2 460	780	109	2 233	1 163	198	126	15	103
Basse-Terre	400 736	407	246	192	47	4	278	68	21	35	0	91
Fort-de-France	603 686	481	354	187	64	13	530	208	56	72	9	162
St-Denis-de-la-Réunion	781 962	512	414	101	126	20	285	74	20	44	4	31

Sources : ces statistiques sont issues du répertoire général civil des TGI en 2008. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre "Justice civile".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - TGI".

Divorces prononcés : il s'agit des décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu'en soit la modalité (consentement mutuel, faute ou rupture de la vie commune) ainsi que les conversions de séparation de corps en divorce.

Durée moyenne : Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2008, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2008

(hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé	Toutes affaires terminées (1+2)	Stock (hors référés) au 31/12/2008	Âge moyen du stock (hors référés) au 31/12/2008 (en mois)	
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires terminées (2)					
			dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
Ensemble des TGI	63 185 925	807 750	797 727	132 594	11,7	113 847	911 574	7,0	587 914	14,0
Abbeville	127 892	1 318	1 275	216	13,1	139	1 414	6,9	915	14,1
Agen	230 096	2 444	2 500	518	11,2	317	2 817	7,5	1 805	13,8
Aix-en-Provence	715 635	10 024	9 851	1 920	10,6	1 734	11 585	8,7	8 044	14,8
Ajaccio	135 718	2 058	2 116	290	10,2	437	2 553	11,2	1 982	18,9
Albertville	152 852	1 902	1 942	337	11,5	413	2 355	7,5	1 378	16,4
Albi	177 880	2 616	2 691	425	8,6	298	2 989	5,7	1 306	9,5
Alençon	141 308	1 720	1 604	269	9,2	134	1 738	5,4	850	8,8
Alès	143 284	2 040	2 122	336	6,3	207	2 329	4,7	896	9,1
Amiens	356 755	4 572	4 607	770	9,3	464	5 071	5,2	2 442	9,2
Angers	594 477	4 419	4 132	914	12,5	830	4 962	7,9	4 066	13,3
Angoulême	347 037	4 200	3 947	702	11,3	362	4 309	7,0	2 798	10,6
Annecy	249 501	3 122	3 212	536	12,1	557	3 769	6,8	2 206	14,0
Argentan	151 571	1 525	1 486	300	12,4	156	1 642	5,9	741	9,5
Arras	305 925	4 009	3 610	490	9,4	385	3 995	4,3	2 213	10,5
Auch	181 375	1 922	1 886	351	8,1	243	2 129	6,1	1 343	14,4
Aurillac	149 682	1 122	1 213	207	10,7	183	1 396	6,3	657	10,6
Auxerre	178 898	1 949	1 935	432	15,9	241	2 176	8,3	1 645	14,0
Avesnes-sur-Helpe	234 656	3 329	3 359	566	10,0	174	3 533	5,1	1 527	1,7
Avignon	318 098	5 288	4 714	725	12,5	803	5 517	6,6	4 401	13,1
Avranches	128 915	1 088	1 017	162	10,9	114	1 131	5,6	786	14,6
Bar-le-Duc	107 485	1 121	1 115	160	10,5	87	1 202	6,1	777	14,9
Bastia	158 400	2 884	2 932	327	8,7	476	3 408	6,0	1 961	13,9
Bayonne	266 312	3 723	3 738	500	10,4	727	4 465	6,8	2 479	14,1
Beauvais	343 392	4 243	4 046	690	11,4	325	4 371	6,6	2 585	9,3
Belfort	141 201	1 552	1 658	355	11,4	119	1 777	6,5	847	9,5
Belley	88 745	850	944	223	8,8	101	1 045	6,0	432	9,6
Bergerac	157 810	2 270	2 337	299	12,0	242	2 579	7,1	1 957	18,0
Bernay	139 044	1 544	1 375	198	10,2	163	1 538	4,9	995	10,7
Besançon	350 275	3 745	3 763	704	11,3	347	4 110	6,2	2 310	12,3
Béthune	605 143	6 882	7 174	1 529	12,8	691	7 865	6,9	4 488	11,7
Béziers	282 843	5 017	4 807	675	13,2	797	5 604	8,0	4 162	15,2
Blois	325 182	3 087	3 242	629	12,3	475	3 717	7,5	2 628	17,9
Bobigny	1 491 970	28 298	25 232	2 890	10,8	2 003	27 235	5,2	13 935	11,8
Bonneville	173 495	1 954	2 207	427	12,8	404	2 611	11,3	1 985	19,9
Bordeaux	1 252 533	15 520	16 487	3 095	13,3	3 064	19 551	8,0	13 612	17,8
Boulogne-sur-Mer	384 791	6 930	6 562	719	10,7	647	7 209	4,9	3 016	9,2
Bourg-en-Bresse	477 995	4 576	4 694	1 111	11,1	488	5 182	6,3	2 693	10,4
Bourges	314 675	3 199	3 312	559	14,2	296	3 608	7,3	2 750	15,5
Bourgoin-Jallieu	184 587	1 922	1 822	472	9,7	286	2 108	7,0	1 375	14,8
Bressuire	156 768	1 049	1 080	280	13,5	38	1 118	8,4	866	16,0
Brest	361 877	3 604	3 478	600	10,6	449	3 927	5,6	2 304	11,9
Briey	160 735	1 967	2 009	411	9,8	216	2 225	6,0	1 231	10,5
Brive-la-Gaillarde	127 079	1 409	1 333	238	14,0	318	1 651	7,9	1 181	11,7
Caen	525 598	6 444	6 452	1 008	13,0	659	7 111	6,2	3 832	12,1
Cahors	169 531	1 657	1 573	271	9,8	198	1 771	7,0	1 283	12,4
Cambrai	158 579	2 506	2 594	362	9,5	136	2 730	5,6	1 065	7,8
Carcassonne	196 590	2 507	2 806	487	11,8	358	3 164	6,9	1 488	12,5
Carpentras	216 193	2 736	2 621	508	10,9	489	3 110	6,6	2 019	13,4
Castres	187 455	2 410	2 356	408	11,3	209	2 565	6,2	1 573	11,5
Chalons-en-Champagne	255 447	2 632	2 857	554	13,4	205	3 062	8,2	1 930	12,0
Châlon-sur-Saône	338 228	3 275	3 182	706	12,3	251	3 433	7,8	2 595	12,5
Chambéry	250 238	3 666	3 709	593	8,8	387	4 096	5,9	2 442	14,3
Charleville-Mézières	285 653	3 070	2 838	436	11,3	306	3 144	6,4	2 314	14,0
Chartres	421 114	4 756	4 752	783	13,5	464	5 216	6,6	2 933	11,6
Chateauroux	232 959	2 323	2 462	464	12,0	326	2 788	6,7	1 426	12,0
Chaumont	187 652	1 847	2 001	404	9,8	179	2 180	6,7	984	11,1
Cherbourg	191 221	2 254	2 054	373	12,0	186	2 240	7,1	2 075	14,0
Clermont-Ferrand	508 806	4 792	4 575	966	12,8	1 273	5 848	7,6	4 413	12,7
Colmar	359 702	3 515	3 498	732	10,4	446	3 944	8,7	2 773	12,1
Compiègne	179 296	1 767	1 668	342	11,2	199	1 867	7,1	1 362	11,8
Coutances	172 427	1 557	1 582	299	14,4	170	1 752	6,7	1 023	13,3

I/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2008

(hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)	Stock (hors référés) au 31/12/2008	Âge moyen du stock (hors référés) au 31/12/2008 (en mois)
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires terminées (2)	Durée moyenne des divorces (en mois)				
			dont divorces prononcés							
Créteil	1 298 340	17 443	17 437	2 750	11,3	1 882	19 319	6,6	11 495	13,3
Cusset	141 130	1 829	1 965	323	10,9	272	2 237	6,8	1 023	13,1
Dax	196 899	1 948	2 030	415	11,0	301	2 331	7,4	1 451	12,6
Dieppe	208 754	2 731	2 893	434	12,5	295	3 188	6,1	1 470	17,1
Digne	154 501	2 086	2 093	332	11,7	352	2 445	9,1	1 861	20,3
Dijon	517 168	6 322	6 160	1 069	12,4	784	6 944	6,9	4 677	13,0
Dinan	108 377	972	907	168	12,6	158	1 065	6,3	846	15,5
Dole	127 189	1 227	1 293	294	9,8	115	1 408	6,8	878	15,3
Douai	247 506	2 960	2 894	585	10,5	285	3 179	6,0	1 672	9,7
Draguignan	429 797	8 494	8 148	1 084	13,5	1 607	9 755	6,8	6 557	15,6
Dunkerque	256 702	2 812	2 965	757	10,2	379	3 344	6,9	1 813	10,9
Epinal	285 547	2 680	2 757	477	12,2	389	3 146	8,3	2 196	14,0
Evreux	428 177	5 298	5 133	925	11,0	491	5 624	5,6	5 188	19,8
Evry	1 198 273	12 796	12 614	2 423	13,8	1 612	14 226	7,5	10 173	14,5
Foix	146 289	1 906	1 865	296	8,4	242	2 107	4,8	1 006	10,7
Fontainebleau	181 529	1 829	1 728	365	12,1	246	1 974	7,0	1 353	11,1
Gap	130 752	2 007	2 029	301	11,7	422	2 451	7,6	1 710	17,6
Grasse	551 930	10 346	10 689	1 430	11,2	2 817	13 506	7,7	8 894	18,1
Grenoble	729 140	8 456	8 314	1 595	11,1	1 311	9 625	7,7	6 494	15,7
Guéret	123 401	910	1 045	220	13,1	209	1 254	9,9	759	19,7
Guingamp	176 748	2 009	1 845	247	11,4	219	2 064	4,6	1 088	8,7
Hazebrouck	119 082	1 280	1 268	256	9,4	112	1 380	5,4	654	8,2
La Rochelle	380 609	2 726	2 485	424	12,4	370	2 855	6,5	1 911	11,2
La Roche-sur-Yon	215 352	2 469	2 409	601	15,6	222	2 631	8,8	2 109	12,7
Laon	197 940	2 668	2 566	420	7,6	181	2 747	4,3	1 129	8,0
Laval	299 000	2 474	2 538	504	11,7	272	2 810	6,8	1 356	10,7
Le Havre	393 611	4 494	4 454	884	14,5	587	5 041	7,1	3 481	16,1
Le Mans	553 484	6 417	5 991	921	10,5	587	6 578	5,5	3 600	9,3
Le Puy	219 484	1 795	1 738	306	14,7	286	2 024	10,0	1 713	15,1
Les Sables-d'Olonne	216 576	1 931	1 916	346	12,2	337	2 253	6,0	1 165	9,9
Libourne	141 225	1 898	1 901	338	10,9	252	2 153	5,6	1 401	14,7
Lille	1 200 799	18 044	17 803	2 703	12,9	1 701	19 504	5,8	10 924	12,1
Limoges	367 156	4 470	4 134	710	10,2	502	4 636	5,6	2 753	12,1
Lisieux	145 753	2 020	2 032	251	11,4	329	2 361	6,7	1 634	16,0
Lons-le-Saunier	130 210	1 436	1 424	264	8,1	121	1 545	5,5	803	10,9
Lorient	387 353	3 419	3 566	678	13,1	541	4 107	7,8	2 439	13,7
Lure	108 300	1 118	1 105	218	10,3	89	1 194	6,7	740	9,6
Lyon	1 483 127	17 164	17 508	3 495	12,3	3 039	20 547	8,1	15 298	13,6
Mâcon	211 133	2 214	2 029	304	12,2	243	2 272	6,2	1 427	10,6
Marmande	92 196	1 281	1 277	203	13,6	133	1 410	7,6	1 003	18,2
Marseille	1 029 736	21 999	22 202	2 796	13,7	4 640	26 842	7,5	16 923	15,5
Meaux	615 484	11 037	10 978	1 332	12,5	707	11 685	4,9	6 055	15,7
Melun	476 475	6 093	6 159	1 085	13,9	460	6 619	7,6	4 143	12,2
Mende	76 800	610	616	101	11,1	95	711	9,2	575	17,7
Metz	511 840	6 087	6 888	1 168	13,8	893	7 781	8,6	5 343	21,2
Millau	70 499	507	523	93	8,7	98	621	6,3	390	10,8
Montargis	187 590	2 419	2 351	349	14,1	223	2 574	7,7	2 799	16,1
Montauban	226 849	2 832	2 869	500	12,5	471	3 340	7,7	2 009	14,2
Montbéliard	165 882	1 794	1 721	421	12,1	176	1 897	7,2	1 190	10,3
Montbrison	174 538	1 338	1 155	233	11,7	177	1 332	6,3	1 003	10,2
Mont-de-Marsan	165 928	1 967	1 973	370	11,9	253	2 226	7,5	1 928	14,8
Montluçon	112 131	1 400	1 459	243	9,7	151	1 610	6,0	729	11,9
Montpellier	718 198	11 773	11 601	1 896	9,6	2 190	13 791	8,5	9 097	12,9
Morlaix	146 870	1 175	1 062	200	9,9	184	1 246	5,4	988	15,4
Moulins	90 048	1 206	1 203	194	13,2	176	1 379	6,1	817	11,5
Mulhouse	459 553	4 888	5 010	1 101	17,8	407	5 417	12,4	6 058	17,7
Nancy	564 567	7 365	7 155	1 234	10,0	727	7 882	5,7	4 057	9,6
Nanterre	1 536 100	20 826	20 332	3 411	9,0	3 354	23 686	6,5	14 345	12,7
Nantes	899 854	9 602	8 810	1 678	11,9	1 208	10 018	7,8	8 374	13,3
Narbonne	144 432	2 124	2 048	279	15,1	476	2 524	7,8	1 808	12,7
Nevers	222 220	2 541	2 395	415	11,6	210	2 605	6,4	1 639	10,4
Nice	521 254	11 971	11 688	1 364	9,5	2 326	14 014	8,4	11 546	20,1
Nîmes	539 885	9 861	9 619	1 411	11,0	1 190	10 809	7,0	8 490	19,4

II/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2008

(hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé	Toutes affaires terminées (1+2)	Stock (hors référés) au 31/12/2008	Âge moyen du stock (hors référés) au 31/12/2008 (en mois)	
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)		Affaires terminées (2)					
			dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
Niort	202 943	1 819	1 772	391	9,0	246	2 018	5,1	911	9,5
Orléans	457 735	4 544	4 794	1 001	12,2	668	5 462	8,2	3 498	14,1
Paris	2 181 371	48 166	47 858	5 529	8,6	10 188	58 046	7,2	35 952	14,1
Pau	370 537	5 492	5 385	735	10,1	623	6 008	5,2	3 182	14,2
Périgueux	246 242	2 867	2 986	469	10,7	356	3 342	6,4	1 741	16,0
Péronne	79 672	1 000	859	166	6,0	88	947	3,2	391	8,2
Perpignan	432 112	8 352	8 025	1 065	11,4	986	9 011	6,6	5 631	14,3
Poitiers	418 460	5 111	4 858	578	13,8	691	5 549	8,5	3 525	15,8
Pontoise	1 157 052	14 019	13 758	2 444	12,6	1 349	15 107	7,3	10 284	13,3
Privas	306 185	3 622	3 595	513	4,0	384	3 979	3,6	1 112	5,6
Quimper	374 254	3 477	3 411	599	11,9	681	4 092	7,3	2 515	11,6
Reims	310 394	3 408	3 441	668	12,2	470	3 911	6,6	2 211	10,5
Rennes	795 602	6 726	6 391	1 256	12,6	1 119	7 510	6,8	7 278	23,9
Riom	114 657	1 135	1 040	164	7,8	154	1 194	5,2	726	24,1
Roanne	153 402	1 412	1 504	279	10,2	173	1 677	5,3	652	9,2
Rochefort	138 277	1 831	1 856	285	12,1	266	2 122	8,0	1 391	11,2
Rodez	202 878	2 211	1 775	337	5,5	177	1 952	5,0	1 394	12,6
Rouen	641 469	9 453	8 755	1 227	10,9	1 120	9 875	5,5	5 768	10,7
Saint-Brieuc	285 736	2 770	2 806	469	9,3	432	3 238	7,0	1 835	11,1
Saint-Dié	94 428	1 053	1 056	181	12,5	79	1 135	7,2	715	12,4
Saintes	262 698	2 471	2 365	563	13,2	486	2 851	7,6	2 030	12,6
Saint-Etienne	413 329	5 722	5 445	779	8,8	1 228	6 673	5,1	3 599	9,8
Saint-Gaudens	91 475	1 036	1 057	187	10,4	201	1 258	7,1	708	11,3
Saint-Malo	150 249	1 851	1 775	261	11,8	247	2 022	6,9	1 343	11,5
Saint-Nazaire	334 147	2 986	2 884	559	12,7	935	3 819	7,2	2 766	16,6
Saint-Omer	157 528	1 476	1 671	353	9,6	176	1 847	7,3	824	8,0
Saint-Quentin	149 443	1 997	1 959	308	9,6	157	2 116	5,0	993	9,1
Sarreguemines	271 961	2 671	2 697	570	13,7	363	3 060	9,5	2 918	16,6
Saumur	172 182	1 450	1 375	244	10,8	175	1 550	6,7	1 025	11,8
Saverne	208 183	1 417	1 456	407	13,9	195	1 651	9,5	1 391	13,3
Senlis	270 287	3 169	3 170	576	9,4	326	3 496	5,7	1 924	11,5
Sens	161 190	1 852	1 894	315	12,7	156	2 050	7,4	1 265	12,5
Soissons	172 266	1 851	1 890	313	12,0	158	2 048	8,1	1 368	16,8
Strasbourg	788 055	7 372	7 646	1 775	16,2	1 430	9 076	10,6	7 505	13,9
Tarascon	192 034	2 967	2 954	479	8,5	356	3 310	6,0	1 903	16,0
Tarbes	227 736	3 074	3 021	472	11,8	390	3 411	6,6	2 101	10,9
Thionville	252 920	2 836	2 885	568	12,5	450	3 335	8,7	2 688	14,7
Thonon-les-Bains	273 259	3 242	3 212	626	11,5	517	3 729	6,8	2 798	15,2
Toulon	555 302	9 120	9 590	1 459	16,5	1 736	11 326	9,0	7 658	16,4
Toulouse	1 094 855	12 793	12 316	2 592	12,4	3 095	15 411	7,5	10 843	14,2
Tours	580 312	5 775	5 704	1 116	12,9	1 415	7 119	7,4	4 223	13,4
Troyes	299 704	3 373	3 736	671	14,2	290	4 026	7,3	2 064	13,8
Tulle	113 284	1 363	1 386	232	9,6	129	1 515	6,0	693	11,6
Valence	468 608	5 499	5 409	1 101	10,8	690	6 099	6,7	3 677	11,9
Valenciennes	347 933	5 688	5 526	793	8,7	305	5 831	4,4	2 483	8,0
Vannes	307 468	2 767	2 568	423	14,3	439	3 007	6,2	1 899	11,4
Verdun	86 211	1 123	1 063	134	9,7	80	1 143	7,2	859	15,6
Versailles	1 395 804	15 502	15 373	2 687	12,4	1 788	17 161	7,1	11 436	14,8
Vesoul	127 567	1 543	1 681	269	13,1	88	1 769	6,9	980	12,1
Vienne	255 764	2 582	2 666	400	13,8	278	2 944	7,4	1 775	13,8
Villefranche-sur-Saône	186 528	1 730	1 702	348	11,5	201	1 903	5,4	862	11,0
Basse-Terre	104 743	1 717	1 386	239	9,1	226	1 612	9,8	1 978	15,7
Cayenne	205 954	3 663	4 287	750	18,0	688	4 975	10,7	3 574	11,1
Fort-de-France	397 732	3 546	3 858	683	18,5	619	4 477	11,6	5 503	18,7
Pointe-à-Pitre	295 993	2 799	1 806	193	10,4	172	1 978	7,7	2 610	11,3
Saint-Denis-de-la-Réunion	468 584	5 959	5 478	709	13,4	648	6 126	6,5	4 240	12,1
Saint-Pierre	313 378	3 779	4 000	641	12,8	289	4 289	5,9	2 146	8,7

III/III

Sources : Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2008. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre « Justice pénale ».

Définitions :

Tribunaux correctionnels, toutes décisions : il s'agit ici de jugements – et non de personnes condamnées –, des ordonnances pénales, des CRPC et autres autres jugements [intérêts civils, ...]

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions données au chapitre « Justice pénale - Activité des parquets ».

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2008

Siège	Parquet							Tribunaux correctionnels		
	Affaires traitées		Affaires poursuivables				Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions *	
			Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites				Classements sans suite
TOUS PARQUETS	4 726 539	1 500 411	668 946	23 409	67 230	544 715	219 520	85,4	400 573	584 549
Abbeville	7 571	2 527	1 406	30	405	561	155	93,9	688	1 269
Agen	12 289	4 267	2 351	87	48	1 274	594	86,1	1 357	2 304
Aix-en-Provence	60 040	14 248	4 747	337	1 561	5 377	2 563	82,0	3 779	4 385
Ajaccio	9 486	3 549	1 283	106	1 005	888	373	89,5	1 023	1 452
Alberville	18 455	7 172	1 725	35	393	4 285	769	89,3	960	1 575
Albi	7 780	2 562	1 326	53	0	934	302	88,2	685	1 242
Alençon	6 050	3 009	1 863	21	81	864	201	93,3	1 132	1 652
Alès	8 234	2 248	1 304	31	44	740	160	92,9	891	1 362
Amiens	29 062	10 272	5 413	126	407	3 415	1 037	89,9	2 918	3 945
Angers	29 401	9 975	4 765	134	1 273	3 434	503	95,0	2 286	3 545
Angoulême	18 528	5 827	3 770	98	125	1 400	532	90,9	1 274	3 113
Annecy	14 486	4 780	2 473	142	289	1 247	771	83,9	1 590	2 426
Argentan	5 814	2 430	1 685	28	91	413	241	90,1	967	1 731
Arras	17 014	6 042	3 452	40	125	2 091	374	93,8	1 650	3 021
Auch	7 713	2 875	1 681	33	275	772	147	94,9	928	1 567
Aurillac	5 106	1 859	1 081	46	0	553	225	87,9	675	922
Auxerre	12 303	4 545	2 795	68	320	1 193	237	94,8	1 435	2 309
Avesnes-sur-Helpe	14 905	4 676	2 156	42	617	1 469	434	90,7	1 500	2 190
Avignon	33 717	10 387	6 838	164	585	2 568	396	96,2	3 801	5 028
Avranches	6 470	2 342	1 144	19	383	596	219	90,6	763	1 006
Bar-le-Duc	4 890	1 863	1 105	15	57	546	155	91,7	759	1 158
Bastia	11 149	4 184	1 835	108	47	1 711	591	85,9	1 383	1 425
Bayonne	18 624	7 588	3 095	87	860	3 125	508	93,3	1 726	2 420
Beauvais	23 318	7 963	3 848	82	30	3 268	817	89,7	1 785	3 399
Belfort	9 503	3 073	1 601	44	341	690	441	85,6	1 197	1 424
Belley	4 301	1 391	797	11	36	410	148	89,4	725	901
Bergerac	7 412	2 439	1 179	45	299	806	155	93,6	650	1 016
Bernay	7 757	3 168	1 736	26	105	1 062	265	91,6	531	1 338
Besançon	16 925	6 661	3 797	106	95	2 071	698	89,5	1 602	2 758
Béthune	42 670	13 803	6 770	133	420	5 475	1 138	91,8	4 735	5 359
Béziers	26 498	7 253	4 183	142	353	1 721	996	86,3	2 272	4 018
Blois	18 071	5 891	3 229	60	45	1 712	905	84,6	2 953	2 855
Bobigny	192 014	51 727	18 563	933	361	22 247	10 556	79,6	8 071	15 115
Bonneville	13 298	3 937	1 424	29	237	1 723	553	86,0	857	1 386
Bordeaux	97 780	34 234	11 106	523	1 097	18 898	3 133	90,8	6 294	12 507
Boulogne-sur-Mer	35 100	16 822	4 133	168	39	11 037	1 613	90,4	2 201	4 005
Bourg-en-Bresse	24 623	7 598	3 525	145	427	2 839	807	89,4	1 639	3 217
Bourges	16 539	4 678	2 821	91	159	1 034	664	85,8	1 540	2 746
Bourgoin-Jallieu	8 885	2 635	1 294	26	0	954	387	85,3	659	1 302
Bressuire	5 408	2 038	1 322	13	401	282	33	98,4	804	1 216
Brest	19 760	6 160	3 383	95	271	1 882	624	89,9	2 296	2 781
Briey	8 498	3 342	2 006	40	63	964	309	90,8	1 182	1 896
Brive-la-Gaillarde	6 713	2 289	1 249	23	15	977	48	97,9	653	1 177
Caen	28 208	9 409	4 765	84	759	2 333	1 552	83,5	2 850	4 129
Cahors	6 536	2 414	1 409	18	159	798	48	98,0	883	1 338
Cambrai	10 128	3 859	2 723	52	303	807	26	99,3	1 455	2 600
Carcassonne	13 644	4 013	2 040	40	82	1 413	478	88,1	1 320	2 103
Carpentras	15 991	4 091	2 106	51	68	1 343	574	86,0	1 298	1 657
Castres	8 506	2 619	1 494	56	49	758	318	87,9	836	1 286
Châlons-en-Champagne	17 087	5 280	2 831	50	273	1 383	793	85,0	1 404	2 656
Chalon-sur-Saône	17 988	6 832	3 375	92	280	2 209	968	85,8	1 013	3 123
Chambéry	17 202	5 879	2 727	96	305	2 185	662	88,7	1 310	2 279
Charleville-Mézières	16 417	6 987	3 410	43	74	2 083	1 420	79,7	1 390	2 923
Chartres	26 947	8 557	4 212	93	155	3 228	962	88,8	2 232	3 493
Châteauroix	11 598	4 486	2 843	50	279	1 047	317	92,9	1 506	2 102
Chaumont	11 939	4 932	3 315	39	45	848	724	85,3	1 388	2 419
Cherbourg-Octeville	9 839	3 437	1 504	28	684	1 061	188	94,5	1 087	1 530
Clermont-Ferrand	26 870	9 683	5 076	196	442	2 746	1 419	85,3	2 644	4 164
Colmar	19 443	6 543	3 424	86	31	2 312	776	88,1	1 890	2 897
Compiègne	13 150	3 698	1 594	19	297	1 050	757	79,5	1 292	1 405
Coutances	6 969	3 096	1 576	37	471	803	246	92,1	1 000	1 514
Créteil	114 709	35 327	12 914	539	961	16 679	4 773	86,5	6 715	10 227
Cusset	6 126	2 114	1 081	54	227	715	91	95,7	749	1 156

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

I/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2008

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions *
		Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
Dax	13 514	3 820	2 024	42	569	1 014	213	94,4	1 325	1 842
Dieppe	10 276	3 782	2 005	32	455	1 192	130	96,6	794	1 441
Digne-les-Bains	10 110	2 988	1 370	46	157	1 037	424	85,8	1 161	1 033
Dijon	35 521	10 269	5 880	262	148	3 056	1 185	88,5	2 390	5 199
Dinan	4 683	1 839	1 254	15	55	386	144	92,2	743	1 046
Dole	6 069	1 930	1 126	14	198	402	204	89,4	642	1 108
Douai	19 620	5 766	2 653	81	135	2 015	963	83,3	1 935	2 297
Draguignan	42 400	13 505	5 098	130	1 014	4 712	2 681	80,1	2 805	4 730
Dunkerque	18 046	6 126	2 416	94	670	2 382	658	89,3	1 370	2 251
Epinal	16 983	5 485	3 062	94	379	1 617	427	92,2	1 757	2 600
Evreux	34 641	13 018	4 743	70	331	3 493	4 451	65,8	1 871	5 788
Evry	86 561	27 752	10 538	429	1 339	10 985	4 890	82,4	5 145	9 347
Foix	7 887	2 903	1 770	22	35	873	225	92,2	1 147	1 666
Fontainebleau	12 857	5 057	2 197	42	815	1 007	1 038	79,5	1 341	1 784
Gap	8 396	3 164	1 597	12	149	1 067	351	88,9	949	1 441
Grasse	53 856	15 582	5 954	304	2 359	5 560	1 709	89,0	4 330	5 568
Grenoble	63 344	15 060	6 251	376	244	5 284	3 281	78,2	2 906	5 205
Guéret	4 925	2 122	1 182	14	128	793	19	99,1	530	1 110
Guingamp	9 741	3 730	2 027	40	197	856	650	82,6	971	1 887
Hazebrouck	5 639	2 014	1 016	25	214	505	279	86,1	631	1 103
La Rochelle	16 767	4 437	2 315	108	473	1 083	566	87,2	1 250	2 018
La Roche-sur-Yon	16 957	6 866	4 305	102	1 310	1 147	104	98,5	1 490	2 978
Laon	12 709	4 232	2 193	64	298	1 396	345	91,8	1 334	1 878
Laval	12 453	4 330	2 647	38	219	1 340	124	97,1	1 465	2 526
Le Havre	27 021	7 846	4 043	109	517	2 633	653	91,7	2 121	3 340
Le Mans	45 894	11 998	5 671	85	1 564	4 134	629	94,8	30 045	4 992
Le Puy	8 841	3 344	1 979	40	97	808	460	86,2	1 047	1 445
Les Sables-d'Olonne	14 525	3 845	2 001	53	632	571	641	83,3	1 400	1 805
Libourne	8 156	3 076	1 360	35	228	1 272	216	93,0	630	1 041
Lille	127 631	34 982	10 231	328	1 503	16 096	7 152	79,6	6 455	8 741
Limoges	20 739	6 879	3 786	90	916	1 807	370	94,6	2 080	2 979
Lisieux	7 685	2 601	1 363	35	287	642	309	88,1	979	1 382
Lons-le-Saunier	6 103	2 263	1 253	19	118	640	252	88,9	663	1 202
Lorient	23 176	8 317	4 600	92	689	1 667	1 361	83,6	2 822	3 574
Lure	5 792	1 593	850	13	24	503	216	86,4	424	699
Lyon	128 067	42 668	17 003	638	402	15 678	9 585	77,5	7 200	10 683
Mâcon	9 658	3 989	2 382	71	89	955	563	85,9	973	1 978
Marmande	5 173	1 795	1 136	17	7	600	52	97,1	557	1 113
Marseille	133 394	38 528	11 868	750	1 455	18 888	6 317	83,6	6 885	9 331
Meaux	50 974	17 740	8 129	226	551	7 832	1 228	93,1	4 261	6 751
Melun	34 119	12 943	5 354	195	1 130	4 595	1 864	85,6	3 991	4 110
Mende	3 105	1 168	585	18	40	440	103	91,2	321	479
Metz	43 588	14 059	6 393	190	340	3 637	3 689	73,8	3 340	4 808
Millau	3 327	1 436	726	18	56	506	148	89,7	550	824
Montargis	11 219	2 995	1 421	30	0	1 179	395	86,8	827	1 345
Montauban	13 739	4 426	2 413	134	39	1 454	520	88,3	1 674	2 311
Montbéliard	9 713	4 280	1 629	80	97	1 631	923	78,4	921	1 545
Montbrison	6 380	2 032	1 235	34	171	371	255	87,5	649	1 234
Mont-de-Marsan	10 167	3 277	2 108	88	116	906	147	95,5	1 051	1 618
Montluçon	5 310	1 997	1 228	16	114	629	26	98,7	760	1 179
Montpellier	63 021	19 232	8 701	409	423	6 882	3 226	83,2	3 400	7 535
Morlaix	7 277	2 293	1 119	16	356	726	92	96,0	957	1 125
Moulins	4 289	2 130	996	12	104	740	290	86,4	474	924
Mulhouse	27 765	9 842	4 882	198	312	2 939	1 709	82,6	3 058	4 574
Nancy	35 650	11 466	6 691	185	322	3 422	1 031	91,0	3 485	6 020
Nanterre	105 366	31 753	12 822	532	127	13 792	5 012	84,2	6 909	11 765
Nantes	70 877	18 806	7 875	320	738	8 897	1 296	93,1	4 354	7 024
Narbonne	14 277	4 584	2 103	73	387	1 856	238	94,8	971	1 675
Nevers	11 884	4 252	2 188	34	225	1 607	232	94,5	1 168	1 914

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

III/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2008

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions *
		Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
Nice	82 357	18 892	6 584	253	380	7 240	4 688	75,2	3 844	5 827
Nîmes	56 400	13 692	5 493	293	382	5 743	2 074	84,9	2 893	4 351
Niort	10 824	3 368	1 480	34	448	1 349	91	97,3	892	1 331
Orléans	31 510	8 320	4 836	123	0	2 116	1 368	83,6	2 091	4 650
Paris	304 748	88 763	37 141	2 605	1 250	27 746	22 626	74,5	23 533	35 577
Pau	18 536	7 239	2 925	144	472	3 045	797	89,0	1 733	2 340
Périgueux	11 373	3 823	2 041	86	488	958	336	91,2	887	1 707
Péronne	4 393	1 456	1 014	28	10	320	112	92,3	770	971
Perpignan	45 542	15 477	4 972	251	1 037	7 212	2 256	85,4	3 219	4 238
Poitiers	25 032	8 099	3 307	147	715	3 449	628	92,2	2 785	3 440
Pontoise	100 710	26 569	11 635	420	180	10 764	3 990	85,0	6 977	10 081
Privas	13 984	4 282	2 093	49	271	1 319	599	86,0	1 222	1 793
Quimper	21 786	7 639	4 024	75	0	2 486	1 129	85,2	2 041	3 639
Reims	24 183	7 258	4 262	161	324	1 682	990	86,4	2 883	4 113
Rennes	41 507	14 915	7 298	162	1 585	3 740	2 292	84,6	6 189	5 659
Riom	4 741	1 691	962	29	119	546	64	96,2	613	992
Roanne	7 745	2 508	1 314	27	40	834	320	87,2	680	1 161
Rochefort	11 245	3 793	1 548	58	367	1 566	312	91,8	779	1 309
Rodez	7 227	3 117	1 657	22	150	1 192	118	96,2	839	1 441
Rouen	40 671	14 677	5 177	252	1 899	5 016	2 585	82,4	3 480	5 132
Saint-Brieuc	16 552	6 162	3 276	80	0	1 837	1 049	83,0	1 961	2 932
Saint-Dié	5 141	1 990	1 171	21	72	540	207	89,6	1 043	1 055
Saintes	14 334	4 109	2 271	45	343	953	542	86,8	1 422	2 177
Saint-Etienne	26 989	7 108	4 128	238	319	2 245	416	94,1	3 003	4 210
Saint-Gaudens	3 479	1 317	763	24	17	457	80	93,9	389	639
Saint-Malo	10 987	4 236	1 613	26	520	1 785	318	92,5	973	1 525
Saint-Nazaire	22 826	7 656	5 131	55	176	1 286	1 063	86,1	2 404	4 452
Saint-Omer	7 791	2 905	1 338	14	325	1 091	151	94,8	773	1 226
Saint-Quentin	8 597	3 196	1 892	30	88	927	289	91,0	1 024	1 621
Sarreguemines	14 014	5 647	3 376	51	90	1 480	701	87,6	1 680	2 908
Saumur	8 153	2 537	1 436	47	415	546	140	94,5	668	1 351
Saverne	8 327	2 467	1 620	33	0	591	256	89,6	1 104	1 357
Senlis	23 005	6 773	3 759	126	46	2 130	838	87,6	2 451	3 243
Sens	9 274	3 488	1 816	29	195	1 164	313	91,0	864	1 510
Soissons	11 305	2 987	1 648	17	104	964	271	90,9	900	1 399
Strasbourg	64 715	22 995	10 091	248	361	9 366	3 177	86,2	5 399	8 007
Tarascon	15 637	5 306	2 232	85	132	2 600	342	93,6	1 261	1 653
Tarbes	11 080	3 176	1 868	71	215	1 018	75	97,6	1 088	1 985
Thionville	14 336	4 813	1 859	46	388	1 493	1 073	77,7	1 110	1 885
Thonon-les-Bains	17 250	8 054	3 332	74	8	3 637	1 077	86,6	1 862	2 951
Toulon	51 116	14 185	6 720	285	1 520	3 793	2 152	84,8	3 483	5 469
Toulouse	112 687	23 091	8 879	427	241	8 191	5 780	75,0	4 720	7 849
Tours	34 272	10 426	6 759	105	170	2 930	567	94,6	2 593	5 000
Troyes	17 369	7 289	3 977	134	302	1 744	1 266	82,6	2 257	3 975
Tulle	4 778	1 763	954	13	97	687	25	98,6	545	1 014
Valence	36 935	11 414	4 620	137	27	4 387	2 380	79,1	1 516	3 732
Valenciennes	28 880	10 796	4 830	94	1 050	3 974	942	91,3	2 674	3 813
Vannes	15 726	5 400	3 205	68	11	1 269	915	83,1	2 009	3 139
Verdun	4 671	1 849	1 107	31	18	611	113	93,9	563	976
Versailles	104 332	29 542	9 320	433	827	13 425	5 970	79,8	5 102	9 314
Vesoul	6 699	2 297	1 385	18	86	585	241	89,5	761	1 105
Vienne	18 249	4 526	2 236	39	0	1 600	690	84,8	1 172	1 828
Villefranche-sur-Saône	9 825	3 813	1 854	37	83	1 330	546	85,7	946	1 611
Basse-Terre	11 885	5 493	2 379	51	105	2 136	873	84,1	1 320	1 956
Cayenne	28 907	19 107	3 445	314	473	13 383	1 806	90,5	2 984	3 051
Fort-de-France	25 010	11 075	4 868	207	540	3 687	1 980	82,1	2 170	4 506
Pointe-à-Pitre	22 157	8 239	3 007	215	1 884	2 268	1 080	86,9	2 291	2 681
Saint-Denis-de-la-Réunion	28 266	11 726	6 356	175	0	2 927	2 443	79,2	3 437	5 512
Saint-Pierre	15 155	6 083	3 237	100	69	1 909	868	85,7	1 539	2 805

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de Crpc et autres jugements

III/III

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2008. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Mineurs et Justice".

Définitions :

N'ont compétence en matière de mineurs que les parquets dotés d'un tribunal pour enfants.

Affaires « **poursuivables** » : pour toutes précisions concernant les orientations données aux affaires pénales concernant les mineurs, le lecteur se reportera au graphique "Orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs".

Activité 2008 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables										Taux de réponse pénale
	Poursuites	dont poursuites devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites				Classements sans suite			
				Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Principaux motifs					
						Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée régularisation d'office				
Tous parquets	150 333	58 550	2 045	558	77 795	52 314	10 232	13 430	5 254	2 610	91,1
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	451	161	3	1	263	153	84	26	6	11	94,2
Aix-en-Provence	1 446	537	29	7	787	501	158	115	50	35	92,0
Ajaccio	132	100	8	1	24	10	14	7	5	1	94,7
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	283	130	5	0	128	113	2	25	1	16	91,2
Alençon	493	198	1	1	272	181	62	22	5	2	95,5
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	1 713	733	11	13	895	657	53	72	18	29	95,8
Angers	1 713	653	17	0	984	355	19	76	48	11	95,6
Angoulême	448	229	4	5	190	88	71	24	11	4	94,6
Annecy	467	161	12	2	223	184	5	81	51	15	82,7
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	724	354	6	1	348	241	59	21	7	1	97,1
Auch	294	127	1	5	160	115	35	2	1	0	99,3
Aurillac	174	93	3	0	74	54	2	7	1	4	96,0
Auxerre	737	358	12	16	336	234	78	27	12	1	96,3
Avesnes-sur-Helpe	623	208	0	13	369	170	90	33	16	1	94,7
Avignon	991	497	17	28	440	321	47	26	7	6	97,4
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	135	63	3	0	59	49	1	13	6	3	90,4
Bayonne	379	151	3	1	195	113	28	32	11	6	91,6
Beauvais	819	293	4	0	476	277	122	50	19	6	93,9
Belfort	410	202	2	0	169	124	21	39	21	9	90,5
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	216	81	3	5	122	64	14	8	1	0	96,3
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	781	366	6	8	391	238	111	16	9	1	98,0
Béthune	1 981	827	12	1	1 072	789	209	81	8	16	95,9
Béziers	590	223	11	3	270	146	52	94	38	19	84,1
Blois	630	217	5	0	350	290	30	63	6	38	90,0
Bobigny	6 782	3 512	105	0	2 667	2 081	345	603	185	65	91,1
Bonneville	341	120	0	2	191	125	33	28	8	10	91,8
Bordeaux	2 999	710	37	6	2 059	1 376	500	224	47	50	92,5
Boulogne-sur-Mer	1 007	415	12	0	500	285	76	92	26	17	90,9
Bourg-en-Bresse	823	277	11	2	509	385	62	35	11	8	95,7
Bourges	370	192	6	6	116	74	16	56	27	12	84,9
Bourgoin-Jallieu	259	100	4	0	129	95	19	30	18	2	88,4
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	867	415	14	1	377	269	16	74	4	25	91,5
Briey	314	145	3	2	144	84	30	23	8	0	92,7
Brive-la-Gaillarde	340	129	1	7	194	150	15	10	6	0	97,1
Caen	1 146	433	7	0	607	366	107	106	17	31	90,8
Cahors	233	93	1	3	133	67	44	4	3	1	98,3
Cambrai	485	254	7	1	225	167	51	5	5	0	99,0
Carcassonne	325	189	0	1	120	68	6	15	3	4	95,4
Carpentras	405	184	3	1	194	118	9	26	0	10	93,6
Castres	378	153	4	0	189	89	8	36	12	9	90,5
Châlons-en-Champagne	665	257	6	1	327	229	42	80	35	8	88,0
Chalon-sur-Saône	609	190	12	0	355	202	99	64	23	21	89,5
Chambéry	596	193	6	5	345	232	45	53	17	19	91,1
Charleville-Mézières	776	340	1	1	369	253	64	66	32	11	91,5
Chartres	1 025	404	7	4	571	430	48	46	15	11	95,5
Châteauroux	345	194	4	9	130	74	28	12	3	1	96,5
Chaumont	384	227	2	1	125	98	20	31	13	12	91,9
Cherbourg-Octeville	234	84	3	3	134	108	3	13	2	4	94,4
Clermont-Ferrand	1 008	366	12	17	519	331	109	106	20	39	89,5
Colmar	956	391	9	0	455	363	44	110	56	20	88,5
Compiègne	378	86	1	4	253	97	92	35	8	8	90,7

Activité 2008 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables										Taux de réponse pénale
	Poursuites		Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite				
	dont poursuites devant le juge d'instruction			Principaux motifs		Principaux motifs					
			Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée régularisation d'office					
Coutances	368	127	5	3	217	142	30	21	3	6	94,3
Créteil	3 875	1 500	65	0	2 198	1 718	103	177	65	19	95,4
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	218	113	1	3	94	66	13	8	4	1	96,3
Dieppe	361	103	0	0	236	196	15	22	16	0	93,9
Digne-les-Bains	304	130	9	0	152	88	19	22	9	0	92,8
Dijon	1 076	340	26	6	686	464	9	44	15	13	95,9
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	932	277	12	1	595	472	100	59	22	5	93,7
Draguignan	1 113	295	8	1	740	524	70	77	10	30	93,1
Dunkerque	1 121	330	4	2	739	399	35	50	6	14	95,5
Epinal	784	355	9	9	388	269	86	32	10	6	95,9
Evreux	1 729	375	11	0	825	472	126	529	255	163	69,4
Evry	3 585	1 137	70	3	1 979	1 534	108	466	81	245	87,0
Foix	298	134	1	0	146	85	10	18	6	7	94,0
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	242	82	1	1	150	71	10	9	2	1	96,3
Grasse	1 529	523	25	4	953	615	26	49	14	4	96,8
Grenoble	1 798	497	33	27	1 023	812	61	251	165	13	86,0
Guéret	134	75	0	0	57	45	10	2	2	0	98,5
Guingamp	268	58	4	4	152	102	32	54	24	19	79,9
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Rochelle	346	140	7	9	174	148	1	23	5	6	93,4
La Roche-sur-Yon	793	370	22	11	405	361	9	7	5	0	99,1
Laon	605	261	5	9	307	167	38	28	7	8	95,4
Laval	556	227	1	4	317	157	148	8	4	0	98,6
Le Havre	1 083	484	13	17	479	300	53	103	29	23	90,5
Le Mans	1 189	413	10	9	756	441	77	11	7	1	99,1
Le Puy	318	157	4	1	138	105	16	22	12	3	93,1
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	228	53	0	2	161	109	22	12	4	3	94,7
Lille	4 133	1 455	31	2	2 288	1 451	126	388	62	72	90,6
Limoges	590	216	2	20	329	164	67	25	3	7	95,8
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	425	189	1	2	203	140	34	31	16	4	92,7
Lorient	547	187	1	0	294	161	25	66	33	20	87,9
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	4 725	2 130	89	3	2 266	1 311	731	326	186	35	93,1
Mâcon	361	155	1	7	185	15	163	14	3	6	96,1
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	5 392	1 692	75	9	2 916	2 019	151	775	285	81	85,6
Meaux	2 434	835	22	0	1 500	1 071	250	99	31	15	95,9
Melun	2 245	884	32	0	1 183	860	185	178	44	33	92,1
Mende	80	37	0	0	37	26	1	6	3	1	92,5
Metz	1 323	420	13	0	600	375	113	303	194	19	77,1
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montargis	349	93	3	0	223	139	5	33	10	13	90,5
Montauban	390	191	16	1	163	76	34	35	20	3	91,0
Montbéliard	665	198	15	1	396	150	230	70	22	14	89,5
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	258	108	9	0	140	71	33	10	5	1	96,1
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1 499	554	42	3	725	487	52	217	54	83	85,5
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	495	156	0	4	291	191	57	44	14	15	91,1
Mulhouse	1 316	617	20	0	572	423	106	127	60	21	90,3
Nancy	1 390	579	15	11	706	391	126	94	62	5	93,2
Nanterre	4 043	1 753	59	0	2 049	1 594	136	241	89	26	94,0
Nantes	2 366	695	32	4	1 534	1 223	141	133	29	38	94,4
Narbonne	271	121	3	6	135	51	49	9	3	1	96,7

Activité 2008 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables										Taux de réponse pénale
	Poursuites			Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
	dont poursuites devant le juge d'instruction	Principaux motifs			Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations	Principaux motifs				
		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée régularisation d'office								
Nevers	380	149	3	3	213	165	1	15	6	1	96,1
Nice	1 503	419	11	1	824	605	25	259	195	20	82,8
Nîmes	1 604	677	34	5	827	584	106	95	24	8	94,1
Niort	543	153	3	10	370	238	62	10	4	1	98,2
Orléans	1 073	486	15	0	438	261	103	149	84	17	86,1
Paris	5 884	2 994	172	4	2 150	1 695	85	736	256	140	87,5
Pau	718	352	7	0	328	198	60	38	9	6	94,7
Périgueux	372	147	10	7	159	77	49	59	23	11	84,1
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	912	312	18	0	419	183	20	181	112	33	80,2
Poitiers	676	275	8	3	356	235	69	42	18	15	93,8
Pontoise	3 124	1 332	65	0	1 665	1 166	59	127	28	6	95,9
Privas	272	90	3	1	164	116	26	17	7	1	93,8
Quimper	677	229	5	0	381	305	40	67	15	31	90,1
Reims	1 139	418	18	12	643	473	115	66	18	7	94,2
Rennes	1 245	390	9	4	659	363	234	192	87	47	84,6
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	275	134	3	1	126	102	5	14	4	1	94,9
Rochefort	697	170	6	14	449	301	36	64	25	6	90,8
Rodez	313	126	0	1	179	133	10	7	4	0	97,8
Rouen	1 584	422	27	0	866	483	129	296	223	32	81,3
Saint-Brieuc	585	225	6	0	308	158	89	52	30	7	91,1
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	943	356	35	6	573	166	88	8	2	0	99,2
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	341	108	0	5	215	108	51	13	7	0	96,2
Saint-Nazaire	702	261	4	0	353	231	28	88	42	18	87,5
Saint-Omer	336	101	2	6	210	113	59	19	7	2	94,3
Saint-Quentin	416	190	0	6	194	111	21	26	7	6	93,8
Sarreguemines	600	286	2	0	256	154	65	58	11	22	90,3
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	350	178	3	0	153	124	9	19	11	3	94,6
Senlis	613	327	7	0	236	85	82	50	20	20	91,8
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	479	185	6	0	269	238	2	25	0	4	94,8
Strasbourg	2 542	972	30	7	1 292	789	53	271	132	60	89,3
Tarascon	488	157	1	12	309	207	49	10	3	0	98,0
Tarbes	209	81	2	0	122	96	16	6	5	0	97,1
Thionville	494	243	0	1	183	142	17	67	31	14	86,4
Thonon-les-Bains	606	213	6	0	356	237	67	37	6	6	93,9
Toulon	1 625	712	11	5	847	600	166	61	16	0	96,2
Toulouse	2 741	946	42	3	1 410	733	294	382	209	37	86,1
Tours	1 055	324	8	0	634	375	30	97	75	8	90,8
Troyes	824	268	11	12	409	336	39	135	48	55	83,6
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	868	451	10	3	309	230	32	105	56	14	87,9
Valenciennes	1 359	634	13	9	649	494	26	67	10	3	95,1
Vannes	409	184	7	0	191	65	73	34	10	8	91,7
Verdun	344	139	2	0	187	133	20	18	7	1	94,8
Versailles	3 158	911	62	1	1 744	1 414	84	502	161	123	84,1
Vesoul	332	156	1	7	141	83	28	28	12	3	91,6
Vienne	444	180	3	0	250	205	5	14	1	3	96,8
Villefranche-sur-Saône	366	128	1	1	190	138	9	47	26	2	87,2
Basse-Terre	273	165	1	0	88	60	22	20	3	4	92,7
Cayenne	353	112	21	3	123	82	20	115	52	31	67,4
Fort-de-France	657	285	18	0	294	238	10	78	32	14	88,1
Pointe-à-Pitre	405	250	19	11	64	43	4	80	54	3	80,2
Saint-Denis-de-la-Réunion	990	423	2	0	418	320	57	149	46	12	84,9
Saint-Pierre	605	288	9	7	266	189	43	44	8	8	92,7

Sources :

Les données concernant l'activité des tribunaux pour enfants sont issues des tableaux de bord implantés dans toutes les juridictions de mineurs.

■ En matière civile

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs en danger dont le juge des enfants a été saisi durant l'année et l'ensemble des mesures individuelles prononcées à l'égard de tous les mineurs suivis. Un mineur faisant l'objet de plusieurs mesures sera comptabilisé autant de fois qu'il y aura de mesures prises à son égard. Une mesure concernant une fratrie sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs dans la fratrie.

Enquête sociale, IOE, expertise, AEMO, Placement : cf. définitions au chapitre "Mineurs en dangers - Activité des juges pour enfants"

■ En matière pénale

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs délinquants dont le juge des enfants a été saisi durant l'année, l'ensemble des mesures présentencielles prononcées dans l'année, le nombre de mineurs jugés en chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants et les mesures et sanctions individuelles prononcées à l'égard de ces mineurs jugés.

Les décisions écartant la poursuite englobent aussi bien les jugements de relaxe ou d'incompétence que les ordonnances de non-lieu.

Sources :

- Ministère de la Justice
Tableaux de bord des tribunaux pour enfants

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2008

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentes	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Toutes juridictions	54 335	96 002	55 162	140 440	127 582	56 949	78 809	34 060	40 386	36 392	9 202	74 864
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	349	658	332	898	863	155	223	181	123	174	44	269
Aix-en-Provence	599	970	504	1 412	758	522	695	224	267	475	68	740
Ajaccio	100	181	97	273	180	91	116	89	39	90	3	163
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	171	307	150	319	294	126	173	42	109	64	14	165
Alençon	240	451	182	780	785	203	252	178	101	169	18	290
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	468	972	384	2 258	1 618	648	837	348	328	545	68	849
Angers	576	995	429	1 285	1 483	569	793	179	442	343	39	837
Angoulême	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Anncy	169	293	160	353	315	148	220	131	94	117	7	224
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	297	635	391	787	702	331	468	233	176	159	28	333
Auch	106	174	97	258	229	119	155	30	42	69	14	110
Aurillac	99	189	46	399	205	91	129	21	69	61	3	135
Auxerre	455	835	268	1 073	1 047	351	474	165	248	303	64	590
Avesnes-sur-Helpe	398	705	497	1 611	1 455	183	229	186	140	127	10	268
Avignon	361	640	289	734	721	482	640	226	276	439	72	737
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	61	132	38	261	153	85	115	45	66	92	9	171
Bayonne	188	277	145	531	461	142	201	77	68	99	13	166
Beauvais	354	678	444	1 064	887	286	373	307	230	215	65	441
Belfort	117	208	120	406	302	189	235	100	174	207	38	339
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	91	174	79	295	292	70	89	37	36	45	4	83
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	250	449	315	603	523	351	453	177	210	321	48	544
Béthune	677	1 347	947	2 700	2 910	778	966	527	534	209	79	709
Béziers	356	649	401	787	721	306	426	102	166	232	32	403
Blois	282	546	315	669	441	241	323	148	111	191	17	322
Bobigny	2 154	3 329	1 670	3 467	3 736	3 253	4 585	1 747	2 828	1 616	1 406	3 893
Bonneville	164	288	234	283	299	133	173	64	15	48	2	64
Bordeaux	951	1 643	1 073	2 601	1 664	651	929	458	767	526	127	1 230
Boulogne-sur-Mer	427	766	321	1 287	1 668	419	574	226	328	168	35	470
Bourg-en-Bresse	394	660	424	1 014	712	353	479	235	244	299	41	513
Bourges	223	419	227	503	524	193	236	159	82	106	14	220
Bourgoin-Jallieu	96	183	94	377	264	116	145	63	126	52	9	141
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	314	570	438	918	1 121	350	515	139	249	197	56	468
Briey	174	340	104	438	303	143	175	100	87	120	16	170
Brive-la-Gaillarde	167	330	211	547	419	135	191	64	63	113	9	170
Caen	329	608	579	1 224	1 270	307	399	222	156	340	22	494
Cahors	118	214	104	333	210	113	159	84	75	66	6	151
Cambrai	181	402	280	1 122	994	247	297	198	171	217	28	389
Carcassonne	202	370	172	631	566	202	269	64	157	70	24	218
Carpentras	248	416	218	494	468	223	284	148	72	266	30	321
Castres	193	350	334	416	458	158	213	77	87	93	18	187
Chalon-sur-Saône	219	426	201	733	657	168	224	80	121	190	19	336
Chalons-en-Champagne	203	362	306	755	833	250	315	159	242	240	37	450
Chambéry	276	473	342	579	882	247	363	204	158	155	23	338
Charleville-Mézières	289	508	248	810	842	304	441	186	269	248	43	517
Chartres	353	619	217	963	923	390	552	308	336	272	46	614
Chateauroux	180	364	154	294	322	195	265	28	207	79	16	334
Chaumont	171	374	157	427	541	232	304	164	184	138	41	307
Cherbourg	303	497	140	405	519	97	134	114	80	50	15	118
Clermont-Ferrand	366	678	350	1 007	813	295	431	140	350	248	67	552
Colmar	325	520	409	769	580	380	533	317	306	243	33	559

///III

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2008

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentes	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Compiègne	132	256	172	408	447	119	155	105	39	87	9	158
Coutances	186	368	240	292	467	128	195	116	141	115	26	246
Créteil	1 030	1 696	1 286	1 769	1 967	1 482	2 230	952	897	460	184	1 247
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	104	225	129	318	245	135	170	167	49	92	7	153
Dieppe	129	302	143	540	542	90	110	92	17	93	9	119
Digne	166	283	244	464	278	125	183	81	81	92	42	162
Dijon	524	908	807	1 156	1 242	332	462	65	269	238	44	510
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	352	693	677	1 530	1 270	264	380	260	323	229	73	521
Draguignan	370	634	299	630	407	337	517	271	160	148	41	301
Dunkerque	267	509	247	1 405	1 165	302	397	226	180	380	46	571
Epinal	415	792	715	956	695	279	373	99	333	113	55	450
Evreux	450	859	337	1 306	1 182	357	468	415	315	225	47	409
Evry	995	1 725	726	2 351	2 059	1 070	1 582	656	769	358	135	1 086
Foix	113	223	88	335	267	114	156	121	102	50	10	183
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	55	114	23	204	112	79	108	105	30	115	17	159
Grasse	427	693	290	1 024	605	490	667	300	164	458	59	621
Grenoble	478	760	432	1 035	1 174	485	672	433	157	381	44	571
Guéret	133	220	126	319	192	74	93	55	21	44	2	75
Guingamp	124	217	138	276	373	71	98	65	66	63	20	122
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon	407	752	266	922	714	338	440	100	264	154	38	417
La Rochelle	120	205	110	309	269	109	161	61	101	103	14	185
Laon	174	380	97	777	633	266	367	90	198	189	32	359
Laval	176	325	259	582	624	235	309	196	153	198	25	349
Le Havre	421	763	438	1 323	1 148	447	637	224	429	350	73	761
Le Mans	319	593	232	747	858	424	543	166	261	264	30	582
Le Puy	167	295	275	668	510	146	198	93	80	85	14	175
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	140	238	137	431	276	89	118	43	50	36	11	79
Lille	1 556	2 678	1 644	5 522	4 090	1 454	1 956	815	985	616	266	1 465
Limoges	415	704	492	1 110	840	245	340	173	161	179	17	343
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	260	482	274	721	572	193	258	142	157	173	33	307
Lorient	248	417	224	727	671	213	291	108	181	162	21	362
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	1 200	2 061	1 152	3 305	3 091	2 031	2 806	901	995	1 353	260	2 265
Macon	141	256	133	490	376	145	230	34	98	124	11	225
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	1 234	2 100	1 057	2 549	1 718	1 622	2 270	852	907	1 071	213	1 943
Meaux	581	1 107	913	1 420	1 355	722	956	415	523	275	109	759
Melun	645	1 167	1 014	1 318	1 709	871	1 172	393	905	263	124	1 156
Mende	54	105	117	181	124	52	58	65	15	28	2	53
Metz	366	621	467	1 050	1 086	414	534	289	194	365	39	575
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	128	226	131	259	284	107	147	74	37	86	4	129
Montargis	128	287	178	347	408	98	135	73	59	88	19	125
Montauban	251	433	293	489	400	197	268	211	159	160	23	317
Montbéliard	101	193	129	301	260	175	233	131	87	96	33	199
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	494	889	608	1 124	1 128	585	873	666	366	299	70	685
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	295	560	335	872	969	159	210	191	67	107	35	160
Mulhouse	530	864	795	1 261	795	582	829	387	474	386	63	833
Nancy	520	896	627	1 621	1 259	582	778	315	534	194	49	741
Nanterre	1 325	2 232	965	3 280	2 853	1 615	2 157	778	1 481	577	461	1 895
Nantes	537	961	569	2 100	1 989	647	860	328	381	663	107	1 030
Narbonne	136	240	122	309	294	127	175	79	94	120	37	201

//////

Activité des juges et tribunaux pour enfants en 2008

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Nevers	256	471	288	507	133	152	211	133	83	103	12	199
Nice	393	699	311	1 173	1 000	400	551	282	227	353	80	582
Nîmes	727	1 200	614	1 011	1 556	658	821	509	390	258	62	633
Niort	211	389	304	590	731	169	207	94	130	122	14	265
Orléans	272	501	343	674	623	446	605	194	283	287	61	595
Paris	2 225	3 297	1 949	3 224	3 379	2 856	4 272	1 533	1 516	1 277	402	2 537
Pau	380	645	449	1 360	907	330	489	189	233	155	34	384
Périgueux	155	304	59	295	307	127	194	130	67	92	13	189
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	434	853	632	889	888	327	500	205	393	277	86	625
Poitiers	336	555	550	600	637	252	346	186	267	200	50	471
Pontoise	1 090	1 895	891	2 371	1 852	1 260	1 914	777	1 014	755	357	1 517
Privas	215	440	163	596	634	109	153	86	163	72	36	238
Quimper	210	367	253	466	691	216	295	169	164	232	27	387
Reims	169	325	117	508	465	405	608	196	321	483	202	803
Rennes	473	874	276	1 497	1 617	436	586	239	282	541	21	852
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	136	263	115	471	249	131	199	89	94	81	6	179
Rochefort	367	593	276	617	852	171	214	66	153	78	18	223
Rodez	195	386	136	691	519	113	146	129	71	91	10	162
Rouen	492	922	530	1 456	1 620	430	575	271	239	369	66	604
Saint-Brieuc	336	671	292	679	945	249	340	148	209	133	39	284
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	510	921	410	2 282	1 428	679	919	195	508	391	72	936
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	91	161	64	303	334	113	147	81	58	69	6	147
Saint-Nazaire	211	377	129	373	344	241	334	125	197	158	15	371
Saint-Omer	104	212	90	421	449	100	124	40	60	71	12	137
Saint-Quentin	132	284	196	704	487	204	289	152	120	258	30	371
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines	275	454	306	630	494	292	395	233	231	170	21	427
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	106	229	91	315	231	161	225	59	153	120	12	287
Senlis	266	457	287	674	419	296	397	197	209	141	38	328
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	84	143	69	474	314	179	257	103	118	105	17	214
Strasbourg	602	1 043	833	1 299	1 595	992	1 389	483	684	810	102	1 526
Tarascon	176	314	209	408	336	142	213	84	96	116	30	194
Tarbes	200	367	218	414	508	120	177	32	87	142	19	224
Thionville	196	353	223	545	461	247	315	106	206	204	46	409
Thonon-les-Bains	236	362	178	347	398	210	269	140	67	154	43	186
Toulon	594	1 012	464	1 018	740	624	943	321	414	330	139	674
Toulouse	945	1 629	638	1 904	1 678	926	1 291	698	601	553	114	1 125
Tours	405	749	545	1 106	1 032	245	328	211	282	203	41	491
Troyes	266	536	299	701	909	341	459	217	198	216	70	374
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	495	854	536	1 461	1 132	485	668	202	503	207	64	711
Valenciennes	427	808	414	2 142	1 550	626	856	299	468	386	60	860
Vannes	242	431	282	566	526	178	237	71	140	101	12	241
Verdun	131	255	109	548	536	136	179	115	127	134	35	251
Versailles	847	1 443	986	1 995	1 845	878	1 254	517	746	484	336	1 078
Vesoul	215	424	251	598	456	170	233	86	88	177	26	259
Vienne	149	307	117	589	351	160	216	144	76	163	8	271
Villefranche-sur-Saône	131	256	157	500	289	142	180	110	75	110	20	195
Basse-Terre	159	250	109	147	164	156	204	53	85	106	8	207
Pointe-à-Pitre	290	535	400	890	910	243	319	207	157	155	56	284
Fort-de-France	315	581	389	534	832	315	411	198	251	183	22	464
Cayenne	376	568	302	411	554	159	210	81	47	59	10	107
St-Denis-de-la-Réunion	409	730	184	869	921	427	625	259	426	267	25	767
Saint-Pierre	375	626	320	1 011	829	281	425	138	291	279	54	568

///

Sources :

En matière civile, les statistiques sont issues du Répertoire général civil des TI pour 2008. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux d'instance

Les données présentées ci-après incluent l'activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux d'instance et tribunaux paritaires des baux ruraux, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridiction - tribunaux d'instance et TPBR".

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Affaires pénales des tribunaux d'instance

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de police, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de police".

L'**amende forfaitaire majorée** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances, et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste à l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est majorée de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art.529 et suivants du Code de procédure pénale).

Ordonnance pénale : sauf pour quelques rares exceptions, le ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions de police les moins graves. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une ordonnance pénale non motivée portant relaxe ou condamnation à une amende.

Jugements rendus, contraventions de 5^e classe : il s'agit ici d'affaires, et non de personnes condamnées.

Avertissement relatif au tribunal de police de Paris : il existe à Paris un tribunal d'instance en matière civile par arrondissement, mais un seul tribunal de police. Par convention, les données relatives à ce tribunal de police sont restituées sur la ligne "Paris-1^{er}".

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Tous tribunaux* d'instance	63 185 925	569 426	539 490	108 555	75 800	4,8	9 607 665	31 062	276 477	37 803	113 875
Abbeville	127 892	1 023	1 027	160	104	4,6	2 515	59	354	98	152
Agen	114 951	1 497	1 434	237	87	7,8	15 131	41	132	57	229
Aix-en-Provence	298 727	2 474	2 166	499	677	5,0	52 207	190	2 299	146	359
Aix-les-Bains	71 522	498	458	132	66	4,5	12 394	25	357	63	127
Ajaccio	100 997	719	691	127	166	6,4	20 467	0	75	84	262
Albertville	57 211	602	584	184	95	4,3	19 961	34	139	30	153
Albi	126 803	1 192	1 004	189	134	4,6	9 843	22	389	34	77
Alençon	69 106	874	881	74	16	4,8	6 332	94	322	57	114
Alès	143 284	1 314	1 211	219	277	2,7	11 352	60	217	76	110
Altkirch	66 212	577	434	108	22	6,7	0	15	34	35	71
Ambert	27 458	222	217	31	13	5,1	0	12	67	10	31
Amiens	267 635	2 377	2 624	386	443	4,7	48 387	136	1 495	164	413
Angers	343 693	2 985	2 897	474	42	4,1	47 958	177	1 042	132	306
Angoulême	186 295	1 558	1 595	260	120	4,5	18 380	129	445	69	163
Annecy	249 501	1 476	1 388	374	355	4,9	45 779	34	656	120	435
Antibes	115 221	1 300	1 248	373	251	5,2	33 445	59	423	145	350
Antony	262 749	2 268	2 310	372	798	4,7	49 179	57	644	39	404
Apt	81 044	684	691	104	91	5,4	6 121	108	113	53	37
Arbois	47 455	376	367	73	4	5,5	0	13	106	45	33
Arcachon	128 290	1 183	1 204	244	189	5,8	4 128	101	187	61	314
Argentan	66 970	820	813	104	26	4,4	1 776	39	135	76	110
Arles	77 532	772	734	155	227	4,4	12 536	48	613	81	120
Arras	240 266	2 358	2 424	244	38	3,9	11 441	223	753	147	247
Asnières-sur-Seine	149 973	1 659	1 508	439	356	4,9	28 639	76	325	60	316
Aubagne	161 100	1 687	1 071	194	327	7,9	31 765	15	660	48	429
Aubervilliers	168 533	1 623	1 306	198	646	4,6	64 059	79	345	55	280
Aubusson	37 131	280	276	30	41	6,3	0	0	0	0	0
Auch	79 708	890	846	155	10	4,3	5 388	31	399	81	308
Aulnay-sous-Bois	254 747	2 510	2 158	490	694	4,4	53 285	175	40	87	477
Auray	86 650	587	555	61	15	4,4	0	3	160	33	44
Aurillac	83 076	710	639	77	8	6,2	7 238	11	61	47	163
Autun	34 275	252	237	28	1	4,9	0	1	53	16	48
Auxerre	129 382	1 274	1 165	249	220	5,2	12 502	172	1 552	110	402
Avallon	25 143	220	177	17	8	3,5	0	52	414	36	145
Avesnes-sur-Helpe	116 389	938	900	172	11	6,4	0	30	103	70	162
Avignon	237 054	2 264	2 086	394	509	5,5	45 802	222	656	230	387
Avranches	91 602	827	917	102	7	5,6	2 841	28	279	38	219
Bagnères-de-Bigorre	49 495	356	351	60	6	4,8	0	23	248	51	120
Barbezieux-Saint-Hilaire	28 724	202	209	25	8	4,4	0	94	65	21	35
Barcelonnette	10 711	128	154	75	1	3,2	0	9	34	1	16
Bar-le-Duc	67 456	429	511	75	83	6,9	1 238	81	400	70	96
Bar-sur-Aube	27 758	243	219	23	5	4,9	0	0	64	15	30
Bar-sur-Seine	24 810	226	260	30	2	5,4	0	6	60	13	56
Bastia	117 348	940	890	173	101	5,5	24 506	89	505	68	278
Bauge	69 784	459	562	105	5	12,3	0	70	142	47	49
Baume-les-Dames	58 024	322	307	66	45	3,9	0	90	62	36	59
Bayeux	65 191	615	534	58	6	5,1	0	42	76	29	87
Bayonne	131 601	1 689	1 461	280	174	5,0	18 131	207	301	181	211
Bazas	45 948	479	312	56	27	5,1	0	0	0	7	46
Beaune	94 120	516	498	97	76	4,4	3 569	255	1 701	60	133
Beauvais	217 651	1 397	1 346	214	229	5,1	14 709	94	287	191	222
Belfort	141 201	1 490	1 466	229	66	4,7	6 228	29	637	102	194
Bellac	40 696	353	281	31	16	4,4	0	94	177	35	57
Belley	88 745	536	416	90	93	4,7	0	70	158	67	69
Bergerac	108 238	1 082	961	209	40	4,2	12 137	25	520	73	309
Bernay	60 340	639	651	66	19	5,6	5 058	2	619	105	95
Besançon	218 211	1 672	1 657	410	355	4,6	20 876	103	1 250	114	302
Béthune	207 592	2 135	1 942	294	36	5,1	7 537	81	890	160	122
Béziers	259 961	1 978	1 953	501	687	4,5	44 125	126	550	233	505
Biarritz	94 191	1 051	1 092	166	127	4,6	16 704	253	315	145	185
Blaye	58 032	597	584	71	47	4,7	0	59	73	25	97

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

IVII

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité						Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police
Blois	184 490	1 215	1 210	171	234	6,1	10 159	191	619	110	139
Bobigny	320 683	2 375	2 014	515	1 001	3,9	77 035	155	884	94	557
Boissy-Saint-Léger	242 378	2 276	1 905	440	396	4,8	20 951	94	741	81	256
Bonneville	173 495	1 558	1 434	377	147	5,1	12 229	167	440	105	500
Bordeaux	933 025	11 141	10 640	2 196	2 091	6,2	177 852	684	2 239	406	1 845
Boulay-Moselle	76 965	525	521	126	47	4,8	0	65	136	40	100
Boulogne-Billancourt	221 660	2 114	2 102	667	346	9,2	88 679	50	648	56	372
Boulogne-sur-Mer	162 602	1 510	1 326	219	13	5,9	7 757	44	503	94	141
Bourganeuf	161 176	127	128	7	8	5,9	0	1	25	3	21
Bourg-en-Bresse	14 296	1 276	1 226	250	128	3,4	18 692	97	231	76	244
Bourges	156 002	1 296	1 335	167	204	4,6	10 956	57	1 269	69	285
Bourgoin-Jallieu	186 468	1 616	1 670	373	74	6,6	13 620	69	470	62	258
Bressuire	93 538	687	691	85	5	3,4	1 148	139	167	42	87
Brest	361 877	2 388	2 254	482	100	5,4	32 441	22	1 914	228	283
Briançon	34 015	288	209	48	40	5,3	1 569	27	131	38	118
Briey	76 522	641	580	81	31	5,2	2 970	202	517	53	137
Brignoles	127 315	1 038	874	227	105	6,1	0	70	269	113	142
Brioude	40 111	355	338	48	7	4,5	0	13	22	35	56
Brive-la-Gaillarde	127 079	1 362	1 343	183	147	3,8	3 632	80	696	114	323
Brumath	85 581	608	605	145	14	4,9	0	157	0	21	100
Caen	356 005	3 422	3 308	469	55	6,9	52 541	171	671	191	216
Cagnes-sur-Mer	151 212	1 393	1 358	462	284	6,3	46 172	67	872	174	411
Cahors	73 790	731	705	104	37	3,7	5 081	9	387	39	70
Calais	117 800	1 184	1 165	146	13	5,5	10 307	50	431	78	142
Cambrai	158 579	1 229	1 265	129	38	8,3	3 708	115	616	154	190
Cannes	169 919	2 290	2 087	630	567	6,9	161 968	52	2 218	140	401
Carcassonne	116 236	914	742	145	178	5,5	11 548	63	293	61	148
Carpentras	99 325	900	880	141	170	5,2	11 117	43	235	76	90
Carvin	111 885	1 100	1 054	114	13	6,8	0	17	156	152	111
Castelnaudary	36 967	219	210	29	20	3,8	2 042	36	87	18	59
Castelsarrasin	75 117	670	918	125	52	5,1	2 357	78	393	48	348
Castres	133 555	877	838	137	138	4,5	7 018	25	389	46	165
Ceret	70 187	541	486	102	68	4,8	0	54	49	116	13
Chalons-en-Champagne	155 036	845	769	107	131	5,1	7 419	110	700	69	240
Chalon-sur-Saône	115 364	1 343	1 134	222	20	5,0	17 822	154	800	80	159
Chambéry	178 716	1 315	1 112	289	276	4,0	34 238	184	412	125	384
Charenton-le-Pont	138 918	1 313	1 269	335	247	3,6	29 435	48	542	33	145
Charleville-Mézières	120 224	1 277	1 518	153	30	4,9	5 917	65	364	55	168
Charolles	100 904	614	596	105	15	5,3	648	76	350	45	78
Chartres	199 633	1 497	1 254	236	244	6,4	4 377	0	698	126	554
Chateaubriant	54 895	368	279	31	6	5,7	0	9	0	9	40
Chateau-Chinon	27 460	223	223	29	8	5,7	0	23	35	19	34
Chateaudun	57 982	362	362	43	22	4,6	0	20	151	21	155
Chateau-Gontier	61 335	322	302	28	22	6,7	0	43	60	18	92
Chateaulin	63 812	448	394	56		3,5	0	5	140	26	38
Chateauroux	130 283	1 170	1 120	203	255	4,5	9 042	102	602	111	289
Chateau-Salins	29 561	266	241	36	13	4,9	0	21	85	19	55
Chateau-Thierry	70 832	587	517	72	25	5,6	2 452	16	131	42	109
Chatellerault	86 733	710	630	120	23	5,0	3 634	30	328	44	177
Chatillon-sur-Seine	22 006	169	133	19	24	3,7	0	15	200	22	33
Chaumont	71 720	538	506	51	2	4,8	3 921	66	252	75	133
Cherbourg	128 478	894	832	171	10	4,1	5 100	0	868	142	268
Chinon	83 170	671	750	74	116	4,7	0	20	209	53	111
Cholet	193 112	1 034	1 028	253	23	4,4	3 255	114	318	49	285
Civray	31 112	344	350	58	6	3,5	182	10	12	7	8
Clamecy	26 645	261	241	22	8	5,2	0	13	36	20	31
Clermont	125 741	788	768	108	134	3,7	0	10	196	65	86
Clermont-Ferrand	364 410	2 827	2 752	380	401	4,8	38 330	167	942	212	755
Clichy	57 162	731	716	144	129	4,4	42 363	8	289	9	191
Cognac	67 594	539	565	91	65	3,7	2 123	16	211	36	81
Colmar	144 701	2 023	1 641	410	119	4,4	14 504	88	956	85	119
Colombes	136 365	1 278	1 279	317	241	4,2	25 730	36	244	28	271
Compiègne	179 296	1 302	1 183	185	133	4,0	8 655	30	350	157	126
Condom	38 649	430	445	60	8	4,0	0	11	143	29	121
Confolens	36 539	221	204	36	9	4,0	0	72	36	27	31
Corte	21 657	136	141	41	1	6,0	0	50	99	16	116
Cosne-Cours-sur-Loire	45 407	458	435	69	4	5,6	0	89	249	58	107
Coulommiers	89 307	552	499	121	128	3,8	5 723	38	358	41	171
Courbevoie	84 415	862	756	204	192	3,3	18 326	25	199	13	219
Coutances	81 694	694	622	113	19	6,9	1 161	45	184	88	89

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

II/VII

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Judgements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Dax	196 899	1 652	1 619	254	208	5,2	7 925	118	270	192	150
Die	38 479	298	259	75	12	5,3	0	14	60	9	64
Dieppe	137 701	1 028	997	117	37	4,4	9 066	80	1 022	82	365
Digne-les-Bains	79 704	1 027	923	162	45	5,5	8 405	14	262	39	182
Dijon	360 653	2 213	2 207	555	579	4,9	34 610	283	4 473	259	487
Dinan	108 377	678	595	86	12	5,5	2 923	38	328	100	43
Dole	79 734	791	757	93	23	6,5	4 319	80	279	63	66
Domfront	84 601	866	913	123	6	5,2	1 581	26	128	53	106
Douai	247 506	1 777	1 705	230	147	6,7	11 695	19	592	168	269
Doullens	35 583	245	231	29	22	4,6	0	28	59	40	56
Draguignan	130 140	1 433	1 248	296	92	6,2	22 795	25	226	104	173
Dreux	126 176	1 092	1 153	184	157	4,8	15 126	27	326	86	212
Dunkerque	256 702	2 590	2 378	280	53	5,4	11 850	171	620	180	183
Ecouen	149 013	971	862	192	341	4,4	22 795	41	114	60	271
Elbeuf	56 188	694	514	88	124	4,9	0	13	407	23	40
Epernay	91 765	745	674	123	110	6,6	7 194	39	361	56	183
Epinal	124 155	1 085	996	183	239	5,9	7 398	437	925	114	178
Espalion	27 082	235	197	35	2	5,8	0	3	13	14	53
Etampes	133 496	1 144	1 113	247	57	4,4	8 178	87	948	50	178
Evreux	228 295	2 327	2 372	245	22	5,2	49 897	64	561	89	234
Evry	240 710	2 718	2 458	452	251	4,3	30 441	74	959	128	442
Falaise	48 319	399	425	58	4	5,7	0	25	38	36	65
Figeac	52 869	515	460	73	4	3,9	0	9	387	31	176
Florac	13 042	91	102	19	7	8,6	0	20	9	17	8
Foix	51 817	440	380	55	26	5,5	3 067	15	103	73	380
Fontainebleau	136 612	986	777	196	212	6,9	15 829	115	1 211	67	69
Fontenay-le-Comte	125 696	967	983	216	44	3,9	1 125	98	370	98	132
Forbach	80 807	696	733	118	73	7,4	5 012	43	201	30	57
Forcalquier	64 086	700	714	146	63	4,6	8 406	6	74	38	144
Fougères	80 049	567	562	97	41	3,5	1 754	75	163	33	108
Fréjus	172 342	1 946	1 841	491	204	5,2	64 235	142	415	293	844
Gaillac	51 077	346	332	68	23	4,5	0	20	49	16	41
Gannat	50 162	419	346	49	10	4,7	0	21	34	5	87
Gap	96 737	706	813	211	143	9,6	6 427	94	127	111	197
Gien	66 025	566	532	82	46	3,7	0	31	55	15	86
Gonesse	177 178	1 473	1 253	341	420	4,9	40 887	68	528	72	243
Gourdon	42 872	358	340	65	5	4,6	0	37	144	45	53
Grasse	115 578	1 160	1 109	220	214	6,0	12 864	34	408	75	238
Gray	46 160	486	490	71	7	4,3	0	20	140	23	22
Grenoble	603 370	5 006	4 980	1 592	807	6,7	149 914	500	1 318	224	351
Guebwiller	81 318	679	609	108	29	5,5	1 758	22	123	37	173
Guéret	71 974	751	522	88	81	5,4	1 158	21	334	97	220
Guingamp	78 577	521	476	81	4	4,3	991	42	175	86	58
Haguenaou	128 613	1 458	1 281	274	35	5,1	4 877	90	294	49	117
Hayange	75 326	563	539	112	90	4,9	0	9	54	38	54
Hazebrouck	119 082	793	685	144	14	4,4	1 905	42	397	64	98
Houdain	75 589	1 011	977	67	18	5,5	1 558	2	244	57	104
Huningue	49 931	491	437	123	37	5,4	1 014	5	132	46	42
Hyères	104 843	705	747	177	123	5,7	16 182	15	241	81	227
Illkirch-Graffenstaden	128 127	2 166	2 270	472	54	4,3	0	114	478	41	158
Issoire	60 267	428	460	57	35	5,3	0	25	109	28	95
Issoudun	36 166	271	311	36	85	4,4	0	51	173	40	66
Ivry-sur-Seine	225 220	2 481	2 353	605	619	5,2	50 186	50	724	110	332
Joigny	69 870	697	626	121	102	6,6	0	164	386	63	156
Jonzac	53 637	558	501	69	5	5,1	989	21	68	52	84
Juvisy-sur-Orge	310 642	2 763	2 664	387	205	5,4	49 710	22	1 038	68	501
La Chatre	33 536	256	300	35	12	4,8	0	16	60	19	29
La Flèche	93 699	793	773	61	11	3,6	0	46	280	75	92
La Mure	26 970	181	160	14	20	4,9	0	0	0	0	12
La Réole	41 636	352	379	38	23	7,0	0	21	22	11	54
La Rochelle	197 940	1 790	1 635	351	34	5,2	25 875	88	1 657	139	238
La Roche-sur-Yon	254 913	1 404	1 370	330	86	4,6	6 022	189	717	157	210
Lagny-sur-Marne	326 301	2 677	2 268	535	739	5,0	53 016	125	1 145	158	457
Langres	46 150	361	372	36	6	4,0	0	278	391	104	119
Lannion	98 171	547	495	106	4	5,5	1 965	20	483	62	55
Laon	165 635	1 298	1 231	144	265	5,1	4 209	45	271	121	200
Largentière	48 473	584	473	63	14	5,1	0	9	37	23	117
Laval	148 964	996	960	136	11	4,8	4 530	141	363	71	145
Lavaur	53 900	313	308	53	23	5,8	0	12	54	13	17

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

III/VII

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Judgements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Le Blanc	32 974	280	286	44	28	5,3	0	13	61	40	51
Le Chambon-Feugerolles	52 812	383	397	132	86	3,7	1 792	13	93	41	136
Le Creusot	55 510	432	413	44	4	4,2	1 219	4	93	30	44
Le Havre	393 611	4 356	4 158	469	190	7,0	30 328	30	1 397	251	637
Le Mans	328 405	2 632	2 475	500	39	4,3	39 514	127	839	167	414
Le Puy	100 348	929	865	266	95	4,5	6 000	26	205	53	98
Le Raincy	280 409	2 425	2 319	611	545	4,6	33 280	81	404	69	255
Le Vigan	34 032	239	187	8	5	6,2	0	1	70	40	36
Lectoure	25 223	302	283	44		4,2	0	5	66	19	52
Lens	124 527	1 803	1 768	149	23	5,0	12 137	29	285	171	211
Les Andelys	82 426	661	601	93	8	7,2	0	69	15	18	57
Les Sables-d'Olonne	216 576	1 544	1 460	314	97	5,1	6 372	213	1 045	143	234
Lesparre-Medoc	45 602	374	369	78	35	8,3	0	18	74	62	113
Levallois-Perret	62 851	767	742	158	52	4,4	35 539	8	173	12	54
Libourne	141 225	1 813	1 612	209	184	6,0	13 625	82	147	54	210
Lievin	85 550	994	872	82	10	6,3	0	7	202	66	100
L'Île-Rousse	19 395	117	133	30	7	8,0	0	12	94	19	56
Lille	810 737	8 573	7 832	1 296	366	6,2	144 647	68	2 160	336	817
Limoges	259 877	2 155	1 970	446	341	4,0	53 701	79	3 777	156	373
Limoux	43 387	331	321	46	15	4,0	0	8	39	31	69
Lisieux	73 108	1 062	988	184	11	4,5	4 579	47	211	30	90
Loches	49 656	388	339	45	38	5,3	0	46	148	25	72
Lodève	58 737	403	417	67	77	4,4	0	54	107	38	103
Longjumeau	336 990	3 292	3 149	737	250	5,2	44 524	135	2 050	132	209
Longwy	84 213	686	677	81	21	5,6	1 712	22	442	57	52
Lons-le-Saunier	77 895	655	633	72	15	8,6	4 501	113	358	67	65
Lorient	212 213	1 841	1 623	272	33	3,1	9 206	21	1 150	98	123
Loudeac	56 434	308	246	32	5	5,3	0	7	116	36	29
Loudun	25 291	246	223	36	7	3,7	260	8	60	14	36
Louhans	52 132	424	400	75	2	4,1	0	43	199	16	48
Lourdes	39 595	358	334	52	11	5,1	4 013	27	98	33	201
Louviers	117 456	1 203	1 167	164	10	3,3	0	84	454	52	192
Lunéville	78 137	745	669	131	19	3,9	1 549	69	445	52	152
Lure	65 231	556	483	102	74	5,1	1 428	45	106	33	68
Luxeuil-les-Bains	43 069	487	422	105	6	3,8	0	33	73	15	44
Lyon	992 405	7 152	6 583	1 897	2 256	4,1	482 901	503	3 969	609	1 101
Macon	110 229	1 026	994	144	13	3,8	8 107	90	550	67	182
Mamers	84 283	468	455	45	4	4,8	0	21	314	73	76
Mantes-la-Jolie	183 827	1 427	1 349	316	103	3,8	25 875	56	226	28	149
Marennes	62 251	542	508	82	16	3,6	0	73	113	37	41
Marmande	92 196	1 104	1 065	151	19	4,3	2 808	49	115	82	191
Marseille	868 636	9 432	8 630	2 270	4 355	4,5	398 402	216	6 723	246	3 245
Martigues	305 279	2 170	2 008	449	896	4,9	39 215	155	1 400	170	486
Marvejols	33 455	277	256	42	15	9,9	0	26	23	22	25
Maubeuge	118 267	1 260	1 153	193	11	6,3	5 269	29	70	66	78
Mauriac	27 381	195	174	8	1	6,5	0	16	17	15	46
Mayenne	88 701	511	444	66	10	5,0	1 697	75	161	36	115
Meaux	199 876	1 289	1 129	271	396	4,0	24 494	125	500	100	771
Melle	49 186	330	314	38	4	4,7	471	46	62	23	59
Melun	408 994	3 945	3 467	897	49	4,5	50 430	116	910	227	732
Mende	30 303	299	260	37	28	6,1	2 352	10	52	19	38
Menton	90 463	787	787	129	215	5,7	34 241	99	147	38	108
Metz	342 121	3 155	3 301	711	580	6,4	61 164	533	3 662	219	349
Millau	44 710	485	491	83	13	5,1	5 125	51	265	34	87
Mirande	37 795	356	311	52	2	5,3	0	11	88	36	89
Mirecourt	50 313	367	521	72	90	7,8	0	32	149	26	66
Moissac	40 371	375	493	69	15	4,7	0	0	0	0	0
Molsheim	116 412	1 139	1 087	224	40	4,4	0	107	209	108	137
Montargis	121 565	1 131	1 109	183	28	4,6	9 979	39	257	32	137
Montauban	111 361	1 407	1 179	195	114	4,8	7 751	88	730	89	370
Montbéliard	165 882	1 437	1 307	186	274	6,8	6 101	41	286	55	134
Montbrison	174 538	1 079	1 046	182	24	4,1	4 231	82	258	134	232
Montceau-les-Mines	41 275	337	334	51	8	4,0	1 292	14	129	9	47
Mont-de-Marsan	132 646	1 443	1 384	227	46	5,4	6 178	150	740	164	206
Montdidier	53 537	511	532	203	46	5,0	0	33	101	41	93
Montélimar	108 851	1 057	999	181	90	3,8	7 160	92	361	43	244
Montereau-Fault-Yonne	44 917	458	423	57	83	5,1	3 630	39	166	45	83
Montfort	71 131	381	363	64	8	5,0	0	37	75	22	24
Montluçon	112 131	1 291	1 109	185	30	6,7	4 895	115	214	82	150
Montmorency	283 431	1 947	1 797	548	514	3,7	55 707	66	404	99	479
Montmorillon	43 137	364	422	80	11	5,7	276	10	85	23	16

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

IV/VII

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Judgements**	
			dont juridictions de proximité						Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police
Montpellier	542 714	4 854	4 508	1 156	1 334	4,7	196 195	285	995	385	491
Montreuil	104 389	1 404	1 170	245	197	4,7	43 048	0	67	44	114
Montreuil-sur-mer	101 587	1 085	975	155	11	5,7	8 963	27	325	84	175
Morlaix	146 870	923	861	105	9	5,4	2 169	20	458	60	91
Mortagne-au-Perche	72 202	678	641	66	3	5,0	0	48	135	60	139
Mortain	37 313	237	217	20	1	3,9	0	6	72	16	56
Moulins	90 048	1 066	992	174	13	4,8	2 982	81	158	50	286
Moutiers	51 602	543	489	146	64	4,9	0	58	207	67	251
Mulhouse	263 117	3 910	3 361	830	357	7,7	45 441	141	1 068	214	413
Murat	14 991	129	104	2	6	6,3	0	7	14	18	23
Muret	170 237	1 025	913	153	103	3,1	0	42	158	40	165
Nancy	418 352	3 617	3 476	615	51	6,0	31 354	300	4 283	261	1 052
Nantes	844 959	5 170	5 217	1 659	1 080	7,2	126 771	338	2 019	298	617
Nantua	153 921	1 008	1 079	221	296	4,0	5 784	47	520	99	111
Narbonne	144 432	1 279	1 131	250	248	5,6	12 174	140	697	276	189
Nerac	25 138	277	263	35	10	4,8	0	16	20	10	36
Neufchâteau	35 027	193	317	55	40	9,3	0	0	0	0	0
Neufchatel-en-Bray	71 053	566	554	85	17	6,0	1 004	61	201	33	109
Neuilly-sur-Seine	61 471	777	793	160	102	6,5	77 915	21	169	3	265
Nevers	122 708	1 132	1 190	120	42	4,8	9 704	58	620	116	316
Nice	430 791	5 882	6 100	1 247	1 848	7,2	192 652	206	940	238	1 098
Nîmes	353 523	4 021	3 487	633	801	6,0	63 869	75	880	254	420
Niort	153 757	1 690	1 735	265	36	4,4	15 971	113	427	84	212
Nogent-le-Rotrou	37 323	264	260	28	37	6,5	0	0	94	25	142
Nogent-sur-Marne	152 547	1 395	1 387	341	329	4,6	29 123	57	280	41	189
Nogent-sur-Seine	42 840	762	1 081	55	4	4,4	0	11	133	36	67
Nontron	41 759	324	342	38	38	4,4	0	5	20	26	196
Nyons	22 346	189	193	28	4	5,4	675	15	65	0	43
Oloron-Sainte-Marie	63 960	479	472	91	46	5,0	0	16	71	36	55
Orange	116 868	1 128	1 080	176	173	5,6	12 252	66	360	69	88
Orléans	397 811	3 245	3 047	486	524	5,9	40 159	64	438	295	419
Orthez	65 834	506	445	74	55	4,3	0	9	33	15	74
Paimboeuf	65 231	444	436	62	29	5,4	0	39	102	59	64
Palaiseau	176 435	1 265	1 203	283	86	3,3	14 589	52	349	67	222
Pamiers	67 279	611	502	59	21	4,0	2 269	0	324	60	222
Pantin	126 957	1 417	1 282	288	324	7,2	49 794	73	646	34	156
Paris- 1er**	17 745	565	544	220	49	3,3	2 051 175	484	74 025	2 689	24 630
Paris- 2e	21 259	587	485	182	54	5,2	///	///	///	///	///
Paris- 3e	34 721	446	442	130	72	4,3	///	///	///	///	///
Paris- 4e	29 138	459	401	92	40	3,8	///	///	///	///	///
Paris- 5e	61 475	602	541	147	81	4,2	///	///	///	///	///
Paris- 6e	45 278	586	505	131	48	4,9	///	///	///	///	///
Paris- 7e	56 612	700	735	130	108	4,6	///	///	///	///	///
Paris- 8e	39 088	1 205	1 105	424	192	6,3	///	///	///	///	///
Paris- 9e	58 497	1 806	1 965	733	177	6,0	///	///	///	///	///
Paris-10e	92 082	1 428	1 540	446	216	4,5	///	///	///	///	///
Paris-11e	152 436	5 592	5 727	2 491	285	2,4	///	///	///	///	///
Paris-12e	141 519	1 511	1 513	372	232	5,0	///	///	///	///	///
Paris-13e	178 716	1 825	1 678	432	378	4,3	///	///	///	///	///
Paris-14e	134 370	1 478	1 409	346	239	5,6	///	///	///	///	///
Paris-15e	232 949	2 912	2 930	777	364	5,4	///	///	///	///	///
Paris-16e	153 920	2 249	2 197	441	307	5,6	///	///	///	///	///
Paris-17e	161 327	2 341	2 162	487	439	4,0	///	///	///	///	///
Paris-18e	190 854	2 740	2 647	753	696	4,7	///	///	///	///	///
Paris-19e	186 180	2 100	2 527	443	577	5,5	///	///	///	///	///
Paris-20e	193 205	2 254	2 162	600	618	4,8	///	///	///	///	///
Parthenay	63 230	491	491	80	23	4,8	656	48	95	43	58
Pau	240 743	1 711	1 610	488	309	5,5	28 666	34	497	87	366
Périgueux	152 769	1 594	1 656	165	248	5,9	10 803	43	850	195	645
Péronne	79 672	642	665	102	99	5,3	0	24	160	74	100
Perpignan	319 639	2 674	2 452	703	816	5,4	45 295	310	546	226	95
Pithiviers	59 924	411	415	56	11	6,4	0	23	27	49	76
Ploermel	83 630	430	416	62	24	4,3	0	0	114	69	54
Poissy	249 645	1 974	1 642	341	184	4,1	36 817	90	748	76	335
Poitiers	232 187	1 869	1 912	337	177	6,2	19 057	31	520	95	131
Pont-Audemer	78 704	478	602	110	11	7,0	0	9	298	147	104
Pont-l'Éveque	72 645	957	863	193	25	4,2	9 913	44	563	48	182
Pontarlier	74 040	500	472	107	24	4,0	881	61	135	33	56
Pontivy	88 490	538	577	87	7	4,0	0	4	177	43	43

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

VIIII

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Pontoise	320 418	2 253	2 305	791	925	5,4	50 640	117	1 224	157	415
Prades	42 286	283	274	95	46	3,9	0	15	34	21	14
Privas	126 473	1 614	1 129	145	60	5,2	7 053	9	199	62	318
Provins	67 481	631	578	124	119	4,4	3 089	11	222	43	62
Puteaux	253 119	2 285	2 121	486	696	4,6	60 632	95	816	60	595
Quimper	250 745	2 045	1 844	305	22	3,8	24 417	36	1 024	98	252
Quimperlé	59 697	393	379	56	3	4,6	849	5	108	31	99
Rambouillet	185 081	1 337	1 290	298	104	5,1	10 587	479	387	50	136
Redon	94 478	648	625	49	13	4,6	0	46	205	52	78
Reims	310 394	3 098	3 030	335	228	5,5	58 893	165	1 099	187	578
Remiremont	76 052	368	381	79	64	5,2	1 938	0	0	20	222
Rennes	463 739	2 827	2 732	546	361	5,0	70 020	189	2 246	212	240
Rethel	35 152	274	287	47	3	4,8	435	57	84	12	51
Ribeauville	50 905	699	413	81	19	6,3	0	21	99	19	35
Ribérac	51 714	583	558	50	17	4,8	0	7	52	24	211
Riom	114 657	865	809	88	84	4,9	3 267	67	187	89	185
Roanne	153 402	1 072	1 157	301	162	3,5	4 153	55	337	87	130
Rochechouart	37 181	319	288	66	25	4,2	0	39	123	28	35
Rochefort	76 026	805	628	135	13	3,3	9 630	31	280	55	68
Rocroi	45 772	324	302	28	13	5,6	606	40	72	13	59
Rodez	111 538	843	677	73	47	3,6	7 154	32	138	74	260
Romans-sur-Isère	104 797	815	850	127	101	3,8	9 268	66	548	22	201
Romorantin-Lanthenay	71 002	474	546	60	109	7,4	1 027	27	191	54	89
Roubaix	180 666	1 982	1 981	277	77	6,0	31 371	19	923	104	144
Rouen	506 321	4 497	3 534	563	554	6,0	63 340	120	2 733	159	387
Ruffec	27 885	221	228	19	4	4,1	0	5	67	9	55
Saint-Affrique	25 789	263	269	14	6	2,8	0	10	58	16	31
Saint-Amand-Montrond	67 468	626	578	63	10	5,9	0	35	215	33	122
Saint-Avoid	90 972	982	910	135	61	6,4	3 617	241	161	72	85
Saint-Brieuc	229 302	1 631	1 499	311	32	5,8	12 107	7	993	213	198
Saint-Calais	47 097	328	278	35	1	2,7	0	12	60	10	13
Saint-Claude	52 315	425	406	85	2	4,4	0	24	167	35	59
Saint-Denis	137 294	1 781	1 533	328	700	4,1	64 471	32	331	27	206
Saint-Die	94 428	674	679	133	102	4,3	3 618	13	352	112	142
Saint-Dizier	69 782	842	866	75	11	4,2	1 474	18	242	85	155
Saintes	157 380	1 799	1 826	297	61	5,0	6 658	44	625	121	147
Saint-Etienne	360 517	3 058	2 804	793	398	4,2	87 421	79	850	231	713
Saint-Flour	24 234	184	209	17	1	6,0	0	25	17	16	54
Saint-Gaudens	91 475	868	735	111	117	6,8	3 067	140	92	50	110
Saint-Germain-en-Laye	383 561	3 017	2 688	706	306	3,7	60 791	131	1 321	52	534
Saint-Girons	27 193	330	311	26	4	5,4	0	7	95	29	116
Saint-Jean-d'Angely	51 681	494	516	73	5	5,1	625	14	170	16	18
Saint-Jean-de-Maurienne	44 039	255	262	80	63	4,7	0	175	51	47	117
Saint-Julien-en-Genevois	148 664	1 278	1 163	320	228	4,7	21 507	90	226	57	288
Saint-Lo	90 733	649	611	71	13	5,5	1 589	31	354	75	170
Saint-Malo	150 249	1 279	1 195	165	17	7,0	9 922	51	847	81	78
Saint-Marcellin	98 800	845	861	191	83	5,9	0	37	225	27	59
Saint-Maur-des-Fosses	197 691	2 049	1 784	468	551	4,5	48 033	50	420	65	232
Saint-Mihiel	40 029	343	319	34	3	5,6	473	6	222	40	103
Saint-Nazaire	268 916	1 908	2 045	449	211	6,1	17 794	122	1 037	161	209
Saint-Omer	157 528	1 225	1 125	186	10	4,2	4 296	50	320	96	143
Saint-Ouen	101 760	1 290	1 012	227	211	6,1	28 899	25	197	30	226
Saint-Palais	40 520	335	273	45	13	3,4	0	25	21	43	17
Saint-Pol-sur-Ternoise	65 659	533	593	63	18	6,2	733	5	142	31	44
Saint-Pons-de-Thomieres	22 882	136	144	34	8	5,3	0	1	0	13	59
Saint-Quentin	149 443	1 309	1 172	211	171	6,2	13 483	30	1 413	98	154
Saint-Sever	33 282	255	261	36	2	6,8	0	34	105	26	35
Saint-Yrieix-la-Perche	29 402	228	207	53	12	5,6	0	15	49	14	19
Salon-de-Provence	111 629	771	776	188	229	4,4	11 475	0	161	32	167
Sancerre	45 213	398	387	33	3	3,3	0	3	132	15	78
Sannois	227 012	1 620	1 626	454	513	4,2	67 649	72	581	72	502
Sarlat-la-Caneda	49 572	520	515	76	36	3,3	3 033	6	153	24	149
Sarrebourg	63 193	508	556	79	46	5,1	1 819	70	228	29	36
Sarreguemines	100 182	852	860	124	39	6,0	2 507	138	293	61	86
Sartene	34 721	359	312	22	17	4,3	0	0	119	41	114
Saumur	102 398	868	797	190	10	3,3	5 995	56	318	80	103
Saverne	91 771	820	734	175	7	5,3	0	100	103	89	71

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

VIMI

Activité 2008 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles au fond	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Schiltigheim	105 594	1 333	1 019	175	85	6,8	0	51	142	45	95
Sedan	62 129	573	674	54	1	5,7	1 339	55	101	29	67
Segre	57 672	387	430	79	3	5,1	0	36	110	31	48
Selestat	82 778	808	704	136	22	3,4	2 602	45	241	21	156
Semur-en-Auxois	40 389	303	254	45	31	3,9	0	24	271	17	70
Senlis	270 287	1 877	1 599	326	528	4,1	27 695	203	265	143	194
Sens	91 320	1 065	906	154	162	4,3	7 633	211	367	50	138
Sete	116 747	1 117	1 065	285	289	3,6	19 224	78	169	87	237
Soissons	101 434	827	716	99	211	6,5	6 604	22	225	71	75
Strasbourg	272 975	5 054	5 207	982	475	5,5	105 092	140	1 457	350	1 007
Tarascon	114 502	907	706	155	184	4,5	5 102	66	408	56	190
Tarbes	138 646	1 490	1 394	231	12	5,8	10 916	42	351	133	314
Thann	80 293	745	617	91	49	4,4	3 640	25	100	46	93
Thiers	56 671	446	393	38	39	5,4	0	16	117	32	105
Thionville	177 594	1 355	1 209	284	147	5,3	11 184	74	463	72	99
Thonon-les-Bains	124 595	970	898	195	124	4,1	14 406	20	341	51	203
Tonnerre	24 373	253	221	34	22	3,7	0	8	186	23	44
Toul	68 078	604	560	114	8	4,5	3 320	82	320	61	185
Toulon	450 459	4 171	3 618	856	948	6,9	108 554	181	1 583	431	674
Toulouse	854 113	7 503	7 617	1 532	2 540	4,8	126 925	448	4 074	224	1 565
Tourcoing	209 396	2 093	1 687	320	73	4,5	23 739	0	689	56	153
Tournon	131 239	877	834	109	11	5,0	4 140	20	97	64	205
Tours	447 486	3 302	3 353	632	874	5,6	59 420	180	1 950	300	1 086
Trévoux	162 898	820	724	160	129	5,2	0	52	277	123	234
Troyes	204 296	2 147	2 041	306	403	5,9	20 633	72	457	157	418
Tulle	79 281	773	789	177	15	4,3	2 219	20	232	47	206
Ussel	34 003	323	319	35	9	4,9	642	19	139	45	127
Uzes	152 330	1 285	1 053	150	212	7,5	0	0	0	79	157
Valence	194 135	1 770	1 666	276	336	4,6	19 195	183	760	56	421
Valenciennes	347 933	2 857	3 421	344	459	6,9	37 897	183	1 281	292	290
Valognes	62 743	437	420	58	1	4,4	899	0	154	54	50
Vannes	223 838	1 773	1 763	270	59	5,6	10 413	6	1 198	170	151
Vanves	246 335	1 986	1 799	398	505	4,3	65 154	49	960	37	417
Vendome	69 690	608	541	212	81	4,2	2 088	47	183	2	64
Verdun	86 211	767	834	78	37	6,4	4 594	65	243	46	135
Versailles	393 690	3 603	2 883	718	412	5,2	84 720	159	901	75	492
Vervins	49 717	416	362	22	40	4,7	0	20	110	34	65
Vesoul	81 407	889	731	132	74	3,6	2 041	93	409	42	57
Vichy	90 968	1 010	978	127	13	6,1	7 876	18	70	17	148
Vienne	253 883	2 183	2 009	502	59	6,2	15 998	128	100	63	216
Vierzon	45 992	553	489	49	7	4,3	1 650	103	319	43	125
Villefranche-de-Lauragais	70 505	437	371	74	51	2,9	0	26	82	15	96
Villefranche-de-Rouergue	64 258	375	369	79	26	5,8	0	40	145	71	186
Villefranche-sur-Saône	186 528	1 544	1 442	234	136	5,1	15 237	80	244	98	277
Villejuif	220 160	2 332	2 317	612	294	6,1	41 398	78	387	106	582
Villeneuve-sur-Lot	90 007	1 020	980	172	17	5,5	2 945	84	86	80	212
Villeurbanne	490 722	4 478	4 253	1 025	94	3,4	0	458	978	368	618
Vincennes	121 426	1 206	1 192	290	166	4,6	48 090	16	441	33	220
Vire	56 083	582	569	52	2	4,6	0	25	140	29	84
Vitre	86 205	555	567	70	17	3,9	0	58	370	37	91
Vitry-le-Francois	48 318	373	339	38	2	4,9	600	102	102	39	111
Vouziers	22 376	194	190	28	2	5,0	233	36	52	12	29
Wissembourg	67 165	522	495	121	9	4,6	0	77	194	22	44
Yssingeaux	79 025	593	646	57	15	3,8	0	18	34	43	52
Yvetot	78 960	609	513	89	49	4,9	0	20	223	17	52
Basse-Terre	104 743	607	631	72	56	6,2	9 931	20	208	79	175
Cayenne	205 954	1 248	1 261	78	111	7,0	18 798	1	409	108	97
Fort-de-France	198 783	967	781	192	160	4,2	43 556	9	169	75	94
Le Lamentin	198 949	820	703	174	90	7,4	15 802	37	90	143	152
Pointe-a-Pitre	295 993	2 381	2 281	255	857	6,3	37 916	0	99	234	119
Saint-Benoit	114 279	785	774	313	14	4,5	2 620	10	228	47	56
Saint-Denis-de-la-Réunion	190 624	1 734	1 871	575	123	4,9	24 025	12	930	94	72
Saint-Paul	163 681	1 162	1 315	326	62	5,5	6 005	29	179	72	64
Saint-Pierre	313 378	2 298	2 204	808	79	5,5	8 495	6	311	147	174

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

VIII/VII

Sources :

Les statistiques sont issues du répertoire général civil des CPH pour 2008. Elles fournissent une ventilation, par juridiction, des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Définitions :

Section saisie : les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes selon le secteur d'activité concerné.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Le taux de répartition est calculé par rapport aux affaires ayant fait l'objet d'un délibéré (cf. définitions 11 et 16, chapitre "Activité des juridictions - CPH").

Activité 2008 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
		Section saisie					dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie						
Tous conseils de prud'hommes	63 185 925	158 578	2 544	58 133	33 561	25 378	38 962	156 746	87 193	19,6	13,0	43 525
Abbeville	92 593	256	2	49	37	12	156	278	220	49,1	9,0	21
Agen	230 096	376	18	124	68	49	117	371	214	9,8	12,5	155
Aix-en-Provence	298 727	1 203	37	485	202	246	233	1 192	719	32,1	19,3	242
Aix-les-Bains	71 522	114	0	45	22	16	31	115	81	2,5	7,8	33
Ajaccio	135 718	441	14	193	76	39	119	465	226	13,7	11,3	137
Albertville	152 852	318	3	144	68	30	73	347	204	21,6	8,9	77
Albi	177 880	334	5	99	105	41	84	308	223	24,7	12,8	81
Alençon	141 308	282	66	51	49	27	89	301	191	5,2	9,9	56
Alès	143 284	149	0	36	17	24	72	161	77	3,9	9,7	18
Altkirch * → Mulhouse	116 143	219	4	82	57	17	59	322	206	18,4	8,4	66
Amiens	356 755	894	8	300	260	69	257	771	420	7,6	10,8	233
Angers	401 365	927	25	264	189	139	310	697	330	11,5	9,1	213
Angoulême	250 719	365	17	117	92	46	93	419	284	4,9	8,8	158
Annecy	249 501	577	4	214	99	80	180	637	298	15,4	10,2	129
Annemasse	148 664	416	0	160	84	50	122	335	134	5,2	10,3	220
Annonay	131 239	277	0	36	24	29	188	132	83	10,8	10,8	79
Argentan	66 970	202	11	51	28	9	103	332	281	7,8	10,5	26
Argenteuil	227 012	520	0	173	129	74	144	837	507	28,2	15,0	87
Arles	192 034	621	74	196	125	56	170	565	345	37,1	14,8	170
Armentières * → Lille	52 623	73	0	33	8	11	21	112	46	0,0	10,5	13
Arras	305 925	645	14	226	130	52	223	891	507	45,2	9,8	172
Aubenas	174 946	188	2	55	49	28	54	188	125	30,4	11,7	89
Auch	181 375	228	9	66	56	25	72	170	110	10,0	11,9	24
Aurillac	149 682	141	11	42	31	31	26	122	77	7,8	9,9	87
Autun * → Chalon/Saône	34 275	24	0	9	3	8	4	36	19	15,8	8,1	3
Auxerre	178 898	307	13	101	65	36	92	371	183	24,0	8,7	62
Avesnes-sur-Helpe **	234 656	11	0	4	2	1	4	55	44	0,0	10,9	2
Avignon	318 098	1 036	37	412	203	103	281	1 238	536	8,6	13,3	205
Avranches	128 915	177	6	45	35	15	76	150	87	8,0	9,4	25
Bar-le-Duc	107 485	165	6	55	31	20	53	160	117	13,7	11,0	12
Bastia	158 400	309	13	165	43	24	64	265	204	21,1	16,9	111
Bayonne	266 312	518	1	235	105	89	88	520	332	39,5	12,2	206
Beaune * → Dijon	94 120	120	0	52	20	23	25	123	58	5,2	5,6	67
Beauvais	343 392	500	6	130	128	74	162	520	190	11,6	14,7	144
Bédarieux * → Béziers	17 772	36	0	11	13	1	11	47	18	16,7	5,5	17
Belfort	141 201	301	0	95	58	38	110	327	187	15,0	9,5	72
Belley	88 745	140	0	40	55	18	27	105	71	4,2	8,5	33
Bergerac	157 810	273	10	86	84	22	71	255	166	14,5	6,8	74
Bernay	139 044	151	3	55	24	14	55	164	113	1,8	11,8	70
Besançon	350 275	828	16	329	275	85	123	676	267	16,9	7,3	124
Béthune	283 181	514	3	158	118	63	172	492	276	6,9	10,9	146
Béziers	265 071	853	42	355	182	73	201	712	457	35,9	11,1	388
Blois	254 180	480	49	146	116	61	108	524	259	12,7	11,7	171
Bobigny	1 491 970	4 976	1	2 356	783	787	1 049	4 868	2 778	42,9	23,5	1 014
Bolbec * → Le Havre	52 432	62	0	27	19	4	12	48	20	0,0	5,0	29
Bonneville	173 495	317	5	117	40	47	108	461	231	42,0	12,4	76
Bordeaux	1 252 533	3 155	98	1 124	765	455	713	3 125	1 867	39,4	16,5	1 239
Boulogne-Billancourt	730 744	2 230	0	485	811	743	191	2 215	1 056	8,4	14,5	484
Boulogne-sur-Mer	162 602	279	3	114	51	37	74	274	153	33,3	12,2	65
Bourg-en-Bresse	324 074	445	6	124	89	85	141	367	217	6,9	11,5	117
Bourges	268 683	583	23	216	119	71	154	524	266	17,3	7,5	163
Bourgoin-Jallieu	90 173	144	2	49	27	29	37	185	125	9,6	8,3	38
Brest	361 877	659	24	216	163	71	185	514	242	18,2	8,0	73
Briançon * → Gap	34 015	44	0	20	5	3	16	57	42	9,5	8,8	32
Briey * → Longwy	76 522	38	1	11	11	7	8	120	19	21,1	11,9	3
Brive-la-Gaillarde	127 079	228	5	100	42	37	44	231	132	11,4	9,5	89
Caen	469 515	1 286	26	370	280	134	476	1 355	506	24,7	14,0	426
Cahors	116 662	230	12	61	59	26	72	365	126	7,9	8,4	78
Calais	117 800	406	0	109	213	25	59	273	155	23,2	9,6	54
Cambrai	158 579	399	9	129	73	40	148	499	267	4,5	10,0	36
Cannes	169 919	659	0	275	171	85	128	748	475	4,8	13,4	168
Carcassonne	196 590	541	7	90	107	40	297	306	190	15,8	11,6	51
Carpentras * → Orange	99 325	166	31	52	23	14	46	166	101	23,8	12,8	23

* CPH supprimés en 2008, → [CPH de rattachement] ; ** CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

I/V

Activité 2008 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie						
Castres	154 880	256	8	86	40	43	79	270	180	21,1	12,6	44
Cergy	320 418	821	18	244	212	171	176	857	433	18,0	14,3	225
Chalon-sur-Saône	207 168	249	43	93	50	20	43	284	205	4,4	9,0	53
Chalons-en-Champagne	163 682	411	7	154	95	63	92	385	201	7,5	10,5	48
Chambéry	178 716	396	2	125	58	74	137	378	240	15,0	11,0	106
Charleville-Mézières	165 996	684	10	130	65	31	448	805	239	23,0	14,8	189
Chartres	199 435	561	31	151	172	75	132	447	249	3,6	10,2	144
Chateaudun	70 832	380	0	20	13	69	278	80	47	17,0	14,6	8
Chateauroux	57 982	294	16	64	63	26	125	242	147	8,8	7,8	18
Chateau-Thierry * → Soissons	196 793	84	0	28	28	10	18	94	61	0,0	10,1	83
Chatelleraut * → Poitiers	112 024	135	0	28	35	17	55	181	96	0,0	9,5	37
Chaumont	117 870	114	3	35	25	16	35	165	87	13,8	8,2	34
Chauny * → Laon	48 304	80	0	35	13	5	27	82	43	0,0	8,1	7
Cherbourg-Octeville	191 221	296	9	73	137	18	59	252	128	0,8	9,9	39
Cholet * → Angers	193 112	340	0	57	33	33	217	114	7	28,6	4,8	44
Clermont-Ferrand	424 677	1 097	7	530	232	110	218	940	564	12,2	13,4	222
Clerm.-l'Hérault * → Montpellier	58 737	64	0	23	15	6	20	69	33	3,0	6,9	
Cognac * → Angoulême	96 318	99	0	22	22	19	36	106	52	30,8	12,8	48
Colmar	195 606	925	21	327	107	86	384	927	326	8,9	6,0	167
Compiègne	179 296	287	1	95	55	40	96	371	252	7,5	9,5	83
Coutances	172 427	368	6	81	38	29	214	181	110	20,9	9,2	30
Creil	270 287	661	9	225	147	91	189	626	378	31,7	13,9	167
Créteil	1 034 765	2 768	12	1 070	618	534	534	2 551	1 429	20,9	14,6	733
Dax	196 899	421	13	204	76	48	80	364	239	6,3	9,1	129
Decazeville * → Rodez	64 258	59	0	24	15	2	18	65	29	13,8	11,7	18
Dieppe	208 754	391	19	112	104	36	120	465	261	23,0	10,1	57
Digne-les-Bains	90 415	180	5	65	53	14	43	171	104	13,5	11,2	56
Dijon	423 048	1 247	34	502	212	177	322	1 353	610	11,8	9,2	273
Dinan	108 377	156	0	80	38	12	26	145	60	5,0	6,7	66
Dole	127 189	154	4	54	40	11	45	185	108	7,4	9,5	67
Douai	247 506	623	6	122	93	44	358	409	232	6,9	9,8	131
Draguignan	257 455	463	39	177	91	44	112	394	230	5,2	10,8	106
Dreux	126 176	482	0	74	49	33	326	474	249	20,5	10,2	74
Dunkerque	256 702	647	3	199	128	78	239	624	419	10,3	7,5	71
Elbeuf * → Rouen	56 188	113	0	48	22	12	31	107	40	12,5	9,1	10
Epervain	91 765	193	0	74	36	24	59	182	87	4,6	5,6	95
Epinal	209 495	443	5	136	60	48	194	467	275	10,9	13,9	100
Etampes * → Évry	133 496	136	0	53	30	16	37	134	95	27,4	15,2	36
Evreux	228 295	558	15	155	108	56	224	460	261	7,7	11,7	204
Evry	551 352	1 116	16	361	255	262	222	1 212	608	11,8	12,6	538
Fécamp * → Le Havre	28 655	33	0	18	12	1	2	40	17	0,0	4,6	6
Figeac * → Cahors	52 869	200	0	22	153	11	14	76	48	16,7	6,3	14
Firminy * → St-Étienne	52 812	140	0	113	5	5	17	140	18	22,2	6,4	13
Flers * → Argentan	84 601	81	0	33	17	7	24	114	84	9,5	11,8	12
Foix	146 289	234	8	64	51	25	86	229	114	15,8	13,0	67
Fontainebleau	181 529	334	3	98	85	60	88	356	167	6,0	11,2	116
Forbach	171 779	435	0	142	82	43	168	510	304	4,6	9,7	879
Fougères * → Rennes	108 095	42	0	12	8	2	20	73	31	3,2	6,7	22
Fourmies * → Avesnes	116 389	98	4	32	25	8	29	103	39	0,0	7,8	50
Fréjus	172 342	649	0	279	171	58	141	714	435	10,1	11,9	234
Friville-Escarb. * → Abbeville	35 299	40	0	15	7	4	14	50	30	10,0	12,8	9
Gap	96 737	168	3	61	44	22	38	182	117	13,7	9,1	38
Givors * → Lyon	53 789	136	0	38	69	9	20	113	56	14,3	6,3	24
Grasse	382 011	1 766	21	747	338	302	358	1 854	838	20,2	9,8	299
Grenoble	574 780	1 739	6	837	316	312	268	1 940	812	11,8	9,0	1 014
Guebwiller * → Colmar	81 318	152	0	68	27	11	46	161	76	5,3	5,2	11
Guéret	123 401	147	11	41	33	14	48	142	84	2,4	11,2	56
Guingamp	176 748	219	9	87	59	23	41	190	121	9,9	11,7	46
Haguenau	195 778	311	0	94	44	28	145	304	119	5,9	11,1	87
Halluin * → Tourcoing	54 165	73	0	28	4	18	23	78	33	9,1	6,9	12
Haubourdin * → Lille	51 942	118	0	50	25	12	31	140	84	2,4	10,6	20
Hazebrouck	119 082	146	1	54	22	20	49	178	118	4,2	8,1	37
Hirson * → Laon	49 717	98	0	46	19	3	30	131	55	7,3	8,1	18
Issoudun * → Chateauroux	36 166	44	0	14	7	10	13	90	67	6,0	9,3	20

* CPH supprimés en 2008, → [CPH de rattachement] ; ** CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

II/V

Activité 2008 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie						
La Rochelle	197 940	469	8	130	81	73	177	476	245	21,6	9,2	168
La Roche-sur-Yon	380 609	473	4	172	121	77	99	483	272	18,8	9,3	111
La Tour-du-Pin * → B-Jallieu	94 414	137	0	36	18	10	73	130	73	1,4	7,6	29
Lannoy	123 535	252	0	87	60	52	53	269	141	0,7	9,3	48
Laon	117 331	213	9	73	43	9	79	602	153	15,7	15,7	61
Laval	299 000	344	18	77	57	47	145	367	163	3,1	6,9	50
Le Creusot * → Châl./Saône	55 510	59	0	17	14	9	19	50	18	16,7	6,7	7
Le Havre	312 524	601	10	255	129	57	150	677	326	23,0	9,1	208
Le Mans	553 484	660	12	193	166	100	189	676	418	20,3	10,1	174
Le Puy	219 484	309	7	35	47	26	194	247	208	8,2	9,3	60
Lens	321 962	618	0	223	97	68	230	1 518	1 237	55,3	12,2	231
Les Sables-d'Olonne	216 576	218	3	77	52	26	60	237	124	8,1	7,7	75
Libourne	141 225	250	42	61	76	28	43	305	217	55,8	11,9	76
Lille	565 842	1 577	20	691	364	276	226	1 506	803	5,6	10,4	354
Limoges	367 156	896	20	398	143	90	245	678	321	17,1	8,6	241
Lisieux	73 108	177	13	55	53	17	39	226	165	46,7	22,0	65
Longjumeau	513 425	1 215	0	448	231	320	216	1 224	685	12,1	14,7	498
Longwy	84 213	364	1	105	103	28	127	248	127	13,4	6,0	31
Lons-le-Saunier	77 895	154	3	45	23	24	59	166	91	16,5	8,4	101
Lorient	387 353	618	57	144	161	101	155	887	659	4,6	18,2	130
Louviers	199 882	422	0	121	81	35	185	408	222	1,8	9,1	70
Lunéville * → Nancy	78 137	75	0	22	11	16	26	111	58	5,2	4,7	32
Lure	108 300	115	2	50	21	8	34	130	65	41,5	12,3	13
Lyon	1 429 338	4 745	15	1 849	928	945	1 008	4 783	2 815	32,1	15,1	1 348
Macon	211 133	426	9	148	55	36	178	423	287	16,7	7,5	67
Manosque * → Digne	64 086	95	0	39	19	10	27	114	61	9,8	9,7	25
Mantes-la-Jolie	183 827	245	0	20	78	52	95	303	146	12,3	6,1	76
Marmande	92 196	141	17	50	27	8	39	143	90	7,8	10,8	93
Marseille	1 029 736	3 851	11	1 845	865	526	604	3 177	2 105	28,7	15,1	705
Martigues	305 279	1 030	0	373	266	84	307	960	569	17,9	11,0	262
Maubeuge * → Avesnes	118 267	155	0	51	31	12	61	291	144	47,2	12,3	29
Mazamet * → Castres	32 575	28	0	7	7	2	12	27	17	35,3	6,9	5
Meaux	615 484	1 551	15	618	327	262	329	1 418	818	12,6	16,5	672
Melun	476 475	903	13	367	186	141	196	913	472	16,7	12,5	282
Mende	76 800	93	0	36	19	14	24	100	63	3,2	7,9	20
Menton * → Nice	90 463	149	0	67	47	7	28	191	112	13,4	8,3	56
Metz	419 086	1 518	13	493	319	204	489	1 313	814	8,6	12,5	409
Millau	70 499	110	7	40	26	15	22	137	78	6,4	10,5	45
Molsheim * → Saverne	116 412	140	0	44	17	20	59	167	92	4,3	8,7	50
Mont-de-Marsan	41 275	194	15	55	46	28	50	310	164	8,5	12,7	39
Montargis	165 928	310	9	101	33	31	136	329	140	3,6	7,4	112
Montauban	187 590	465	19	162	76	61	147	547	327	25,4	15,7	50
Montbéliard	226 849	209	5	68	34	33	69	223	136	17,6	13,5	205
Montbrison	165 882	275	2	88	58	28	99	258	152	21,1	8,1	49
Montc.-les-Mines * → C/Saône	174 538	65	0	13	15	18	19	66	30	13,3	10,3	91
Montélimar	131 197	306	0	125	50	47	84	300	117	15,4	9,0	67
Montluçon	112 131	243	4	65	54	18	102	236	134	26,9	10,9	74
Montmorency	609 622	1 133	0	398	209	195	331	1 028	566	6,0	11,5	271
Montpellier	542 714	2 374	61	1 156	380	325	452	1 927	1 198	19,4	12,4	714
Montreuil/mer * → Boulogne/mer	104 389	144	0	79	21	5	39	125	66	7,6	9,2	37
Morlaix	146 870	135	9	42	25	23	36	328	77	11,7	6,6	37
Moulins	90 048	178	9	60	62	17	30	171	103	26,2	9,7	40
Mulhouse	343 410	1 158	13	433	203	128	381	1 037	572	9,4	11,1	279
Nancy	486 430	1 570	15	613	284	205	453	1 392	900	5,2	8,8	412
Nanterre	805 356	3 758	6	951	722	1 634	445	3 784	1 867	17,1	19,3	1 076
Nantes	899 854	1 505	14	469	384	317	321	1 476	921	26,8	12,6	497
Narbonne	144 432	433	22	202	46	46	117	422	274	10,9	8,3	165
Nevers	222 220	307	4	104	70	33	96	425	271	15,9	8,5	118
Nice	430 791	1 753	13	820	435	175	310	1 873	1 026	26,0	10,8	642
Nîmes	539 885	1 393	73	443	397	123	357	1 219	724	11,9	14,8	501
Niort	202 943	605	10	104	95	41	355	273	143	5,6	7,0	104
N.-le-Rotrou * → Chartres	37 521	28	0	8	8	5	7	43	27	7,4	7,8	16
Oléron-Sainte-Marie * → Pau	63 960	49	0	12	13	1	23	65	32	21,9	7,3	16
Orange	116 868	309	5	142	58	26	78	269	143	8,4	9,4	77

* CPH supprimés en 2008, → [CPH de rattachement] ; ** CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

III/V

Activité 2008 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie						
Orléans	457 735	1 012	25	296	274	165	252	965	416	7,2	10,9	219
Oyonnax	153 921	169	0	54	35	27	53	230	142	7,7	8,8	39
Paris	2 181 371	15 542	18	6 157	3 428	4 542	1 397	14 450	7 991	26,9	15,8	3 754
Pau	306 577	610	10	205	143	73	179	646	357	18,2	12,5	247
Périgueux	246 242	352	14	126	88	33	91	415	290	32,4	10,8	122
Péronne	79 672	208	4	33	19	13	139	287	242	0,4	6,2	56
Perpignan	432 112	1 373	44	499	326	117	387	1 110	599	20,4	11,8	285
Poissy	249 645	511	0	185	124	82	120	510	288	12,2	13,8	146
Poitiers	306 436	567	10	270	98	81	108	478	261	9,2	7,7	111
Quimper	374 254	527	32	143	78	56	218	838	205	12,2	16,3	221
Rambouillet	185 081	465	0	179	69	114	103	488	262	9,2	8,2	89
Redon * → Rennes	94 478	28	0	12	5	5	6	66	30	10,0	8,5	2
Reims	310 394	813	32	220	116	111	334	586	348	10,1	10,5	171
Remiremont * → Épinal	76 052	239	0	28	9	10	192	156	62	6,5	9,2	49
Rennes	593 029	1 080	10	346	277	218	229	979	598	3,2	10,6	220
Riom	114 657	137	4	42	23	10	58	170	95	8,4	11,6	18
Roanne	153 402	181	1	58	43	16	63	193	131	4,6	8,4	24
Rochefort	138 277	275	14	89	71	11	90	224	123	3,3	7,7	62
Rodez	138 620	170	0	76	40	18	36	168	89	11,2	10,4	28
Romans/Isere * → Valence	104 797	214	0	52	31	23	108	162	96	7,3	8,0	48
Romilly-sur-Seine * → Troyes	42 840	98	0	26	13	4	55	67	45	4,4	8,0	21
Romorantin-Lanth. * → Blois	71 002	67	0	17	12	11	27	62	33	12,1	8,6	35
Roubaix	180 666	576	0	261	107	79	129	615	363	2,5	9,3	147
Rouen	585 281	1 804	12	737	309	213	533	1 450	724	14,6	13,7	432
Saint-Brieuc	285 736	301	6	131	61	45	58	301	176	19,9	9,1	128
St-Chamond * → St-Étienne	79 652	80	0	13	40	5	22	148	38	18,4	9,0	29
St-Claude * → Lons-le-Saunier	52 315	58	0	24		12	22	75	46	10,9	9,7	8
Saint-Die	94 428	185	2	73	43	25	42	252	133	18,8	13,3	18
Saint-Dizier * → Chaumont	69 782	127	0	46	33	12	36	151	96	4,2	5,5	23
Saint-Etienne	91 475	892	6	459	182	80	165	833	452	7,3	10,6	46
Saint-Gaudens	383 561	178	2	49	43	12	72	177	119	11,8	8,4	151
Saint-Germain-en-Laye	150 249	716	0	288	181	151	96	589	340	10,6	8,4	34
Saint-Malo	334 147	195	2	86	44	22	41	181	107	6,5	9,4	229
Saint-Nazaire	157 528	503	10	178	125	48	142	468	263	15,2	9,1	48
Saint-Omer	149 443	609	10	311	129	23	136	673	371	0,0	3,8	140
Saint-Quentin	262 698	276	11	100	39	31	95	330	184	14,7	8,9	210
Saintes	280 865	378	15	133	80	43	107	437	310	11,3	9,0	162
Salon-de-Prov. * → Aix-en-Prov.	111 629	170	0	83	29	20	38	200	123	35,8	10,0	55
Sarrebourg * → Metz	92 754	73	0	32	4	11	26	88	49	0,0	10,0	61
Sarreguemines * → Forbach	100 182	142	0	54	17	26	45	89	36	2,8	10,8	42
Saumur	172 182	177	12	47	38	28	52	158	72	2,8	9,5	44
Saverne	91 771	221	6	52	41	28	94	194	72	8,3	10,6	23
Schiltigheim	191 175	417	0	146	83	104	84	443	276	1,1	13,4	132
Sedan * → Ch.-Mézières	119 657	76	0	27	11	12	26	130	96	21,9	15,5	49
Selestat * → Colmar	82 778	198	0	54	25	20	99	205	103	2,9	6,1	58
Sens	161 190	427	7	107	102	46	165	379	185	20,5	8,7	87
Sète	116 747	270	0	132	46	29	63	235	172	5,8	10,7	77
Soissons	101 434	194	8	112	5	21	48	261	166	24,7	9,7	115
Strasbourg	401 102	1 326	17	477	309	235	288	1 535	749	22,4	17,0	277
Tarbes	227 736	430	9	165	104	29	123	465	323	34,4	9,5	130
Thiers * → C.-Ferrand	84 129	100	0	30	16	16	38	116	54	9,3	6,5	11
Thionville	252 920	434	1	134	125	43	131	582	421	12,6	10,6	154
Th.-les-Bains * → Annemasse	124 595	8	0			8		9	5	0,0	10,6	
Thouars	156 768	158	3	66	15	14	60	152	105	4,8	7,6	46
Toulon	555 302	1 419	27	583	321	175	313	1 445	946	14,7	11,4	489
Toulouse	1 094 855	3 933	9	1 966	721	653	584	3 011	1 888	24,4	15,5	868
Tourcoing	172 026	616	0	123	179	108	206	648	438	24,4	8,4	105
Tours	580 312	1 622	47	533	379	236	427	1 355	596	8,1	8,3	302
Trouville-sur-Mer * → Lisieux	72 645	153	0	63	45	15	30	180	117	8,5	9,7	46
Troyes	256 864	474	19	148	76	72	159	467	285	4,6	10,1	110
Tulle	113 284	189	1	42	94	11	41	148	87	8,0	6,8	41
Valence	232 614	866	37	414	127	84	204	743	316	20,6	9,4	224
Valenciennes	347 933	761	2	245	170	77	267	832	474	7,2	17,5	203
Vannes	307 468	480	55	231	44	61	89	533	196	6,1	10,1	120

* CPH supprimés en 2008, → [CPH de rattachement] ; ** CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

IVV

Activité 2008 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1 ^{er} janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					dont affaires en délibéré	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Agriculture	Commerce	Diverses	Encadrement	Industrie						
Verdun	86 211	116	5	32	49	3	27	166	80	3,8	8,5	31
Versailles	393 690	1 293	30	440	278	390	155	1 398	714	17,6	12,9	258
Vesoul	127 567	198	6	67	46	16	63	196	119	19,3	8,9	47
Vichy	141 130	376	3	115	104	38	116	260	161	32,9	9,7	45
Vienne	255 764	644	1	293	76	65	209	1 301	873	71,4	21,4	125
Vierzon * → Bourges	45 992	85	0	21	13	4	47	125	31	25,8	6,2	9
Villefranche-sur-Saone	186 528	261	4	106	37	53	61	299	185	30,3	9,8	116
Villeneuve-Saint-Georges	263 575	720	0	367	126	69	158	762	381	21,5	14,3	250
Vire * → Caen	56 083	47	0	16	6	5	20	147	29	0,0	12,6	15
Voiron * → Grenoble	154 360	250	0	76	52	17	105	235	115	6,1	7,0	52
Basse-Terre	104 743	311	36	125	68	20	62	430	246	5,3	22,5	150
Cayenne	205 954	199	8	52	54	35	50	131	64	14,1	25,1	93
Fort-de-France	397 732	1 151	19	448	270	109	305	1 073	530	8,5	30,5	284
Pointe-a-Pitre	295 993	635	8	268	174	48	137	750	424	7,3	27,4	397
Saint-Denis-de-la-Réunion	468 584	1 046	11	336	246	139	314	1 153	844	12,1	17,1	516
Saint-Pierre	313 378	590	12	130	229	27	192	545	297	8,8	7,5	390

* CPH supprimés en 2008, → [CPH de rattachement] ; ** 1 CPH créé en 2008 [Avesnes-sur-Helpe]

VV

Sources :

En matière commerciale, la plus grande partie des statistiques (92 %), sont issues du **Répertoire général des tribunaux de commerce**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité des juridictions - tribunaux de commerce", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Affaires des tribunaux de commerce

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de commerce, le lecteur se reportera aux définitions présentées chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

Procédures collectives : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

En raison de problèmes techniques, les données d'activité par juridiction sont présentées selon la carte judiciaire mise en place au 1^{er} janvier 2009. Ceci a entraîné le transfert de 10 000 affaires des TGI à compétence commerciale vers les tribunaux de commerce.

Activité des tribunaux de commerce en 2008

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations)	Durée moyenne des affaires terminées [en mois]	Affaires contentieuses terminées	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions			Issues des redressements	Clôture des opérations		
					dont		dont liquidations après conversion *				
					Jugements d'ouverture de redressement judiciaire	Liquidations judiciaires immédiates					
Toutes juridictions	184 373	164 139	5,9	108 472	59 570	16 136	31 823	12 064	9 233	35 008	28 244
Agen	797	717	5,6	429	301	101	128	88	56	212	125
Aix-en-Provence	1 795	1 712	5,8	1 086	658	219	254	187	142	425	327
Ajaccio	428	519	7,1	350	167	64	22	66	52	59	56
Albi	363	337	5,0	174	166	63	83	60	40	93	37
Alençon	400	395	4,8	220	171	46	99	50	37	140	46
Amiens	927	901	5,7	550	381	120	194	90	62	241	94
Angers	976	1 025	7,6	520	486	154	277	173	130	344	276
Angoulême	876	652	7,2	411	262	74	142	53	34	146	88
Anncy	1 385	1 247	6,0	813	487	148	272	89	67	369	181
Antibes	1 216	1 208	4,5	775	449	136	162	120	100	370	138
Arras	1 496	1 188	4,9	597	574	173	329	190	144	322	292
Aubenas	477	343	4,8	156	181	54	99	60	47	61	28
Auch	345	321	6,5	224	110	39	56	26	20	116	57
Aurillac	183	151	6,0	84	86	38	39	19	15	10	19
Auxerre	285	165	5,4	81	115	41	56	9	8	11	17
Avignon	2 215	1 812	7,2	976	851	341	380	326	238	535	409
Bar-le-Duc	319	301	6,2	167	141	48	69	41	26	140	25
Bastia	513	479	5,2	323	163	51	65	44	27	144	46
Bayonne	543	507	6,0	300	207	57	103	57	42	188	91
Beauvais	625	539	3,0	358	197	63	110	47	40	183	58
Belfort	718	726	6,5	441	281	105	115	109	86	150	74
Bergerac	471	413	4,2	192	282	113	115	52	38	71	37
Bernay	253	261	6,2	154	120	32	68	19	15	91	26
Besançon	803	774	8,0	453	338	129	139	112	68	198	121
Béziers	913	865	5,0	486	384	108	215	103	79	374	106
Blois	638	628	5,3	299	329	137	159	137	113	230	63
Bobigny	3 957	3 273	7,6	1 488	1 965	254	1 397	64	58	420	715
Bordeaux	3 706	3 116	4,2	1 868	1 576	468	837	140	140	227	1 196
Boulogne-sur-Mer	1 040	1 031	7,2	564	481	159	275	145	110	335	190
Bourg-en-Bresse	880	963	7,3	513	461	126	288	115	83	392	97
Bourges	501	530	6,2	257	290	104	126	87	65	187	51
Brest	704	723	5,7	448	277	36	180	34	26	257	83
Briey	410	392	5,4	255	148	45	63	34	26	153	29
Brive-la-Gaillarde	507	503	5,7	299	244	87	112	47	38	105	43
Caen	1 637	1 535	4,5	1 088	425	122	201	144	118	295	195
Cahors	350	322	3,7	197	124	44	65	45	35	108	27
Cannes	912	793	7,1	522	345	106	130	30	28	88	157
Carcassonne	393	379	5,9	106	278	62	110	57	42	166	42
Castres	381	348	5,1	180	166	78	62	80	63	54	47
Châlon-sur-Saône	526	535	6,8	296	254	82	123	67	47	145	60
Châlons-en-Champagne	288	254	6,1	145	130	47	65	26	22	88	27
Chambéry	1 648	1 530	5,1	868	752	267	310	175	112	414	187

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

||||

Activité des tribunaux de commerce en 2008

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations)	Durée moyenne des affaires terminées [en mois]	Affaires contentieuses terminées	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions			Issues des redressements		Clôture des opérations	
					dont		dont liquidations judiciaires après conversion *				
					Jugements d'ouverture de redressement judiciaire	Liquidations judiciaires immédiates					
Chartres	933	868	5,1	544	338	96	173	82	67	377	63
Châteauroux	333	359	6,2	195	151	46	67	59	39	129	40
Chaumont	306	257	5,5	124	133	46	65	46	27	113	20
Cherbourg-Octeville	204	218	6,3	111	112	41	52	36	21	101	19
Clermont-Ferrand	1 013	951	6,5	559	403	136	232	125	90	431	202
Compiègne	948	730	5,8	434	382	133	201	47	35	197	76
Coutances	416	393	4,4	227	167	57	97	56	43	137	95
Créteil	2 790	2 344	6,3	1 080	1 361	146	831	45	38	319	475
Cusser	749	756	3,1	620	138	51	72	49	40	112	38
Dax	470	397	5,5	210	187	51	104	51	28	117	56
Dieppe	337	309	6,5	178	149	61	62	43	31	112	28
Dijon	1 097	1 055	6,5	578	521	167	223	123	98	309	216
Douai	743	660	4,3	383	271	82	148	88	64	184	231
Draguignan	791	755	4,9	398	357	97	184	97	80	198	88
Dunkerque	556	540	6,7	322	231	70	145	57	36	268	168
Épinal	899	844	6,4	478	393	116	228	89	58	199	42
Évreux	997	964	4,0	621	366	118	178	94	80	229	111
Évry	2 340	1 934	7,2	1 038	977	163	626	82	76	313	340
Foix	321	276	3,3	163	117	23	73	17	12	48	22
Fréjus	751	761	7,1	394	367	160	110	160	131	290	115
Gap	375	335	6,5	182	145	45	57	52	35	66	53
Grasse	603	536	5,4	335	277	95	112	19	18	54	61
Grenoble	2 118	1 707	9,3	930	826	253	417	204	146	501	941
Guéret	308	330	4,0	265	72	20	39	13	7	121	9
La Roche-sur-Yon	1 310	1 211	5,0	798	454	154	246	113	80	264	168
La Rochelle	1 052	1 048	7,2	570	513	184	203	148	112	195	160
Laval	307	270	6,5	138	135	32	91	29	15	100	56
Le Havre	564	613	14,1	430	194	61	104	50	36	157	150
Le Mans	915	818	4,9	463	363	102	216	94	66	232	74
Le Puy-en-Velay	403	318	6,0	206	124	44	70	32	26	122	38
Libourne	491	420	3,8	216	208	57	124	52	44	130	55
Lille	3 458	3 478	5,0	2 786	760	125	524	55	54	472	625
Limoges	890	791	3,2	456	354	113	193	94	60	284	60
Lisieux	428	342	6,6	207	158	85	38	62	53	131	59
Lons-le-Saunier	551	510	7,7	257	249	100	102	104	74	178	43
Lorient	903	923	7,6	531	397	129	237	124	88	304	311
Lyon 3 ^e	6 285	4 928	6,6	3 454	1 495	220	1 051	189	103	1 088	827
Mâcon	540	491	5,9	315	175	33	114	34	17	135	34
Manosque	671	599	5,0	453	151	44	73	39	35	121	39
Marseille 6 ^e	6 799	2 655	7,1	1 715	1 233	449	534	150	136	307	830
Meaux	1 794	1 824	6,0	1 214	662	252	243	199	160	455	213
Melun	3 270	3 286	3,6	2 502	803	255	315	236	192	427	211
Mende	117	129	8,2	81	46	9	29	11	7	19	12
Mont-de-Marsan	374	362	6,9	224	142	55	72	51	39	175	49
Montauban	504	458	6,7	202	261	87	119	82	54	117	61
Montluçon	139	144	5,5	72	77	25	38	20	16	41	9
Montpellier	3 143	3 297	13,0	2 394	913	279	462	269	225	795	402
Nancy	890	788	6,9	371	432	132	214	117	94	157	107
Nanterre	7 548	6 613	5,0	5 125	1 588	144	1 000	27	15	444	1 475

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

II/III

Activité des tribunaux de commerce en 2008

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations)	Durée moyenne des affaires terminées [en mois]	Affaires contentieuses terminées	Procédures collectives						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions			Issues des redressements	Clôture des opérations		
					dont		dont liquidations judiciaires après conversion *				
					Jugements d'ouverture de redressement judiciaire	Liquidations judiciaires immédiates					
Nantes	2 209	1 818	5,4	1 201	647	186	416	152	117	406	488
Narbonne	404	389	6,9	151	246	131	53	123	107	133	31
Nevers	302	285	4,4	128	150	51	83	58	44	100	30
Nice	2 100	1 850	5,3	1 161	912	334	329	111	103	243	266
Nîmes	2 046	1 787	7,9	1 009	788	210	427	200	130	571	155
Niort	594	596	5,9	419	188	63	107	50	42	121	84
Orléans	1 248	1 447	7,9	901	549	177	203	174	134	344	164
Paris 4 ^e	30 229	27 006	4,3	21 658	5 522	407	3 502	163	161	3 942	5 278
Pau	665	612	10,0	331	289	126	138	118	80	302	78
Périgueux	597	502	3,7	299	224	108	85	87	68	219	78
Perpignan	1 746	1 704	6,0	1 090	652	203	347	165	123	578	154
Poitiers	747	613	5,3	329	300	84	177	68	48	140	92
Pontoise	2 220	2 109	4,8	985	1 236	154	785	42	37	243	255
Quimper	517	561	19,4	326	255	58	190	38	23	187	101
Reims	1 376	1 183	5,8	882	334	109	154	74	58	215	148
Rennes	1 437	1 343	4,7	792	566	139	340	118	80	280	277
Roanne	385	327	2,4	222	130	47	69	22	22	159	105
Rodez	493	463	4,0	308	177	41	124	19	12	146	19
Romans-sur-Isère	1 365	1 255	7,0	794	478	112	273	95	59	319	109
Roubaix	1 593	1 466	5,8	1 018	467	156	259	137	115	348	383
Rouen	1 011	1 007	5,4	575	429	137	235	140	98	295	524
Saintes	840	569	5,6	329	255	127	99	111	78	145	34
Salon-de-Provence	682	605	3,8	323	288	93	143	87	72	211	224
Sedan	568	485	6,9	259	259	97	140	64	49	177	50
Sens	386	353	3,7	193	159	51	92	52	41	102	22
Soissons	346	332	4,5	201	132	44	78	43	35	108	33
Saint-Brieuc	779	691	5,0	366	355	106	215	76	64	150	64
Saint-Étienne	2 234	2 092	4,9	1 533	632	223	324	144	116	548	628
Saint-Malo	440	436	6,1	225	213	83	115	80	64	150	35
Saint-Nazaire	665	592	4,6	411	223	62	147	20	19	127	116
Saint-Quentin	701	601	5,0	314	300	97	168	82	66	154	53
Tarascon	694	925	51,1	637	295	110	108	103	69	260	105
Tarbes	447	430	6,0	229	210	83	80	74	57	161	33
Thonon-les-Bains	925	871	4,1	634	261	83	143	59	48	237	93
Toulon	1 424	1 200	7,8	664	714	231	360	53	40	108	212
Toulouse	4 256	3 383	6,5	2 028	1 387	426	634	386	312	943	481
Tours	1 015	1 000	5,2	535	495	161	266	131	112	311	155
Troyes	564	515	5,2	345	190	83	76	63	56	174	92
Valenciennes	1 207	1 115	4,1	642	474	154	233	153	119	264	298
Vannes	480	417	6,7	182	244	80	118	71	62	153	62
Versailles	8 603	8 192	2,2	7 397	998	337	476	134	117	186	714
Vesoul	569	551	4,3	352	191	60	101	68	47	211	70
Vienne	1 292	1 030	4,4	568	476	87	316	73	54	340	79
Villefranche-sur-Saône	428	423	9,7	264	149	41	93	51	35	65	212

Sources :

En matière commerciale, une partie des statistiques (8 % des affaires commerciales) sont issues du **Répertoire général civil**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité commerciale des TGICC", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de grande instance à compétence commerciale, le lecteur se reportera au chapitre "Activité des juridictions - TGI à compétence commerciale").

Procédures collectives : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

En raison de problèmes techniques, les données d'activité par juridiction sont présentées selon la carte judiciaire mise en place au 1^{er} janvier 2009. Ceci a entraîné le transfert de 10 000 affaires des TGI à compétence commerciale vers les tribunaux de commerce.

Activité des chambres à compétence commerciale dans les TGI en 2008

[selon la carte judiciaire au 01/01/2009]

Siège	Affaires au fond nouvelles (y compris conciliations)	Affaires au fond terminées (y compris conciliations)	<i>Durée moyenne des affaires terminées [en mois]</i>	Affaires contentieuses terminées	Procédures collectives						Référé
					Jugements d'ouvertures et autres décisions			Issues des redressements		Clôtures des opérations	
					dont		dont liquidations après conversion *				
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire	liquidations judiciaires immédiates					
Toutes juridictions	11 884	12 266	7,1	7 897	4 542	1 304	2 498	1 123	854	2 634	2 036
Colmar	799	747	6,0	474	282	31	204	22	16	193	159
Metz	1 541	1 619	6,2	1 044	565	115	314	125	94	452	156
Mulhouse	816	861	8,4	456	401	76	268	79	57	335	215
Sarreguemines	682	745	5,6	442	288	93	146	108	97	249	77
Saverne	315	396	11,1	262	137	23	98	20	12	26	45
Strasbourg	2 055	2 347	7,8	1 601	744	109	547	111	81	643	434
Thionville	742	907	8,3	685	222	81	100	81	65	123	100
Basse-Terre	221	208	8,3	194	15	4	8	3	1	0	36
Cayenne	258	206	10,8	106	103	42	43	32	24	0	21
Fort-de-France	1 067	998	4,6	532	501	196	245	161	121	267	183
Pointe-à-Pitre	883	1 013	13,8	707	327	103	171	82	58	1	183
Saint-Denis de la Réunion	1 350	1 298	4,4	857	483	199	164	157	111	254	345
Saint-Pierre	1 155	921	3,1	537	474	232	190	142	117	91	82

* Après ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire

Amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle et en matière correctionnelle, soit comme peine principale, soit comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5^e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Autres décisions : cf. caducité, conciliation, désistement, incompétence, radiation.

Caducité de la demande : le tribunal est saisi par la remise d'une copie de l'assignation faite dans les quatre mois de cette assignation, faute de quoi celle-ci sera caduque. La caducité est constatée d'office par ordonnance du président ou du juge saisi de l'affaire (cf. art. 757 du Nouveau Code de procédure civile).

Citation directe : elle est délivrée par huissier. Elle énonce les faits poursuivis, vise les textes de loi qui les répriment, indique le tribunal saisi, le lieu, l'heure et la date de l'audience (art. 389 et suivants, art. 550 et suivants du Code de procédure pénale).

Comparution immédiate : elle est possible si l'emprisonnement encouru est au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois. Le procureur peut alors, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal (art. 393 et suivants du Code de procédure pénale).

Composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Conciliation des parties : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).

Confirmation : décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

Contrôle judiciaire : le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

Décision au fond : jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie de l'objet du litige, ou qui statue sur une exception de procédure, ou fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).

Décisions au fond contradictoires : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter. La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

Décision mixte : jugement qui tranche dans son dispositif une partie de l'objet du litige, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

Défaut d'élucidation : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.

Désistement : le demandeur peut, en toute matière, se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance (art. 394 du Nouveau Code de procédure civile).

Détention provisoire : la détention provisoire peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen, ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. Un mineur de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt.

La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.

Dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

Durée des affaires : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni au chapitre "Durée de traitement des affaires".

Emprisonnement : peine privative de liberté dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), et s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires. Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou as-

sorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révoquant en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Incompétence [Décision d'] : lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'incompétence qui, soit désigne la juridiction compétente, soit renvoie seulement les parties à mieux se pourvoir (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).

Infirmerie : annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Irrecevabilité de la demande : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, et 911 du Nouveau Code de procédure civile).

Jugements sur le fond : jugements qui statuent sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se termine sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation, confirmation...

Mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation, la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle, la mesure de réparation.

Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi.

Mode de jugement : le jugement est prononcé sur le mode *contradictoire* lorsque le prévenu est présent à l'audience, sur le mode *contradictoire à signifier* lorsque le prévenu, régulièrement cité à sa personne, a demandé à être jugé en son absence, ou lorsqu'il ne comparait pas. Le jugement est *par défaut* si la citation n'a pas été délivrée à la personne du prévenu qui n'a pas

comparu au jour et à l'heure fixés. Il est prononcé par *itératif défaut* si le condamné, ayant formé opposition à une condamnation par défaut, ne comparaît pas à la date fixée.

Montant moyen de la partie ferme : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Nature de l'infraction : le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes. Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine : le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Dans ce cadre le juge dispose d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la Cour de cassation de déclarer « non admis » les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation.

Officier du ministère public : il reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.

Ordonnance pénale : comme l'amende forfaitaire majorée, c'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions.

Ordonnance (procédure) de référé : décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle

est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la Cour d'Appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours. Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du nouveau Code de procédure civile).

Ordonnance sur requête : décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le président du tribunal est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 812 et 851 du Nouveau Code de procédure civile).

Peines complémentaires : certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). Des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6

du CP : depuis la loi du 11 juillet 1975 les tribunaux peuvent prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

Peines de substitution : cf. « Peines privatives ou restrictives de droit ».

Radiation : sanctionne, dans les conditions de la loi, le manque de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rang des affaires en cours (art. 381 du Nouveau Code de procédure civile).

Rappel à la loi : c'est une procédure légère, alternative à la poursuite et adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit,

ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.

Réclusion criminelle : peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale. À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

Régularisation : c'est une réponse pénale alternative à la poursuite quand elle est faite à la demande du parquet. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.

Réparation : mesure alternative applicable aux mineurs, elle oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime ou à réaliser tout acte de réparation à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple.

Sanction éducative La sanction éducative : créée par la loi d'orientation et de programmation du 9 septembre 2002, elle constitue une réponse intermédiaire entre la mesure éducative et la peine, notamment à l'égard des mineurs de 10 à 13 ans qui, jusqu'à la programmation de cette loi, ne pouvaient faire l'objet que de mesures éducatives.

Elle est insérée dans l'ordonnance du 2 février 1945 par modification de l'article 2 et la rédaction d'un nouvel article (15-1). Ce dernier mentionne six types de sanctions parmi lesquels le stage de formation civique ainsi que la mesure d'aide ou de réparation.

Taux d'appel : les taux d'appel de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

Taux de classement sans suite : il est calculé sur les seules affaires « poursuivables ». C'est le complément du taux de réponse pénale.

Taux de réponse pénale : il mesure la part des affaires « poursuivables » ayant fait l'objet soit d'une poursuite, soit d'une mesure alternative dite « de la troisième voie ».

Travail d'intérêt général : lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné, qui doit l'accepter, accompli, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 210 heures (art. 131-8 du CP).

	Pages		Pages
A		C	
Ab initio	121, 123	Cassation	27, 139
Abandon	49	Cautionnement	59, 71
Abandon de famille	173	Centre de détention	19, 212
Abandon de foyer	173	Centre de semi-liberté	19, 212
Abandon d'épave	203	Centre d'orientation et d'action éducative	19, 243
Absence	45	Centre pénitentiaire	19, 212
Absence d'autorisation de transport	183	Certificat de nationalité française	37
Abus de blanc-seing	179	Certificat de propriété	37
Abus de confiance	151, 179, 215, 251	Cession de l'entreprise	33, 43, 91
Acquisition d'armes	199	Cession de salaire	37
Acquisition de la nationalité française	79	Chambre de l'instruction s.a.i.	137, 315
Acquisition de stupéfiants	195	Chambre de l'instruction pour majeurs	119, 121, 123
Acquittement	127	Chambre de l'instruction pour mineurs	119, 121, 123, 235
Acte de cruauté sur animal	181	Chambre des appels correctionnels	137
Acte de notoriété	37	Chambre régionale des comptes	275
Acte d'huissier	305	Chantage	109, 115
Acte notarié	307	Citation directe	109, 115
Action éducative en milieu ouvert	240, 241, 249, 329 à 332	Classement sans suite	107, 109, 115, 237
Action possessoire	65	Classement sous condition	109
Administrateur judiciaire	305	Clerc de notaire	307
Admonestation	153, 155, 162, 163, 176, 181	Clerc d'huissier de justice	305
	195, 251, 255	Comité de probation	229, 231
Adoption	49	Commerce d'armes	151, 199, 255
Affaires familiales	84 à 89	Commerce de stupéfiants	195
Affaires poursuivables	106 à 109, 235 à 237, 321 à 325	Commissaire-priseur	307
Aide juridictionnelle	293 à 295	Comparution immédiate	109, 125, 129
Agression sexuelle	169, 170, 215, 259	Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [CRPC]	109
Ajournement avec mise à l'épreuve	229	Composition pénale	106 à 111, 321 à 323
Altération des facultés mentales	47, 89	Comptabilité délictueuse	191
Amende	153, 155, 162 à 203, 251, 255	Concession immobilière	65
Amende forfaitaire majorée	103, 115, 333 à 339	Conciliateur	301, 307
Antichrèse	65	Concurrence	53
Apposition de scellés	37	Conduite en état alcoolique	165, 183
Assassinat	161	Conduite malgré suspension de permis	183
Assistance éducative en milieu ouvert	241	Conduite sans permis	183
Association de malfaiteurs	199	Conflit collectif du travail	67
Association d'aide aux victimes	141	Conseil de prud'hommes	19, 41, 67, 341 à 345
Association chargée du suivi des mesures alternatives	113	Conseil d'État	19, 269
Association de contrôle judiciaire	121	Consentement mutuel	87, 89
Atteinte à la vie privée	173	Consultation d'orientation éducative	19
Autorisation de programme	15	Contentieux électoral non politique	37
Autorité parentale	49, 71, 85	Contentieux électoral politique	37
Avocat s.a.i.	303	Contentieux locatif	93
Avocat à la Cour de cassation	303	Contrainte par corps	24
Avocat au Conseil d'État	303	Contrat s.a.i.	57, 71
Avoué	305	Contrat d'aménagement d'un immeuble	59
B		Contrat d'assurance	61, 71
Bail à construction	65	Contrat de construction d'un immeuble	59
Bail commercial	51, 71	Contrat de réparation d'un immeuble	59
Banque	51, 71	Contrat de transport	59
Banqueroute	191	Contrat de travail	67
Baux d'habitation	57, 71	Contrat d'intermédiaire	61
Baux professionnels	57, 71	Contravention de 1 ^{re} à 4 ^e classe	115, 133
Baux ruraux	39, 57	Contravention de 5 ^e classe	107, 133, 155, 157, 255, 333 à 339
Biens	63, 71	Contrefaçon s.a.i.	53, 151, 191
Blessures involontaires s.a.i.	151, 155, 165, 166, 167, 261	Contrefaçon de chèque	187
Blessures involontaires par conducteur	165 à 167	Contrôle judiciaire	121, 129, 235, 239
Blocage de provision d'un chèque	187	Contumace	127
Bornage	63	Conversion de séparation de corps en divorce	47, 85, 87
Budget de la justice	15	Convocation sur procès verbal	109
		Copropriété	67, 71
		Corruption de fonctionnaire	197
		Coups et blessures	149, 151, 155, 161 à 167, 215, 255, 259
		Cour administrative d'appel	19, 271
		Cour d'appel	19, 20, 29, 45 à 69

	Pages
Cour d'assises s.a.i.	127, 315
Cour d'assises d'appel	127
Cour d'assises pour majeurs	127
Cour d'assises pour mineurs	127, 239
Cour de cassation	19, 27, 139
Cour des comptes	275
Créance salariale	67
Crédit-bail	57, 71
Crédits de paiement	15
Crime	117, 149, 247, 249
Curatelle s.a.i.	47, 83
Curatelle d'état	83

D

Déclaration de nationalité française	37, 39
Défaut d'assurance	183
Défaut de permis de construire	203
Défaut de plaque ou fausses plaques	183
Dégradation	151, 181, 251
Délai de réponse pénale	127, 129, 131, 133, 135, 137
Délit	117, 119, 151, 153, 251, 253
Délit de fuite	183
Demande acceptée	47, 87, 89
Dénonciation s.a.i.	107, 115
Dénonciation calomnieuse	197
Départition	41, 341 à 345
Désertion	199
Destruction s.a.i.	181, 251
Destruction d'objet gagé	179
Destruction d'objet saisi	179
Détention d'armes	199
Détention de stupéfiants	195
Détention provisoire	123, 125, 139
Détournement d'objet gagé	179
Détournement d'objet saisi	179
Diffamation	173
Discrimination	173
Disparition	45
Dispense de peine	153, 155, 162 à 203, 251, 255
Divorce s.a.i.	47, 71, 85, 87, 89
Divorce prononcé directement	87, 89, 317 à 319
Donation	51
Droit de garde	49
Droit de la famille	47, 71
Droit de visite	49, 85
Droit des affaires	51, 71
Droit des personnes	45, 71
Droit de douane	69
Droit d'enregistrement	69
Durée de détention provisoire	123, 125
Durée d'emprisonnement ferme	149, 203
Durée de l'instruction	117, 119
Durée des affaires civiles	31 à 43, 75 à 79, 89, 93, 101

E

Effectif budgétaire de la justice	17
Effet de commerce	53, 71
Élections à certains organismes	69
Élections politiques	69
Émancipation	45
Emphytéose	65
Emploi de stupéfiants	195
Emprisonnement	151, 161 à 203, 213, 247
Enfance délinquante	243 à 249
Enfance en danger	243 à 249
Entrave à la représentation des salariés	189
Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	189

	Pages
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France	199, 200
Escroquerie	179, 215, 251
Établissement judiciaire	19, 20
Établissement pénitentiaire	19, 212
État civil	45
Évasion de détenu	219
Exercice illégal d'une profession s.a.i.	191
Exercice illégal d'une profession médicale	195
Exhibition sexuelle	169
Expulsion de locataire	51, 57, 93
Extorsion de fonds	179

F

Fabrication, commerce illicites d'explosifs	199
Falsification de document	203
Faute (divorce pour)	47, 87
Faux en écriture privée	151, 203
Faux en écriture publique	151, 203
Faux et usage de faux	203, 215, 259
Faux-monnayage	199
Filiation adoptive	49
Filiation légitime	49
Filiation naturelle	49
Filouterie	179
Formation professionnelle	69
Foyer d'action éducative	17, 243
Fraude s.a.i.	151, 193
Fraude à l'impôt	193
Fraude aux prestations et cotisations sociales	189
Fugue du détenu	221

G

Gage	65
Gérance du fonds de commerce	51
Gestion délictueuse	191
Greffier s.a.i.	17
Greffier de tribunal de commerce	305
Greffier en chef	17
Groupement	51, 53, 71

H

Habitation	65
Harcèlement sexuel	169
Homicide involontaire s.a.i.	151, 165, 215, 259
Homicide involontaire par conducteur	165
Homicide volontaire	149, 161, 215, 259
Huissier de justice	311
Hygiène et sécurité	189
Hypothèque	65, 71

I

Impayés	95, 97
Implantation immobilière	19
Incapacité des majeurs	47, 83
Incapacités des mineurs	45, 81
Incarcération	217, 261
Indemnisation des victimes d'infraction	141
Indemnisation en matière de détention provisoire	139
Indivision	51, 71
Infraction à la circulation routière	151, 155, 183
Infraction contre la famille	151, 173
Infraction à la législation des chèques	151, 187

	Pages
Infraction à la législation du travail	151, 155, 189
Infraction à la législation économique	151, 155, 251
Infraction à la législation financière	151, 155, 251
Infraction à la législation sur la concurrence	151, 191
Infraction à la législation sur la famille	151, 173
Infraction à la législation sur la police des étrangers	151, 199
Infraction à la législation sur la santé	151, 155, 195, 215, 259
Infraction à la législation sur la sécurité sociale	151, 155, 189
Infraction à la législation sur le commerce	191
Infraction à la législation sur l'environnement	151, 155, 203
Infraction à la législation sur les finances publiques	151, 193
Infraction à la législation sur les jeux de hasard	199
Infraction à la législation sur les mœurs	151, 155, 169, 170
	171, 251
Infraction à la législation sur les prix	151, 191
Infraction à la législation sur les sociétés	151, 191
Infraction à la législation sur les stupéfiants	151, 195, 215, 251, 259
Infraction à la législation sur les transports	151, 155, 183, 184
	185, 251, 255
Infraction à la sûreté publique	149, 151, 155, 199, 200, 251
Infraction à l'ordre administratif	151, 155, 197, 251
Infraction à l'ordre économique	151, 155
Infraction à l'ordre judiciaire	151, 155, 197, 251
Infraction à l'ordre public général	151, 155, 203, 205, 251
Infraction contre la personne	149, 151, 155, 215, 247, 251, 259
Infraction contre les biens	149, 151, 155, 215, 247, 251, 259
Infraction douanière	193
Infraction en matière de chasse	203
Infraction en matière de navigation	183
Infraction en matière de pêche	203
Infraction militaire	151, 199
Injonction de payer	37, 95, 97
Injonction thérapeutique	107, 109
Insertion professionnelle	67
Insoumission	199
Institution spéciale d'éducation surveillée	19
Instruction : décision de clôture	117, 119, 121, 123
Interdiction de résidence	199
Interdiction de séjour	197
Interdiction d'émettre des chèques	153, 187
Interdiction du permis de conduire	153, 184
Interdiction du territoire français	153, 200
Intérêts des salariés	67

J

Jeunes majeurs	241, 243, 245
Jours-amende	153, 162, 176, 179, 181, 184, 195, 197
Juge de l'application des peines	221 à 223
Juge de l'exécution	99
Juge des affaires familiales	85 à 89
Juge des enfants	109, 119, 121, 131, 235
	239, 241, 329 à 331
Juge d'instruction	109, 117 à 123, 235
Juridiction de l'expropriation	29
Juridiction de proximité	135
Juridiction régionale de la libération conditionnelle	223
Juridiction s.a.i.	19

Pages

L

Légitimation	49
Levée de scellés	37
Libéralités	51
Libération s.a.i.	217, 261
Libération conditionnelle	223, 225, 261
Licenciement	67
Liquidation judiciaire s.a.i.	43, 53, 55, 91
Liquidation judiciaire immédiate	43, 91, 347 à 349
Location	51

M

Magistrat	17
Maison centrale	19, 212
Maison d'arrêt	19, 212
Majeur protégé	47
Mandat de dépôt	123
Mandataire liquidateur	305
Manifestation de volonté	78
Mariage	49
Médecine du travail	189
Médiateur	281 à 285
Médiation	107, 109
Médiation-réparation	107, 109, 235, 325 à 327
Menaces	173
Mesure alternative	109, 113, 235, 321 à 323, 325 à 327
Mesure d'investigation	241
Mesure éducative	153, 155, 162, 163, 176 à 181, 187, 195
	197, 203, 247, 249, 251
Meurtre	161
Meurtre sur mineur	161
Milieu fermé	213 à 219
Milieu ouvert	225, 227
Mineur protégé	45, 81
Mise en liberté surveillée	251
Mise en examen	117, 119
Mise sous protection judiciaire	251
Mitoyenneté	63
Montant des amendes	153 à 204

N

Nantissement	51, 65
Nationalité	37, 45, 79
Naturalisation	79
Négociation collective	67
Nom	45, 85
Non-assistance à personne en danger	173
Non-lieu	103, 117, 119, 121, 123
Non-lieu pour démence	119
Non-représentation d'enfant	173
Notaire	307

O

Obligations à caractère alimentaire	49, 71, 85
Obstacle au contrôle de transport routier	183
Office d'avocats	303
Office d'avoués	305
Office de commissaires-priseurs	307
Office de greffiers de tribunal de commerce	305

	Pages
Office de notaires	307
Office d'huissiers	305
Officier du ministère public	103, 115
Opposition	129, 131, 133, 135, 137
Opposition à injonction de payer	97
Ordonnance pénale	115, 133, 333 à 339
Ordonnance sur requête	31
Outrage à agent de l'autorité publique	197
Outrage à un magistrat	197
Outrage aux bonnes mœurs	169

P

Pacte civil de solidarité (PACS)	37
Parquet	107 à 113, 235, 325 à 327
Partage	51, 71
Paternité naturelle	49
Peine de substitution	153, 155, 161 à 204, 251, 255
Pension alimentaire	49, 85
Permission de sortir	223
Perpétuité	149, 161, 169, 175, 215, 247
Personnel de surveillance	17
Personnel éducatif	17
Personnes morales	109, 129
Placement à l'extérieur	221
Placement en établissement d'éducation surveillée	251
Placement s.a.i.	239, 329 à 331
Plainte	105, 107, 115
Plan de cession de l'entreprise	55, 91
Plan de continuation de l'entreprise	55, 91
Plan de redressement judiciaire	91
Police des étrangers	151, 199
Police des nomades	151, 199
Port et transport illicite d'armes	151, 199
Possession immobilière	65, 71
Possession mobilière	65
Prénom	45, 85
Prestation compensatoire	49, 85
Prêt d'argent	59, 71
Prévenu	213 à 217, 257, 259
Privilèges	55, 75
Prix illicites	193
Procédures alternatives aux poursuites	107, 109, 235
Procédure de jugement à délai rapproché	235
Procès-verbal	105, 107, 235, 237
Propriété artistique	63, 67, 71
Propriété immobilière	63, 71
Propriété industrielle	53
Propriété littéraire	63, 67, 71
Propriété mobilière	65
Protection des majeurs	83
Protection des mineurs	81
Protection sociale	67, 69, 71
Proxénétisme	169, 171, 215
Publicité mensongère	191

Q

Quasi-contrat	61, 63, 71
---------------	------------

R

Racolage	169
Rébellion	197
Recel	151, 175, 177, 215, 251, 259
Recel qualifié	175
Recherche des causes de la mort	117
Récidive	204 à 208
Réclusion criminelle	149, 161, 169, 175, 215, 247, 249, 259

Pages

Réclusion criminelle à perpétuité	149, 161, 169, 175, 215, 247, 249, 259
Redressement judiciaire	53, 55, 91, 347 à 349
Redressement judiciaire civil	53, 99
Référé	31 à 43, 71, 95, 97, 317 à 319, 333 à 339
Refus de vérification d'état alcoolique	183
Refus d'obtempérer	183
Régime matrimonial	49
Relations du travail	67, 71
Relaxe	129, 133, 137
Remise à personne	251, 255
Rémunération	37, 67
Réponse pénale	107, 109, 235, 237, 321 à 327
Requête conjointe	47, 87, 89
Responsabilité s.a.i.	61, 71
Responsabilité des personnes publiques	69
Responsabilité du fait d'autrui	63
Responsabilité du fait des choses immobilières	61, 71
Responsabilité du fait des choses mobilières	61
Responsabilité du fait des véhicules	61, 71
Responsabilité personnelle	
de certaines personnes qualifiées	63, 71
Rétablissement personnel	99
Retrait de provision d'un chèque	187
Révision des condamnations pénales	139
Risques professionnels	69
Rupture de la vie commune	47, 49, 87, 89
Rupture du contrat de travail	67
Rupture d'union	85, 87, 89

S

Saisie	99
Salarié protégé	67
Sanction disciplinaire	67
Section prud'homale	47, 341 à 345
Semi-liberté	221
Séparation de corps	47, 71, 85, 87
Séquestration	173
Servitudes	65, 71
Service éducatif auprès du T G I	17, 243
Service pénitentiaire d'insertion et de probation	225, 227
Société civile professionnelle d'avocats	303
Société civile professionnelle d'avoués	305
Société civile professionnelle de commissaires-priseurs	307
Société civile professionnelle de greffiers	
de tribunal de commerce	305
Société civile professionnelle de notaires	307
Société civile professionnelle d'huissiers de justice	305
Succession	51, 71
Suicide de détenu	219
Suivi socio-judiciaire	159
Surendettement des ménages	71, 99
Suspension du permis de conduire	153, 155, 162, 165 à 167
Travail illégal	176, 179, 181, 184, 197, 203

T

Taux d'appel	29, 31, 35, 41
Technique de vente répréhensible	191
Tentative préalable de conciliation	35
Testament	51
Trafic de stupéfiants	195
Transport d'armes	151, 199, 251
Transport de stupéfiants	195
Transport routier sans autorisation	183
Travail illégal	189
Travail d'intérêt général	153, 162 à 203, 225, 249, 251

	Pages
Tribunal administratif	19, 272 à 273
Tribunal aux armées	135
Tribunal correctionnel	109, 119, 123, 129
Tribunal de commerce	19, 20, 43, 97, 347 à 349
Tribunal de grande instance	19, 20, 31, 95, 317 à 319
Tribunal de grande instance à compétence commerciale	19, 20 33, 351
Tribunal de police	109, 115, 119, 133, 333 à 339
Tribunal de première instance	19, 20
Tribunal de première instance à compétence commerciale ..	19, 20
Tribunal des affaires de sécurité sociale	19, 20, 39
Tribunal des conflits	269
Tribunal d'instance	19, 20, 35, 95, 333 à 339
Tribunal du travail	19, 20
Tribunal mixte de commerce	19, 20
Tribunal paritaire des baux ruraux	39
Tribunal pour enfants	19, 20, 119, 131, 121, 123, 131 237, 239, 329 à 331
Tribunal supérieur d'appel	19, 20
Tromperie sur la marchandise	189
Tutelle s.a.i.	45, 47, 81, 83
Tutelle aux prestations sociales	47, 83
Tutelle avec conseil de famille	83
Tutelle d'État	83
Tutelle en gérance	83
Tutelle sous forme d'administration légale	83

	Pages
U	
Usage	65
Usage illicite de stupéfiants	195
Usufruit	65
Usurpation de fonctions	197
Usurpation de titre	197
Usurpation d'identité	197

V	
Vente	57, 71
Viol	149, 197, 215, 247, 249
Violation à l'interdiction d'émettre un chèque	187
Violation de domicile	171
Violences par conjoint ou concubin	159
Violences sur agent de l'autorité publique	195
Violences sur un magistrat	195
Vol	151, 175, 215, 251
Vol qualifié	175, 215, 259

W	
Warrant agricole	37

Les autres publications de la Sous-direction de la Statistique et des Études

“LES CHIFFRES CLÉS DE LA JUSTICE”

Un fascicule annuel qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l'activité de la Justice.

“INFOSTAT JUSTICE”

Un thème d'actualité, analysé en quatre pages de commentaires et tableaux, accessibles à tous publics.
Derniers numéros parus :

109. Les avocats : une profession en expansion qui se féminise
108. Les condamnés de 2007 en état de récidive ou de réitération
107. Les condamnations prononcées en 2008 : infractions sanctionnées et peines prononcées
106. L'adoption simple et plénière en 2007 : des projets différents
105. Les affaires prud'homales en 2007
104. Les divorces prononcés de 1996 à 2007
103. Les condamnations de personnes morales en 2005
102. L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la peine
101. L'activité pénale des parquets en 2007
100. L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la déclaration de culpabilité
99. Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2006
98. Les victimes face à la justice
97. Le pacte civil de solidarité [PACS] : une forme d'union qui se banalise
96. Une analyse statistique du traitement judiciaire de la délinquance des mineurs
95. Les condamnations pour infractions à la sécurité routière en 2005
94. Le suivi-socio judiciaire : bilan de l'application de la loi du 17 juin 1998
93. La contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs dans les jugements de divorce
92. Le recours des victimes aux avocats et aux associations d'aide aux victimes
91. L'activité des juridictions commerciales en 2005
90. Les annulations de mariages en 2004

Consulter le site internet du ministère de la Justice : <http://www.justice.gouv.fr>

Adresser ce BON DE COMMANDE à :
Ministère de la Justice et des Libertés
Sous-direction de la Statistique et des Études
13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Fax : 01 44 77 66 50

Titre	Numéro(s) ou Année (s)	Nb d'exemplaires
Les chiffres-clés de la Justice		
Infostat Justice		
Demande d'abonnement à Infostat Justice	oui	non

Nom :
Raison sociale :
Adresse :

L'annuaire statistique de la Justice est édité par la [Documentation française](#)

